

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

DU
RISQUE PROFESSIONNEL

COMMENTAIRE DES LOIS

du 9 avril 1898, du 24 mai 1899, du 29 juin 1899, du 30 juin 1899

ET DES RÈGLEMENTS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

du 28 février 1899

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le mardi 2 juillet 1901, à 1 h. 1/2 du soir

PAR

G. CORBET

Avocat

Sous la présidence de M. MOULIN, *professeur-adjoint.*

Suffragants { MM. DESSERTAUX, *professeur.*
VIGNES, *agrégé.*



DIJON

IMPRIMERIE BARBIER-MARILIER

40, RUE DES FORGES, 40

—
1901





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548203_0003

DU

RISQUE PROFESSIONNEL

DU
RISQUE PROFESSIONNEL

COMMENTAIRE DES LOIS

du 9 avril 1898, du 24 mai 1899, du 29 juin 1899, du 30 juin 1899

ET DES RÈGLEMENTS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

du 28 février 1899

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le mardi 2 juillet 1901, à 1 h. 1/2 du soir

PAR

G. CORBET

Avocat

Sous la présidence de M. MOULIN, *professeur-adjoint*.

Suffragants { MM. DESSERTAUX, *professeur*.
VIGNES, *agrégé*.



DIJON

IMPRIMERIE BARBIER-MARILIER

40, RUE DES FORGES, 40

—
1901

MEIS ET AMICIS

AVANT-PROPOS

Le droit est « un art qui évolue ». Son unique devoir est d'adapter l'idée de justice aux besoins du moment. A des temps nouveaux, il faut des idées nouvelles. La loi du 9 avril 1898 sur la responsabilité des accidents a consacré cette évolution du droit en matière de responsabilité, en introduisant dans notre législation un principe nouveau : celui du risque professionnel.

Ce principe, qui consiste à attribuer à l'ouvrier dans tous les cas une indemnité, abstraction faite de toute idée de faute, n'a pu naître qu'à notre époque, dans les conditions modernes du travail. Aujourd'hui, la vapeur, l'électricité, les engins mécaniques, remplacent en les décuplant les forces humaines. La vie de l'ouvrier se passe dans un contact continu avec les machines, il se familiarise avec elles, perd la notion exacte du danger qu'il court. Il ne peut dès lors plus être question de la vieille théorie de la responsabilité en cas de faute seulement. Un principe nouveau est nécessaire, l'industrie doit supporter les conséquences des accidents qu'elle cause. L'imprudence même de l'ouvrier devient un des risques qu'elle doit prévoir et compter dans les frais généraux.

Depuis longtemps, on avait compris la nécessité d'une législation nouvelle. Le premier jalon en avait été posé

dès le 29 mai 1880 par la première proposition de loi déposée par M. Martin-Nadaud à la Chambre des députés. Mais depuis cette époque on n'avait pu aboutir, les projets de loi s'étaient succédés sans qu'on pût arriver à une entente sur aucun d'eux. On peut dire qu'il n'est pas de loi qui ait subi plus d'incertitudes, provoqué des discussions plus vives, nécessité pour son élaboration des efforts plus opiniâtres que cette loi du 9 avril 1898.

Nous n'avons pas voulu, en étudiant cette loi, nous étendre sur des questions économiques et sociales, nous n'avons pas voulu aborder la discussion de théories qui seraient sorties du cadre d'une thèse d'ordre juridique.

Après une introduction où nous exposons en trois chapitres le système de la jurisprudence avant la loi, et où nous étudions d'une façon générale le principe même du risque professionnel, nous avons commenté les articles de la loi, en en suivant l'ordre, à part quelques modifications.

INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

La réparation des accidents du travail avant la loi du 9 avril 1898.

En matière d'accidents du travail, si l'on fait abstraction de tout droit spécial à l'industrie, édictant des règles quant à la responsabilité, il est possible de concevoir deux systèmes. On peut, en effet, se placer à deux points de vue bien différents : ou tenir le patron et l'ouvrier pour deux individus étrangers l'un à l'autre, ou prendre en considération le contrat de louage d'ouvrage qui les unit. Dans le premier cas, on peut dire que le grand principe de droit commun de la responsabilité s'appliquera : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute de qui il est arrivé à le réparer. » Le patron ne sera donc responsable envers l'ouvrier victime d'accident que s'il y a *faute* de sa part. Ici, la responsa-

bilité sera *délictuelle*. Dans le second cas, nous dirons : le patron est responsable envers l'ouvrier, parce qu'il existe pour le patron une obligation de veiller à la sûreté de ses ouvriers, obligation qui lui est imposée par le *contrat* de louage d'ouvrage ; ici la responsabilité sera *contractuelle*.

Ces deux systèmes ont été suivis en matière d'accidents du travail jusqu'à l'époque actuelle ; le premier par la jurisprudence française presque uniquement ; le second a été formulé assez récemment par la doctrine, et seule la jurisprudence belge l'a adopté. Nous exposerons dans deux sections les principes de ces deux systèmes, en faisant un examen sommaire de la jurisprudence ; dans une troisième section, nous verrons quels étaient leurs inconvénients dans les conditions actuelles du travail, et combien une réforme législative s'imposait.

SECTION I. — *Système de la responsabilité délictuelle.*

Dans ce système, on fait abstraction de tout lien juridique préexistant entre le patron et l'ouvrier. La responsabilité est appréciée comme si ces deux personnes étaient absolument étrangères l'une à l'autre, elle trouve sa base dans l'idée de faute. Le Code civil a, dans son article 1382, donné l'expression la plus générale de ce principe de responsabilité : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige

celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. » De ce texte résulte la nécessité de la faute comme base de la responsabilité qu'il prévoit. Il se complète d'ailleurs par l'article 1383, quant au sens à attribuer au mot faute : « Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa *négligence* ou son *imprudence*. » On n'a d'ailleurs pas établi de degrés dans la faute, la faute la plus légère suffit à engager la responsabilité de son auteur.

En général, les fautes peuvent résulter d'un délit ou d'un quasi-délit. Le délit civil consiste dans tout fait illicite accompli avec l'intention de nuire, tandis que le quasi-délit ne suppose pas cette intention.

En somme, la faute dommageable, à part l'intention de nuire, comporte trois éléments essentiels : « un *fait illicite* d'action ou d'omission, l'*imputabilité* de ce fait à une personne, un *préjudice* occasionné par ce fait à une autre personne. Le premier élément vise non seulement un fait positif, mais aussi un fait d'imprudence ou de négligence; son caractère est d'être accompli sans droit. Cette condition n'est pas remplie si le fait n'a été que le résultat de l'exécution d'un devoir imposé ou l'exercice d'un droit reconnu par la loi.

Le second élément, l'imputabilité, fait défaut dans trois cas : s'il y a eu cas fortuit, force majeure ou cause inconnue. Ces trois cas ne se confondent pas. Dans la matière qui nous occupe (les accidents du travail), le cas fortuit est inhérent à la cause du dommage, à la machine, par exem-

ple, qui aura blessé, tandis que la force majeure résulte d'une cause extérieure indépendante du travail. Quant à la cause inconnue, par cela même qu'elle est inconnue, elle exclut toute définition.

Le troisième élément, le préjudice, implique l'existence d'une relation directe et immédiate de cause à effet entre le préjudice et la faute. Ce préjudice doit être actuel, certain et appréciable.

Ces trois éléments sont suffisants pour constituer la faute. Il ne sera pas nécessaire que la faute soit personnelle pour qu'il y ait lieu à responsabilité. Dans la matière qui nous occupe, le patron sera responsable de la faute des personnes dont il répond (art. 1384). L'ouvrier blessé pourra donc avoir deux débiteurs, l'auteur du fait et la personne civilement responsable. Il aura deux actions, une de l'article 1382, l'autre de l'article 1384. Deux obligations seront nées, une principale incombant au patron, l'autre accessoire incombant au préposé auteur de la faute. Ne pourrait-on dire qu'il y a dans cette façon de concevoir la responsabilité une dérogation à ce principe « nul n'est garant que des fautes qu'il a commises personnellement ? » En analysant la question, nous voyons que la dérogation n'est qu'apparente. Pourquoi le patron est-il responsable de la faute de son préposé ? C'est que celui-ci agit sous ses ordres et que le patron est responsable en vertu du principe « *qui mandat ipse fecisse videtur* ». L'article 1384 n'a donc fait qu'établir à la charge du commettant une pré-

somption de faute *juris et de jure*, c'est-à-dire non susceptible de preuve contraire. Cette solution résulte du texte lui-même, qui n'admet la preuve contraire que pour les père et mère, instituteurs et artisans, et passe sous silence les maîtres et commettants (Cass., 3 avril 1860, S. 60, I, 1013. — Dijon, 23 avril 1869, S. 69, II, 148. — Cass., 19 avril 1887, S. 87, I, 217). Suivant la majorité des auteurs, cette responsabilité du fait d'autrui a son fondement dans deux idées : 1^o le patron est responsable à raison du choix qu'il fait librement de ses préposés ; 2^o il est responsable à raison de l'autorité qu'il a sur ses employés et de la surveillance qu'il doit exercer sur eux (Cass., 25 octobre 1886, S. 87, I, 457). Cette seconde idée nous donne d'ailleurs le critérium nécessaire pour savoir quand il y a relation de préposé à commettant ; ces relations existeront lorsqu'à l'occasion d'un mandat donné par une personne à une autre, cette personne aura autorité sur cette autre, c'est-à-dire droit de la surveiller, de lui donner des ordres (1). C'est à la personne qui allègue un fait à en démontrer l'existence : « *actori incumbit onus probationis* ». Par application de ce principe, puisque la responsabilité suppose un préjudice causé, un fait dommageable, ce sera à la personne qui veut se prévaloir de ce dommage à en prouver l'existence, l'ouvrier devra prouver la faute

(1) Liège, 19 mai 1880. S., 80, IV, 40. — Cass., 15 janvier 1889. S., 89, I, 74. — Riom, 14 janvier 1884. D., 85, II, 116.

du patron pour que la responsabilité de celui-ci soit mise en jeu. La conséquence importante de ce système de la responsabilité délictuelle est donc au point de vue du fardeau de la preuve. L'ouvrier victime d'accident, qui prétend avoir droit à une indemnité, doit faire la preuve d'une faute, imprudence ou négligence à la charge du patron ou des personnes dont celui-ci répond aux termes de l'article 1384. Dans les cas de force majeure, les cas fortuits, si la cause de l'accident est inconnue ou si elle lui est imputable, l'ouvrier devra en rapporter les conséquences et n'aura droit à aucune indemnité.

Dans quelle mesure devra être tenu le patron en cas de faute de sa part ou d'un de ses préposés ? La loi n'a pas établi de degrés dans la faute, elle ne nous dit pas dans quelle mesure elle doit être réparée. Nous devons nous en tenir à la généralité des termes de l'article 1382 : « tout fait quelconque », et dire que la patron devra la réparation de tout le préjudice causé, rien de plus, rien de moins. La réparation doit être entière, intégrale, rigoureusement proportionnée au préjudice causé.

Tel est l'exposé des principes de ce système de la responsabilité délictuelle. Ce fut celui de la jurisprudence française jusqu'à l'époque actuelle. Elle admet toujours les articles 1382 et suivants du Code civil comme fondement de la responsabilité des patrons en matière d'accidents survenus à leurs ouvriers. Des décisions caractéristiques ont été rendues sur ce point à une époque relative-

ment récente. La cour de Rennes a déclaré le 20 mars 1893 que l'on ne pouvait se référer à des textes empruntés à la matière des contrats (D. 93, 2, 526). La Cour de cassation s'est inspirée des mêmes principes dans un arrêt du 5 avril 1894 (D. 94, I, 479).

Pour qu'il y eût lieu à réparation, il fallait qu'il y eût faute démontrée du patron. Le patron n'était donc pas responsable des dommages consécutifs, soit à la seule faute de l'ouvrier (9 mars 1880. D. 80, I, 296), soit au cas fortuit ou à la force majeure (Cass. 26 novembre 1877. D. 1878. I, 118); soit au risque inhérent au travail et indépendant de toute faute du patron, dans l'installation, la surveillance ou le choix de l'ouvrier. (Dijon, 16 mars 1865. D. 65, 2, 81).

Cependant la jurisprudence, il faut le reconnaître, avait fait tous ses efforts pour tempérer la rigueur de ces principes. Elle avait considérablement élargi l'idée de faute. Une simple négligence, un manque de précaution même minime suffisaient pour qu'elle déclarât le patron responsable d'un accident. On était même allé jusqu'à dire qu'il y avait faute par cela seul que l'accident eût pu être évité, quelque coûteuses et quelque inusitées qu'on suppose les précautions nécessaires pour obtenir le résultat. Le patron était responsable de toute faute, soit dans l'installation matérielle de l'outillage (Cass. 7 janvier 1878. D. 78, I, 297), soit dans l'organisation du personnel (Cass. 13 février 1882. D. 82, I, 419), soit dans la direction et la surveillance (Paris, 24 août 1877. D. 78, 2, 97),

soit dans les modes d'exécution ordonnés (Grenoble, 11 février 1892. D. 92, 2, 292), soit dans le choix de l'ouvrier eu égard aux difficultés du travail dont il était chargé (Orléans, 13 décembre 1884. D. 86, 2, 12). Le patron était tenu d'atténuer ou de supprimer les dangers du travail, de prendre même les mesures que permettaient les exigences de l'industrie et qui devaient garantir l'ouvrier contre sa propre imprudence (Paris, 21 décembre 1874. D. 76, 2, 72. — Nancy, 18 novembre 1897. Gaz. Pal. 98, I, 314).

Deux lois, l'une du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, l'autre du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, ont édicté un certain nombre de mesures à prendre pour éviter les chances d'accidents. Une infraction quelconque à l'une de ces lois suffisait à rendre le patron responsable de l'accident survenu dans son usine ou son chantier. La preuve toujours restée à la charge de l'ouvrier était singulièrement faussée, puisqu'il suffisait, pour constituer le patron en faute, de prouver, par exemple, qu'une machine n'était pas installée conformément aux lois nouvelles, ce qui est une question de fait généralement assez facile à trancher. La Cour de cassation était même allée très loin dans cette voie, elle avait décidé, dans un arrêt du 7 août 1895 (D. 96, I, 81), que le patron qui retient un ouvrier mineur de seize ans à l'atelier au delà de la limite fixée par la loi pour la durée de la journée de travail

commet une faute qui est en relation *nécessaire* avec les accidents survenus à l'ouvrier pendant la prolongation irrégulière de son travail ; par suite, le patron ne peut être exonéré de responsabilité sous prétexte que l'accident aurait été causé par l'imprudence de la victime ; les juges sont seulement autorisés à réduire le chiffre des dommages à raison de la faute de l'ouvrier.

La jurisprudence française tempérait encore la rigueur des principes en admettant le plus souvent possible qu'il y avait faute commune du patron et de l'ouvrier. Reconnaître cette faute, dans un grand nombre de cas, était un moyen pour elle de ne pas exclure la responsabilité patronale qui était simplement atténuée. Les art. 1382 et 1383 ne limitant pas la responsabilité de celui par la faute duquel l'accident était arrivé, on pouvait admettre souvent que le patron et l'ouvrier avaient chacun une part de faute dans l'accident. C'est ainsi que l'imprudence de la victime, tout en autorisant le tribunal à réduire le chiffre des dommages-intérêts, ne permettait pas d'affranchir de toute responsabilité celui dont la faute avait contribué à déterminer l'accident ou à en aggraver les conséquences (Cass. 8 février 1875. D. 75, I, 320). Un ouvrier victime de son imprudence recevait cependant une indemnité, s'il était prouvé qu'il y avait eu faute commise par le patron dans l'organisation du travail (Chambéry, 17 juin 1896. D. 97, 2, 266. — Cass. 29 juin 1897. D. 97, I, 352).

SECTION II. — *Système de la responsabilité contractuelle.*

Ce système dérive de l'idée suivante : le patron, en embauchant un ouvrier, contracte, par une clause tacite du louage de service qui intervient, non seulement l'obligation de payer à l'ouvrier le salaire convenu, mais encore celui de veiller à sa sécurité. Dès lors, si la sécurité de l'ouvrier n'est pas réalisée, une des obligations dérivant du contrat n'est pas exécutée et la responsabilité du patron est engagée.

En effet, disaient les promoteurs de cette théorie, l'article 1382 règle les rapports des personnes qui n'ont pas contracté ensemble ; dès qu'il y a contrat, les obligations réciproques des parties sont régies par le contrat qui les lie et uniquement par ce contrat ; le patron, en prenant un ouvrier à son service, contracte l'engagement d'écarter de lui tout danger et de veiller à sa sécurité. Partant de là, si un accident arrive à l'ouvrier, c'est au patron à prouver qu'il n'a pas manqué à cette obligation de garantir la sécurité de son ouvrier. Les articles 1147 et 1148 du Code civil s'appliquent, c'est au débiteur à justifier du cas fortuit qui le libère. Ce système a donc pour conséquence très importante de mettre tout le fardeau de la preuve à la charge du patron. L'ouvrier *reste sur la défensive*. Il n'a qu'à établir, pour engager

un procès, qu'il a été victime d'un accident survenu pendant ou à l'occasion de son travail. La présomption est que cet accident est dû à une cause dont est responsable le patron ; celui-ci ne pourra détruire cette présomption que s'il prouve que l'accident est dû à une *cause fortuite*, que personne ne pouvait empêcher et dont il ne peut être rendu responsable, ou s'il démontre que l'ouvrier était en faute. Dans ce système le patron est débiteur contractuel de sécurité. Il doit pouvoir restituer l'ouvrier intact, tel qu'il l'a reçu, à la sortie de l'usine ou de la manufacture. Cette théorie, dans sa forme la plus large, a été émise par MM. Sauzet et Sainctelette (Sauzet. De la responsabilité des patrons. Revue critique de législation et de jurisprudence. 1883, p. 596 et 677. — Sainctelette. De la responsabilité et de la garantie, 1884).

M. Labbé a donné une interprétation moins générale de cette théorie. Il n'impose pas à l'industriel une obligation de garantie complète. L'obligation de garantie qui dérive du contrat n'existe que si une relation apparente de causalité rattache l'accident à l'outillage, et elle se traduit par la nécessité qui s'impose au patron de prouver qu'il a pris toutes les mesures de sécurité que commandent la prudence et l'équité ; l'ouvrier doit établir d'abord que le dommage provient de la machine, et le patron, pour s'exonérer de toute responsabilité, doit démontrer qu'il a pris les précautions nécessaires (Labbé. Notes dans Sirey. 1885, 4-25 ; 1886, 2-97, 4-25 ; 1889, 4-1, et : La responsabilité délictuelle et contractuelle, Revue cri-

tique de législation et de jurisprudence, 1886, p. 433). M. Glasson a proposé une interprétation plus étroite encore consistant à admettre la responsabilité contractuelle sans établir aucune présomption de faute à l'égard du patron (Glasson. Le Code civil et la question ouvrière, 1886, Compte rendu de l'Académie des sciences morales et politiques, t. 125, p. 870). Enfin M. Esmein (notes dans Sirey, 1897, 1-17 ; 1898, 1-65) considère le contrat de louage de service comme produisant non seulement une obligation de sécurité à la charge du patron, mais une obligation de garantie des vices même cachés. Le patron doit protéger ses ouvriers contre les vices de l'outillage qu'il leur remet en exécution de ce contrat. Si donc un vice de l'outillage a causé un accident, le patron doit prouver qu'il avait pris toutes les précautions nécessaires pour prévenir l'accident, afin de dégager sa responsabilité. L'ouvrier n'est tenu que de prouver le vice de la chose, et c'est au patron à prouver qu'il lui était impossible de connaître ce vice.

Seule la jurisprudence belge a appliqué ce système, la jurisprudence française, en général, a toujours refusé de le consacrer, et en a donné les raisons dans un arrêt de la cour de Rennes du 20 mars 1893 (D, 1893, 2-526) dont les termes sont les suivants : « Qu'à moins d'admettre qu'au moment de la promulgation du Code civil l'ouvrier ait été, comme l'était autrefois l'esclave, assimilé à une chose dont le patron serait le preneur, il faut reconnaître, avec la grande majo-

rité des jurisconsultes français, que le législateur a intentionnellement gardé le silence sur la responsabilité des accidents dont l'ouvrier peut être la victime, par ce double motif qu'entre des hommes libres, égaux en droits, le contrat de louage d'ouvrage et d'industrie porte exclusivement sur la quantité, la qualité, la rémunération du travail à exécuter, et que la règle de l'article 1382 Code civil, suivant laquelle tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer, est générale, absolue, applicable dans tous les cas, que le dommage ait été causé au cours de l'exécution d'un contrat quelconque à l'un des contractants par son co-contractant, ou qu'il soit le fait d'un tiers juridiquement étranger à la personne lésée ».

Cependant on peut trouver dans la jurisprudence française quelques cas où elle a pris en considération la situation des parties unies par un lien juridique quelconque pour attribuer à l'ouvrier une indemnité. En effet, le contrat intervenu entre le patron et l'ouvrier se rattache non seulement au louage de service, mais aussi au mandat. Dès lors, si le mandat est caractérisé, l'ouvrier peut réclamer le bénéfice de l'article 2000 du Code civil qui oblige le mandant à indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion sans imprudence de sa part. L'attribution d'une indemnité n'est pas subordonnée à l'existence d'une faute du patron. Un arrêt

en ce sens a été rendu par la Cour de Paris, le 14 août 1852 (D. 1853, 2-75).

La jurisprudence a paru plus récemment faire abstraction de la notion de faute pour attribuer une indemnité à l'ouvrier, sans invoquer d'ailleurs une clause tacite de garantie résultant du contrat de travail. Elle consacrait une théorie qui, s'appuyant sur le n° 1 de l'article 1384, déclare le patron responsable « du fait des choses qu'il a sous sa garde ». Dès lors il suffisait qu'il fût établi que l'accident avait été causé à l'ouvrier par une machine appartenant au patron pour que l'ouvrier eût droit à une indemnité. Cette théorie se résumait en trois formules : 1° le demandeur en indemnité n'est pas tenu de prouver la faute du patron ; 2° le patron ne peut échapper à sa responsabilité en prouvant qu'il n'a commis aucune faute ; 3° la responsabilité du patron est étrangère à toute notion de faute, elle découle directement de la loi (Josserand. De la responsabilité du fait des choses inanimées, p. 74). Il suffisait donc au demandeur de prouver le lien de causalité entre le travail et le dommage ; de plus, le patron ne pouvait s'affranchir de sa responsabilité par une convention. Les cas fortuits et les cas où la cause de l'accident est inconnue (pourvu, toutefois, qu'elle fût inhérente au travail) incombaient seuls au patron. Les cas de force majeure, c'est-à-dire les cas résultant d'un fait indépendant du travail, et les cas de faute de l'ouvrier excluaient la responsabilité du patron (celui-ci devant répondre uniquement du fait des choses, mais non de la faute

de l'ouvrier lui-même). La chambre civile de la Cour de cassation et le Conseil d'Etat appliquèrent cette théorie.

Nous trouvons, en effet, un arrêt du 16 juin 1896 (1) de la chambre civile de la Cour de cassation qui déclare le patron responsable par cela seul qu'il y a relation de cause à effet entre le dommage et la machine placée sous la garde du patron : « Attendu que l'arrêt attaqué constate souverainement que l'explosion de la machine du remorqueur à vapeur qui a causé la mort de T... est due à un vice de construction ; qu'aux termes de l'article 1384 du Code civil, cette constatation, qui exclut le cas fortuit et la force majeure, établit, vis-à-vis de la victime de l'accident, la responsabilité du propriétaire du remorqueur sans qu'il puisse s'y soustraire en prouvant soit la faute du constructeur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé ».

D'autre part, le Conseil d'Etat déclarait l'Etat responsable des accidents arrivés aux ouvriers dans ses mines sans qu'il pût être relevé aucune faute à sa charge. Deux arrêts firent application de cette théorie, l'un du 21 juin 1895, l'autre du 28 février 1896 (M. 1895, 509 et s. ; 1896, 199).

Cependant il faut reconnaître que l'adoption de cette théorie ne fut pas généralisée. Nous trouvons en effet un arrêt de la chambre des requêtes de la Cour de cassation du 30 mars 1897 qui repousse

1) S. 1897, 1-17.

une demande d'indemnité en fondant sa décision sur l'impossibilité de trouver dans un cas fortuit des éléments de responsabilité. « Attendu que l'arrêt attaqué constate que l'accident a donné lieu à deux enquêtes..., qu'il résulte de ces deux mesures d'instruction que les foyers et les chaudières du (nom du bateau) étaient construits conformément aux règles de l'art, en bon état d'entretien, et qu'il... est impossible de déterminer la cause d'un accident qui doit rentrer dans la catégorie des accidents fortuits déjouant toute prévision et ne pouvant engager aucune responsabilité; qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué... a vainement appliqué les articles 1382, 1383 et 1384, Code civil... » (S. 1898, 1-71). Cet arrêt semble limiter considérablement la portée de l'arrêt précité du 16 juin 1896.

D'autre part, les termes mêmes des conclusions du commissaire du Gouvernement qui avaient précédé l'arrêt du Conseil d'Etat du 21 juin 1895 excluaient toute répercussion de la jurisprudence administrative sur la jurisprudence civile. En effet, disait-on, le droit civil n'est pas applicable aux rapports juridiques qui existent entre l'Etat et les agents qu'il emploie pour les services publics, et par suite, aux questions de responsabilité qui peuvent découler de l'exécution de ce contrat d'une nature toute spéciale.

SECTION III. — *Nécessité d'une réforme
législative.*

En somme, nous venons de voir dans les deux sections précédentes que la jurisprudence française a toujours rattaché au grand principe de l'article 1382 la réparation des accidents du travail. Elle a toujours obligé l'ouvrier à faire la preuve d'une faute, imprudence ou négligence quelconque à la charge du patron ou d'un de ses préposés. Et, bien que les tribunaux, depuis environ trente ans, aient cherché à alléger le plus possible ce fardeau de la preuve, il ont toujours strictement maintenu le principe, si bien que dans beaucoup de cas, cas fortuits ou de force majeure, ou cas dans lesquels la cause de l'accident ne peut être déterminée, l'ouvrier n'avait droit à aucune indemnité et pouvait être réduit à la misère. Il y avait là une situation qui avait ému depuis longtemps l'opinion publique. C'est ainsi qu'on avait calculé que sur 100 accidents 20 sont dus à la faute du patron, 25 à celle de l'ouvrier, 8 à la faute combinée du patron et de l'ouvrier ou à celle de tiers, 47 au cas fortuit, à la force majeure ou à une cause non déterminable (Bellom, de la Responsabilité en matière d'accidents du travail, p. 13, n° 22). Il y avait donc à peu près la moitié des cas où l'ouvrier, privé de tout ou en partie de son salaire, n'était pas indemnisé et se voyait privé de son gagne-pain.

La transformation de l'industrie moderne, le développement du machinisme, la substitution de la machine au moteur animé, l'agglomération dans de vastes usines de nombreux ouvriers, avaient fait ressortir l'insuffisance de notre régime juridique quant à la réparation des accidents. M. Cheys-son nous dit, dans un article du *Journal des Economistes* du 15 mai 1888 : « Quand le terrassier travaille avec sa bêche, le bûcheron avec sa hache, l'outil dans ses mains n'est que le prolongement de ses propres organes et l'on peut admettre à la rigueur qu'il en soit responsable. Mais combien autre est son rôle vis-à-vis d'un haut-fourneau, d'une chaudière, d'un laminoir, de ces métaux en fusion, de ces appareils formidables, de ces forces irrésistibles dont le moindre attouchement est mortel. L'ouvrier n'a plus le choix de ses outils, il les subit. » Malgré tout, nous ne croyons pas que cette transformation de l'industrie ait bien augmenté les risques de l'ouvrier. M. Tarbouriech, dans son livre sur la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (page 112) nous paraît avoir une vue très nette des conditions du travail moderne. Il remarque, tout d'abord, qu'il est un grand nombre de petites industries où les risques n'ont jamais changé. Il cite comme exemple le métier de charretier, un des plus dangereux, paraît-il, puisque les compagnies d'assurances demandent une prime de 40 %. Il est vrai, d'ailleurs, que, dans une même industrie, les compagnies d'assurances exigent une prime plus élevée quand l'ou-

tillage est mécanique (les primes dans l'industrie du charroinage et de la menuiserie sont de 1,35 à 2,25 %, tandis que dans l'industrie similaire des scieries mécaniques, la prime exigée est de 7,50 %).

Dans la grande industrie, M. Tarbouriech nous fait remarquer que le développement du machinisme a eu pour résultat de diminuer les dangers. Prenant pour exemple les mines, il nous montre combien de nos jours cette industrie est moins dangereuse qu'au temps où les petites filles remontaient le charbon à la surface sur des échelles.

On peut citer encore une statistique donnée par le gouvernement allemand des accidents industriels survenus en 1887. Cette statistique porte sur 3,861,560 ouvriers et les accidents qu'elle vise sont exclusivement ceux qui ont été suivis de mort ou d'une incapacité de travail de plus de treize semaines. La répartition fournie par cette statistique des accidents d'après leurs causes est la suivante :

Machines.....	26,84 p. 100
Appareils à vapeur.....	0,47
Explosifs.....	1,80
Matières combustibles, chaudes et corrosives.....	5,36
Eboulements et chutes d'objets.....	20,80
Chutes de personnes.....	14,48
Manutention de fardeaux.....	9,91
Conduite de voitures.....	5,69
Chemins de fer.....	4,29
Navigation.....	0,99
Animaux.....	1,12
Outils.....	5,62
Divers.....	2,63

On peut se rendre compte, par l'examen de ce tableau, que les accidents dus aux machines représentent à peine 27 o/o du total (1).

On ne peut donc dire que la transformation de l'industrie moderne ait accru les risques des ouvriers. Ce qui est vrai, c'est que cette transformation a fait ressortir l'insuffisance de notre régime juridique en matière de réparation d'accidents. En effet, les ouvriers sont agglomérés en grand nombre sur un même point, un seul accident fait parfois de nombreuses victimes. Il y a moins de cas isolés, mais l'esprit est frappé par le nombre des malheureux compris dans un éboulement ou dans une explosion de grisou par exemple.

L'attention des hommes politiques et des publicistes avait donc été attirée sur l'insuffisance de la réparation des accidents, et sur la situation fâcheuse que faisait à l'ouvrier l'obligation de prouver dans tous les cas la faute du patron. Un procès devait être engagé, et alors s'engageait entre les deux parties, patron et victime, une lutte inégale. La victime elle-même, surprise par l'accident, pouvait ne pas se rappeler les circonstances qui l'avaient accompagné, l'état des lieux pouvait avoir été changé depuis l'accident, les témoins pouvaient avoir disparu, ou étaient réduits du silence par crainte de leur responsabilité personnelle. Il fallait ajouter à cela les difficultés et les

(1) Bellom, Responsabilité en matière d'accidents du travail, p. 12, note 1.

lenteurs de la procédure ; pendant le cours du procès, de quoi vivait la victime ? Enfin, lors qu'elle triomphait, elle pouvait se retrouver en face d'un adversaire insolvable. M. Vavasseur, dans un article du journal *le Droit*, du 20 mai 1880, nous a fait en termes saisissants un tableau de la situation misérable de la victime d'accidents dans la plupart des cas : « Les malheureux plaignants, nous dit-il, se présentent à l'audience ; anxieux, ils attendent qu'on appelle leur cause. L'audience finit, et on l'appelle pas ; ils s'en retournent navrés pour revenir subir pendant de longues semaines les mêmes péripéties, et pendant ce temps la misère étreint de plus en plus la famille ».

Une statistique bien connue et qu'on a souvent citée (nous aurons à y revenir au cours de ce travail) a classé les accidents quant à leur cause : dans 68 cas pour cent les accidents sont dus à des cas fortuits ou de force majeure ou à une cause inconnue, dans 20 cas pour cent ils sont dus à la faute de l'ouvrier, et seulement douze fois sur cent ils sont dus à la faute du patron. Si favorable que se montre la jurisprudence à l'ouvrier, quels que soient les tempéraments qu'elle apporte à la rigoureuse application de l'article 1382 en matière d'accidents du travail, l'ouvrier victime de sa profession n'aura droit à aucune indemnité environ quatre-vingt fois sur cent.

Les patrons, aussi bien que les ouvriers, souffraient de la rigueur des principes appliqués par la jurisprudence et demandaient une réforme législative. Toute imprudence de leur part consti-

tuait un délit pénal d'homicide, et les ouvriers, conseillés par des agents d'affaires, exerçaient un chantage qui réussissait le plus souvent par la menace d'une comparution au « banc d'infamie » de la police correctionnelle. En second lieu, lorsque le patron étant reconnu responsable, l'indemnité n'était pas tarifée (et les tribunaux avaient toute latitude d'appréciation à cet égard), dans certains cas, les patrons pouvaient être condamnés à des indemnités considérables, source de gêne et parfois de ruine. Il faut ajouter à cela l'incertitude où ils étaient du taux d'indemnité et l'impossibilité de prévoir les cas d'accidents dans leurs frais généraux. Enfin l'article 1384 mettait le patron à la merci d'une faute quelconque, si légère qu'elle fût, de ses préposés, faute qu'il était toujours impossible de prévenir.

Les patrons avaient bien cherché à pallier ces inconvénients en recourant aux assurances. Ils y voyaient un double avantage : 1^o substituer à des indemnités éventuelles une indemnité annuelle connue, qu'ils pouvaient faire entrer dans leurs frais généraux et dans le coût du produit ; 2^o rejeter sur les compagnies d'assurances les frais et les ennuis du procès. Mais ces avantages donnés par les compagnies d'assurance étaient encore insuffisants. Nous savons que l'indemnité était illimitée et que les tribunaux avaient toute latitude pour l'apprécier; les compagnies ne voulurent pas prendre à leur charge ce risque illimité, elles n'assurèrent les risques d'accident qu'en partie : dès lors, si le patron était condamné à une indemnité su-

périeure à celle pour laquelle il s'était assuré, il devait déboursier la différence. L'assurance, en outre, ne faisait pas disparaître les procès, elle en faisait plutôt naître de nouveaux ; des contestations pouvaient s'élever entre le patron et l'ouvrier, entre le patron et la compagnie d'assurance ; souvent il arrivait que l'ouvrier prétendait recevoir une somme inférieure à celle à laquelle il avait droit dans la police.

Enfin, les patrons avaient pris l'habitude de prélever le montant des *primes* d'assurance sur les salaires de leurs ouvriers, d'où réclamations, d'ailleurs justifiées, de ces derniers. En somme, l'assurance ne satisfaisait pas plus les patrons que les ouvriers.

La nécessité d'une nouvelle législation appropriée aux conditions modernes de l'industrie se faisait donc sentir, et, à part quelques économistes dissidents, MM. Frédéric Passy (séance de la Chambre des députés du 13 mars 1883. *J. off.*, p. 563), Yves Guyot, Hubert Valleroux, qui voulaient laisser agir la loi de l'offre et de la demande et prétendaient qu'il y aurait toujours un rapport direct entre le risque couru par l'ouvrier et son salaire, on était unanime à demander une loi nouvelle et consacrant une théorie juridique toute moderne, qui fût en harmonie avec le mouvement des temps et des idées.

Cette théorie fut celle du risque professionnel. Elle trouva son expression dans la loi du 9 avril 1898.

Nous poserons les principes de cette théorie dans le troisième chapitre de notre Introduction.

CHAPITRE II

Historique de la loi du 9 avril 1898.

Nous venons de voir, dans le premier chapitre de notre Introduction, comment la jurisprudence, plaçant l'idée de faute à la base de toute responsabilité, appliquait l'article 1382 à la réparation des accidents du travail. Nous avons vu aussi quels étaient les inconvénients de ce système, combien le besoin d'un principe nouveau se faisait sentir, étant données les nécessités de l'industrie moderne. Ce principe s'est fait jour sous le nom de risque professionnel et il a eu sa consécration législative dans la loi du 9 avril 1898. Cette loi a été le fruit d'une longue élaboration au sein de la Chambre et du Sénat, élaboration que nous allons étudier dans la seconde partie de notre Introduction.

SECTION I. — *Préliminaires.*

C'est M. Martin Nadaud, ancien ouvrier, qui, le premier, appela l'attention de la Chambre sur les lacunes de notre législation en matière d'accidents du travail en proposant « que l'employeur

fût toujours de plein droit responsable, à moins qu'il ne prouvât que l'accident a été le résultat d'une faute commise par la victime ». Le 4 novembre 1881, M. Martin Nadaud, reprenant cette proposition, demandait l'adoption définitive dans notre législation du système dit « du renversement de la preuve », système que nous avons étudié dans notre première partie.

Le 14 janvier 1882, M. Peulevey déposait une proposition de loi combattant la proposition de M. Martin Nadaud. Il soutenait que le système de celui-ci établissait un privilège au profit d'une classe de citoyens. Il demandait que tous les accidents quels qu'ils fussent, dus aux cas fortuits ou de force majeure ou à l'imprudence de l'ouvrier, fussent mis à la charge de l'Etat, qui organiserait une caisse des accidents, caisse à laquelle les ouvriers feraient un versement annuel de 2 francs.

Le 11 février 1882, M. Félix Faure, combattant à la fois les propositions de MM. Nadaud et Peulevey, demandait que l'indemnité fût limitée. Il établissait des catégories dans les accidents, demandait la création d'un tribunal arbitral, d'une caisse d'assurances alimentée par le capital de la caisse d'assurances créée en 1868, par des primes payées par les industriels, enfin par une subvention de l'Etat. Le 7 mai 1882, M. Henry Maret proposait une modification à ce projet en demandant la constitution d'un jury par département, qui aurait mission de juger toutes les contestations relatives aux accidents du travail sous la présidence d'un juge du tribunal civil.

La commission nommée par la Chambre examina ces divers projets, proposa elle-même, par l'organe de son rapporteur M. Alfred Girard, une simple modification à l'article 1384 qui consacrait la responsabilité du fait de la chose. « Dans les usines, manufactures, chantiers, mines et carrières, chemins de fer, et, en outre, dans les autres exploitations où il est fait usage d'un outillage à moteur mécanique, le patron était présumé responsable des accidents survenus dans le travail à ses ouvriers et préposés, mais voyait cesser cette présomption s'il prouvait que l'accident était dû à la force majeure, aux cas fortuits ou à l'imprudence de la victime ». Ce projet ne reçut pas l'approbation de la Chambre, qui renvoya à la commission l'examen des projets de MM. Peulevey et Félix Faure.

Le 9 mars 1883, la commission proposa à la Chambre d'adopter le projet Félix Faure. Mais trois contre-projets furent déposés, un premier par M. Girard qui demandait la réparation des accidents quelle qu'en fût la cause, lorsqu'il était fait usage d'un moteur mécanique, et maintenait le droit commun dans tous les autres cas. M. Brousse demandait qu'on fit cesser la présomption de responsabilité à la charge du patron en cas de faute reconnue de la victime. M. Peulevey demandait l'application du droit commun dans le cas de faute lourde du patron et organisait une caisse d'assurance sur le modèle de la caisse de 1868.

Le 24 mars 1885, M. Rouvier, ministre du commerce, saisit la Chambre d'un nouveau projet éla-

boré par les soins d'une commission extra-parlementaire. Ce projet réservait au Gouvernement le droit d'énumérer les industries auxquelles on pourrait appliquer le principe du risque professionnel. Les contestations relatives aux accidents du travail devaient être jugées comme en matière sommaire. Les industriels soumis au nouveau principe étaient obligés de s'assurer, soit à des sociétés d'assurances mutuelles, soit à des sociétés anonymes régulièrement constituées à cet effet. Ce projet fut voté en première lecture, mais ne put être repris en seconde lecture par suite de la fin de la législature. Ce n'est que plus tard, lorsque M. Lockroy, ministre du commerce, présenta de nouveau ce projet, que la discussion en fut reprise.

M. de Mun et M. Félix Faure déposèrent deux contre-projets. Le premier donnait à la victime d'un accident survenu dans les usines et fabriques où il était fait usage de machines à vapeur ou de moteurs mus par des forces élémentaires le droit de réclamer des dommages-intérêts à condition de prouver que l'accident provint : 1° d'un vice de construction, du défaut de surveillance, de la négligence des préposés de l'entreprise ; 2° d'un cas fortuit ou de force majeure ; 3° d'un fait d'imprudence ou de négligence de la victime. Aucune indemnité ne pouvait être réclamée, s'il y avait des faits délictueux, ou si l'accident était dû à l'ivresse de la victime. Dans ce cas, c'était la corporation professionnelle, composée de patrons et d'ouvriers, qui devenait responsable.

Dans le second contre-projet, M. Félix Faure appliquait le risque professionnel dans tous les cas et demandait son extension à toutes les entreprises commerciales, industrielles ou agricoles. Il prévoyait l'assurance du patron contre les conséquences de la loi. Il établissait pour juridiction un tribunal composé d'un juge de paix, d'un patron et d'un ouvrier.

M. Duché, désigné comme rapporteur de ces diverses propositions, déposa son rapport le 29 novembre 1887.

Après deux délibérations, le 10 juillet 1888, la Chambre des députés adoptait le projet par 351 voix contre 78.

SECTION II. — *Premier projet voté en 1888.*

§ 1. — Vote par la Chambre.

La Chambre consacrait nettement le principe du risque professionnel. L'industrie moderne entraînant avec elle des risques inévitables, elle devait supporter ces risques, c'est à elle-même qu'il fallait demander la réparation des risques qu'elle causait, réparation qu'on devait faire rentrer dans les frais de production. En somme, c'était l'industriel, le patron qui devait supporter les conséquences pécuniaires de l'accident survenu à l'ouvrier dans son travail ou à l'occasion de son travail.

Pour prévenir les contestations, les bases des

indemnités étaient prévues. Le projet prévoyait aussi l'assurance, mais sans la rendre obligatoire. Le patron restait libre, ou d'être son propre assureur avec privilège pour l'ouvrier, ou de s'assurer à une compagnie d'assurances privée, à un syndicat d'assurances mutuelles qu'à la caisse d'assurances de l'Etat instituée par la loi du 11 juin 1868 et qui devait être réorganisée.

L'indemnité était établie d'après le salaire et d'après la durée de l'incapacité de travail. Elle était due aux ouvriers gagnant moins de 4,000 francs. Elle variait en cas d'incapacité permanente absolue entre le tiers et les deux tiers du salaire annuel. Elle était réduite dans une juste proportion dans le cas d'une incapacité partielle.

En cas de mort, la veuve touchait 40 % du salaire et les enfants une rente proportionnelle à leur nombre. Le salaire moyen annuel était fixé à 300 fois le salaire quotidien moyen ou à 50 fois le salaire hebdomadaire.

La juridiction compétente était le tribunal civil jugeant en matière sommaire.

Au Sénat, la commission nommée pour examiner ce projet en proposa l'acceptation, qui fut votée le 1^{er} avril 1889 mais avec des modifications.

Le principe du risque professionnel était maintenu, mais on repoussait l'irresponsabilité absolue de l'ouvrier en cas de faute intentionnelle et en cas de faute lourde.

§ 2. — Vote du Sénat.

Le Sénat vota le 22 mai 1890 un projet qui différait sensiblement de celui qui avait été adopté par la Chambre des députés.

Comme nous venons de le dire, le principe du risque professionnel était maintenu, mais aucune indemnité n'était due au cas de faute intentionnelle ou même de faute lourde de l'ouvrier, le droit commun était maintenu.

Le Sénat repoussait ensuite l'assurance par l'Etat ou par les syndicats d'assurances mutuelles.

Il autorisait la formation de syndicats professionnels, mais sans leur demander de garanties.

Il ne s'occupait pas davantage de la situation du patron resté son propre assureur.

La compétence était laissée à la juridiction de droit commun.

Une disposition de ce projet était excellente dans son principe. M. Bardoux, le rapporteur, ayant fait remarquer que dans certaines industries, compagnies de chemins de fer, sociétés minières, fonctionnaient des institutions de prévoyance organisées dans le but d'améliorer la situation des ouvriers, il y avait lieu de maintenir ces institutions. C'est ce qui fut fait : ces institutions devaient continuer à fonctionner jusqu'à concurrence du montant des allocations prévues par le projet.

SECTION III. — *Projet de 1893.*

§ 1. — Vote par la Chambre.

Le 28 juin 1890, M. Jules Roche déposait sur le bureau de la Chambre un nouveau projet qui maintenait le principe du risque professionnel, déclarait applicable le droit commun au cas de faute lourde et conservait le taux des indemnités du précédent projet voté en 1888. Il innovait et rendait l'assurance obligatoire. Tous les chefs d'industrie groupés en associations par nature d'industrie formaient des sociétés mutuelles d'assurance. Les indemnités à payer étaient réparties entre les patrons proportionnellement aux salaires payés par eux ; chaque année les patrons de chaque catégorie devaient verser le capital nécessaire à la constitution des rentes allouées l'année précédente. Un fonds de réserve était constitué pour parer aux éventualités. La caisse d'assurances de l'Etat devait être chargée de faire le service de ces mutualités.

Divers députés proposèrent des modifications de détail :

M. Granger proposait d'allouer aux victimes d'accidents des indemnités tarifées d'avance. Il ne s'occupait que des mines.

M. Dron proposait l'organisation d'un tribunal arbitral. Les patrons pouvaient rester leurs propres assureurs en déposant les sommes nécessai-

res à la Caisse des dépôts et consignations, en s'assurant à des sociétés dûment approuvées ou en constituant des syndicats de mutualité.

M. de Mun ne voulait voir appliquer le principe du risque professionnel que dans les industries « reconnues dangereuses » et à l'exception des faits provenant d'un acte volontaire ou criminel d'un employé. Il voulait également un tribunal arbitral. Le service des rentes était fait par des caisses syndicales de patrons, des sociétés privées ou des caisses régionales d'assurance.

Un projet de MM. Ricard et Guieysse instituait l'assurance obligatoire et formait des circonscriptions départementales de chefs d'entreprise. Les commissions d'arrondissement et de département devaient classer les industries par catégorie et statuer sur les contestations relatives aux accidents. Un conseil supérieur était constitué auprès du ministre du commerce. Si l'industriel voulait rester son propre assureur, il devait déposer un cautionnement dont la quotité était fixée par le ministre du commerce.

M. Ricard fut le rapporteur de la commission chargée d'examiner ces divers projets, il déposa son rapport le 25 février 1892.

Le 10 juin 1893, un projet fut voté qui proclamait le principe du risque professionnel à l'égard de tous les ouvriers et employés n'ayant pas un salaire dépassant 2,000 francs.

L'indemnité forfaitairement établie avait pour base le salaire de l'ouvrier. Dans tous les cas d'incapacité permanente absolue, cas énumérés limi-

tativement par la loi, il était alloué à la victime les deux tiers de son salaire annuel, dans le cas de mort, 20 % à la veuve, et aux enfants une pension proportionnée à leur nombre. La pension pouvait être diminuée ou majorée suivant qu'on pouvait attribuer l'accident à la faute lourde de l'ouvrier ou du patron.

Quant à la compétence, elle était donnée pour les incapacités temporaires au juge de paix du canton. Les contestations relatives aux autres indemnités étaient soumises à un tribunal arbitral composé du président ou d'un juge du tribunal civil assisté de trois patrons et de trois ouvriers désignés par voie de tirage au sort sur des listes d'arrondissement et des listes cantonales.

Un droit de révision était ouvert pendant trois ans à l'effet de réclamer une diminution ou une augmentation de l'indemnité suivant que l'infirmité de la victime s'était atténuée ou aggravée.

Les chefs d'industrie pouvaient rester leurs propres assureurs, se syndiquer, mais tous ceux qui ne l'avaient pas fait étaient obligatoirement groupés en circonscriptions régionales pour les répartitions annuelles des charges résultant de l'application de la loi. Dans chaque circonscription il y avait un comité directeur et des comités de section. Au-dessus des comités de circonscription, un conseil supérieur des accidents du travail était nommé par le ministre du commerce. Ce conseil dressait les listes des professions assujetties à la loi et fixait le coefficient des risques.

Chaque année on répartissait par circonscription

les capitaux nécessaires pour constituer les rentes allouées pendant l'année précédente. Cette répartition était faite par le comité directeur de chaque circonscription entre les industriels assujettis.

La caisse d'assurance contre les accidents créée par la loi du 11 juillet 1868 était réorganisée et devait faire à Paris le service des rentes et pensions; le service était assuré dans les départements par les trésoriers généraux, receveurs particuliers et percepteurs.

Les chefs d'industrie qui voulaient rester leurs propres assureurs devaient en faire chaque année la déclaration au préfet et au comité directeur de leur circonscription et justifier du dépôt de cautionnement dont les bases et la quotité devaient être fixées par des règlements d'administration publique.

En somme les caractères distinctifs de ce projet étaient les suivants : le principe du *risque professionnel* était proclamé, l'indemnité *forfaitaire* établie, on constituait une *juridiction arbitrale*. L'assurance était *obligatoire*.

§ 2. — Vote du Sénat.

Le Sénat nomma une commission présidée par M. Poirrier pour examiner le projet voté par la Chambre.

La commission admettait, avec la Chambre des députés, le principe du risque professionnel, la juridiction arbitrale, mais elle repoussait les me-

sures destinées à assurer la garantie du paiement des indemnités aux victimes. Elle proposait d'admettre comme garantie, soit le dépôt de valeurs à la Banque de France avec affectation à la garantie d'exécution de la loi, soit la dation d'une caution solidaire admise par le tribunal de commerce, soit la participation à un syndicat professionnel de garantie solidaire, soit la création de caisses de prévoyance et de réserve.

Lors de la deuxième délibération au Sénat, M. Bérenger présenta un contre-projet qui modifiait totalement le projet de la Chambre. Ce n'était plus le risque professionnel qui donnait ouverture à indemnité, mais seulement le travail reconnu « dangereux ». Dans ce cas seulement, le patron était de plein droit responsable à moins que l'accident n'eût été causé par la faute de l'ouvrier. La compétence était attribuée aux tribunaux de commerce. Les créances des victimes étaient garanties par les privilèges des articles 2101 et 2104 du Code civil.

Ce contre-projet fut renvoyé à une commission ayant pour rapporteur M. Thévenet, la première commission ayant donné sa démission. Le rapport de cette commission, déposé le 2 mars 1896 par M. Thévenet, admettait le principe du risque professionnel et écartait la distinction proposée par M. Bérenger. Il prévoyait la réorganisation d'une caisse nationale des accidents.

Le 24 mars 1896, le Sénat, abandonnant en parties les conclusions du rapport Thévenet, votait un projet qui admettait le principe du risque

professionnel. Ce projet donnait la compétence exclusive aux tribunaux civils. La quotité des indemnités n'était plus déterminée forfaitairement par le projet. Une seule garantie était donnée aux ouvriers, celle des articles 2101 et 2104 ; le projet prévoyait encore l'organisation de compagnies d'assurance, de syndicats de garantie, de caisses d'assurances mutuelles, et soumettait ces institutions à la surveillance de l'Etat.

SECTION IV. — *Troisième projet voté
par la Chambre en 1897.*

§ 1. — Vote par la Chambre.

Le projet voté par le Sénat en 1896 différait absolument de tous ceux qui avaient été votés auparavant, il dut revenir à la Chambre de députés. Une nouvelle commission, ayant pour rapporteur M. Maruéjols, se mit à l'œuvre, et, le 28 octobre 1897, un projet fut voté.

La Chambre revenait dans son projet à l'indemnité forfaitaire, mais elle abandonnait la juridiction arbitrale. Elle adoptait un nouveau système de garantie par une combinaison d'assurances et d'impôt.

L'assurance n'était plus obligatoire, mais facultative. Tout industriel avait le choix entre plusieurs partis, il pouvait d'abord rester son propre assureur, à condition de verser à la Caisse nationale des accidents réorganisée à cet effet le capi-

tal nécessaire à la constitution des rentes et pensions allouées l'année précédente. Les industriels pouvaient encore former des caisses d'assurances mutuelles en se groupant en circonscriptions territoriales auxquelles était donnée la personnalité civile. Cette assurance était facultative. Une répartition des charges entre les adhérents de chaque circonscription était faite chaque année. Ils devaient verser les capitaux nécessaires à la constitution des rentes et pensions allouées l'année précédente, les frais funéraires, pharmaceutiques et les indemnités temporaires allouées pendant le même temps, les sommes provenant de l'augmentation des indemnités en cas de revision, les frais d'administration, perception et autres, les capitaux devant former un fonds de réserve, au maximum le quart de la somme distribuée l'année précédente.

Un conseil supérieur des accidents du travail devait énumérer les industries soumises à la loi et établir pour chacune d'elle le coefficient des risques. Une innovation de ce projet était celle-ci : pour parer à l'insolvabilité de certains chefs d'industrie, un fonds de réserve était constitué au moyen de quatre centimes additionnels à la contribution des patentes de chefs d'industrie assujettis et pour les mines d'une taxe de 1,000 francs de valeur extraite ; la Caisse nationale des retraites gérait ce fonds de garantie.

§ 2. — Vote par la Chambre et le Sénat de la loi du 9 avril 1898.

Le Sénat accepta le troisième projet voté par la Chambre, au moins dans ses principales dispositions, le 10 mars 1898; à son tour, la Chambre l'adopta le 26 mars 1898, et il fut promulgué le 9 avril 1898.

CHAPITRE III

Aperçu théorique sur la loi du 9 avril 1898.

SECTION I. — *Du risque professionnel.*

Nous citons plus haut une statistique bien connue des causes d'accidents du travail : sur 100 accidents, 20 sont dus à la faute du patron, 25 à celle de l'ouvrier, 8 à la faute combinée du patron et de l'ouvrier ou à celle des tiers, 47 au cas fortuit ou à une cause non déterminée (1). L'accident du travail a donc le caractère d'un événement aléatoire et c'est ce qui constitue le principe même du risque professionnel. L'ouvrier est victime d'un risque spécial résultant du travail accompli et qu'il n'aurait point couru s'il n'avait pas travaillé. Le risque du travail est créé par la profession même et le travailleur seul le subit. Et ce risque, il l'a accepté sans le connaître, la répartition des hommes dans les divers métiers se

(1) Bellom. — De la responsabilité en matière d'accidents du travail, n° 22 et note 1.

faisant suivant des règles obscures dont nous ne savons qu'une chose : c'est que le libre arbitre n'y intervient pour ainsi dire pas.

Sans doute ce risque apparaît surtout dans la grande industrie, où l'ouvrier semble plus à la merci des machines. C'est surtout dans l'usine que l'imagination est frappée, et c'est surtout là que s'impose à l'esprit cette idée : que le responsable n'est pas l'homme, mais la force aveugle et meurtrière de la machine-outil ou du grisou. Ici le risque professionnel se personnifie, prend forme et frappe l'esprit.

Mais ailleurs aussi l'industrie a ses victimes, et le risque professionnel apparaît dans tous les corps de métier. C'est ainsi que si l'on classe les professions d'après le nombre des morts victimes d'accidents du travail, la sylviculture occupe le troisième rang, l'agriculture le huitième rang, précédant, dans cette statistique de la mort, de grandes industries, comme l'industrie textile ou les fabriques de produits chimiques. Au Sénat, en 1895, M. Poirrier, reprenant cette statistique, établit que la conduite des voitures offre cinq fois plus de risques que l'industrie textile à moteurs mécaniques.

C'est ainsi que le risque professionnel s'étend à l'industrie tout entière du pays et intéresse l'ensemble du travail (1).

La loi du 9 avril 1898 modifiant la théorie clas-

(1) Rapport de M. Poirrier, *J. off.*, Doc. parl., Sénat, 1895, 268.

sique de la responsabilité impose la charge de ce risque au chef d'entreprise et, par là, à l'industrie tout entière. L'industrie est responsable de ceux qu'elle emploie et cette responsabilité a pour corollaire le droit de l'ouvrier à la réparation du dommage ; l'obligation du patron, comme le droit de l'ouvrier, naissent de la loi sans qu'il soit besoin d'aucune convention.

Le principe de la loi du 9 avril 1898 est le résultat d'une évolution de l'idée de responsabilité que nous avons déjà étudiée dans la première partie de notre Introduction et dont nous allons donner ici la synthèse. Le principe romain de la responsabilité civile repose sur une idée de faute, c'est toujours la vieille idée de condamnation et de peine privée qui subsiste, on ne peut déclarer responsable et, par suite, condamner un individu que s'il est en faute (1). Cette conception initiale, qui était restée dominante dans notre droit civil, repose sur une confusion ; il ne s'agit plus de *condamner à une peine* mais de *faire supporter un risque*. Un accident se produit, il est établi que dans les deux tiers des cas (voir plus haut p. 37) il est la conséquence du hasard, il est dû à un cas fortuit ou à une cause inconnue, qu'il était impossible, à moins de calculs très compliqués, de prévoir. La vie moderne est plus que jamais une question de risques. Dans le cas d'accident du travail, qui devra supporter les risques, du patron

(1) Girard. — Manuel de droit romain, p. 398.

ou de l'ouvrier ? Le point de vue pénal étant hors de cause, le point de vue social étant seul en jeu. Fera-t-on supporter le risque à celui qui ne retire de son travail que son salaire strictement et conventionnellement mesuré ou à celui qui a pour lui, avec les mauvaises chances, les espérances de réussite et les bénéfices possibles ? La loi du 9 avril tranche définitivement la question et fait rentrer ce risque dans les profits et pertes du patron.

Après avoir opposé les deux termes de l'évolution, voyons quelles étapes ont été franchies. Nous disions que la conception initiale du droit romain était passée dans notre droit civil : la responsabilité du patron dérive d'une faute délictuelle ; donc l'ouvrier doit en faire la preuve. L'ouvrier devait prouver qu'il y avait un rapport de causalité entre ce fait survenu et l'imprudence commise. Nous savons que ce rapport de causalité constituait souvent une preuve impossible ; nous savons aussi que la jurisprudence essaya d'atténuer les injustices criantes qui étaient le résultat de la stricte application de l'article 1382. La jurisprudence s'attacha aux caractères extérieurs du fait pour en déduire la responsabilité du patron sans rechercher s'il y a eu imprudence, si le fait reproché au patron se rattache par un lien à l'accident. « Il suffit d'un dommage se rattachant par un lien quelconque à un *fait extérieur* qui, dans sa matérialité, est un fait fautif, c'est-à-dire un fait qui, au point de vue des usages reçus, implique acception des risques et indépen-

demment de toute autre faute personnelle relative à l'accident survenu, sans qu'il y ait à rechercher s'il pouvait être ou non prévu et s'il était humainement possible ou non de l'empêcher (1). » Avec cette théorie, la preuve pour l'ouvrier était facilitée, il suffisait de prouver un fait fautif et non une faute qui fût contraire aux usages que la jurisprudence considérait comme devant s'imposer à l'industrie moderne, sans avoir à établir ni la faute directe, ni un rapport de causalité entre l'accident et cette faute. Une conception juridique nouvelle se dégage de cette jurisprudence, l'idée de risque se substitue peu à peu à l'idée de faute. En effet, cette conception de la faute extérieure s'analyse dans cette idée que là où s'exerce une activité qui emploie d'autres activités à son service, cette activité s'est appropriée toutes les conséquences de son initiative, tous les risques qui peuvent en découler.

De cette conception de la faute extérieure à la conception simple de l'obligation légale, obligation dérivant directement de la loi, il n'y avait plus qu'un pas, et c'est ce pas qui a été franchi par la loi du 9 avril 1898, réalisant ainsi le dernier terme de l'évolution.

C'est à M. Félix Faure que revient l'honneur d'avoir le premier posé le principe du risque professionnel dans son projet de loi du 14 janvier

(1) Saleilles. *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, p. 11.

1882 (1). « Le chef de toute entreprise industrielle, commerciale ou agricole, est responsable, dans les limites de la présente loi, des dommages causés à tout ouvrier ou employé tué ou blessé dans le travail, soit que l'accident qui a amené la mort ou la blessure provienne des bâtiments, de l'installation, de l'entreprise ou de l'outil employé, soit qu'il provienne du travail même. Il ne sera fait d'exception à cette règle que pour les faits criminels ou délictueux dont les auteurs restent responsables suivant les principes du droit commun ». M. Félix Faure s'élève hardiment à la conception nouvelle qui consiste à imposer à l'industrie la responsabilité des accidents qu'elle occasionne et à les mettre au compte de ses frais généraux. Dès lors le principe du risque professionnel fut proclamé dans tous les projets de loi qui se succédèrent jusqu'au vote définitif de la loi du 9 avril 1898.

Comment se justifie le principe du risque professionnel? Ce principe trouve sa justification dans une idée d'équité sociale et de répartition des risques suivant la conception des conditions modernes du travail et des rapports entre patrons et ouvriers.

« C'est parce que le chef de l'exploitation profite des bonnes chances que la loi met à sa charge les mauvaises chances, les risques de l'industrie, de la profession. Le risque professionnel, tel est le

(1) *J. off.*, 1882, Doc. parl., Ch., n° 399.

fondement de l'obligation qui pèse sur l'industriel, sur l'entrepreneur : l'individu qui groupe autour de lui d'autres activités, qui s'entoure d'ouvriers et de machines, crée un organisme dont le fonctionnement ne va pas sans frottements et sans causer des dommages, abstraction faite de toute faute à la charge de celui qui le dirige : ces dommages, ces accidents inévitables qui constituent les dangers inhérents à l'entreprise, qui n'ont d'autre cause que le développement dans une direction licite de l'activité humaine, constituent précisément dans leur ensemble le risque professionnel, et qui donc supporterait ce risque, sinon celui dans l'intérêt duquel fonctionne l'organisme qu'il a créé ? » (Josserand. Responsabilité du fait des choses inanimées, p. 103).

Le risque professionnel est le corollaire du système capitaliste, qui, réservant tous les bénéfices au patron, doit lui laisser la charge des risques. L'ouvrier ne participant pas à ces bénéfices, mais ne touchant au contraire qu'un salaire, prix strictement mesuré de son travail, il est juste qu'il soit indemnisé de la perte de ce salaire et assuré contre les accidents qui constituent les mauvaises chances de l'industriel, mauvaises chances qui doivent retomber sur le capital qui profite des bonnes chances.

Le risque professionnel se justifie encore par cette idée que, de même que l'industrie supporte les dégradations de ses bâtiments, de ses machines, de ses outils, elle doit être responsable de l'accident survenu à l'ouvrier, « matériel humain » qui

subit un dommage : « De même, disait M. Félix Faure, qu'une exploitation supporte l'usure et la destruction de son matériel, l'amortissement de son outillage ; de même qu'elle supporte les risques d'incendie, de responsabilité civile et tant d'autres, de même une exploitation doit supporter les conséquences des accidents qui se produisent à son profit (1). Le patron est responsable en vertu de ce principe, contenu dans l'article 1384, qu'on répond des choses qu'on a sous sa garde. Et il faut entendre par ces mots tout ce dont on a la maîtrise extérieure, tout ce qu'on revendique comme objet d'appropriation, source de bénéfices et par suite de risques corrélatifs (2).

Cette idée de responsabilité du fait des choses a été présentée d'une façon saisissante par M. Cheysson : « Quand le terrassier travaille avec sa bêche et sa pioche, le bûcheron avec sa hache, l'outil dans ses mains n'est que le prolongement de ses propres organes ; il en est le maître et on peut admettre à la rigueur qu'il en soit responsable. Mais combien autre est son rôle vis-à-vis d'un haut fourneau, d'une chaudière, d'un laminoir, de ces métaux en fusion, de ces appareils formidables et de ces forces irrésistibles dont le moindre attouchement est mortel ! L'ouvrier n'a plus le choix de ses outils, il les subit. C'est au maître qui les lui impose de subir, aux termes de l'article 1384,

(1) *J. off.* Ch., 1883, p. 525.

(2) Saleilles. *Accidents du travail et responsabilité civile*, p. 25.

la responsabilité des choses qu'il a sous sa garde. La machine tue et blesse, la machine est sienne, donc il en répond (Cheysson. *Journal des Economistes*, 15 mars 1888).

C'est également l'opinion que soutenait M. Duché dans son rapport à la Chambre des députés : « Pour porter à cet état de choses le remède nécessaire et urgent, votre commission n'a pas pensé qu'il y eût lieu d'avoir recours à des principes nouveaux. C'est en développant au contraire et en précisant les conséquences naturelles du droit commun français qu'elle a cherché et qu'elle espère avoir trouvé la solution désirée. Nous avons vu que l'insuffisance des règles actuelles tenait à un état de fait des hommes et des choses différent de l'état ordinaire prévu par le Code civil. C'est ce qu'on a appelé le risque professionnel ; mais ce risque n'est pas dû à un principe nouvellement reconnu du droit civil ; il était, suivant nous, implicitement et même explicitement contenu dans la responsabilité du chef d'entreprise. Ce dernier n'est-il pas en effet responsable du fait des personnes à son service et des choses qu'il a sous sa garde ? Or, qu'est-ce que le risque professionnel, c'est-à-dire ce cas fortuit ou de force majeure se produisant dans des entreprises où des forces élémentaires formidables sont enchaînées au service de l'homme, mais toujours prêtes à manifester leur aveugle puissance ; qu'est-ce que l'imprévu dans le fonctionnement des appareils destinés à utiliser ces forces redoutables ; qu'est-ce que la négligence même de l'ouvrier amené par une habi-

tude constante à ne plus tenir compte du danger spécial au travail dans un milieu particulier ; qu'est-ce que tout cela, si ce n'est le fait de choses que ce chef d'entreprise a sous sa garde ? » (*J. off.*, 28 nov. 1887. Doc. parl., n° 2150).

En somme, le principe du risque professionnel s'explique et se justifie par une idée d'équité sociale imposant les risques au patron qui profite et le rendant responsable du fait du matériel qu'il a sous sa garde.

SECTION II. — *De l'indemnité forfaitaire.*

La loi du 9 avril 1898 a fixé d'avance les indemnités à payer à l'ouvrier victime d'accident.

Dans la théorie antérieure à la loi, le patron était condamné à la réparation intégrale du dommage causé, et nous savons combien ce principe était contraire aux nécessités actuelles de l'industrie. Il n'y avait rien de décourageant pour l'initiative patronale comme l'incertitude sur le prix des risques. A une époque d'activité comme la nôtre, il faut un système d'indemnités tarifées d'avance. M. Saleilles, dans son ouvrage sur la Responsabilité des accidents (p. 77) fait un rapprochement curieux : il compare notre époque d'activité industrielle à l'époque de la loi salique, époque d'activité guerrière. A ces deux époques d'activité le prix de la vie est tarifé et il n'y a rien de plus conforme aux exigences de la vie. C'est

une sorte de *wer Geld* qui a été établi par la loi du 9 avril 1898.

Les rédacteurs de la loi du 9 avril 1898 ont tenu le raisonnement suivant : sur cinq causes d'accidents, l'équité et le droit obligent le patron à réparer intégralement les conséquences de sa propre faute et celles des cas fortuits, la victime à supporter celles de sa faute et celles de la force majeure, et enfin commandent de mettre par égales parts à la charge du patron et de l'ouvrier les suites d'accidents dus à une cause inconnue (Discours de M. Maruéjols, 28 oct. 1897, *J. Off.* p. 2219). Or il y a lieu d'établir un forfait : tous les accidents donneront droit à indemnité, sauf ceux de force majeure qui sont étrangers au travail. Mais cette indemnité, au lieu d'être intégrale, sera *partielle*, et le taux en sera fixé d'avance de façon à prévenir toute contestation. Les dommages-intérêts auxquels l'ouvrier a droit en cas de faute du patron sont limités, et en échange il a droit à une indemnité en cas d'accidents dus à sa faute, à une cause inconnue. C'est une application du risque professionnel et du forfait.

En somme, le dommage est évalué d'une façon abstraite, il n'est plus individualisé, ni personnel à celui qui l'a souffert ; c'est un forfait pour tous les accidents similaires. On a mis les risques, qui, disions-nous, sont à la charge du patron à raison du développement de son activité, en proportion normale avec la part de responsabilité qu'une activité légitime et régulière doit équitablement supporter. L'ouvrier ne pourra plus demander une

réparation intégrale, parce que pour cela il faudrait pouvoir accuser une volonté coupable qui serait responsable de tout le dommage. Il n'y a plus qu'un fait légitime qui ne sera le plus souvent imputable à personne et dont la loi répartit équitablement les risques.

SECTION III. — *Des garanties.*

Il est très bien d'assurer dans tous les cas à l'ouvrier une indemnité, mais encore faut-il qu'il ait la certitude de toucher cette indemnité. Qu'arrivera-t-il si le patron devient insolvable? Deux intérêts sont en présence : il faut assurer à la victime le service de la pension, et d'autre part trouver des sûretés qui n'entravent pas l'industrie du patron.

La nouvelle loi a résolu ce problème en offrant à l'ouvrier deux ordres de garanties :

1^o Le privilège de l'article 2101 (C. civ.) pour les indemnités afférentes aux accidents suivis d'incapacité temporaire ainsi que pour les frais funéraires et médicaux ;

2^o Le cautionnement d'une caisse nationale de garantie alimentée par l'industrie tout entière au moyen de centimes additionnels à la contribution des patentes et d'une taxe sur les mines. Cette caisse n'est qu'une ressource suprême donnée à l'ouvrier qui n'a pu être payé par le patron ou les compagnies d'assurances.

Que dire de cette institution ? A coup sûr, son principe paraît excellent : il est juste que l'industrie tout entière se solidarise pour payer l'insolvabilité de quelques-uns et assurer dans tous les cas une rente à la victime de l'accident. Mais ne voit-on pas quelle injustice il y a à faire supporter la charge de centimes additionnels à l'industrie française tout entière, et cela pour réparer l'imprévoyance ou éviter les suites des négligences de patrons peu scrupuleux et d'une solvabilité douteuse. C'est ce que nous fait remarquer M. Sachet, désignant cette garantie de toute l'industrie française de socialisme industriel. M. Pic, dans une brochure sur les accidents du travail, nous signale un autre inconvénient de cette institution du fonds de garantie ; les patrons assurés, certains de ne pas être inquiétés par un recours de la caisse nationale, seront portés à ne pas s'occuper du degré de solvabilité des compagnies d'assurances avec lesquelles ils traiteront et prendront toujours de préférence les compagnies qui leur demanderont les primes les moins élevées.

Y aurait-il un remède à cet inconvénient ?

L'obligation de l'assurance a été proposée ; MM. Pic et Sachet voudraient voir l'Etat assureur créant de vastes circonscriptions territoriales groupant les industries d'une même région. M. Louhat considère, au contraire, comme détestable le régime de l'assurance obligatoire (1).

(1) Traité du risque professionnel, p. 441.

Selon lui, l'Etat dépasse sa mission quand il se porte juge de l'intérêt privé et se substitue à la responsabilité individuelle. Son intervention arrive rapidement au despotisme et tue l'initiative. Où s'arrêterait-on dans la voie de l'ingérance de l'Etat ? On en arriverait à centraliser entre ses mains des services considérables, à amasser dans ses caisses des capitaux énormes. De plus, l'Etat assureur serait un mauvais exploitant, il est reconnu aujourd'hui que ses agents, non stimulés par l'intérêt personnel, ne présentent pas les garanties de bonne administration qu'on rencontre dans les compagnies privées.

A ces objections M. Sachet répond que l'obligation de l'assurance n'implique pas le monopole de l'Etat. Nous croyons aussi les craintes de M. Loubat exagérées et nous partageons l'avis de M. Sachet. Cet auteur propose un moyen excellent de concilier ces trois idées : certitude de paiement de l'indemnité de l'ouvrier, liberté du patron, non intervention de l'Etat. Il suffirait de proclamer pour le patron l'obligation de s'affilier à un syndicat de garantie ou de s'assurer à une compagnie d'assurance en lui laissant la liberté de choisir cette compagnie ou ce syndicat, qu'il conviendrait d'ailleurs de soumettre à certaines conditions de contrôle et de surveillance déterminées par un règlement d'administration publique. Les infractions des chefs d'industrie seraient punies d'amendes élevées qui serviraient à constituer une caisse affectée à la garantie des paiements irrécouvrables. L'Etat serait ainsi surveillant et non

assureur, et les ouvriers seraient certains de recevoir paiement des indemnités auxquelles ils ont droit puisqu'ils auraient pour garants le patron d'abord, la compagnie d'assurance ou le syndicat ensuite, et enfin le fonds de garantie alimenté par les patrons négligents ou réfractaires seulement et non par l'industrie entière. A cette objection : qu'arrivera-t-il au cas de faillite de la compagnie d'assurance ? M. Sachet répond avec raison : ces faillites ne seront pas à craindre, le contrôle de l'Etat les rend peu probables et, en outre, les patrons auront intérêt à ne traiter qu'avec des compagnies d'une solvabilité certaine, puisqu'ils seront responsables de leurs assureurs au regard des victimes d'accidents. M. Sachet ajoute qu'on pourrait permettre à certaines grandes exploitations de rester leurs propres assureurs moyennant certaines conditions imposées par un règlement d'administration publique (1).

Avec ce projet, on sauvegarderait l'intérêt de l'ouvrier dans tous les cas, on éviterait de faire supporter à l'industrie française tout entière les suites de l'imprévoyance ou de la négligence de quelques patrons, et, en même temps, on éviterait l'engagement légal de l'Etat, on ne risquerait pas ainsi d'entrer dans la voie dangereuse du socialisme.

(1) Sachet. Législation des accidents du travail, n° 19, p. 14.
— Pic. La loi du 9 avril 1898 et les accidents du travail, p. 51.

SECTION IV. — *Simplification de la procédure.*

La loi du 9 avril simplifie la procédure en supprimant la lenteur des informations et des procès que nous reprochions à la législation antérieure. Notre loi a créé une enquête immédiate, faite d'office par le juge de paix après l'accident, et une tentative de conciliation devant le président du tribunal civil. Les délais d'appel ont été réduits. La compétence *ratione materie* et *ratione loci* a été complètement modifiée. La procédure est gratuite et cela sans formalité préalable.

Mais la loi a reculé devant une innovation radicale qui aurait pu avoir d'heureux résultats : devant l'institution d'une juridiction arbitrale substituée aux tribunaux de droit commun. Cette institution qui fonctionne à l'étranger, en Allemagne, par exemple, y a donné d'excellents résultats.

COMMENTAIRE DE LA LOI

TITRE PREMIER

INDEMNITÉS EN CAS D'ACCIDENTS

CHAPITRE PREMIER

Etendue d'application de la loi.

Ce chapitre comprend trois sections :

1° Quelle est l'étendue d'application de la loi aux industries ?

2° Quelle est l'étendue d'application de la loi aux ouvriers et aux patrons ?

3° Quelle est l'étendue d'application de la loi aux accidents ?

SECTION I. — *Etendue d'application de la loi aux industries.*

L'article 1^{er} est ainsi conçu :

« Les accidents survenus... dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières, et en outre dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donne droit... »

Cet article désigne deux sortes d'établissements : 1° les uns, limitativement nommés par la loi, sont *toujours soumis* au risque professionnel ; 2° les autres *n'y sont soumis que dans certaines circonstances* et ne sont pas désignés par la loi.

§ 1. — Etablissements désignés par la loi.

Ils peuvent se ramener à quatre types différents : l'industrie minière, l'industrie manufacturière, l'industrie du bâtiment et l'industrie du transport.

1° *Industrie minière.* — L'article 1^{er} cite les mines, minières et carrières ; ces trois termes ont été empruntés à la loi du 21 avril 1810 sur les mines, qui nous en donne une définition technique à laquelle il suffit de se reporter.

Doit-on appliquer notre loi aux salines ? Nous

croyons que, dans ce cas, une distinction s'impose. L'exploitation d'une mine de sel au moyen de puits ou de galeries, ou encore de sondes, ou par tout autre moyen, rentre bien dans le cadre de notre loi, mais il en sera tout autrement d'une exploitation qui obtiendrait le sel par le dessèchement d'eau de mer, de marais salants ou de source salée.

2° *Industrie manufacturière.* — Notre article cite les usines et manufactures. Que faut-il entendre au juste par usines et manufactures ? Le langage technique entend plutôt, par manufacture ou fabrique, l'établissement où s'opère la fabrication des matières premières ou objets destinés à un usage déterminé, et, par usine, l'établissement où la matière première est préparée en vue de la fabrication (1). La matière première sort préparée de l'usine pour passer à la manufacture. Il importe ici de ne pas confondre les usines et manufactures avec les ateliers où il n'est pas mis en œuvre de matières explosives et où il n'est pas fait usage de forces élémentaires ; ceux-ci ne sont pas soumis à l'application de notre loi. Nous ne trouvons rien dans notre législation financière ou administrative qui nous donne la démarcation nette entre ces deux sortes d'établissements, usines et manufactures d'une part, et ateliers de l'autre. La législation étrangère seule a différencié nettement la fabri-

(1) La jurisprudence paraît admettre cette définition, sans toutefois faire une distinction aussi nette entre l'usine et la manufacture ; elle paraît comprendre dans ces termes tout établissement où une matière quelconque est transformée (Trib. de Rochefort, 6 mars 1900. — *Rev. Jud.*, Des Acc. du travail, juin 1900, p. 248. — *Circ. minist.* 24 août 1899, trav., 1900, p. 116).

que de l'atelier. La loi suisse nous dit : « on entend par fabrique tout établissement industriel où un nombre plus ou moins considérable d'ouvriers sont occupés simultanément et régulièrement, hors de leur demeure et dans un local fermé », et la loi ajoute qu'il faut distinguer l'atelier de la manufacture par le caractère du chef d'entreprise, lequel, tout en dirigeant le travail, *n'y participe pas* de ses propres mains (1). C'est donc ce dernier caractère qui différencie l'usine et la manufacture d'une part et l'atelier d'autre part. Ainsi, les établissements de couture, confectionnerie, lingerie, ne pourront presque jamais être classés dans la catégorie des manufactures, parce qu'il est très rare que le chef d'industrie n'y travaille pas lui-même de ses mains.

Une question se pose. Est-il nécessaire, pour que les usines et manufactures soient soumises à notre loi, qu'elles fassent usage de moteurs ou de machines à force élémentaire ? Evidemment non ; la place même des mots usine et manufacture dans la première partie de notre texte commande la réponse. Si le législateur avait voulu soumettre les usines et manufactures à cette condition, il se serait contenté de les mentionner dans la seconde partie de l'article, sans les désigner tout d'abord.

Les usines appartenant à l'Etat ou à des établissements publics seront-elles soumises à notre loi ? Les premiers projets de loi répondent affirmativement : la loi est muette à cet égard ; faut-il en conclure qu'elle a entendu exclure ces usines de son application. Nous ne le croyons pas pour deux raisons : tout

Art. 1^{er} de la loi du 23 mars 1877.

d'abord, notre loi est *d'ordre public* (art. 30), elle doit s'appliquer de la façon la plus générale dans tous les cas où une exception à son application n'aura pas été spécialement désignée. En second lieu, l'article 13 de notre loi indique la procédure à suivre pour les expertises dans certains établissements de l'Etat, cela signifie donc bien qu'on a entendu soumettre ces établissements à la loi. Les tribunaux administratifs ne seront donc pas compétents pour les accidents (1) survenus dans les établissements de l'Etat.

3° *Industrie du bâtiment*. — Il faut comprendre sous ce terme générique toutes les industries variées qui concourent à la *construction des édifices* ; peu importe d'ailleurs qu'il n'y soit fait usage d'aucun moteur. Il faut cependant en excepter le cas où un ouvrier, travaillant seul habituellement, a recours accidentellement à la collaboration d'un ou plusieurs camarades.

Que faut-il entendre par chantier ? Nous croyons que le chantier est à l'industrie du bâtiment ce que l'usine est à la manufacture. On peut définir le chantier, un emplacement où des ouvriers travaillent la matière brute, la pierre, le bois, qui doivent être employés à la construction des édifices ou à l'édification de travaux d'art, chaussées, routes.

Ici encore, nous croyons que les exploitations appartenant à l'Etat, aux communes ou aux départements, sont soumises à l'application de notre loi.

(1) La jurisprudence semble devoir partager cette opinion ; elle a appliqué la loi à la ville de Paris, considérée comme patron (Trib. civ. de la Seine, 7 juillet 1900. Acc. trav., déc. 1900, p. 413).

4^o *Industrie du transport.* — Notre texte mentionne : 1^o les entreprises de transport par terre et par eau ; 2^o les entreprises de chargement et de déchargement ; 3^o les magasins publics.

a) *Entreprise de transport par terre et par eau.* — Il faut entendre par là *tous les transports* de la façon la plus générale, le camionnage, le roulage, les transports par chemin de fer, la navigation fluviale et par canaux, le flottage, etc., etc.

Notre article vise non les transports, mais les *entreprises* de transport. L'entrepreneur sera, dans le cas présent, celui qui, dans un but de lucre, transporte *pour le compte d'autrui*. Les charrois opérés par une personne pour son compte échapperaient à l'application de notre loi, en supposant, d'ailleurs, que ces charrois n'aient pas été opérés en employant une force élémentaire (vapeur, électricité) ; dans ce cas, ils tomberaient sous le coup de la deuxième partie de l'article 1.

b) *Entreprises de chargement et de déchargement.* — Ici encore, c'est l'entreprise qui est visée, le chargement ou déchargement doit être effectué dans un *but de lucre* et pour le *compte d'autrui*. Mais, que faut-il décider pour le cas où l'entrepreneur aurait employé les domestiques d'un particulier pour qui il opérerait un chargement ou déchargement, ainsi que cela arrive ? Il faut distinguer : ou bien les domestiques ou employés ont prêté leur concours à l'entrepreneur *avec son assentiment*, dans ce cas ils sont ses ouvriers, *il sera responsable* ; ou au contraire, c'est *spontanément* ou *malgré le refus* de l'entrepreneur qu'ils ont aidé au chargement ou au déchargement ; il faut alors appliquer *le droit commun*.

c) *Magasins publics.* — Il faut comprendre dans

cette expression les magasins généraux qui sont soumis par les décrets de 1848 et les lois de 1858 et 1870 à l'autorisation gouvernementale, les monts-de-piété et salles de vente publique, également soumises à l'autorisation, les entrepôts de douane, les bâtiments affectés aux expositions lorsqu'ils ont été constitués en entrepôt réel des douanes (*J. Off.*, 16 juin 1888, observation de M. Ricard), (Chardiny. Commentaire de la loi sur les accidents).

§ 2. — Etablissements qui, pour être soumis au risque professionnel, doivent remplir certaines conditions.

La partie de l'article 1^{er} de la loi visant ces établissements est ainsi conçue : « Les accidents survenus
« dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans
« laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des
« matières explosibles ou dans laquelle il est fait usage
« d'une machine mue par une force autre que celle
« de l'homme ou des animaux, donne droit... ».

Pour qu'un établissement ne rentrant pas dans l'énumération précédente soit soumis à la loi, il faut qu'il remplisse ces deux conditions : 1^o qu'il constitue une *exploitation* ou *partie d'exploitation* ; 2^o qu'il y soit fabriqué ou mis en œuvre des *matières explosibles*, ou qu'il y soit fait usage d'une machine mue par une *force autre* que celle de l'homme ou des animaux (1).

1^{re} Condition. — Il faut que l'établissement constitue une exploitation. On a voulu dire par là, nous

(1) Trib. civ. Coutances, 19 av. 1900. Acc. trav., juin 1900, p. 245.

semble-t-il, qu'il fallait que l'établissement eût un *caractère industriel ou commercial*, et qu'en outre le chef d'industrie ait eu en vue de tirer profit de ses produits, en un mot, qu'il ait un but de lucre. En effet, l'idée qui a inspiré le législateur est celle-ci : la réparation des accidents doit rentrer dans les frais généraux de l'industrie. Il ne peut donc s'agir de l'indemnité accordée par notre loi, que si l'exploitation a un caractère industriel (1).

C'est ainsi qu'un laboratoire quelconque, où l'on se livrerait à des expériences, tout en mettant en œuvre des matières explosibles, échapperait à l'action de notre loi.

De même, la boutique du boucher, où le patron participe au travail manuel de quelques ouvriers qu'il emploie pour la vente en détail de sa marchandise, ne doit pas, malgré les termes et la portée très large de l'énumération contenue dans l'article 1^{er} de la pré-dite loi de 1898, être placée sous le régime du risque professionnel (Justice de paix de Paris, 11^e arr., 2 mai 1900. — Acc. trav., 1900, p. 348).

2^e Condition. — Il faut que dans cette exploitation il soit fabriqué ou mis en œuvre des *matières explosibles* ou qu'il y soit fait usage d'un *moteur à force élémentaire*.

a) Il faut qu'il soit fabriqué ou mis en œuvre des *matières explosibles*. Il est évident que notre loi ne s'applique pas à toutes les industries qui emploient des matières explosibles. L'article 1^{er} est précis, il

(1) Le tribunal civil de Dijon a exprimé cette idée dans un jugement du 15 fév. 1900. — Rev. jud. des acc. du trav., juin 1900, p. 244.

nous dit : « fabriqué ou mis en œuvre ». Le mot fabriqué n'a pas besoin d'explication. Que faut-il entendre par « mis en œuvre » ? Un doute aurait pu naître ; mais ce doute a été dissipé par le rapporteur à la commission du Sénat, qui nous dit : « le seul emploi de ces substances ne doit évidemment pas donner lieu à l'application de la loi. Il faudra *mettre en œuvre* ces matières ; en d'autres termes, l'article vise la fabrication, la *manipulation* industrielle et seulement les accidents qui peuvent survenir dans l'usine où elles sont préparées pour la consommation ou à l'occasion de la consommation ».

Dans une exploitation où seront mises en œuvre des matières explosibles, tous les ouvriers seront-ils garantis par le risque professionnel. Il faut distinguer :

On ne peut mettre en œuvre des matières explosibles que dans une partie de l'exploitation séparée du reste de cette exploitation ; le seront seulement les ouvriers de cette partie qui seront couverts par le risque professionnel. Ainsi, un droguiste a un atelier spécial, séparé du reste de son établissement où il fabrique des matières explosibles, cette partie seulement de son exploitation tombera sous le coup de notre loi.

b) Il faut qu'il soit fait usage d'une force autre que celle de l'homme ou des animaux.

Cette partie du texte de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 avait entendu viser plus spécialement l'agriculture et avait causé une vive émotion dans le monde agricole. On s'était demandé dans quelle mesure les cultivateurs allaient être atteints. De tous côtés, un mouvement se forma, il y eut des pétitions, on demanda aux pouvoirs publics de préciser la sphère

d'application du risque professionnel, quant à l'agriculture ; finalement, une loi du 30 juin 1899 vint rassurer les esprits en spécifiant les cas où les exploitations rurales seraient soumises à la nouvelle législation.

L'article unique de cette loi est ainsi conçu : « Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes par le fait ou à l'occasion du travail les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines, sont à la charge de l'exploitant dudit moteur.

« Est considéré comme exploitant, l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés.

« Si la victime n'est pas salariée ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée, selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898, d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune.

« En dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture ».

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, les exploitations agricoles étaient soumises au risque professionnel dans deux cas, lorsqu'elles faisaient usage de moteurs à force élémentaire, ou lorsqu'elles mettaient en œuvre des matières explosibles. La loi du 30 juin 1899 a créé une situation nouvelle dans ces deux cas. Pour la commenter nous examinerons quatre questions : 1^o qui sera débiteur d'indemnité ? 2^o quelles victimes bénéficieront de l'indemnité ? 3^o sur quelles bases sera calculée l'indemnité ? 4^o que décider au cas où il est fait usage de matières explosibles ?

1^o Qui sera débiteur d'indemnité ? Ce sera, nous dit

la loi du 30 juin 1899, l'exploitant du moteur. Cet exploitant pourra être le chef de l'entreprise agricole lui-même ou bien un mécanicien étranger à l'exploitation.

Au cas où la machine n'appartient pas au chef de l'exploitation agricole, sa responsabilité n'est pas en jeu, l'exploitant seul doit l'indemnité. Mais il faut s'entendre alors sur ces mots « l'exploitant ». Cet exploitant pourrait être le propriétaire de sa machine ou simplement un conducteur. Dans ce dernier cas, que décider ? à qui devra s'adresser la victime ? Nous croyons que la solution de la question dépend du contrat qui lie le propriétaire de la machine et son conducteur. Celui-ci agit-il sous la surveillance du premier, ou bien est-il indépendant ? Il ne saurait être responsable que dans le second cas. Il y aura d'ailleurs là une question de fait à résoudre par les tribunaux.

Au cas où la machine appartient au chef de l'exploitation agricole, il pourrait encore se présenter des difficultés, suivant que ce chef d'entreprise est un fermier ou un propriétaire, un colon, un métayer. Nous dirons encore ici que la responsabilité suppose l'*indépendance*. Les tribunaux devront apprécier si le fermier ou le métayer jouissaient, quant à la direction de la machine, de leur indépendance, ou bien si le propriétaire s'était réservé cette direction.

2° Quelles personnes bénéficient de l'indemnité ? La loi nous répond et dit : « les personnes, *quelles qu'elles soient*, occupées à la conduite ou au service des machines ». Aux termes de la loi du 9 avril 1898, seuls ont droit à l'indemnité les ouvriers et employés de l'exploitation. Les termes de la loi nouvelle sont beaucoup plus compréhensifs, il suffit que la victime

ait été occupée au service de la machine ; ce sera donc non seulement un ouvrier de l'exploitation, mais aussi bien un voisin, un ami ou une personne employée en passant par le chef d'entreprise (1).

3° Sur quelles bases sera calculée l'indemnité ? La loi nous répond : « si la victime n'est pas salariée ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée, selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898, d'après le *salaire moyen* des ouvriers agricoles de la commune ».

Il faut donc distinguer les victimes salariées, les victimes qui n'ont pas un salaire fixe et les victimes non salariées. Pour les premières il n'y a pas de difficulté. Le salaire de base se calcule ainsi que nous l'expliquons au chapitre VII du titre I^{er}.

Quant aux victimes non salariées ou n'ayant pas un salaire fixe, la loi a fait allusion par là à ces personnes, voisins, amis ou ouvriers embauchés en passant seulement, ainsi qu'il arrive souvent dans une exploitation agricole. Le salaire de base devra être calculé d'après le salaire moyen des ouvriers de la commune. Il ne faut pas se dissimuler que souvent des difficultés seront soulevées, ce sera au juge de paix, dans son enquête, à établir de façon précise, suivant les usages du pays, une moyenne de salaire.

4° Que décider au cas où il est fait usage de matières explosibles ? La loi nous dit : « en dehors des cas ci-dessus déterminés, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture », ce paragraphe de la loi,

(1) Trib. civ. d'Angers, 12 déc. 1899. Cour d'Angers, 16 janv. 1900. Acc. trav., mai 1900, p. 205. — Trib. civ. d'Argentan, 9 janv. 1900. Acc. trav., juillet 1900, p. 284.

très formel, ne laisse pas de doute : les accidents agricoles dus à la mise en œuvre de matières explosibles ne sont pas visés par la loi. C'est ainsi qu'un cultivateur faisant défoncer un champ à l'aide d'explosifs, dans un *but agricole*, pour y planter de la vigne par exemple, ne serait pas soumis à la loi en cas d'accident. Il en serait tout autrement d'ailleurs si le même individu s'était servi d'explosifs *dans un but commercial ou industriel* et non plus pour tirer les produits naturels du sol, ou si le même cultivateur avait défoncé son champ en vue d'y ouvrir une carrière dont il se proposerait de vendre les pierres.

SECTION II. — *Etendue d'application de la loi aux personnes.*

Dans une première section, nous avons vu à quelles industries s'appliquerait la loi ; dans une seconde, nous allons voir à quelles personnes il faudra en faire l'application. La loi nous dit : aux *ouvriers et employés* d'une part, aux *chefs d'entreprise* d'autre part.

1^o Application de la loi aux ouvriers et employés. Deux conditions sont exigées pour que la loi soit applicable aux ouvriers et employés. Il faut d'abord un *contrat* de louage d'ouvrage ou une convention d'apprentissage, et ensuite le travail *effectif* de cet ouvrier ou employé dans l'établissement.

Avant d'étudier ces deux conditions, nous allons voir que certains ouvriers, remplissant cependant ces conditions, ne sont pas garantis par notre loi.

Tout d'abord, l'art. 3 de la loi dispose que les ouvriers *étrangers* ne pourront se prévaloir des dispositions

de notre loi que tant qu'ils résideront en France.

L'ouvrier étranger, victime d'un accident, n'aura plus droit à une pension dès qu'il quittera la France; il ne pourra prétendre qu'à un capital égal à trois fois la rente qui lui avait été allouée. Voici d'ailleurs le texte de l'article 3:

« Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui
« cesseront de résider sur le territoire français, rece-
« vront pour toute indemnité un capital égal à trois
« fois la rente qui leur avait été allouée. Les repré-
« sentants d'un ouvrier étranger ne recevront aucune
« indemnité si, au moment de l'accident, ils ne rési-
« daient pas sur le territoire français. »

Cette disposition a été très critiquée; on lui a vivement reproché d'encourager les chefs d'entreprise à employer des ouvriers étrangers. Il fallait disait-on, faire, aux ouvriers étrangers la même situation qu'aux ouvriers français. Les premiers projets de loi conservaient cette solution, et avaient soulevé par là des critiques que nous croyons justifiées. Entre les deux partis à prendre, nous croyons, avec M. Sachet (Commentaire de la loi sur les accidents du travail, p. 107) que le législateur a pris le meilleur et le plus équitable. Nous ne voyons pas pourquoi on devrait accorder à des étrangers les mêmes avantages qu'à nos nationaux, surtout alors que les législations étrangères n'en usent pas de même à notre égard.

De même M. Loubat, dans son Traité du risque professionnel, n° 151, p. 176, trouve que la solution de la loi ne mérite pas les critiques dont elle a été l'objet. En effet, nous dit-il, sous l'empire du droit commun, le patron avait presque autant d'intérêt à employer les étrangers; il était, en effet, bien plus difficile à ceux-ci d'obtenir justice qu'aux ouvriers français, et pourtant

cette considération n'a jamais influencé les industriels. En outre, le risque professionnel va se traduire par une assurance, non obligatoire il est vrai, mais en fait imposée à tous les patrons soucieux de leurs intérêts. Or, la différence de prime en faveur des ouvriers étrangers sera insignifiante et s'élèvera à quelques centimes, elle ne pourra donc peser sur le choix du patron. Enfin, M. Loubat (n° 186 de son ouvrage) cite une lettre du président du syndicat des compagnies d'assurance à prime fixe contre les accidents à la commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre, l'informant que les tarifs ne feraient pas de distinction entre les ouvriers, quelle que fût leur nationalité ou leur situation de famille.

Une autre catégorie d'ouvriers ne peut se prévaloir des dispositions de notre loi, ce sont ceux qui *touchent plus de 2,400 francs* de salaire annuel. Aux termes de la loi « ils ne bénéficient des dispositions de la loi » que jusqu'à concurrence de cette somme, et pour le « surplus, ils n'auront droit qu'au quart des rentes et » indemnités stipulées à l'article 3, à moins de convention contraire quant au chiffre de la quotité ». Un employé gagnant plus de 2,400 francs pourrait d'ailleurs convenir avec son patron une indemnité supérieure ou inférieure au taux de la loi pour la part afférente au surplus des 2,400 francs, mais il ne pourrait convenir qu'il ne touchera aucune indemnité pour cette part ; cela résulte de ces mots : « à moins de convention contraire quant au chiffre de la quotité ».

En dehors de ces deux catégories d'ouvriers, tous ceux qui remplissent les deux conditions sus-énoncées (page 71) peuvent se prévaloir des dispositions de la loi.

A. — *Des ouvriers.* — 1^{re} Condition. — Il faut que

l'ouvrier qui se prévaut de la loi soit lié par un *contrat* de louage d'ouvrage ou par une *convention* d'apprentissage avec le chef d'une des industries visées (1).

Qu'est-ce d'abord que le contrat de louage d'ouvrage ? C'est certainement celui dont nous parle l'article 1780 du Code civil. Peu importe que le salaire soit fixé à la durée du travail ou qu'il soit fixé à la tâche ; peu importe également la forme de rémunération. Cependant, des difficultés peuvent se faire jour quant à la nature de certains contrats, ainsi le marchandage, la participation aux bénéfices, l'association coopérative.

Le marchandage est un contrat par lequel un patron convient, avec une collectivité d'ouvriers ou avec un entrepreneur, qu'il donnera un prix unique pour un travail effectué pendant une durée indéterminée. Au cas où c'est un groupe d'ouvriers qui effectue le travail, il n'y a pas de doute qu'ils puissent se prévaloir d'un risque professionnel, à condition, cependant, qu'ils travaillent dans une usine ou un chantier du patron, sous sa surveillance. Il n'en serait plus de même si ces ouvriers ne travaillaient pas chez le patron, au cas où, conservant leur indépendance, ils travailleraient sous la direction de l'un d'eux ou même sans cette direction ; ils pourraient alors être considérés comme une association coopérative à l'encontre de

(1) La jurisprudence applique cette idée dans plusieurs jugements : Trib. civ. de Toulouse, 1^{er} mars 1900, acc. trav., juin 1900, p. 253. — Trib. civ. de la Seine, 19 mars 1900. Confirmé par la Cour de Paris, 21 juillet 1900, acc. trav., décembre 1900, p. 410 (Dans cette espèce, la jurisprudence décide que la loi du 9 avril n'est pas applicable si ce contrat est *nul* par le dol de l'ouvrier).

laquelle l'un d'eux pourrait se prévaloir des dispositions de la loi.

Si le contrat de marchandage est intervenu entre un patron et un entrepreneur, qui sera responsable envers les ouvriers ? Il faut encore distinguer : ou bien le patron conserve la direction du travail, l'entrepreneur n'est que son employé, il est responsable ; ou bien l'entrepreneur est indépendant, il dirige lui-même les ouvriers, ce sera lui qui assumera la responsabilité.

La jurisprudence avait déjà fait cette distinction ; elle décidait que le patron qui avait fait une police collective d'assurance pour ses ouvriers devait y comprendre les tâcherons qui, pour leur travail, devaient rester sous sa surveillance (trib. de la Seine, 21 mars 1887, *La Loi* du 4 mai 1887. Dijon, 14 août 1884, Dalloz, 88-2-28). Elle consacrait une solution contraire au cas où c'étaient des sous-entrepreneurs indépendants qui effectuaient le travail avec leurs outils, leurs matériaux (Paris, 30 novembre 1867. Dalloz, 67, 5, 371. Douai, 21 mars 1887. S. 88, 2, 124). Chardiny, commentaire de la loi du 9 avril 1898, p. 59).

Que dire de la participation au bénéfice ? Les traités de droit commercial nous apprennent que ce n'est pas une véritable association, qu'il lui manque pour cela un caractère essentiel à la formation des sociétés, l'égalité des associés, l'*affectio societatis*. C'est plutôt une forme de contrat de louage d'ouvrage à salaire variable. En effet, le patron reste le maître de ses ouvriers, il peut les congédier, il leur donne des ordres (Lyon-Caen et Renault. Traité de droit commercial, t. II, nos 58 et suiv.). Et d'ailleurs, dans ces sortes de sociétés, il y aura souvent une question de fait à trancher, à savoir si la participation a constitué ou non une véritable association.

Les ouvriers d'une association coopérative pourront-ils se prévaloir de notre loi et au regard de qui ? Nous croyons qu'ils pourraient se prévaloir de la loi au regard de *l'association elle-même, des administrateurs et du fonds social*. En effet, les coopérateurs mettent en commun leurs aptitudes et leurs capitaux, dans un but industriel ou commercial. Dans chaque coopérateur on trouve un associé, un patron et un travailleur ; comme associé, il est copropriétaire du fonds social, il a droit aux bénéfices ; comme travailleur, il est ouvrier, il court un risque professionnel, il doit pouvoir se prévaloir des dispositions de notre loi. Nous tirons cette solution de l'interprétation *a contrario* de l'article 1, *in fine*. On nous dit que l'ouvrier qui s'est fait aider *accidentellement* par des camarades ne peut être considéré comme un patron. Par contre, l'ouvrier qui est aidé par une collaboration *habituelle* d'autres ouvriers doit être soumis à la loi. Or, qu'est-ce qu'une coopération habituelle d'ouvriers, sinon une association coopérative.

L'ouvrier ne peut, en principe, s'adresser qu'à celui qui le paie. Cependant, il peut se présenter une exception à ce principe, au cas où un patron aura prêté momentanément ses ouvriers à un autre patron pour un travail rentrant dans ses occupations habituelles. Le cas se présentera souvent dans l'agriculture, un agriculteur mettra ses ouvriers à la disposition d'un entrepreneur de battage. La jurisprudence a déjà jugé que l'ouvrier devra s'adresser au second patron, alors même que le premier aurait continué à le payer (Douai, 5 mars 1895. *Gaz. Pal.*, 95, 2, 64. — Paris, 27 février 1892. *Dall.* 92, 2, 465. — Orléans, 23 octobre 1897. *Gaz. Pal.*, 97, 2, 598).

Que décider dans le cas où un ouvrier, ne faisant

pas partie d'un établissement industriel, serait blessé au cours d'un travail qu'il exécuterait dans cet établissement. Par exemple, un ouvrier chimiste est appelé dans une fabrique de matières explosibles pour y exercer son métier. Il est blessé par une explosion. Qui lui devra une indemnité? Nous croyons que ce sera le patron de la fabrique de matières explosibles. En effet, il a été blessé par le fait même de son travail dans cette fabrique. Il ne peut être considéré comme une personne étrangère à la fabrique, il est lié envers le chef de cette fabrique par un contrat de louage d'ouvrage tout spécial et distinct de celui qui l'unissait à son patron. Par ce contrat spécial il doit être garanti des risques qui incombent à l'exercice de sa profession dans cette fabrique pour le temps pendant lequel il y est employé. Qu'on ne nous objecte pas, comme on pourrait le faire, que le patron, ne considérant pas cet ouvrier comme faisant partie de son exploitation, n'a pu le comprendre dans son assurance. A cela nous répondons que le patron est libre de s'assurer comme il lui plaît et qu'il doit ne s'en prendre qu'à lui seul s'il n'est pas suffisamment assuré.

La situation des délégués mineurs institués par la loi du 8 juillet 1890 a souvent préoccupé les membres du Parlement. M. Félix Martin (*J. Off.*, p. 2215, séance du 23 oct. 1897) avait demandé qu'ils bénéficiassent de la loi. Il soutint qu'ils devaient être considérés comme le *prolongement* des ouvriers. Ce sont, disait-il, des demi-ouvriers payés par l'intermédiaire du préfet, qui règle leur salaire avec des fonds fournis par la mine. Dans la séance du 14 mars 1898 (*J. Off.*, p. 198), le rapporteur répondit que la loi n'était applicable qu'aux ouvriers et employés *payés par l'entre-*

prise, qu'elle ne l'était donc pas aux délégués mineurs, à moins qu'il ne fussent encore ouvriers de la mine. Il ajouta que le gouvernement avait promis de les comprendre dans la loi sur les caisses de secours pendante devant la Chambre (1).

Quant à la question de preuve du contrat de louage d'ouvrage ou de la convention d'apprentissage, elle fera généralement peu de difficulté : à défaut de preuve par écrit, comme les industriels sont la plupart commerçants, la preuve pourra être faite par témoins ou présomption. Mais si l'industriel n'est pas commerçant (industrie ayant pour objet des biens immobiliers : mines), l'art. 1344 C. civ. est applicable. J'ajoute d'ailleurs que le plus souvent la preuve, même à défaut d'écrit, sera facile à faire, les obligations de louage d'ouvrage s'accomplissant au grand jour et étant toujours très difficiles à nier.

2^e Condition. — Travail *effectif* dans l'établissement industriel.

Tous les ouvriers ou employés effectivement occupés dans un établissement industriel visé à l'art. 1^{er} peuvent se prévaloir de notre loi. Mais la condition du travail effectif est nécessaire. Ainsi un ouvrier qui, après avoir été embauché, aurait rompu son engagement, ne pourrait avoir droit à indemnité si un accident lui survenait après rupture de son engagement.

Au cas où une grande industrie comprendrait une partie technique, par exemple un service de contentieux ou de comptabilité, les employés de ces services

(1) Sachet. Législation des accidents du travail, p. 117. — Loubat. Traité du risque professionnel, n° 146, p. 165.

ne pourraient se prévaloir de la loi. Seuls les ouvriers préposés à l'exercice même de l'industrie peuvent bénéficier de la loi.

B. — *Des chefs d'entreprise.* — Le législateur de 1898 s'est servi indistinctement des expressions « patron et chef d'entreprise », sans distinguer quelle est la portée juridique de ces expressions. Le patron, dans notre loi, est celui qui doit supporter les indemnités dues aux victimes d'accidents dans leur travail. C'est donc lui qui est responsable. Or la responsabilité suppose deux droits : *la direction et la surveillance* d'une part, de l'autre *l'indépendance*. Ce seront les caractères qui nous feront connaître un patron (1).

1^o Direction et surveillance. — Nous avons déjà fait remarquer, en parlant de la participation aux bénéfices, que seul pouvait être considéré comme patron celui qui dirigeait et surveillait ; nous avons vu que le participant ne pouvait être considéré comme un patron, mais bien comme un ouvrier. Mais un ouvrier qui prendrait à la tâche un travail sous sa responsabilité et qui serait indépendant dans l'exécution de ce travail ne pourrait se prévaloir de la loi, et au cas où il aurait d'autres ouvriers sous ses ordres, il pourrait être considéré comme un patron.

2^o Indépendance. — C'est le second caractère auquel on reconnaît un patron. Un patron est indépendant, dirons-nous, lorsqu'il dirige l'entreprise *à son gré*,

(1) La jurisprudence applique ces idées dans plusieurs jugements : trib. civ. Toulouse, 1^{er} mars 1900, Acc. trav., juin 1900, p. 253 ; just. de paix de Noyon, 9 mars 1900, Acc. trav., juillet 1900, p. 285 ; trib. civ. Saint-Dié, 1^{er} juin 1898, confirmé par la Cour de Nancy, 15 oct. 1900, Acc. trav., fév. 1901, p. 57.

lorsqu'il ne dépend de personne pour cette direction. Un couvreur qui travaille avec des ouvriers pour un propriétaire dirige ce travail comme il l'entend, il est indépendant, par conséquent responsable. L'entrepreneur de machines à battre est responsable au regard des ouvriers qui sont employés à sa machine et qui peuvent ne pas être les siens. Il est indépendant, car c'est lui qui a la haute main sur la direction de sa machine. De même un fermier est patron dans le cas où son exploitation serait visée par notre loi ou par la loi du 30 juin 1899 : en effet, c'est lui qui dirige sa ferme comme il l'entend, le propriétaire ne serait pas responsable.

Que dire du métayage ? Ici, le propriétaire et le métayer sont des associés fournissant chacun dans des mesures variables des parts de capital, de matériel. Ici, qui sera responsable ? Le plus généralement, le propriétaire et le métayer auront une indépendance égale, un pouvoir de direction égal dans l'entreprise, et devront être responsables dans tous les cas. Il n'est pas nécessaire que le patron soit un individu : ce peut être une société, l'Etat, un département, une commune, aux cas où ceux-ci sont responsables (1).

APPENDICE.

A la fin de son article 1^{er}, la loi du 9 avril 1898 nous dit : « Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de

(1) Jugement déjà cité, trib. civil Seine, 7 juillet 1900, Acc. trav., p. 413.

la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades ». Deux conditions sont donc nécessaires, aux termes de la loi, pour que des ouvriers qui se sont fait aider dans leur travail ne soient pas soumis à la loi. Il faut : 1° qu'ils travaillent *habituellement seuls* ; 2° que les camarades qu'ils s'adjoignent ne *soient pas définitivement embauchés* pour un temps plus ou moins long à titre d'ouvriers. C'est à dessein que le législateur a employé ce mot « *camarades* », il vise le cas où un ouvrier, trouvant un travail trop lourd pour lui seul, demande l'aide de quelques camarades ; cet ouvrier ne devient pas leur patron pour cela, il reste leur camarade. Il en serait autrement d'un ouvrier qui en emploierait d'autres habituellement, à des époques fixes de l'année. Il tomberait sous le coup de la loi.

SECTION III. — *Etendue d'application de la loi aux accidents.*

Aux termes de l'article 1^{er}, les accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail sont les seuls qui donnent droit à indemnité, à condition que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours.

Quand pourra-t-on dire :

1° qu'il y a accident ?

2° que l'accident est survenu par le fait ou à l'occasion du travail ?

§ 1. — Qu'est-ce qu'un accident ?

M. Marestaing a défini l'accident : une atteinte au corps humain provenant de l'action soudaine et violente d'une force extérieure (Marestaing. Définition

des accidents du travail dans les divers pays, p. 4). L'accident suppose donc : l'action soudaine et violente d'une force extérieure ; 2° la lésion de l'organisme.

A. — Action soudaine et violente d'une force extérieure. — C'est par cette action qu'on distingue l'accident de la maladie, état lent et continu né d'une cause lente et durable. MM. Guiyesse et Bourgeois ont nettement distingué l'accident de la maladie en faisant ressortir le caractère imprévu de celui-là et le caractère de continuité de la maladie, qui constitue d'ailleurs pour certaines industries un risque certain (Ch. dép., 28 oct. 1897. *J. Off.*, p. 2216). Cependant certaines maladies se présentent d'une façon violente et peuvent avoir pour cause un événement extérieur : tels sont les lumbagos, hernies, sciatiques ; mais alors ces maladies seront la suite d'une prédisposition de la victime, de la mauvaise constitution organique. Il y aura le plus souvent dans ces cas une question de fait à résoudre par les tribunaux. Toujours est-il que les maladies ne rentrent pas dans la sphère d'application de notre loi. A plusieurs reprises, notamment en 1893 (séance du 3 juin. *J. Off.*, p. 1587) M. Fairé, et en 1897 (séance du 28 oct. *J. Off.*, p. 2216) MM. Fairé et Goujon voulaient déclarer les patrons responsables des maladies professionnelles de leurs ouvriers : la Chambre repoussa toujours ces amendements.

B. — Lésion de l'organisme. — Il faut entendre par là toute lésion quelle qu'elle soit, profonde ou superficielle, externe ou interne. Peu importe que la lésion suive immédiatement ou non l'acte violent. Par exemple une chute peut causer des lésions internes dont l'effet pernicieux ne se fait sentir qu'après un

certain temps ; l'accident rentrera dans les limites de la loi. Mais l'action violente doit-elle s'être exercée directement par un choc, ou bien suffit-il qu'elle ait causé une impression profonde sur l'organisme ? L'importance de cette question est surtout au point de vue de la folie. Un accident arrive à un ouvrier sans produire de traumatisme, mais, sous l'influence de la peur, par exemple, cet ouvrier devient fou. Notre loi s'applique-t-elle ? Nous le croyons. En effet, médicalement parlant, la folie est bien une lésion, une sorte de traumatisme. Les caractères constitutifs de l'accident sont réunis.

Il faudra d'ailleurs que la lésion soit bien la conséquence immédiate et directe de l'accident ; si celui-ci n'avait fait qu'aggraver l'état déjà débile de la victime ou si une infirmité qui existait déjà s'était développée, le patron ne serait responsable que des suites immédiates et directes de l'accident. De même si une opération chirurgicale qui n'était pas motivée par les suites d'une blessure avait une issue funeste pour la victime, le patron ne serait pas responsable. M. Dron avait demandé en 1893 qu'un amendement en ce sens fût inscrit dans la loi. Il lui fut répondu par le rapporteur que la solution allait d'elle-même et qu'il était inutile d'alourdir la loi par son addition (Tarbouriech. *Accidents du travail*, p. 175).

§ 2. — Quand peut-on dire qu'un accident est survenu par le fait ou à l'occasion du travail ?

Ce membre de phrase de la loi : « par le fait ou à l'occasion du travail » a fait l'objet de discussions nombreuses et de remaniements multiples. Nous n'entrons pas dans l'historique de ces discussions, nous

nous bornerons simplement à chercher des principes directeurs qui pourront nous guider dans l'interprétation de la loi.

Que faut-il entendre par « travail ? »

Qu'est-ce que « le fait du travail ? »

Qu'est-ce qu'un accident survenu « à l'occasion du travail ».

Ce sont autant de questions auxquelles nous essaierons de répondre.

A. — *Que faut-il entendre par « travail ? ».*
— Nous croyons qu'il faut entendre par là *l'exercice de la profession* et plus spécialement, dans une exploitation industrielle, l'accomplissement de la fonction à laquelle l'ouvrier est préposé dans cette exploitation. Il ne faut pas entendre d'ailleurs l'exercice de cette fonction d'une façon trop étroite, le devoir d'un ouvrier est de se rendre utile dans l'établissement où il travaille, de porter secours au besoin. Ainsi, en cas d'incendie survenu dans l'établissement industriel pendant qu'il travaille, l'ouvrier pourra se prévaloir des dispositions de la loi s'il a été blessé en aidant à combattre l'incendie; de même l'ouvrier de chemin de fer qui, travaillant sur une voie, est blessé en enlevant de cette voie des blocs de pierre qui allaient faire dérailler un train (Lyon, 5 avril 1856. S. 57-2-297). Il n'est pas nécessaire non plus que le danger provienne du travail personnel de l'ouvrier. Le travail comprend non seulement l'exercice de la profession de l'ouvrier, mais le fonctionnement d'une usine, d'un groupe d'ouvriers, il y a lieu en ce cas d'appliquer le principe du risque professionnel. En d'autres termes, il faut entendre par travail « *tous les travaux effectués dans un établissement industriel, alors*

même qu'ils se rattacheraient à des branches d'industrie différentes. »

Les auteurs et la jurisprudence admettent tous cette définition du travail : M. Sachet a admis cette définition textuellement (Législation du travail, n° 226) et le tribunal de Saint-Gaudens l'a reproduite dans un jugement du 12 mars 1900 (Acc. tr., 1900, p. 359). « Le travail professionnel est celui afférent à une profession déterminée, celui pour lequel l'ouvrier avait été loué et à raison duquel il reçoit un salaire convenu d'avance ». Et faisant application de ce principe, le tribunal refuse l'indemnité de la loi à l'ouvrier blessé en dehors de son travail ordinaire en exécutant des ordres que son patron lui a donnés pour faire une chose qui ne concourt pas à l'exercice de l'industrie de ce dernier.

B. — Qu'est-ce que le fait du travail ? — Nous dirons qu'un ouvrier a été blessé par le fait du travail lorsque la cause de l'accident sera inhérente à l'exercice même de la profession de l'ouvrier en particulier, ou au fonctionnement de l'usine dans laquelle il travaille (Trib. civ. Melun, 31 janv. 1900. Acc. tr., 1900, p. 313). Ainsi, le mécanicien préposé à la conduite d'une machine à vapeur, blessé par l'explosion de la chaudière, est blessé par le fait du travail ; d'autres ouvriers employés à une scierie actionnée par cette machine à vapeur sont également blessés par l'explosion ; ils auront été blessés par le fait du travail. Mais un accident peut avoir une cause étrangère au travail, et cependant ce travail exposait plus particulièrement l'ouvrier au danger de cette cause étrangère ; ainsi un ouvrier est blessé dans un accident de voitures en allant chercher des marchandises pour son patron : nous dirons qu'il a été blessé à l'occasion de son travail.

Faut-il négliger les circonstances de temps et de lieu pour dire qu'un accident est arrivé par le fait ou à l'occasion du travail? Pour répondre à cette question nous allons examiner trois hypothèses dans lesquelles on peut faire rentrer toutes les sortes d'accidents :

1^o L'accident s'est produit sur le lieu du travail et pendant les heures de travail ;

2^o L'accident s'est produit sur le lieu, mais en dehors des heures de travail ;

3^o L'accident ne s'est produit ni sur le lieu, ni pendant les heures de travail.

1^{re} Hypothèse. — *L'accident s'est produit sur le lieu et pendant les heures de travail :*

Dans cette hypothèse, l'accident est présumé être arrivé par le fait du travail et à l'occasion du travail, ce sera au patron à prouver que la cause de l'accident est étrangère au travail. Cette solution résulte de l'esprit même de la loi fondée sur le principe du risque professionnel, ce principe consistant à faire supporter tous les risques, cas fortuits ou autres, au patron. Dans deux cas seulement celui-ci n'est pas responsable : au cas de fait intentionnel de la victime ou lorsque la cause de l'accident est étrangère au travail. Or : 1^o le dol ne se présume pas ; 2^o la cause étrangère ne se présumera pas non plus, puisque nous avons supposé que l'accident était survenu sur le lieu et pendant les heures de travail. Ce sera au patron à faire la preuve que l'accident est dû au dol de la victime ou à une cause étrangère, s'il ne veut pas être déclaré responsable. Nous aboutissons à peu près à l'interversion de la preuve ; ce sera au patron à faire la preuve, à condition, cependant, qu'il soit démontré

que l'accident est survenu sur le lieu et pendant les heures de travail. Mais avec le système de l'interversion de la preuve, l'ouvrier supportait les conséquences de sa faute, de sorte que le patron pouvait dégager sa responsabilité en prouvant cette faute. Ici, le patron est toujours responsable, même au cas de faute de la victime (tout en faisant la part de la diminution ou de la majoration de l'indemnité au cas de faute inexcusable). C'est de ce principe que nous tirons la présomption qui nous conduit à mettre la preuve à la charge du patron.

Dans quels cas pourra-t-on dire qu'un accident est arrivé durant les heures et sur le lieu du travail ?

M. Villetard de Prunières, étudiant les clauses des polices d'assurances (Assurances contre les accidents, n° 20), nous dit qu'il faut entendre la durée du travail d'une façon large. Ce sera tout le temps passé *légitimement* dans l'établissement industriel, la journée de travail. La jurisprudence fait même compter dans la journée de travail le temps pendant lequel les ouvriers sont transportés sur le lieu du travail, si le patron s'est chargé de ce transport (Paris, 6 juin 1885. D. 86, 2, 123. — Cass. 2 juin 1886. *Gaz. Pal.*, 86, 2, 66. — Trib. de Die, 10 février 1887. — *Gaz. Pal.*, trib. 87, 92. — V° Ass. terr. n° 440), ou encore le temps pendant lequel se font les changements d'équipe du jour à la nuit ou les moments pendant lesquels les ouvriers entrent et sortent (Paris, 3 juillet 1890. *Gaz. Trib.*, 25 septembre 1890). Nous ferons donc rentrer dans la journée de travail les déplacements nécessités par le travail. Mais il faut distinguer : pour se rendre sur le lieu du travail, l'ouvrier est transporté aux frais du patron, par ses soins, soit que le transport soit organisé par lui, soit

qu'il ait traité avec une entreprise chargée de ce transport. La journée de travail commencera depuis le moment où l'ouvrier sera monté dans le véhicule qui le transporte. Mais si l'ouvrier a choisi son mode de transport, la journée ne commencera pour lui qu'à partir du moment où il entre à l'usine. Il va sans dire qu'un déplacement survenu pendant la journée de travail, pour se rendre d'un lieu de travail sur un autre, rentrera dans notre hypothèse.

L'opinion que nous venons d'exposer est celle de MM. Loubat et Sachet dans leurs commentaires de la loi (Loubat, n° 50. — Sachet, n° 240). M. Chardiny est d'un avis contraire (commentaire de la loi du 9 avril 1898, p. 57). Cet auteur ne distingue pas si l'ouvrier se rend au travail comme il l'entend ou s'il est transporté par les soins du patron. Nous croyons cette solution contraire à l'esprit de la loi; lorsque le patron a pris à sa charge le transport de ses ouvriers il a assumé la responsabilité de ce transport, la circulation des ouvriers, suivant les termes de l'arrêt de Paris déjà cité (D. 86, 2, 123), fait partie intégrante de leur journée de travail.

La jurisprudence semble devoir partager notre opinion sur ce point. Le tribunal civil de Versailles refuse une indemnité à l'ouvrier tué en se rendant à son travail comme il l'entendait (Acc. tr., 1900, p. 288).

Que décider au cas d'interruption du travail? La jurisprudence antérieure à la loi de 1898 distinguait.

La suspension n'était-elle que de quelques instants sans que le travail de l'exploitation ait été arrêté: l'accident arrivé pendant cette courte suspension est survenu sur le lieu et pendant les heures de travail (Trib. comm. Cambrai, 17 mars 1869. D. Jur. gén. supp. V° ass. terr. t. IV, p. 144). Au contraire, si la

suspension avait été d'une certaine durée, nous sortons du cadre de notre hypothèse. Nous croyons que cette opinion doit être maintenue, c'est d'ailleurs celle de M. Sachet : l'accident survenu pendant des interruptions d'une certaine durée, pendant les repos de midi et du soir, par exemple, ne sont pas arrivés pendant la journée de travail. M. Loubat, au contraire, estime que ces accidents sont la conséquence du travail, c'est la présence de l'ouvrier sur le lieu du travail qui a exposé l'ouvrier à l'accident. Nous croyons que c'est aller un peu loin dans l'application des principes et qu'on ne peut admettre que, pendant un temps de repos d'une certaine durée, l'ouvrier a pu être victime d'un accident survenu à l'occasion du travail. A ce moment, le patron et l'ouvrier ont repris leur indépendance respective, le contrat du travail ne les unit plus. Le droit commun doit reprendre son empire. Il faut reconnaître qu'il y aura, le plus souvent, dans ces cas, une question de fait à régler par les tribunaux ; c'est ainsi qu'un accident survenu pendant un repos, mais alors qu'il était interdit à l'ouvrier de quitter le lieu du travail et même qu'il lui était commandé de se tenir à la disposition du patron, pourrait être considéré comme arrivé à l'occasion du travail (Trib. civ. St-Etienne, 29 octobre 1900. Acc. tr. 1901, p. 63).

Que faut-il entendre par lieu du travail ? Ce sera, en outre du poste habituel de l'ouvrier, tout lieu où l'exercice de sa profession, ainsi que l'ordre de ses chefs, l'obligera à se transporter ; ainsi, un ouvrier gazier occupé à réparer un compteur chez un particulier sera considéré comme étant sur le lieu de son travail. La jurisprudence et les auteurs paraissent devoir partager cette opinion inscrite dans Sachet, n°

252 : « Le lieu du travail, nous dit le tribunal de Rochefort, pour l'ouvrier ou l'employé, doit s'étendre partout où il travaille pour le compte et sur l'ordre du chef d'entreprise » (Acc. tr. 1901, p. 248). Dans le même ordre d'idées, la Cour de Paris a jugé, le 15 décembre 1900, que la division des locaux qui composent une seule exploitation ne saurait faire échec au risque professionnel qui s'impose à l'industrie dans son ensemble (Acc. tr., 1901, p. 54).

En somme, et pour nous résumer, nous dirons que les accidents survenus sur le lieu et pendant les heures de travail font naître, à la charge du patron, une présomption de responsabilité qui ne cessera que si celui-ci fait la preuve que l'accident est dû à une cause étrangère au travail ou à une faute intentionnelle de la victime. Le travail sera considéré comme cause directe ou occasionnelle de l'accident, *lorsque l'exercice de la profession de la victime aura eu pour résultat d'exposer l'ouvrier ou d'accroître danger le pour lui.*

2° Hypothèse.— *L'accident est arrivé en dehors des heures de travail, mais sur le lieu du travail.*

Nous savons qu'on ne peut faire rentrer dans cette hypothèse les courtes suspensions de travail. Il s'agit ici d'interruptions d'une certaine durée pendant lesquelles tout travail est interrompu. A ces moments, le patron et l'ouvrier reprennent vis-à-vis l'un de l'autre leur indépendance, ils cessent d'être patrons et ouvriers pour devenir de simples particuliers. Si un accident est arrivé à un ouvrier pendant une de ces interruptions, ce sera à l'ouvrier à prouver une relation entre l'accident et son travail, s'il veut obtenir

une indemnité (1). Ainsi un ouvrier rentre dans l'usine après la cessation du travail, il est victime d'un accident. Nous croyons qu'il n'aura droit à une indemnité que s'il peut prouver que sa rentrée dans l'usine en dehors des heures de travail était motivée par un fait inhérent au travail : ainsi, il est revenu sur un ordre du patron pour toucher un salaire ou recevoir des observations relatives à un ouvrage à effectuer. Mais nous croyons que si la rentrée était motivée par le désir de chercher un objet qu'il avait perdu, l'ouvrier victime d'un accident ne pourrait se prévaloir de la loi. Le tribunal civil de Dijon partage cette opinion dans un jugement du 15 fév. 1900 (Acc. tr., 1900, p. 243). Il refuse l'indemnité de la loi à un ouvrier victime d'un incendie dans l'usine où il travaillait, mais l'accident était arrivé en dehors des heures de travail, l'ouvrier étant rentré dans l'usine pour y retrouver des objets personnels.

Il n'y aurait également pas lieu d'accorder l'indemnité en cas d'accident survenu dans une rixe ou un jeu pendant un repos dans l'usine même où l'ouvrier victime travaillait (Observation de M. Gastelier dans la séance du 22 mai 1888, *J. Off.*, p. 1905).

Le principe est donc, dans notre hypothèse, le suivant : l'ouvrier n'aura droit à une indemnité que s'il fait la preuve que sa *présence dans l'usine en dehors des heures de travail se rattachait plus ou moins directement à son travail.*

(1) La Cour de Rouen décide, par un arrêt du 28 fév. 1900 (Acc. tr., 1900, p. 353), que l'accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail peut se produire en dehors de la durée du travail, mais que, en tous cas, la cause de l'accident doit être inhérente au travail et que l'accident doit se rattacher par un lien plus ou moins étroit à l'exercice de la profession.

Ce principe paraît aujourd'hui à peu près généralement admis par les auteurs et en jurisprudence. Cependant on peut signaler quelques divergences de détail. Ainsi M. Loubat, nous le voyons plus haut à propos des interruptions de travail, paraît croire que tout accident survenu sur le lieu du travail donne droit à indemnité. Nous avons vu ce que cette manière de voir pouvait avoir d'exagéré.

3^e Hypothèse. — *L'accident ne s'est produit ni sur le lieu ni pendant les heures de travail.*

Ici encore, ce sera à la victime à faire la preuve du caractère industriel de l'accident. Elle devra prouver que l'accident a eu pour cause un *fait inhérent à son travail*. Dans cette hypothèse rentre un exemple célèbre en jurisprudence, surtout dans la jurisprudence allemande. Un contremaître est victime d'un guet-apens après sa sortie de l'usine où il est employé, de la part d'un ouvrier à qui il avait fait de justes observations concernant son travail. Il est certain que ce contremaître pourra se prévaloir des dispositions de la loi ; ce sera bien à l'occasion de son travail qu'il aura été blessé, mais il devra prouver son dire.

En somme, les auteurs et les divers commentateurs de la loi paraissent d'accord sur le principe : il faut entendre par accident arrivé par le fait ou à l'occasion du travail tout accident qui sera *la conséquence plus ou moins directe du travail* (Sachet. Législation du travail, p. 150 et ss.). — Loubat. Traité du risque professionnel, n° 36 et ss. — Chardiny. Commentaires de la loi du 9 avril 1898, p. 55 et ss. — Serre. les Accidents du travail, p. 84 et ss. — Valensi. Loi sur les accidents du travail, p. 57).

La jurisprudence paraît également admettre le principe, mais elle varie beaucoup quant à l'application. C'est ainsi que la Cour de Caen nous paraît avoir fait une fausse application des principes dans l'espèce suivante : Le tribunal civil d'Argentan avait accordé, le 9 janvier 1900 (Acc. tr., 1900, p. 284), l'indemnité de la loi à la veuve d'un ouvrier tué alors qu'il était employé au battage à la vapeur d'une récolte, par un jugement très bien motivé : « Attendu, en ce qui concerne le fait lui-même, que s'il est certain que des accidents, bien qu'identiques en apparence, aient un sort différent suivant la nature du moteur employé, la loi a eu surtout en vue de tenir compte de la multiplication considérable des cas de danger qui résultent du remplacement de la force humaine ou animale par un moteur inanimé comme la vapeur ou l'électricité. »

La Cour de Caen, par un arrêt du 31 juillet 1900 (Acc. tr., 1900, p. 398), a infirmé le jugement d'Argentan. Elle a refusé l'indemnité de la loi par ces motifs que l'accident n'avait pas eu pour cause directe le fonctionnement de la machine et que l'ouvrier tué n'aurait pas été immédiatement préposé au service de la machine. Cette solution nous paraît très contestable. En effet, il nous paraît bien qu'il y a dans l'espèce présente un accident arrivé sinon par le fait du moins à l'occasion du travail ; l'ouvrier, sans conduire la machine, était bien employé au service de cette machine, puisqu'il transportait les gerbes destinées à être battues ; d'autre part, la Cour de Caen nous dit : « la mort de la victime est le résultat non du fonctionnement de la machine, mais d'un faux mouvement de la victime ». Evidemment le faux mouvement a été la cause immédiate de l'accident, mais il faut aller plus loin : ce faux n'aurait pas eu de suite fatale, si la victime n'avait pas

été au service d'une machine à vapeur. Le tribunal avait donc bien jugé en considérant qu'il avait là accident arrivé par le fait ou à l'occasion du travail.

Cet exemple nous prouve combien il peut y avoir d'incertitude dans l'interprétation de la loi et à quels écarts d'opinion pourront se livrer les tribunaux. Il ne faut souhaiter qu'une chose, c'est que la Cour suprême ait bientôt à se prononcer et que, par un arrêt typique, elle donne une méthode d'interprétation des ces mots essentiellement ambigus : « par le fait ou à l'occasion du travail. »

CHAPITRE II

Des indemnités.

Nous verrons dans ce chapitre trois sections :

1° Formes de l'indemnité et modifications que les parties sont autorisées à y apporter ;

2° Montant des indemnités et personnes qui y ont droit ;

3° Mode, lieu de paiement, et point de départ des pensions allouées.

SECTION I. — *Formes de l'indemnité et modifications que les parties peuvent y apporter.*

Avant d'aborder l'étude de cette section, il importe, pour en faciliter l'examen, d'exposer la classification des accidents adoptée par notre loi.

Plusieurs classifications ont été proposées. M. Ma-restaing propose (Définition des accidents du travail, p. 18), ainsi que M. Villetard de Prunières (Assurances contre les accidents, p. 51), la classification suivante : Adoptant pour la blessure reconnue la plus grave un chiffre fixe, 100 fr. par exemple, on va en décroissant pour chaque blessure moins grave, en lui appliquant un coefficient déterminé. Mais on s'accorde

à reprocher à cette classification deux défauts : primo, il est impossible de prévoir toutes les classifications d'accidents; secundo, l'importance d'une lésion varie avec la profession de l'ouvrier; un accident à la jambe sera moins grave pour un tisserand que pour un terrassier.

Les compagnies d'assurances distinguent les accidents, d'après l'étendue et la durée des incapacités de travail, en incapacités permanentes et temporaires, subdivisant chacune de ces classes en incapacités absolues et partielles, suivant qu'il y a inaptitude absolue ou limitée à certains travaux. On reproche à cette classification de donner lieu à des contestations; il sera souvent difficile de ranger sans conteste un accident dans telle ou telle classe. C'est pour éviter en partie ces contestations que la Chambre des députés avait décidé de donner au moins une énumération des incapacités permanentes absolues dans son projet du 10 juin 1893 (1). Cette définition, incomplète sur beaucoup de points, fut jugée inutile par le Sénat, qui la supprima; la Chambre n'insista pas.

La loi du 9 avril 1898 a adopté la classification des polices d'assurances; cependant les incapacités temporaires n'y sont pas subdivisées en absolues ou partielles, MM. Poirrier et Félix Martin ayant fait remarquer qu'en pratique cette subdivision ne pouvait être admise, et qu'au reste l'incapacité temporaire partielle n'existait pas (2). En somme, voici la classification de cette loi :

1^o Accidents mortels ;

(1) *J. off.*, Sénat, 1893, p. 488.

(2) *J. off.*, Sénat, 1895, p. 748.

- 2° Incapacité permanente absolue ;
- 3° Incapacité permanente partielle ;
- 4° Incapacité temporaire.

Suivant que les accidents rentrent dans l'une ou l'autre de ces classes, les indemnités y afférentes peuvent être payées en rentes viagères ou en capital, ou partie en capital, partie en rentes viagères ; elles peuvent encore être reversibles sur la tête du conjoint ou susceptibles d'être remplacées pendant un certain temps par tout autre mode de réparation. Nous verrons trois paragraphes : 1° Accidents suivis d'incapacité permanente, totale ou partielle ; 2° Indemnités afférentes aux accidents mortels ; 3° Accidents suivis d'incapacités temporaires.

§ 1. — Accidents suivis d'incapacité permanente
totale ou partielle.

Les indemnités afférentes à ces accidents sont payées sous forme de *pension viagère*.

Mais cette pension peut être convertie pour *partie en capital*, ou être *reversible sur la tête du conjoint*, ou être *convertie pour le tout*, quand elle ne dépasse pas 100 fr., ou être *remplacée temporairement* par un autre mode de réparation (1).

1° *Conversion en capital*. — Deux systèmes opposés étaient en présence pour le paiement de l'indemnité à l'ouvrier ; un premier consistait à lui payer le capital en une seule fois ; un autre à lui servir une

(1) Trib. civ. Rouen, 16 mars 1900. — Acc. tr., 1900, p. 255. — Trib. civ. Havre, 11 janvier 1900. — Acc. tr., 1900, p. 260.

pension viagère. Ces deux systèmes avaient tous deux leurs inconvénients et leurs avantages ; le premier avait pour résultat de mettre entre les mains d'un homme actif et intelligent une somme d'argent qu'il pouvait faire fructifier en l'employant à un petit commerce, par exemple ; mais, d'un autre côté, cette somme pouvait être dépensée rapidement par l'ouvrier imprévoyant et débauché, qui restait alors sans ressources ; en même temps le versement de capitaux risquait de ruiner la petite industrie. La pension viagère offrait cet avantage d'assurer à l'ouvrier une petite aisance pour le restant de ses jours, mais ne lui permettait pas de se servir de son activité et de son intelligence pour en faire fructifier le capital.

La loi de 1898, dans son article 9, a consacré un système intermédiaire : « Lors du règlement définitif de « la rente viagère, après le délai de révision prévu par « l'article 19, la victime peut demander que le quart « au plus du capital nécessaire à l'établissement de « cette rente, calculé d'après les tarifs dressés pour « les victimes d'accidents, par la caisse des retraites « pour la vieillesse, lui soit attribué en espèces ».

Ainsi, lorsque les conséquences de l'accident seront définitives, et que l'état du blessé ne sera plus légalement susceptible d'aggravation ou de diminution, les parties pourront demander la conversion. En cas de désaccord, ce sera au *tribunal à apprécier* l'opportunité de la conversion, en se renseignant sur les faits de la cause, moralité de la victime, garanties d'intelligence qu'il peut présenter. Le tribunal aura d'ailleurs un *pouvoir souverain* d'appréciation, en ce sens qu'il pourra refuser la conversion ou l'accorder pour moins d'un quart s'il le veut.

La rente peut encore être convertie dans deux cas :

1° au cas de nouveau mariage du conjoint, en un capital égal au triple des annuités ; 2° au cas où la victime, ouvrier étranger, quitte le territoire français, également en un capital égal au quart. Nous étudierons plus loin ces cas de conversion.

2° Reversibilité sur la tête du conjoint. — L'article 192 nous dit : « La victime peut aussi demander
« que ce capital, ou ce capital réduit du quart au plus,
« comme il vient d'être dit, serve à constituer sur sa
« tête une rente viagère reversible pour moitié au
« plus sur la tête de son conjoint. Dans ce cas, la rente
« viagère sera diminuée de façon qu'il ne résulte de la
« reversibilité aucune augmentation de charges pour
« le chef d'entreprise. Le tribunal, en chambre du
« conseil, statuera sur ces demandes ».

Un inconvénient du système de la pension viagère est de laisser sans ressources la femme et les enfants d'un ouvrier victime d'accident. La loi y a remédié en permettant la reversibilité pour moitié, sur la tête du conjoint, de la rente viagère. Le tribunal, en chambre du conseil, statuera encore ici sur l'opportunité de la demande.

Le blessé se mariant après l'accident pourra-t-il user de la clause de reversibilité ? La question a été discutée au Parlement. Nous croyons qu'en somme rien ne s'y oppose, attendu que refuser cette faculté à une victime d'accident serait mettre obstacle à la régularisation de ces unions illégitimes trop fréquentes dans les milieux ouvriers.

Dans les rapports du crédi-rentier et du patron cette reversibilité d'une partie de la rente sur la tête du conjoint ne constituera pas une libéralité, elle sera bien un *contrat à titre onéreux*, puisque le crédi-ren-

tier abandonne une partie de sa rente pour servir des arrérages à son conjoint. Donc, quoiqu'il arrive dans la situation du conjoint, le patron n'en restera pas moins tenu de servir des arrérages après la mort du rentier, arrérages qui pourront d'ailleurs être attribués à d'autres personnes.

Dans les rapports du conjoint et du rentier, la reversibilité a un caractère *alimentaire* et non celui d'une libéralité, puisqu'elle résulte d'une décision de justice.

La conséquence en est que le conjoint aux torts duquel sera prononcé le divorce cessera d'avoir droit à la rente, puisque dans ce cas les obligations alimentaires cessent. Elle sera attribuée aux héritiers.

3^e Faculté de convenir un autre mode de réparation ou de convertir en capital la pension ne dépassant pas 100 fr. — L'article 30 de la loi dispose que toute convention contraire aux dispositions de la loi est nulle de plein droit.

L'article 21, que nous allons commenter, apporte à ce texte une dérogation. Il est ainsi conçu :

« Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation. Sauf dans le cas prévu à l'article 3, paragraphe A, la pension ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 francs. »

Les parties ne pourraient faire d'avance une convention de cette nature, elle tomberait sous le coup de l'article 30 ; de même, si la convention était faite au lendemain de l'accident, avant que le chiffre de la

pension ne soit déterminé. Cette détermination doit être constatée par acte judiciaire (article 16) (1).

Et d'ailleurs, ce mode de réparation aura toujours un caractère *provisoire* ; dès que l'une des parties en aura exprimé le désir, le service de la pension reprendra son cours (Arg. des mots : « tant que l'accord subsistera »).

Le législateur a surtout, par cette disposition de l'article 21, entendu respecter un usage ancien dans l'industrie, qui consiste à donner à un invalide du travail un petit emploi comme celui de concierge, gardien, surveillant. Dans le cas où l'ouvrier trouverait ailleurs que chez son patron un autre emploi, il y aurait lieu, dès lors, de reprendre le service de la pension, sauf cependant le droit pour le patron d'exercer l'action en révision de l'article 19 pour atténuation d'infirmité.

Le deuxième paragraphe de l'article 21 permet la

(1) Le Tribunal civil de Lille applique cette idée dans un jugement du 28 décembre 1899 (Rev. acc. tr., avril 1900, p. 169). Ce jugement accorde une pension viagère à un ouvrier frappé d'incapacité permanente et qui touchait cependant le même salaire qu'avant l'accident, mais la pension n'avait pas été préalablement fixée par une ordonnance du président ou une décision judiciaire.

De même, la Cour de Nancy refuse à l'ouvrier atteint d'incapacité permanente l'indemnité fixée par la loi du 9 avril, pour la raison que l'ouvrier touche un salaire égal à celui qu'il touchait avant l'accident ; dans cette espèce, la pension avait été *déterminée au préalable* par un jugement du tribunal civil de Nancy. Acc. trav., 1900, p. 146. C. Nancy, 1^{er} mars 1900, p. 229. Trib. civ. Seine, 26 mars 1900. C. Orléans, 30 mai 1900, Acc. trav., 1900, p. 289. Trib. civ. Seine, 12 juin 1900, Acc. trav., 1900, p. 332 ; Acc. trav., 1900, p. 232. Trib. civ. Montluçon, 18 mai 1900, Acc. trav., 1900 p. 291. Trib. civ. Toulon, 19 juin 1900. C. Aix, 3 août 1900, Acc. trav., 1900, p. 369).

conversion en capital d'une pension inférieure à 100 francs. La raison de cette dérogation au principe de l'article 30 se trouve dans le désir d'éviter à l'industrie le service d'un grand nombre de rentes modiques que leur multiplicité même aurait rendu trop lourdes, sans cependant assurer une assistance effective.

§ 2. — Accidents mortels.

Au cas de mort d'un ouvrier, il importe de réparer le préjudice que cette mort cause à ses ayants-droit : femme, enfants ou ascendants. En ce cas, l'indemnité est allouée sous forme d'*indemnité temporaire* pour les enfants jusqu'à ce qu'ils soient en âge de se suffire à eux-mêmes, et sous forme de *rente viagère* au conjoint et aux ascendants.

Ces représentants seront-ils autorisés à demander la conversion partielle en capital de l'article 9 ? En d'autres termes, auront-ils la faculté laissée à la victime de demander la conversion du quart au plus de sa rente en capital ? Les textes sont muets à cet égard. Cependant nous ne croyons pas, en ce qui concerne le conjoint, qu'il puisse demander la conversion, ce serait inconciliable avec la disposition de la loi qui substitue à la pension au cas de nouveau mariage un capital égal au triple des annuités. Quant aux descendants et aux ascendants, rien dans le texte de la loi ne paraît inconciliable avec cette faculté de conversion. Nous croyons qu'ici, ce sera aux tribunaux à apprécier l'opportunité d'une telle demande.

La conversion en un capital égal à trois annuités est de droit au cas de nouveau mariage. On a qualifié cette conversion de déchéance ; nous trouvons l'ex-

pression inexacte. En effet, au cas d'un second mariage, la veuve qui se remarie aura plutôt besoin d'un petit capital que d'une rente pour monter un nouveau ménage, et d'autre part, le second mari sera là pour subvenir à ses besoins, dès lors la rente serait inutile (1).

§ 3. — Incapacités temporaires.

Seuls les accidents ayant entraîné une incapacité de plus de quatre jours donnent droit à indemnité (art. 3). Cette disposition a pour but d'éviter les simulations de blessures légères, plus faciles que les simulations de blessures graves, et qui ne manqueraient pas de se produire. C'est pour prévenir ces abus que le législateur décide d'abord que les incapacités de moins de 4 jours ne donneront pas droit à indemnité, et en second lieu que l'indemnité en cas d'incapacité temporaire ne commencera à courir qu'à partir du cinquième jour. On comprend très bien cette disposition de notre loi ; en effet, trois ou quatre jours de chômage n'occasionnent qu'une gêne passagère peu importante pour l'ouvrier blessé. Et, d'ailleurs, il sera souvent garanti contre cette gêne même par son affiliation à des sociétés de secours mutuels qui existent presque partout. Il est à remarquer en outre que dans ces sociétés, tous les membres étant intéressés, ils se surveilleront mutuellement et éviteront ainsi la fraude.

En matière d'incapacité temporaire, l'indemnité

(1) M. Loubat (Traité du Risque professionnel, n° 189) estime avec raison que cette disposition est fâcheuse et que cela constitue une prime au célibat ; en tout cas, elle empêchera les seconds mariages et poussera aux concubinages.

devra représenter le traitement médical et pharmaceutique d'une part, et d'autre part le salaire ; elle sera payée en capital pour le traitement médical, comme en matière d'incapacité permanente d'ailleurs ; quant à l'indemnité afférente au salaire, elle sera représentée par une allocation journalière. La loi de 1898 offre deux moyens pour le patron de se soustraire à une partie de ses obligations concernant l'indemnité de traitement médical et l'indemnité afférente à l'incapacité temporaire. Ce sont, pour toutes les industries autres que les mines, l'affiliation à des sociétés de secours mutuels (article 5), et d'autre part pour toutes les industries, y compris les mines, une subvention annuelle à une des caisses de secours organisées par la loi du 29 juin 1894 (art. 6).

1° *De l'affiliation à une société de secours mutuels.* — Bien longtemps avant notre loi, les sociétés de secours mutuels existaient. Elles se divisaient en trois classes : sociétés reconnues d'utilité publique, sociétés approuvées, et sociétés simplement autorisées. Les premières étaient très rares. Quant aux sociétés approuvées, elles n'avaient qu'une personnalité civile restreinte, elles ne pouvaient recevoir que des valeurs mobilières avec l'autorisation administrative. Elles étaient subventionnées par l'Etat proportionnellement à leurs versements annuels. Les sociétés simplement autorisées n'avaient pas d'existence légale et ne pouvaient rien recevoir, ni subvention de l'Etat, ni dons, ni legs.

En somme, toutes ces sociétés soumises à une série de mesures restrictives ne pouvaient rendre tous les services qu'on aurait pu en attendre. Elles ne pouvaient étendre leurs opérations au-delà de la com-

mune où elles étaient établies. Elles ne pouvaient s'unir entre elles, et par là leurs ressources étaient insuffisantes, d'où impossibilité pour elles de secourir longtemps leurs membres ou de les secourir s'ils se déplaçaient.

Une loi du 1^{er} avril 1898 a consacré d'heureuses réformes concernant les sociétés de secours mutuels. Cette loi a donné la personnalité civile aux sociétés approuvées et aux sociétés reconnues d'utilité publique.

Quant aux sociétés libres, elles doivent déposer leurs statuts à la préfecture, et moyennant l'accomplissement de certaines formalités sur lesquelles il serait trop long d'insister, elles peuvent citer en justice, faire des actes d'administration avec l'autorisation de l'Etat et recevoir une subvention de l'Etat.

Enfin les sociétés peuvent former entre elles des unions qui leur donnent tous les avantages de la fédération.

Le législateur de 1898 a pensé qu'on pouvait obtenir d'excellents résultats, au point de vue des accidents du travail, de ces sociétés de secours mutuels. Aussi, a-t-il cherché à arriver à une *copénétration* (le mot est de M. Lecour-Grandmaison, séance du Sénat du 23 mars 1898) (1) des deux lois ? Patrons et ouvriers ont maintenant tout intérêt à s'affilier à des sociétés de secours mutuels. En effet, les patrons ont un intérêt matériel. Avec les sociétés de secours mutuels, les fraudes seront moins nombreuses, tous les membres se surveillant entre eux, partant les dépenses seront moins élevées. En outre, les sociétés auront pour effet

(1) *J. Off.*, Chambre, 1898, p. 930.

de développer chez les ouvriers l'esprit de prévoyance et de solidarité dont le patron ne pourra que se bien trouver. De leur côté, les ouvriers profiteront de leur affiliation, puisque les sociétés de secours mutuels viennent en aide non seulement aux victimes d'accidents mais secourent l'ouvrier en cas de maladie ou s'ils sont dans le besoin.

Dans quelles conditions les patrons pourront-ils affilier leurs ouvriers à ces sociétés de secours mutuels? l'article 5 répond à la question :

« Les chefs d'entreprise peuvent se décharger, pendant les 30, 60 ou 90 jours à partir de l'accident, de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et de l'indemnité temporaire ou une partie seulement de cette indemnité, comme il est spécifié ci-après, s'ils justifient: 1° qu'ils ont affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels autorisées et pris à leur charge une quote-part de la cotisation qui aura été déterminée d'un commun accord, et en se conformant aux statuts types approuvés par le ministre compétent, mais qui ne devra pas être inférieure au tiers de cette cotisation ; 2° que ces sociétés assurent à leurs membres, en cas de blessures, pendant les 30, 60 ou 90 jours, les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière. Si l'indemnité journalière servie par la société est inférieure à la moitié du salaire quotidien de la victime, le chef d'entreprise est tenu de verser la différence. »

Quatre conditions sont donc exigées pour que le patron puisse s'exonérer d'une partie de ses obligations en affiliant ses ouvriers à une société de secours mutuels :

1° Il faut que la société comprenne parmi ses membres les ouvriers employés chez le patron.

Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire que tous les ouvriers du patron fassent partie de la société. Ce serait impossible, les sociétés de secours mutuels exigeant des conditions d'âge, de santé, de conduite, qu'il serait impossible de remplir dans certains cas ; à l'égard des ouvriers non affiliés, le patron reste tenu.

2° Il faut que le patron paie de ses deniers une part qui ne doit pas être inférieure au tiers de la cotisation. Cette condition a pour but d'éviter que le patron, par l'affiliation à une société de secours mutuel, arrivât à s'affranchir de ses obligations.

3° Il faut que les statuts soient conformes aux statuts-types approuvés par le ministre compétent.

Il s'agit ici d'un certain nombre de dispositions reconnues nécessaires et énoncées par un règlement d'administration publique en date du 28 février 1899. Cette condition est destinée à prévenir les fraudes. Ainsi un patron pourrait fonder une société de secours mutuel qui aurait pour but la réparation des accidents, les statuts restant muets sur les maladies. D'où il suit que les ressources presque entières de la société seraient consacrées à exonérer le patron des frais de maladie et de l'indemnité temporaire (Déclaration du ministre du commerce au Sénat. — Séance du 18 mars 1893) (1).

4° Il faut que les sociétés de secours mutuels assurent à leurs membres en cas de blessures, pendant les 30, 60 et 90 jours, les soins médicaux et pharmaceutiques et l'allocation journalière. Ici il y a lieu de se demander pourquoi cette limitation. La plupart des sociétés de secours mutuels actuellement existan-

(1) *J. Off.*, Sénat, p. 326.

tes donnent les frais de maladie pendant six mois avec demi-indemnité journalière du 3^e au 6^e mois. On se demande pourquoi la loi n'a pas profité de cette latitude, il y a évidemment là une lacune. Ainsi le patron, au bout de six mois, dans notre loi, devra payer les frais médicaux et une allocation journalière. D'un autre côté l'ouvrier recevra encore pendant trois mois une indemnité de la société. Il pourra donc recevoir des deux mains. Il faut d'ailleurs ajouter, pour être juste, que ce fait se présentera très rarement, les patrons, avant d'affilier leurs ouvriers à une société de secours mutuels, exigeront qu'elle mette ses statuts en harmonie avec l'article 5. En effet, si une société assurait à ses membres des avantages supérieurs, le patron serait forcé de payer une part contributive plus élevée.

Nous disions tout à l'heure qu'on attendait d'excellents résultats des sociétés de secours mutuels et de la « copénétration » des deux lois. L'œuvre du législateur est-elle suffisante et l'affiliation des ouvriers visés par la loi du 9 avril, est-elle assez facilitée ? Il ne paraît pas qu'on puisse attendre de l'article 5 de la loi du 9 avril des résultats aussi heureux qu'on l'espérait. M. Chardiny nous fait remarquer, dans son commentaire sur la loi du 9 avril (page 137), que les affiliations aux sociétés existantes ne seront pas aussi fréquentes qu'on pourrait le supposer. En effet, l'entrée de l'ouvrier sera soumise non seulement aux conditions de la loi, mais aux conditions d'admission prévues par les statuts de la société. Ces conditions ont trait dans presque toutes les sociétés à la santé, à l'âge et à la conduite. Or, il sera très difficile pour un grand nombre d'ouvriers de réunir toutes ces conditions et d'obtenir affiliation à la société, d'autant plus

que, généralement, ces sociétés sont composées d'ouvriers appartenant à l'élite de la classe ouvrière qui hésiteront à admettre parmi eux un inconnu. On parle de la modification des statuts-types pour faciliter les affiliations. Mais ces statuts ne sont pas obligatoires et il est peu probable que les sociétés anciennes modifient leurs statuts pour faciliter l'admission dans leur sein de vieillards, de jeunes gens, d'ouvriers maladifs ou ayant des professions dangereuses, qui risqueront d'absorber à leur profit le fruit des économies de la société (1).

2° Subvention annuelle aux caisses de secours organisées en vertu de la loi du 29 juin 1894.

Depuis longtemps des caisses de secours étaient attachées à de nombreux établissements industriels ; ces caisses avaient pour but d'assurer les frais de traitement médical ou pharmaceutique. Elles avaient des organisations très variables. Les unes étaient exclusivement patronales, d'autres étaient alimentées par les versements du patron et des ouvriers. Certaines assuraient simplement à leurs membres la gratuité du service médical.

Une loi du 29 juin 1894 est venue créer obligatoirement une caisse de secours et de retraite des ouvriers mineurs. Ces caisses, en dehors des dons et legs, subventions de l'Etat, sont alimentées par un prélèvement maximum de 2 % sur le salaire des ouvriers

(1) M. Loubat se demande si les ouvriers ne se refuseront pas à leur affiliation à des sociétés de secours mutuels ; assurés qu'ils sont du paiement d'une indemnité, voudront-ils s'astreindre au versement annuel d'une cotisation ? (Traité du risque professionnel, n° 254).

et par un versement de l'exploitant égal à la moitié du versement des ouvriers. Ces caisses doivent fournir des secours médicaux en argent et en nature. Elles sont administrées par un conseil composé de 9 membres choisis, un tiers par le patron, deux tiers par les ouvriers. La loi de 1894 a organisé des caisses de secours contre les *maladies*, mais elle a laissé en dehors de son texte les *accidents*. L'article 6 de la loi du 9 avril a prévu l'exonération pour le patron des frais de traitement médical et d'indemnité journalière au moyen d'un versement annuel à une caisse de secours.

« Les exploitants de mines, minières et carrières,
« peuvent se décharger des frais et indemnités jour-
« nalières mentionnées à l'article précédent, moyen-
« nant une subvention annuelle versée aux caisses ou
« sociétés de secours constituées dans ces entreprises
« en vertu de la loi du 29 juin 1894. Le montant et les
« conditions de cette subvention devront être acceptés
« par la société et approuvés par le ministre des tra-
« vaux publics, ces deux dispositions seront applica-
« bles à tous autres chef d'industrie qui auront créé
« en faveur de leurs ouvriers des caisses particulières
« de secours en conformité du titre III de la loi du 29
« juin 1894. L'approbation prévue ci-dessus sera, en
« ce qui les concerne, donnée par le ministre du
« commerce et de l'industrie ».

Ce texte prévoit deux cas :

1^o L'exploitant de mines ayant sa société constituée en vertu de la loi de 1894 paiera une subvention acceptée d'abord par ladite société et approuvée par le ministre. De son côté, la société sera tenue d'assurer aux victimes d'accidents les soins médicaux et l'indemnité journalière pendant 30, 60 ou 90 jours.

2° Lorsqu'un patron, autre qu'un exploitant de mines, revendiquera le bénéfice de l'article 6, il devra d'abord créer une caisse de secours conforme à la loi de 1894. Nous ne croyons pas d'ailleurs que beaucoup d'industriels soient tentés d'user de cette faculté. La loi de 1894 traite avec défiance les patrons, elle les soumet à l'intervention fréquente de l'administration avec des amendes et une responsabilité considérables. Les patrons préféreront, au lieu de recourir à l'affiliation à des sociétés de secours mutuels existantes ou à la création de caisses de secours, susciter à côté d'eux des sociétés de secours mutuels dont ils vérifieront les statuts, statuts comprenant les clauses obligatoires déterminées par le règlement d'administration publique. D'ailleurs, le patron ne créera pas lui-même la société, il la subventionnera seulement s'il le veut et traitera avec elle pour l'exonération de sa responsabilité temporaire.

SECTION II. — *Du montant de l'indemnité
et des personnes qui y ont droit.*

Le montant et la nature de l'indemnité varient suivant que cette indemnité est afférente à des accidents suivis d'incapacité permanente et totale, à des accidents suivis d'incapacité permanente et partielle, à des accidents mortels, à des accidents suivis d'incapacité temporaire.

§ 1. — Accidents suivis d'incapacité permanente et totale.

La réparation d'un accident comprend deux sortes de dépenses. Les premières sont occasionnées par le traitement curatif et les frais de traitement médical et

pharmaceutique, les autres comprennent la privation de salaire et la diminution des ressources de la victime d'accident.

A. — *Frais médicaux et pharmaceutiques.* —

L'article 4 dispose : « Le chef d'entreprise supporte, « en outre, les frais médicaux et pharmaceutiques et « les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la « somme de cent francs au maximum. Quant aux « frais médicaux et pharmaceutiques, si la victime a « fait choix elle-même de son médecin, le chef d'en- « treprise ne peut être tenu que jusqu'à concurrence « de la somme fixée par le juge de paix du canton, « conformément aux tarifs adoptés dans chaque « département pour l'assistance médicale gratuite. »

Cet article vise, outre les frais médicaux et pharmaceutiques, les frais funéraires. Nous étudierons ceux-ci en traitant des indemnités afférentes aux accidents mortels.

On peut prévoir trois hypothèses : ou le blessé se fait soigner par le *médecin de l'établissement industriel*, ou il a choisi un *autre médecin*, ou il a été transporté à l'*hôpital*.

Si le blessé est soigné par le médecin de l'exploitation, le patron paiera le médecin et acquittera les dépenses de médicaments. Il va sans dire que le patron ne devra que les frais qui sont la *conséquence directe* de l'accident. Si par la suite l'ouvrier a besoin de soins, de remèdes, il serait inadmissible que le patron fût obligé de les lui payer sa vie durant. Nous tirons cette solution de cette disposition de l'article 4 qui charge le juge de paix de fixer la somme que devra payer le patron au médecin choisi par la victime. Or nous verrons, à l'article 15, que la loi a

soumis à la compétence du juge de paix ce qui est consécutif à l'accident, par opposition au règlement de l'avenir soumis au tribunal.

La loi a permis au blessé de choisir un médecin autre que celui de l'établissement. Mais pour prévenir des abus, la loi a disposé que le patron ne serait tenu que d'une somme fixée par le juge de paix. Pour le surplus, si le médecin demandait plus que cette somme, ce serait l'ouvrier qui serait tenu (1).

La loi n'a pas prévu le cas où le blessé serait transporté à l'hôpital. Nous croyons qu'il résulte de son esprit que le patron, dans ce cas encore, devra les frais de traitement pharmaceutique et médical, et si l'hôpital a fait l'avance de ces frais, il pourra se faire rembourser par le patron. Mais le patron ne devrait pas à l'hôpital le remboursement des frais de garde, nourriture ou logement du blessé (2).

B. — *Indemnité proportionnelle au salaire.* — L'alinéa 2 de l'art. 3 de la loi nous dit que l'ouvrier a droit : « pour l'incapacité absolue et permanente à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel. »

Quand pourra-t-on dire qu'il y a incapacité absolue et permanente? La jurisprudence ne nous donne aucun principe à ce sujet. Le rapporteur du projet de 1893

(1) Trib. civ. Narbonne, 6 juin 1900, Acc. tr., 1900, p. 315.

(2) Justice de paix du Havre, 21 novembre 1899, Acc. tr., 1900, p. 162. — Trib. civ. Vienne, 1^{er} février 1900, Acc. tr., 1900, p. 236. — C. Nancy, 28 novembre 1900, Acc. tr., 1900, p. 10.

C'est à tort, selon nous, que la Cour de Nancy a imposé au patron les frais de nourriture et entretien du blessé à l'hôpital, en même temps que le demi-salaire qui était seul exigible avec les frais de maladie. Les frais d'entretien ne doivent pas être compris dans ces derniers.

nous dit seulement qu'il ne faut pas confondre l'incapacité permanente et absolue *de tout travail* avec l'incapacité permanente absolue *du travail de la profession*. Il est bien rare, en effet, qu'un ouvrier blessé, privé, par exemple, d'un bras ou d'une jambe, ne puisse pas, dans la suite, se rendre utile à quelque chose et ne pas être capable, dans une certaine mesure, de pourvoir à sa subsistance. Dans ce cas, il aura droit, ainsi que nous le verrons, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir à son salaire. Pour que cet ouvrier ait droit au $\frac{2}{3}$ du salaire, il faut qu'il soit devenu une sorte *d'épave humaine* à la charge des siens ; le rapporteur de 1898 nous dit : « Il faut que la victime soit dans l'impossibilité d'apporter aux siens aucun subside, si léger soit-il (1). » Ce taux des $\frac{2}{3}$ a été l'objet de vives controverses, on faisait remarquer que l'ouvrier allait jouir de cette rente pendant la période d'activité de sa vie, et en outre, pendant la période de sa vieillesse où il n'aurait gagné qu'un salaire très minime. M. Thévenet écarta cet argument en invoquant la statistique des accidents, il fit remarquer que sur cent accidents, 25 ont pour cause la faute de l'ouvrier, 25 celle du patron ou des tiers, 50 sont le résultat de causes ignorées, ce dernier chiffre représentant le risque professionnel. Si on met ce risque tout entier à la charge du patron, il sera de $50 + 25$ soit 75 0/0. Or, en demandant les deux tiers, il n'en supporte que 66 0/0.

(1) *J. off.*, 24 mars 1898. Ch. 930. — Trib. civ. Vouziers, 28 mars 1900, Acc. tr., 1900, p. 267. — Trib. civ. Tours, 6 mars 1900, Acc. tr., 1900, 269. — Circ. minist., 24 août 1899, Acc. tr., 1900, 122.

Il faut faire remarquer combien cette loi peut nous conduire à des résultats étranges. Je suppose un ouvrier gagnant 3 francs par jour: frappé d'incapacité permanente absolue, il aura une rente de 2 francs. S'il conserve un dixième de sa capacité, sa rente sera de moitié des 9/10 perdus, par conséquent, de 1 fr. 35. Il aura une pension annuelle de 492 francs au lieu de 730. Cet exemple nous montre combien pourront être nombreuses les contestations; cet ouvrier frappé d'incapacité partielle voudra passer dans une autre catégorie, et de son côté le patron cherchera à démontrer qu'il peut encore gagner quelque chose.

§ 2. — Accidents suivis d'incapacités permanentes partielles.

Ici encore, les frais de traitement médical et pharmaceutiques sont dus comme en cas d'incapacité permanente et absolue. Seule, l'indemnité proportionnelle au salaire a changé. L'alinéa 3 de l'article 3 nous dit: « pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égal à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire. » Ici encore l'appréciation du quantum de l'indemnité donnera lieu à bien des procès. Pour les éviter, on avait bien souvent demandé qu'il fût établi une classification invariable d'accidents avec un taux fixé à l'avance pour chaque classe d'accidents. Mais il fut toujours répondu aux partisans de la classification que l'importance de l'accident variait avec la profession; par exemple, la perte d'un pouce n'étant rien pour un charretier et devenant très grave chez un typographe. Il fallait donc considérer non la nature de l'accident, mais la profession exercée pour déterminer le taux de l'indemnité. On renonça donc à toute classification. Les

tribunaux devront, dans chaque cas, apprécier de combien est diminuée la capacité de travail en tenant compte de l'importance du dommage et de la profession exercée.

§ 3. — Accidents mortels.

Ici on fait abstraction de la situation de la victime pour n'envisager que la perte éprouvée par ses ayants-droit.

Ils ne devront pas d'abord payer les frais funéraires qui sont mis par l'article 4 à la charge du patron ; ils seront évalués à une somme de 100 francs. La juridiction compétente en cas de contestation sera celle de droit commun, c'est-à-dire le juge de paix.

Presque toujours la mort est instantanée ou presque instantanée, cependant il peut se présenter des cas où le décès a lieu après un temps plus ou moins long. Il faudra distinguer ces cas des accidents suivis d'incapacité permanente et totale, ce sera une question de fait à résoudre par les tribunaux ; il suffira de retenir ceci : pour qu'on puisse dire qu'un accident est mortel, il est nécessaire qu'il y ait une relation de cause à effet entre le traumatisme et la mort.

La loi distingue trois classes d'ayants-droit pouvant prétendre à une indemnité en cas de mort. Ce sont : le conjoint, les enfants, les ascendants et descendants autres que les enfants.

A. — *Le conjoint.* — L'article 3, dans son alinéa 6, dispose : « lorsque l'accident est suivi de mort, une « pension est servie aux personnes ci-après désignées, « à partir du décès, dans les conditions suivantes :
« Une rente viagère égale à 20 0/0 du salaire

« annuel de la victime pour le conjoint survivant non
« divorcé ou séparé de corps, à condition que le ma-
« riage ait été contracté antérieurement à l'accident.

« En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse
« d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus, il lui
« sera alloué dans ce cas le triple de cette rente à titre
« d'indemnité totale. »

Le texte nous dit « le conjoint », ce mot s'applique aussi bien au *mari* qu'à la femme ; il y a là quelque chose de choquant, surtout quand le mari reste veuf sans enfant. Deux conditions sont exigées pour que le conjoint ait droit à la rente :

1° Il faut qu'il ne soit *ni divorcé, ni séparé* de corps. Peu importe en faveur de qui a été prononcé le divorce ou la séparation de corps, la loi ne distingue pas ; c'est très regrettable, le conjoint en faveur de qui le divorce ou la séparation avait été prononcé va se trouver privé de la pension alimentaire que le tribunal lui avait accordée ; ce résultat est assurément injuste ;

2° Il est nécessaire que le mariage ait été contracté antérieurement. Le législateur a voulu par là empêcher la spéculation des mariages in extremis qui auraient pu être accomplis après l'accident et avant la mort du blessé, dans le but de profiter des avantages de la loi.

B. — *Les enfants.* — L'art. 3, alinéa 8, dispose :
« Pour les enfants légitimes ou naturels, reconnus
« avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés
« de moins de 16 ans, une rente calculée sur le salaire
« annuel de la victime, à raison de 15 0/0 de ce sa-
« laire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 0/0 s'il y en a
« deux, de 35 0/0 s'il y en a trois et de 40 0/0 s'il y en
« a quatre ou un plus grand nombre.

« Pour les enfants orphelins de père et de mère, la
« rente est portée pour chacun d'eux à 20 0/0 du sa-
« laire.

« L'ensemble de ces rentes ne peut dans le premier
« cas dépasser 40 0/0 du salaire ni 60 0/0 dans le
« second. »

Pour les enfants légitimes qui ne seraient pas encore nés, il y aurait lieu d'appliquer ici la maxime : *infans conceptus pro nato habetur*, mais il faudra attendre la naissance pour rendre le jugement définitif. Les enfants naturels sont mis sur le pied d'égalité avec les enfants légitimes. Ils viendront en concours avec eux et auront des parts égales. M. Jourdain, au Congrès de Paris, estimait qu'on devait les admettre au bénéfice de l'indemnité dans la mesure où le Code les admet à la succession. Admettre cette opinion eût été méconnaître le caractère alimentaire que la loi a entendu donner à toutes ces indemnités.

La rente devra cesser à l'âge de 16 ans. On a beaucoup discuté sur cette question. Les uns proposaient 18 ans, d'autres 21 ans, et faisaient remarquer que la jurisprudence avait généralement alloué aux enfants des rentes jusqu'à 18 et même 21 ans. On a adopté l'âge de 16 ans comme étant plus en harmonie avec l'ensemble de nos lois, notamment avec la loi de 1892 sur le travail des enfants dans l'industrie. L'alinéa 10 nous parle de l'« ensemble de ces rentes », il ne s'agit donc pas d'une rente collective, mais de rentes individuelles, la conséquence en est qu'on ne devra pas admettre de réversibilité des rentes venant à expirer sur la tête des autres enfants. M. Thévenet avait demandé au Sénat en 1898 que la part des enfants mineurs et survivants s'accrût de la part de ceux qui étaient devenus majeurs ou étaient morts; une discus-

sion s'éleva et le projet fut renvoyé en seconde lecture. Quand il revint au Sénat, l'alinéa avait disparu ; il faut donc en conclure que le législateur entendait supprimer la reversibilité (Sénat, 4 mars 1898. *J. off.* p. 247).

La loi a limité à 40 0/0 l'ensemble des rentes allouées aux orphelins de père et de mère. Le motif de cette limitation a été exposé d'une façon très juste par le rapport de 1893. On a craint d'imposer à l'industrie des charges excessives en allouant à chaque enfant, quel que fût leur nombre, une rente de 15 ou 20 0/0. On faisait remarquer aussi très justement que les frais de logement, d'éducation, de nourriture, n'augmentaient pas proportionnellement avec le nombre des enfants. Le patron, en somme, ne pourra pas supporter une charge de plus de 60 0/0 du salaire de la victime, sensiblement voisin du taux de l'indemnité absolue et permanente (66 0/0).

Le tribunal de Nantes, dans un jugement du 18 juin 1900 (Acc. tr., 1900, p. 306), a fixé certains points qui n'avaient pas été prévus dans la loi du 9 avril : concours d'enfants mineurs de 16 ans avec un conjoint survivant, et concours d'enfants de lits différents entre eux. La victime laissait en effet un enfant d'une veuve, un enfant issu d'un premier mariage orphelin de père et de mère et quatre enfants issus d'un second mariage. Les juges sont partis de ce principe que le législateur de 1898 a établi des catégories d'ayants droit à l'art. 3 de la loi, catégories nettement distinctes et désignées par des lettres différentes A, B, C, et qu'il n'a pas voulu établir de concours ou de rapprochement entre les catégories d'ayants-droit.

Ce principe nous paraît parfaitement conforme à l'esprit et aux termes de la loi qui, ainsi que nous le

disions, considère les rentes allouées comme des rentes *individuelles* et non comme des rentes collectives (Arg. de ces mots : « l'ensemble des rentes » article 3, al. 10). Le tribunal de Nantes nous semble donc avoir bien jugé en attribuant au conjoint survivant, à l'enfant orphelin du premier lit et aux enfants du second lit, les rentes déterminées par l'article 3, bien que l'ensemble de ces rentes dépasse 60 0/0, maximum de la loi. Nous croyons en effet, avec le tribunal de Nantes, que la loi du 9 avril 1898 ne dit nulle part que les 60 0/0 du salaire doivent être tenus comme le maximum des sacrifices du patron.

C. — *Les ascendants et descendants autres que les enfants.* — L'article 3, dans son alinéa 11 est ainsi conçu : « Si la victime n'a ni conjoint ni enfant dans « les termes des paragraphes A et B, chacun des ascendants et des descendants qui était à sa charge « recevra une rente viagère pour les ascendants, et « payable jusqu'à 16 ans pour les descendants. Cette « rente sera égale à 10 0/0 du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi « allouées puisse dépasser 30 0/0. — Chacune de ces « rentes est, le cas échéant, réduite proportionnellement. »

Pour que les ascendants et descendants autres que les enfants aient droit à une pension, la loi exige deux conditions : 1° il faut que la victime n'ait laissé ni conjoint ni enfant ; 2° il faut que l'ayant droit soit à la charge de la victime.

La première condition doit s'interpréter en ce sens : il faut que la victime n'ait laissé ni conjoint ni enfant *ayant droit* à une rente aux termes de la loi. Ainsi un conjoint divorcé ou un enfant majeur de 16 ans ne

pourrait faire obstacle à ce qu'une rente fût accordée à des ascendants.

Pour apprécier la situation des ascendants ou des descendants autres que les enfants, il faut se placer au moment de l'accident suivi de décès. Dans sa séance du 15 mars 1898, M. Grivart avait demandé que les ascendants eussent droit à une rente à partir du jour où les parents des catégories précédentes cesseraient d'y avoir droit(1). Cet amendement fut repoussé. Il faut donc en conclure que des événements postérieurs au décès de la victime, comme le second mariage du conjoint ou la majorité des enfants, ne donneraient pas droit à une rente pour les ascendants. C'est ainsi qu'on pourra voir un ouvrier tué laissant un enfant de 15 ans et de vieux parents qui étaient à sa charge. Cet enfant aura droit à une rente de 20 % pendant un an. Du jour où il devient majeur, les vieux parents n'auront droit à aucune indemnité. Le législateur a supposé que l'enfant majeur de 16 ans suffirait à leur venir en aide. C'est invraisemblable ; il y a là une iniquité(2).

Que faut-il entendre par ces mots « être à la charge de la victime ? » Trois textes ont été proposés. Dans le projet de 1890, on dit : les ascendants dont la victime était *l'unique soutien*, en 1895 et 1896, ce sont les ascendants qui ont droit à une *pension alimentaire*. Le Parlement a adopté une troisième rédaction qui est celle de 1893. Ces mots « être à la charge » sont un intermédiaire entre les deux rédactions de 1890 et 1895, le mot soutien de 1890 impliquait plutôt un état

(1) Sénat, 15 mars 1898. *J. off.*, 1898, p. 305.

(2) Trib. civ. Seine, 10 mars 1900, Acc. trav., 1900, p. 271.

de fait et les mots « droit à une pension alimentaire » supposaient au contraire un état de droit. Nous dirons donc qu'il n'est pas nécessaire qu'*en fait* la victime soit déjà venue en aide à ses parents, mais qu'il suffit que les parents aient eu le droit d'avoir une pension alimentaire (1).

Il faut d'ailleurs reconnaître dans ce cas un large pouvoir d'appréciation aux tribunaux (2).

Des parents autres que ceux dont on parle dans la loi auront-ils droit à indemnité? M. Paulin, invoquant la jurisprudence (Dijon, 12 mai 1897, *Gaz. Pal.*, 97, 2, 7), avait demandé qu'on accordât une indemnité aux frères et sœurs ou neveux, lorsqu'ils étaient élevés par leur frère ou leur oncle, victime d'un accident. Cette demande fut repoussée, seuls les parents mentionnés dans la loi auront donc droit à une indemnité (3).

Quant aux représentants d'un ouvrier étranger, l'article 3, al. 15, dispose qu'il n'auront droit à aucune indemnité, si au moment de l'accident ils ne résidaient pas sur le territoire français (4). Que décider si,

(1) Sachet. Législation du 11 avril, n° 424 et suiv. — Loubat, Traité du risque professionnel, n° 198.

(2) Trib. civ., 11 avril, 11 janvier 1900, Acc. tr., p. 182. — Trib. civ., Corbeil, 31 janvier 1900, Acc. tr., p. 184.

Par un jugement du 19 mars 1900, le tribunal civil de la Seine (Acc. trav., 1900, p. 275) exige que les ascendants prouvent qu'ils avaient *manifesté* l'intention de réclamer à leurs fils une pension alimentaire. Cette décision nous paraît en opposition formelle avec la loi (Trib. civ., Seine, 19 mars 1900, Acc. tr., p. 275. — (Trib. civ. Nancy, 18 juin 1900, Acc. trav., 1900, p. 307).

(3) Sénat, 23 mars 1896. *J. off.*, p. 303.

(4) Trib. civ., Seine, 7 novembre 1900, Acc. trav., 1901, p. 25.

Le tribunal refuse non seulement l'indemnité de la loi aux ayants-droit d'un ouvrier étranger qui résidait à l'étranger au moment de l'accident, mais il va plus loin, il refuse à ces

résidant en France au moment de l'accident, ils ont quitté la France peu après. Nous croyons qu'il faut raisonner par analogie. Pourquoi a-t-on privé les parents d'un ouvrier étranger ne résidant pas en France d'un droit à indemnité ? Les motifs de ce refus sont : 1° le désir de ne pas servir des rentes à des étrangers vivant hors de notre sol ; 2° la difficulté d'avoir des justifications précises concernant la situation de la famille et l'existence des ayants-droit à chaque échéance. Or, il paraît être dans l'esprit de la loi de refuser des rentes à des représentants étrangers quittant la France ; les motifs de ce refus seront les mêmes que s'ils n'avaient jamais résidé en France.

Les dispositions de la loi que nous venons d'analyser concernant les représentants des ouvriers victimes d'accidents ont été l'objet de vives critiques. On a reproché à la loi d'être une prime au célibat et à la misère. On s'est demandé si les compagnies d'assurances ne feraient pas une différence entre les hommes mariés et les célibataires. Au cas où le patron reste son propre assureur, n'aura-t-il pas intérêt à préférer le célibataire à l'ouvrier marié. A ces critiques il fut répondu que les compagnies d'assurances avaient pris l'engagement de ne pas faire la différence dont on parle. Tout dernièrement encore, cet engagement a été renouvelé dans une lettre déjà citée adressée le 26 mars 1899 à M. Ricard, président de la commission

personnes la faculté d'invoquer le droit commun (art. 1382), faisant ainsi une fausse application de l'art. 2 de la loi. Il nous semble en effet que l'art. 2 ne s'applique qu'aux seuls cas où les intéressés peuvent invoquer le bénéfice de la loi du 9 avril, c'est bien ce qu'a voulu dire la loi en employant le terme « se prévaloir ».

d'assurance et de prévoyance sociale par le syndicat des compagnies d'assurances à primes fixes contre les accidents. Cette lettre faisait même remarquer qu'au cas où les sociétés d'assurances voudraient établir une différence entre les hommes mariés et les célibataires, il serait pratiquement impossible de vérifier l'état civil de tous les ouvriers d'une usine et de contrôler toutes les déclarations de mariages ou de naissances faites par les intéressés. On faisait encore remarquer au Parlement, pour répondre à ces critiques, que les patrons avaient tout intérêt à employer des ouvriers mariés, qui présentent des garanties de régularité, d'ordre, de prévoyance, qualités qu'on ne trouve pas chez les célibataires, à ce point que dans beaucoup d'industries les patrons favorisent les ouvriers mariés par des subventions ou des commodités de toute nature : (écoles, logement), etc. (1). Enfin, disait-on encore, sous l'empire du droit commun, les tribunaux tenaient déjà compte de la situation de famille de la victime d'accident dans les allocations d'indemnités, et pourtant on n'avait jamais observé que les patrons employaient plus de célibataires que d'ouvriers mariés (1).

Ce sont ces considérations qui ont décidé le Parlement à voter l'art. 3. Cependant un grand nombre de députés et de sénateurs sont restés convaincus des conséquences désastreuses de cet art. 3. M. Mirman, le 19 juillet 1898, demande une modification de cet article. Il fait observer que ce sera surtout dans la

(1) Tarbouriech. Responsabilité des accidents du travail, p. 197, n° 272).

(1) Loubat, Traité du risque professionnel, n° 186.

petite industrie que le danger apparaîtra dans toute son acuité. Et il suppose un accident arrivant chez un petit entrepreneur et faisant deux victimes, l'une mariée, l'autre célibataire. Le patron n'est lié par aucun contrat envers une compagnie d'assurances, il sera obligé de payer à la veuve de la première victime ou à ses enfants une somme considérable, tandis que pour la seconde victime il ne déboursa rien. Le patron prendra dès lors la résolution de n'embaucher que des ouvriers célibataires. M. Mirman fait encore ressortir quel intérêt auront les patrons à n'employer que des ouvriers étrangers nomades non admis à la résidence. puisqu'en cas d'accident il n'est rien alloué à leurs représentants ne résidant pas en France. Les patrons n'étaient déjà que trop disposés à employer ces ouvriers, il ne faut pas les encourager dans cette voie. Pour obvier à ces inconvénients, M. Mirman propose, non de modifier l'art. 3, mais de faire effectuer par les patrons *dix versements périodiques* fixes à la caisse nationale des retraites représentant 40 % du salaire annuel de l'ouvrier décédé. La caisse paierait alors aux ayants-droit des victimes les rentes viagères et temporaires fixées à l'art. 3. La caisse nationale deviendrait ainsi une sorte de « caisse de compensation » dans laquelle l'excédent des versements payés au décès des célibataires ou des ouvriers étrangers compenserait l'insuffisance des mêmes versements payés aux décès des ouvriers mariés et père de famille. Ce système serait excellent s'il ne se heurtait à des difficultés de réalisation insurmontables. Tout d'abord, comment calculer la proportion entre le nombre des ouvriers célibataires et étrangers d'une part, et de l'autre celui des ouvriers pères de famille ? Ensuite, ce système accumulerait des sommes souvent

considérables dont une caisse d'Etat serait responsable. Il y a là un inconvénient qui suffit à condamner la proposition de M. Mirman.

M. Dubuisson, à son tour, proposa de mettre à la charge du fonds de garantie des insolvabilités les pensions allouées par l'art. 3 aux enfants des victimes décédées (*J. off.*, 1898. D. Parlem., Chambre, p. 1200). Le système de M. Dubuisson mérite les mêmes critiques que le projet Mirman. Il augmente les charges du fonds de garantie, charges que la loi a déjà rendues trop considérables.

M. Sachet, dans son *Traité de législation des accidents du travail* (p. 248), indique un moyen de parer aux critiques que l'art. 3 de la loi a encourues. On pourrait, dit-il, rendre l'assurance obligatoire en laissant au chef d'entreprise la faculté de choisir son assureur ; un article de loi défendrait aux assureurs de faire une distinction entre les établissements industriels à raison du nombre plus ou moins grand de célibataires, d'étrangers ou de pères de famille qu'ils emploient.

§ 4. — Des accidents suivis d'incapacités temporaires.

L'article 3, alinéa 4, dispose que l'ouvrier victime d'accident a droit : « pour l'incapacité temporaire, à « une indemnité égale à la moitié du salaire touché « au moment de l'accident si l'incapacité a duré plus « de quatre jours et à partir du cinquième jour. »

Les incapacités temporaires sont les plus nombreuses, elles représentent en France 87 % des accidents. Ces incapacités n'ont pas été divisées en totales et partielles, comme on l'a fait pour les incapacités permanentes. M. Poirrier, rapporteur au Sénat, nous en

donne la raison : en pratique, la distinction ne se présente pas (1). Cependant, nous croyons qu'il eût été plus juste de faire une distinction entre la simple blessure et la lésion grave. M. Blavier avait proposé en ce sens un amendement qui fut repoussé. Il faisait remarquer très justement que la lésion grave, même n'entraînant pas une incapacité permanente, peut occasionner un affaiblissement des forces chez la victime, ou tout au moins immobiliser près de la victime un des siens chargé de lui donner des soins.

Ce sera surtout la petite industrie que cet alinéa de l'article 3 atteindra. Dans tous les projets antérieurs on avait fixé un maximum que ne devait pas dépasser l'indemnité temporaire. En 1897, la Chambre vota le texte actuel qui ne fut pas accepté sans regret par le Sénat ; c'est au Sénat que M. Macherez fit adopter cette partie de l'alinéa 4 de l'article 3 : « à partir du cinquième jour ». Il était à craindre que si l'indemnité était due à compter du jour de l'accident, l'intéressé ne cherchât souvent à avoir cinq jours d'incapacité temporaire, afin de toucher une indemnité à laquelle il n'a pas droit pour une incapacité de trois ou quatre jours. Malgré cette addition, de nombreux abus sont encore à craindre ; l'Allemagne nous en donne un exemple : depuis le vote d'une loi sur les accidents du travail, on a constaté que le nombre des incapacités temporaires a considérablement augmenté. Ce sera aux juges de paix, chargés, en dernier ressort, de régler les questions d'indemnité temporaire, d'exercer un contrôle et d'empêcher des simulations. Cela leur sera-t-il facile ? Ils devront nommer des

(1) *J. off.*, Sénat, 1895, p. 268.

experts, faire des enquêtes et peut-être n'arriveront-ils pas encore à déjouer les fraudes. Le meilleur moyen de prévenir tout abus sera encore pour le patron, et surtout le petit patron qui en souffrira le plus, d'affilier ses ouvriers à une société de secours mutuels. Dans ces sociétés le contrôle est exercé par tous les membres, qui sont intéressés à découvrir les fraudes et à empêcher les abus. Mais nous avons vu plus haut, en étudiant l'article 5 de la loi, que cette affiliation ne pourrait se faire sans difficultés (page 108).

SECTION III. — *Point de départ, lieu et mode de paiement des indemnités.*

Pour les indemnités temporaires, nous avons vu qu'elles étaient dues à partir du cinquième jour, nous en avons expliqué la raison. Faudra-t-il compter le jour de l'accident dans le délai de quatre jours ? Le législateur nous dit : « les accidents ayant entraîné « une incapacité de travail de plus de quatre jours « donnent droit à une indemnité journalière ». Il faut entendre par là quatre jours pleins, la fin de la journée pendant laquelle l'accident s'est produit ne comptera donc pas.

Mais quel sera le point de départ de l'indemnité pour les incapacités permanentes ? La loi ne nous a rien dit à ce sujet. Cependant, nous croyons qu'on peut s'en rapporter, pour fixer ce point de départ, à ce que nous dit M. Ricard dans la séance du 28 octobre 1897 (*J. off.*, Chambre, Doc. parl., p. 1221, col. 2). Plusieurs députés demandaient qu'on fit courir l'indemnité du jour de l'accident; avec beaucoup de raison, M. Ricard

répondit qu'au moment de l'accident on ne pouvait encore savoir si la victime serait atteinte d'incapacité permanente, il faut d'abord *la guérir* avant de rien décider. Pendant le temps de la maladie, ce sera l'indemnité journalière fixée à la moitié du salaire qui sera due. Ce sera seulement quand la blessure sera *consolidée*, quand on connaîtra la nature de l'incapacité, qu'on pourra donner l'indemnité des 2/3 (1). En pratique, il sera d'ailleurs souvent difficile de déterminer à partir de quand, la maladie cessant, la rente afférente à l'incapacité permanente sera due. Ce sera au président du tribunal, dans le préliminaire de conciliation, à mettre les parties d'accord et, s'il ne peut y arriver, le tribunal statuera.

Quant aux accidents mortels nous ne voyons pas de difficulté, les ayants droit de la victime toucheront.

Comment seront payées les indemnités. « L'article 3 nous dit : « les rentes constituées en vertu de la présente loi, sont payables par trimestre ». Il s'agit ici des rentes dues en cas d'incapacité permanente ou d'accidents mortels. Quant aux allocations temporaires, il nous paraît qu'elles devront être payées comme le

(1) Trib. civ. Lyon, 24 février 1900, Acc. tr., 1900, p. 233. — Trib. civ. Seine, 7 avril 1900, Acc. tr., 1900, p. 272. — C. Orléans, 30 mai 1900, Acc. tr., 1900, 289. — La Cour de Douai donne une solution différente, elle fait courir la rente à partir de la décision définitive, jugement du tribunal ou arrêt de la Cour qui a statué sur la pension, puisque, nous dit la Cour de Douai, aux termes de l'art. 16 de la loi, l'indemnité temporaire devra être servie jusqu'au jour de la décision définitive (C. Douai, 500, 1900, Acc. tr., p. 293). — C. Bourges, 27 février 1900, Acc. tr., 1900, p. 326. — Trib. civ. Cherbourg, 3 avril 1900, Acc. tr., 1901, p. 14.

salaire avec cette différence qu'elles seront dues même les jours fériés et jours de chômage (1).

Quant au lieu de paiement, le texte est muet ; il faudra donc appliquer l'article 1247 *in fine* du Code civil, qui dispose que le paiement doit être fait au domicile du débiteur.

(1) Just. paix, Paris (xi^e arr.), 6 octobre 1899. Dr. Ind. 1900, 22. — Just. paix, Paris (xv^e arr.), 24 janvier 1900, Acc. tr. 1900, p. 165. — C. Nancy, 22 novembre 1900, Acc. tr., 1901, p. 13.

CHAPITRE III

Incessibilité et insaisissabilité.

L'alinéa 13 de l'article 3, après nous avoir dit que les rentes sont payables par trimestre, ajoute : « elles sont incessibles et insaisissables ».

Cette protection est motivée par le caractère *alimentaire* de ces rentes. Déjà la jurisprudence antérieure à la loi avait déclaré que les indemnités allouées en cas d'accident seraient incessibles et insaisissables (1). Mais, pour la même raison, nous croyons que ces rentes pourront être saisies pour cause d'aliments comme toutes autres créances ayant un caractère alimentaire (Paris 17 février 1892. Dalloz, 92, 2, 540), et il n'y aurait pas lieu de distinguer entre les créanciers qui ont fourni les aliments aux rentiers antérieurement à l'adjudication de la pension et ceux qui les ont fournis postérieurement (Cass., 18 janvier 1875. Dall., 75, 1, 360. — Tribunal de la Seine, 28 février 1884. *La Loi* du 26 mars 1884).

La loi du 20 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt des salaires et petits traitements des ouvriers et employés excepte de l'insaisissabilité des neuf

(1) Caen, 19 juin 1893. Dall., 94, 2, 318.

dixièmes du salaire qu'elle a organisée les saisies pour paiement de dettes alimentaires. Nous croyons qu'il faut admettre, par analogie, la même exception en ce qui concerne l'indemnité de l'ouvrier victime d'accident, cette indemnité n'étant pas, il est vrai, un salaire, mais une représentation de salaire. Il faudra d'ailleurs que la créance du saisissant ait un caractère strictement alimentaire. On ne pourrait attribuer ce caractère à la créance de l'agent d'affaires chargé de suivre, à ses risques et périls, l'action en dommages-intérêts intentée par l'ouvrier moyennant une somme déterminée sur celle qui serait obtenue. C'est surtout contre les agents d'affaires, entrepreneurs de procès, que l'incessibilité et l'insaisissabilité ont été admises dans la loi nouvelle.

L'incessibilité des rentes constituée par la loi de 1898 a pour effet de les empêcher de tomber dans la communauté, les arrérages étant des fruits et revenus y tomberont, mais le droit à la rente doit être restitué à l'époux immédiatement après la dissolution de la communauté (Guillouard, Contrat de mariage, I, n° 389. — Cass., 30 avril 1862, S. 62, I. 1036. — Alger, 11 mars 1885. Dalloz, 86, 2, 22).

L'indemnité payée sous forme de capital, en vertu des articles 9 et 21 *in fine* de la loi, n'est pas incessible ni insaisissable. En effet, elle a été payée à l'ouvrier sous cette forme pour lui permettre d'en disposer à son gré. Ce serait aller à l'encontre de la loi que de la déclarer incessible et insaisissable. Mais tant que le capital n'a pas été payé par le patron ou l'assureur, il ne pourrait faire l'objet d'une cession volontaire ou d'une saisie-arrêt. De même, si l'ouvrier victime d'accident avait entrepris un commerce et qu'il ait été déclaré en faillite, la portion d'indemnité qui pouvait

être payée en capital, mais qui n'était pas encore versée (on sait qu'en effet, que cette portion ne peut être payée avant trois ans) ne pourrait être revendiquée par le syndic comme appartenant à la masse des créanciers. Il en serait tout autrement si le capital avait été payé avant la déclaration de faillite, ce capital deviendrait le gage des créanciers.

La loi n'a parlé que de l'incessibilité et de l'insaisissabilité des rentes. Que faut-il dire des indemnités afférentes aux incapacités temporaires ? Nous croyons que ces indemnités sont, tout aussi bien que les rentes, incessibles et insaisissables, car elles ont, de même que les rentes, un caractère alimentaire.

CHAPITRE IV

De l'action donnée par la loi contre la personne responsable autre que le patron ou ses préposés.

L'article 7 dispose : « Indépendamment de l'action
« résultant de la présente loi, la victime ou ses repré-
« sentants conservent contre les auteurs de l'accident
« autres que le patron ou ses préposés le droit de
« réclamer la réparation du préjudice causé, confor-
« mément aux règles du droit commun. L'indemnité
« qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le
« chef d'entreprise des obligations mises à sa charge.
« Cette action contre les tiers responsables pourra
« même être exercée par le chef d'entreprise à ses
« risques et périls aux lieu et place de la victime ou
« de ses ayants-droit, si ceux-ci négligent d'en faire
« usage ».

L'article 2 de la loi avait posé un principe ; les ouvriers victimes d'accident doivent se contenter des indemnités prévues par la loi. Aucune autre action ne leur sera ouverte. L'article 7 vient apporter à ce principe une dérogation en donnant aux ouvriers l'action de droit commun contre le tiers responsable.

L'ouvrier victime, par le fait de son travail, d'un accident causé par une personne étrangère à l'exploitation, aura donc deux actions : 1° l'action de cette loi

contre le patron ; 2° l'action de droit commun contre le tiers responsable, à la condition d'ailleurs de faire contre ce dernier la preuve de sa faute. Si l'accident avait été mortel, ce seraient les représentants de la victime qui auraient le droit d'intenter les deux actions. Rien d'ailleurs dans le texte ne s'oppose à ce que des représentants autres que ceux prévus par la loi de 1898, frères, sœurs, par exemple, intentent l'action de droit commun contre le tiers responsable.

Les deux créances de la victime d'accident causé par un tiers auront des caractères distincts. Elles ont des origines et une nature différentes. L'action contre le tiers est fondée sur un quasi-délit, l'action contre le patron a sa source dans la loi ; elles engendrent des actions différentes par la prescription qui s'applique et par la compétence du tribunal devant lequel elles sont portées. Cependant ces deux créances ont toutes deux en vue la réparation du dommage causé à la victime, il suit de là que le créancier ne peut en cumuler le bénéfice, le paiement effectué par un débiteur exonérera l'autre à due concurrence ; le paiement pourra être réclamé au choix du créancier, à l'un ou à l'autre des débiteurs. Enfin, le chef d'entreprise qui aura payé aura une action en remboursement contre le tiers responsable (1).

Il faut d'ailleurs se garder de confondre la situation des deux débiteurs d'indemnité, patron et tiers responsable, avec la *solidarité* passive, ou encore avec la *caution solidaire*. La solidarité suppose, en effet, l'unité de dette et la *pluralité* de débiteurs avec engagement de chacun pour le tout. Nous trouvons

(1) Trib. civ. Seine, 7 avril 1900, Acc. tr., 1900, p. 272.

bien ici pluralité de débiteurs, mais *il n'y a pas unité de dette* ; en effet, les deux dettes, tout en ayant le même objet : réparation du préjudice, diffèrent entre elles, comme nous venons de le voir, par leur *cause*, l'une provenant du quasi-délit, l'autre provenant de la loi. Il y a deux obligations différentes dont les bénéfices se confondent.

On pourrait dire encore qu'il y a ici une sorte de caution solidaire. En effet, la dette ne concerne en définitive que le tiers responsable qui est lui-même tenu envers le chef d'entreprise, son coobligé. L'assimilation ne peut être complète, il manque toujours un caractère nécessaire : *l'unité de dette*.

De la différence que nous venons d'indiquer entre la situation des deux débiteurs : patron et tiers responsable d'une part, et la solidarité passive ou la caution solidaire d'autre part, nous déduirons que plusieurs des effets de l'obligation solidaire ne se produiront pas. Les poursuites dirigées contre l'un des deux débiteurs *n'interrompront pas la prescription* à l'égard de l'autre. De même la demande d'intérêts formée contre le patron *ne fera pas courir les intérêts* contre le tiers responsable, et réciproquement. Mais, par contre, la victime pourra demander au chef d'entreprise *toute l'indemnité* sans qu'il puisse lui opposer le bénéfice de division. Le patron ne pourra pas, comme le pourrait la caution solidaire, appeler en garantie le tiers responsable, son coobligé, l'appel en garantie n'étant permis que lorsque les dettes du garant et du garanti sont indivisibles et connexes. La jurisprudence antérieure à la loi avait déjà appliqué ce principe dans un cas analogue : il s'agissait d'un ouvrier qui demandait à appeler en garantie une compagnie d'assurances dans une action qu'il intentait

contre son patron (Cass., 3 janv. 1882, S. 82, I, 120. Limoges, 11 nov. 1884, S. 85, II, 182) (1).

Le tiers responsable aura-t-il le droit d'intervenir à l'instance intentée contre le patron? Nous ne le croyons pas. Il est de principe que toute intervention dans un procès est possible de la part d'une personne qui y a intérêt. Or ici, quel que soit le jugement rendu, il ne pourra porter préjudice au tiers responsable, puisque dans cette instance on ne se sera *pas occupé de responsabilité*, un préjugé ne pourra donc pas avoir été formé contre lui.

Nous avons vu que le patron serait exonéré à due concurrence de l'indemnité payée par le tiers responsable. Ce principe avait déjà été admis par la jurisprudence, la victime d'accident indemnisée par une compagnie d'assurances devait distraire cette indemnité de la demande en dommages-intérêts qu'elle formait contre le chef d'entreprise (Toulouse, 1^{er} juillet 1885. *Gaz. pal.*, 85-2-498; Caen, 30 juillet 1888. S. 88-2-12. Nîmes, 13 mai 1884. S. 85-2-201. Caen, 18 février 1885. S. 88-2-121). Comment s'opérera l'exonération du patron débiteur de rente quand le tiers responsable aura été condamné à payer un capital à la victime. En présence du silence de la loi, nous croyons que l'exonération devra se faire en prenant pour base, afin d'évaluer le capital de rente, les tarifs fixés par la caisse des retraites conformément à l'art. 9 de la loi, qui a prévu la conversion d'une partie des rentes en capital.

Il peut arriver que la victime d'accident ou ses re-

(1) Trib. civ. Seine, 7 av. 1900. Acc. tr., 1900, p. 272.— Contra : Trib. civ. Saint-Calais, 12 janv. 1900. Acc. tr., p. 345.

présentants négligent d'exercer l'action de droit commun contre le tiers responsable. L'article 7 de la loi donne dans ce cas au patron le droit d'exercer l'action de la victime contre ce tiers. Quelle est la nature de cette action, est-ce une action directe du patron, ou s'agit-il d'une *subrogation légale* ? Les termes de la loi nous portent à croire qu'il s'agit ici d'une subrogation légale ; le texte nous dit en effet que « *l'action de l'ouvrier contre le tiers* » pourra être exercée par le patron. Pourrait-on conclure de ce fait que le patron est subrogé dans les droits de la victime, que le tiers pourra opposer la *compensation* s'il avait lui-même une créance contre la victime ? Nous croyons qu'ici la compensation ne s'opérera pas, à raison de *l'insaisissabilité* du droit de créance que fait valoir le subrogé. On ne pourrait admettre la compensation que si la créance du tiers avait elle-même un caractère alimentaire.

Le patron, étant un subrogé, ne pourra obtenir plus que la somme qu'il a payée à l'ouvrier, un subrogé ne pouvant exercer les droits et actions du subrogeant que jusqu'à concurrence de la somme par lui versée pour libérer le débiteur.

CHAPITRE V

Détermination du salaire de base.

Le salaire est la rémunération du travail de l'ouvrier, c'est souvent son unique moyen d'existence. S'il vient à en être privé par un accident, il éprouve un préjudice que le patron doit réparer aux termes de la loi du 9 avril 1898. Et le préjudice sera d'autant plus grand que le salaire était plus élevé. L'importance du dommage causé par un accident est en rapport direct avec le montant du salaire. Il sera donc juste de choisir le salaire comme base de l'indemnité accordée à titre de réparation du préjudice causé par l'accident. Le législateur de 1898 a déterminé le salaire de base dans l'art. 10 de la loi ainsi conçu : « Le « salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident, de la « rémunération effective qui lui a été allouée pendant « ce temps, soit en argent, soit en nature.

« Pour les ouvriers occupés pendant moins de « douze mois avant l'accident, il doit s'entendre de la « rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur « entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération moyenne qu'ont reçue, pendant la période « nécessaire pour compléter les douze mois, les ouvriers de la même catégorie.

« Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel
« est calculé, tant d'après la rémunération reçue pen-
« dant la période d'activité que d'après le gain de l'ou-
« vrier pendant le reste de l'année. »

Dans cet article, la loi admet une base de salaire pour les rentes afférentes aux incapacités permanentes ou aux accidents mortels. Nous avons vu à l'art. 3 que le législateur avait adopté une base de salaire différente pour les allocations journalières afférentes aux incapacités temporaires. Il y a donc deux bases de salaire dans la loi. Nous étudierons chacune d'elles dans deux sections.

SECTION I. — *Du salaire servant de base
aux rentes afférentes aux accidents mortels
ou aux incapacités permanentes.*

Quelles valeurs devra comprendre le salaire? Qu'à décider dans les diverses hypothèses où le salaire n'est pas une rémunération fixe? Comment le salaire doit-il se calculer? suivant les diverses industries, ou suivant la durée de l'emploi de la victime? Nous répondrons à ces questions dans deux paragraphes.

§ I. — Quelles valeurs devra comprendre le salaire?

Le salaire étant la rémunération du travail, il faut comprendre dans le salaire tout ce qui représente *le prix du travail*, allocations en argent ou en nature, fournitures, aliments, logement, etc... C'est ce que dit l'art. 10 par ces mots : « soit en argent, soit en nature. Mais que décider quant à certaines valeurs

qui pourraient ne pas être considérées comme le prix du travail, par exemple les gratifications? Il faudra distinguer : ou cette gratification a été donnée en dehors du contrat de louage d'ouvrage, mais elle a cependant le caractère d'une rémunération, elle a par exemple été donnée pour prix d'heures ou d'un travail supplémentaires, ou à raison de l'assiduité, de l'activité ; ici elle doit être considérée comme prix du travail, elle est l'*accessoire* du contrat de louage d'ouvrage. Il en serait de même des gratifications données périodiquement, à titre d'étrennes par exemple, c'est une rémunération sur laquelle l'ouvrier a le droit de compter. Toutes ces gratifications doivent compter dans le salaire de base. Il en serait tout autrement des gratifications exceptionnelles données par le patron à ses ouvriers à l'occasion d'un événement quelconque, le travail ici ne serait que la cause occasionnelle. De même pour les gratifications à titre de charité, elles ne pourraient être considérées comme rémunération du travail (1)

Que dire d'un salaire conditionnel? Il faut distinguer. Ou la condition s'est réalisée, le salaire conditionnel sera compté pour le calcul du salaire de base. Ou la condition ne s'est pas encore réalisée, mais on ne peut savoir si elle se réalisera ou non ; ici il faut faire entrer en compte les chances favorables ou défavorables de réalisation. Ou la condition ne s'est pas réalisée, l'ouvrier n'avait pas droit au salaire qui ne doit pas entrer en compte.

(1) Trib. civ. Narbonne, 17 juil. 1900. Acc. tr., 1400, p. 371.— C. Douai, 25 juin 1900. Acc. tr., 1900, p. 380. — C. Grenoble, 8 août 1900. Acc. tr., 1900, p. 383.

Faut-il compter les retenues et les amendes dans la détermination du salaire de base? Bien que ces sommes ne soient pas touchées par l'ouvrier, elles sont comprises dans le prix de son travail; la jurisprudence a toujours été dans ce sens (Tribunal de Dijon, 5 mars 1896. Dall., 97-2-41. — Nancy, 31 mars 1897. Dall., 98-2-40. Note de M. Glasson).

Les indemnités de logement ou les frais de voyage, s'ils n'ont pas le caractère d'une rémunération du travail, ne doivent pas entrer en compte, mais il arrive qu'ils sont majorés pour assurer un bénéfice à l'ouvrier, dans ce cas on devra en tenir compte.

Le salaire comprendra également certains profits accessoires, par exemple : le prix des heures et journées supplémentaires qu'il est d'usage dans certaines industries de faire à certaines périodes et qui sont payées plus cher ; — de même les primes à l'économie ou à la rapidité du travail, qui sont destinées à encourager l'ouvrier à produire plus vite et plus économiquement ; — les commissions sur ventes qui viennent s'ajouter aux salaires dans certaines industries (Lille, 2 mars 1896. Dall., 97-2-43. Lyon, 13 mars 1897. Dall., 97-2-357) ; — les participations aux bénéfices quand elles ont un caractère contractuel ; — les bénéfices réalisés dans un marchandage individuel ou par association.

Toutes ces solutions résultent des termes précis de l'art. 10 : « de la rémunération effective qui lui a été « allouée soit en argent soit en nature. » Cette formule va nous permettre de déduire le criterium exact. La loi a employé les mots « *effective* » et « *alloué* ». Dans le projet de 1895 on parlait de la rémunération *reçue* soit en argent, soit en nature. Notre loi emploie le mot *alloué*, qui est bien préférable. Si l'on ne tenait

compte en effet que de la rémunération reçue, on arriverait à des solutions iniques, l'ouvrier pourrait avoir gagné un salaire élevé et n'avoir encore rien reçu, le patron étant dans de mauvaises affaires ou ayant convenu un salaire à terme. Tandis que par rémunération allouée, nous entendons rémunération *légitimement due*. Dans le même ordre d'idées, la rémunération effective est celle qui n'a rien de fictif, celle que l'ouvrier a vraiment la possibilité et le droit de toucher; il arrive souvent en effet que le patron promet un salaire fictif qu'il ne pourrait jamais donner, et cela en vue d'embaucher des ouvriers. Notre criterium est donc maintenant facile à déduire. On devra faire entrer en compte pour le calcul du salaire de base *tout ce que l'ouvrier a touché, soit en argent, soit en nature, en vertu du contrat de louage et pour prix de son travail, et cela à titre de droit, en un mot tout ce qu'il aurait le droit de demander en justice* (1).

§ 2. — Comment devra se calculer le salaire : suivant les diverses industries et suivant la durée de l'emploi de la victime?

Le législateur a prévu dans son article 10 trois hypothèses :

(1) Trib. civ. Laval, 3 fév. 1900, p. 373. Le tribunal comprend par ce jugement dans le salaire les indemnités de déplacement fixées par un ordre de service et constituant un droit à l'égard de tous les employés remplissant les conditions spécifiées à cet ordre. — C. Douai, 29 mai 1900. Acc. tr., 1900, p. 376. — C. Caen, 19 nov. 1900. Acc. tr., 1900, p. 19.

1° L'ouvrier a été occupé dans l'entreprise pendant les douze mois qui ont précédé l'accident ;

2° L'ouvrier était employé depuis moins de douze mois au moment de l'accident ;

3° Le travail dans l'exploitation industrielle n'est pas continu.

Il faut ajouter ici l'hypothèse où l'ouvrier est âgé de moins de 16 ans ou est apprenti. Il y aura une base de salaire spéciale.

1^{re} hypothèse. — L'ouvrier a été employé dans l'entreprise douze mois avant l'accident.

Dans ce cas, nous dit l'art. 10, le salaire de base sera la rémunération effective qui lui aura été allouée pendant ce temps soit en argent soit en nature. Nous avons vu ce qu'il fallait entendre par ces paroles. Mais ici se pose une grave question, celle des *chômages*. Devra-t-on tenir compte dans le calcul du salaire de base des chômages accidentels, comme la maladie, une période de service militaire ? Il semble qu'il serait juste de ne pas faire supporter à l'ouvrier une diminution de salaire purement accidentelle. C'est ce qu'avait demandé M. Félix Martin dans un amendement ainsi conçu : « lorsque par suite de maladie, blessure, service militaire, l'ouvrier aura chômé au cours de ces douze mois, le tribunal pourra lui reconnaître un salaire annuel supérieur à cette rémunération effective (1) ». Cet amendement fut repoussé sur la demande de la commission. Le rapporteur fit re-

(1) Sénat, 4 mars 1898. *J. off.*, p. 247.

Dans le même ordre d'idées, M. Leydet avait demandé qu'on prit, au cas de chômage accidentel, la moyenne des trois dernières années (Sénat, 18 mars 1898. *J. off.*, p. 328).

marquer que le texte de loi était très général, qu'on devait appliquer aux cas dont parlait M. Félix Martin le § 3 de l'article 10, et pour que ce texte s'y appliquât on remplaça ces mots : « pour les industries dans lesquelles le travail n'est pas continu » par ceux-ci : « si le travail n'est pas continu. » Mais il est facile de voir combien ce paragraphe est, malgré la nouvelle rédaction, difficile à appliquer aux cas de chômages accidentels. En effet, on nous dit que le salaire annuel devra être calculé tant d'après la rémunération allouée pendant le temps du travail que d'après « *le gain du reste de l'année.* » Ce membre de phrase ne pourrait s'appliquer aux ouvriers ayant chômé pour cause de maladie ou de service militaire, puisqu'on y parle du gain du reste de l'année. Le § 2 de l'article 10 ne pouvait pas non plus s'étendre aux ouvriers ayant chômé accidentellement, puisqu'on y parle d'ouvriers entrés dans l'usine depuis moins de douze mois, ce qui n'est pas ici le cas (Arg. des mots : *depuis leur entrée*). M. Félix Martin insista et fit remarquer que le § 3 était inapplicable dans l'espèce. Le rapporteur le reconnut, il est vrai, mais en ajoutant que ce serait une question d'appréciation, le tribunal tiendrait compte, dans la détermination du salaire de base, des circonstances accidentelles : « On remplacera, disait-il, le salaire qui a manqué pendant la durée de l'interruption de travail par une appréciation qui aura pour base le salaire gagné pendant le reste de l'année. » L'opinion du rapporteur fut généralement approuvée. Les tribunaux se trouveront donc dans l'alternative ou d'appliquer le texte de la loi, ce qui les conduira à exclure du calcul du salaire de base les chômages accidentels, ou de violer le texte en s'en rapportant à l'interprétation donnée par le

rapporteur. La question sera de savoir si on doit, appliquant une loi, en respecter le texte ou l'esprit ? (1).

Que faudra-t-il décider au cas de grève ? La grève sera-t-elle considérée comme une cause accidentelle de chômage et, si on s'en réfère pour interpréter la loi à son esprit, devra-t-on augmenter le salaire de base du gain que l'ouvrier aurait pu avoir pendant la grève. Nous le croyons, la grève est une rupture du contrat de travail. En cas de grève l'ouvrier quitte son travail, c'est absolument comme s'il allait travailler chez un autre patron ; et s'il revient travailler dans l'usine, ce sera sur les bases d'un nouveau contrat. La grève n'est pas une cause accidentelle de chômage. Et il faudra appliquer ici le troisième paragraphe. Si pendant la grève l'ouvrier n'a pas travaillé, le salaire de base en serait diminué d'autant. Dans le cas contraire, il serait augmenté du gain de l'ouvrier pendant la grève. On pourrait nous objecter que la grève n'est souvent pas une suspension volontaire de travail, que souvent l'ouvrier a subi une pression de la part de ses camarades. Il faut reconnaître que ce sera ici une question de fait laissée à l'appréciation des tribunaux (2).

(1) Trib. civ. Valenciennes, 17 nov. 1899. Acc. tr., 1900, p. 151. — C. Besançon, 11 av. 1900. Acc. tr., 1900, p. 377. — C. Besançon, 8 août 1900. Acc. tr., 1901, p. 15. — C. Aix, 3 août 1900. Acc. tr., 1901, p. 17.

La jurisprudence paraît se fixer en ce sens qu'il y a lieu de tenir compte des chômages accidentels : maladie, service militaire, dans le calcul du salaire de base. C'est ainsi que l'arrêt que nous citons de la Cour d'Aix, refuse de compter dans le salaire les chômages prévus, jours fériés, dimanches, et exprime nettement l'opinion qu'il y aurait lieu au contraire de faire entrer en ligne de compte les chômages imprévus, tels que grève, maladie grave ou prolongée de l'ouvrier.

(2) Loubat, Traité du risque professionnel, n° 169.

2^e hypothèse. — L'ouvrier était employé depuis moins de douze mois dans l'exploitation industrielle au moment de l'accident.

Ici, il faudra compter comme base du salaire annuel la rémunération allouée pendant le temps où l'ouvrier a été employé dans l'exploitation, augmentée de la rémunération moyenne allouée pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois aux ouvriers de la même catégorie.

Que doit-on entendre par ouvrier de la « *même catégorie* ? » Ces mots ont donné lieu à une vive discussion entre M. Félix Martin et le rapporteur, discussion d'où il semble résulter qu'il faut entendre par ouvriers de la même catégorie, ceux qui ont le même emploi et touchent le même salaire que la victime. Si la victime était seule de sa catégorie, on prendrait des termes de comparaison dans les entreprises similaires.

Ici encore, faudra-t-il tenir compte des chômages ? Nous ferons la même observation que plus haut : les tribunaux devront choisir entre le texte et l'esprit de la loi. S'ils s'en tiennent à l'esprit de la loi, ils feront entrer en compte les chômages accidentels.

Faudra-t-il, ici encore, tenir compte des grèves ? La situation diffère de celle que nous avons examinée plus haut ; devra-t-on faire supporter à l'ouvrier qui n'était pas dans l'usine les conséquences d'une grève où il n'était rien ? En un mot, lui fera-t-on supporter la diminution de salaire des ouvriers de la même catégorie qui ont fait la grève ? Il ne nous semble pas que c'est ce qu'a voulu le législateur, puisqu'il laisse aux tribunaux le pouvoir d'apprécier.

3^e hypothèse. — L'ouvrier est victime d'accident dans une industrie dont le travail n'est pas continu.

Le salaire annuel sera calculé tant sur la période d'activité que sur le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

Une difficulté s'élève d'abord sur le sens de ces mots : « si le travail n'est pas continu ». Le législateur avait, dans le premier projet de 1898, donné la rédaction suivante : « pour les industries dans lesquelles le travail n'est pas continu » ; au cours de la discussion intervenue entre M. Félix Martin et le rapporteur, discussion dont nous parlions en étudiant la première hypothèse, on substitua à cette rédaction le texte actuel (*J. Off.*, 1898, p. 252). Il pourrait donc sembler qu'on a voulu viser, dans ce paragraphe 3, aussi bien le chômage accidentel que le chômage normal prévu. Nous croyons que ce serait à tort. On n'a pas eu en vue dans ce paragraphe les chômages accidentels. On nous parle, en effet, des gains du reste de l'année ; or, dans les cas de chômage accidentel, maladie, service militaire, y aura-t-il même une possibilité de gain ? Et d'ailleurs, si on avait voulu comprendre ces cas dans le paragraphe 3, n'aurait-on pas dit « si le travail *n'a pas été* continu », au lieu de « si le travail *n'est* pas continu ». L'emploi de ce verbe au présent semble bien impliquer un état *normal, régulier, de non continuité*.

Nous n'avons donc à nous occuper ici que d'exploitation chômant régulièrement une partie de l'année, comme les industries à morte-saison, ou certains jours de la semaine (dans les houillères par exemple). La loi de 1898 a consacré une solution très équitable en faisant compter dans le salaire des ouvriers de ces exploitations le gain du reste de l'année. L'ouvrier qui travaille toute l'année dans la même usine reçoit une indemnité proportionnée au salaire de toute cette an-

née. Pourquoi l'ouvrier qui, travaillant une partie de l'année dans une usine de morte-saison, travaille encore le reste de l'année, ne serait-il pas indemnisé dans les mêmes proportions que le premier, en prenant pour base le prix du travail de toute l'année? Mais, d'autre part, il ne faut pas que l'indemnité devienne un bénéfice, elle doit simplement être une *réparation* du préjudice; c'est pourquoi l'ouvrier employé dans une usine de morte-saison, mais resté oisif le reste de l'année, ne recevra qu'une indemnité proportionnée à son travail.

Que faudra-il entendre par gain du reste de l'année? Ce sera le *produit du travail* de l'ouvrier. Pas de difficulté s'il s'agit d'un travail pour autrui? Mais faudra-t-il tenir compte du travail de l'ouvrier pour son compte? C'est certain, le mot « *gain* » ayant un sens très compréhensif, désignant tout ce qu'un homme peut gagner légitimement. D'ailleurs, les paroles du rapporteur (séance du 18 mars 1898) ne laissent pas de doute. Il nous expose, en effet, la situation du maçon qui, travaillant l'hiver à Paris, retourne travailler l'été dans son pays; il cultive son champ, se loue comme manœuvre. Ce sera la moyenne de ces grains que le tribunal ajoutera au salaire gagné pendant les six mois passés à Paris pour compléter le salaire annuel.

Que décider si l'ouvrier a une interruption de travail accidentelle pendant la morte-saison? Si l'interruption était arrivée pendant le temps où il travaille à l'usine, il faudrait décider, comme dans le paragraphe 1 : les tribunaux auront un pouvoir d'appréciation; ce sera à l'ouvrier à faire la preuve qu'il travaillait d'habitude pendant ce temps, et que l'événement l'a empêché de réaliser un gain. De même si l'ouvrier est

employé dans une usine chômant certains jours de la semaine, il faudra tenir compte des jours pendant lesquels l'ouvrier aurait travaillé dans cette usine, et ensuite lui demander la preuve de la perte du gain qu'il a éprouvée pendant les autres jours. Le tout comptera dans la détermination du salaire annuel.

Que décider au cas où l'ouvrier qui, en dehors de son travail régulier dans une usine, travaille chez lui ? Si cet ouvrier est employé dans une usine où le travail est continu, le paragraphe 3 ne sera pas applicable, on ne tiendra pas compte de ce gain supplémentaire ; on ne devrait en tenir compte que si l'ouvrier était employé dans une usine à chômages périodiques. Nous tirons cette solution de l'interprétation des termes du paragraphe 3 que nous avons donnée plus haut.

4^e hypothèse. — L'ouvrier victime d'accident est âgé de moins de seize ans ou est apprenti.

L'art. 8, § 1, dispose : « Le salaire qui servira de
« base à la fixation de l'indemnité allouée à l'ouvrier
« âgé de moins de seize ans ou à l'apprenti victime
« d'un accident, ne sera pas inférieur au salaire le
« plus bas des ouvriers valides de la même catégorie
« occupés dans l'entreprise.

Ici l'ouvrier âgé de moins de seize ans ou l'apprenti seront assimilés quant à leur salaire aux ouvriers de la même catégorie les moins rémunérés (1). Cette solution donnera lieu à des résultats bizarres au premier abord. Des jeunes gens qui ne gagneront souvent rien

(1) Trib. civ. Castres, 28 déc. 1899. — C. Toulouse, 6 mars 1900. Acc. tr., 1900, p. 329.

ou presque rien seront indemnisés dans les mêmes proportions que des ouvriers gagnant un salaire certain. Par exemple, au Creusot sont adjoints aux lamineurs gagnant 8 à 10 francs par jour des jeunes gens qu'on appelle « aide-lamineurs » et qui gagnent 4 fr. 25 à 4 fr. 50 par jour. En cas d'accident ces jeunes gens recevront une indemnité calculée sur le taux du salaire des ouvriers les moins rémunérés de la même catégorie, c'est-à-dire gagnant 8 francs par jour. L'indemnité sera supérieure au salaire effectif. En y réfléchissant, on s'aperçoit cependant que cette solution est juste. L'indemnité doit réparer non seulement le préjudice causé à l'ouvrier dans le passé, mais aussi le préjudice qu'il éprouve *pour l'avenir*. C'est ainsi que le jeune ouvrier frappé d'incapacité permanente absolue est privé de gagner plus tard un salaire qui aurait pu être très élevé ; peut-être même aurait-il pu devenir patron à son tour. Il est juste de l'indemniser de la perte de ses espérances.

SECTION II. — *Du salaire de base des indemnités temporaires.*

Nous avons vu à l'article 3 que le législateur a pris dans ce cas, comme salaire de base, le salaire touché au moment de l'accident.

Il est permis de regretter la concision du texte qui ne permet pas de résoudre de nombreuses difficultés. Au cas où le salaire est payé à la journée, il suffira de prendre le salaire de la veille de l'accident, ou si ce salaire était ce jour-là exceptionnellement augmenté ou diminué, les termes « au moment de l'accident »

permettraient de tenir compte d'un certain nombre de journées dont on prendrait la moyenne. Mais faudrait-il compter, dans cette période de journées, les journées de travail seulement ou bien tous les jours y compris dimanches et jours fériés. Il nous semble qu'il faudrait seulement compter les journées de travail. C'est dans l'esprit du législateur, qui nous parle du salaire du moment de l'accident, ayant en vue par là la journée de travail (1).

Si le travail est payé à la tâche, que décider ? Il semble qu'ici, il faudra diviser le salaire payé pendant une période déterminée par le nombre de journées de travail. Nous devons nous en rapporter ici à l'esprit de la loi à défaut d'un texte précis qui nous éclaire.

Au cas où l'ouvrier travaillerait dans une industrie à travail non continu, faudra-t-il faire une moyenne entre le salaire de la journée de travail dans l'usine et le gain des journées où il n'y travaille pas ? Le texte ne nous donne encore à ce sujet aucune indication. Ce

(1) La jurisprudence est jusqu'ici divisée sur ce point :

En sens contraire : Just. paix. Paris (XI^e arr.), 7 mars 1900. Acc. tr., 1900, p. 171. — Just. paix. Jarnac. Acc. tr., 1900, p. 264. — Just. paix. Paris (XV^e arr.), 1900, 254. — C. Dijon, 5 mars 1900. Acc. tr., 1900, 322. — C. Nancy, 22 nov. 1900, Acc., 1900, p. 12.

Ces décisions sont fondées sur le caractère alimentaire de l'indemnité de demi-salaire, mais nous paraissent en opposition formelle avec les termes de la loi prenant pour base « le salaire touché au moment de l'accident ».

Dans notre sens : Trib. civ. Vienne, 1^{er} fév. 1900. Acc. tr., 1900, p. 236. — Trib. civ. Alais, 8 fév. 1900. Acc. tr., 1900, p. 215. — Just. paix. Cadenet, 1^{er} oct. 1900. Acc. tr., 1901, p. 48.

Le 1^{er} février 1900, M. Mirman a déposé un projet de loi ayant pour but de résoudre législativement cette question fort controversée des dimanches et jours fériés et de les considérer comme jours ouvrables.

sera à la sagesse des tribunaux à décider. Comment faudra-t-il apprécier le salaire d'un ouvrier irrégulier, allant à l'usine certains jours, restant oisif d'autres jours. Devra-t-il être indemnisé comme l'ouvrier laborieux travaillant tous les jours ? nous restons encore dans la même indécision.

Il nous faut enregistrer une disposition spéciale aux ouvriers âgés de moins de seize ans en matière d'indemnités afférentes aux incapacités temporaires, l'article 8, alinéa 2, nous dit : « Toutefois, dans le cas d'incapacité temporaire, l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins de seize ans ne pourra pas dépasser le montant de son salaire (1) ».

Nous avons fait remarquer, en étudiant plus haut l'alinéa 1 de cet article 8, l'anomalie apparente qui consistait à allouer à l'ouvrier âgé de moins de seize ans ou à l'apprenti une indemnité souvent supérieure à son salaire. Cette anomalie n'existe plus en cas d'incapacité temporaire, au moins en ce qui concerne l'ouvrier âgé de moins de seize ans : « L'indemnité ne pourra être supérieure au salaire (2) ».

Cet alinéa 2 ne parle pas de l'apprenti. En effet, dans les travaux préparatoires, on avait fait observer que, allouer à l'apprenti une indemnité qui ne pouvait dépasser son salaire, aurait abouti à ne lui allouer aucune indemnité, puisque très souvent il ne gagne rien (3). C'est pourquoi l'apprenti n'est pas mentionné à l'alinéa 2 de l'article 8. Il devra être assimilé quant à l'allocation journalière aux ouvriers les moins ré-

(1) Tr. corr. Paris, 15 déc. 1900. Acc. tr., 1900, p. 54.

(2) C. Paris, 15 déc. 1900. Acc. tr., 1901, p. 54.

(3) Sénat, 4 mars 1898. *J. off.*, p. 249.

munérés de la même catégorie. On arrivera à des conséquences bizarres. Un ouvrier âgé de moins de seize ans et un apprenti seront blessés dans le même accident, ils recevront des blessures identiques, le premier touchera une allocation minime, le second, qui n'a pas de salaire, touchera une indemnité plus élevée.

C'est encore une des nombreuses bizarreries de la loi.

TITRE II

DÉCLARATION DES ACCIDENTS ET ENQUÊTE

Nous avons vu, en étudiant la jurisprudence antérieure à la loi du 9 avril 1898, quels étaient les inconvénients considérables de la procédure de droit commun en matière d'accidents du travail.

La demande d'assistance judiciaire, le jugement préparatoire ordonnant l'enquête et l'expertise, le jugement définitif, l'appel, prenaient souvent deux années, pendant lesquelles l'ouvrier victime d'accident était sans ressources ou devenait la proie d'agents d'affaires qui, moyennant certaines avances, prenaient pour eux la plus grande part des indemnités accordées par les tribunaux. Pendant ce temps, il devenait de plus en plus difficile de se rendre compte des causes de l'accident, l'état des lieux avait pu changer, des témoins disparaître ; l'enquête devenait souvent impossible, le patron pouvait être condamné à payer une indemnité sans preuves absolument convaincantes par suite de la perte de temps.

Il était donc indispensable, aussi bien dans l'intérêt de l'ouvrier que dans celui du patron, d'organiser une procédure rapide, permettant une constatation immédiate des lieux de l'accident, l'audition des témoins, afin que l'on pût arriver le plus tôt possible à connaître les circonstances de l'accident, ses causes, et déterminer la part des responsabilités. Il ne suffit pas, en effet, de venir en aide aux victimes, il faut prendre des mesures pour prévenir le retour de l'accident, et l'on ne peut y arriver qu'en sachant exactement à quoi s'en tenir sur les circonstances qui l'ont accompagné.

La loi de 1898 a organisé, avant toute instance des mesures préliminaires, une déclaration des accidents par le chef d'entreprise au maire de la commune et une enquête par le juge de paix.

CHAPITRE PREMIER

Déclaration des accidents

Cette déclaration est organisée par les articles 11 et 14 de la loi ainsi conçus : « Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré dans les quarante huit-heures par le chef d'entreprise ou ses préposés au maire de la commune, qui en dresse procès-verbal. Cette déclaration doit contenir les noms et adresses des témoins de l'accident. Il y est joint un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif. La même déclaration pourra être faite par la victime ou ses représentants. Récépissé de la déclaration et du certificat du médecin est remis séance tenante au déclarant.

« Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

« L'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 cessent d'être applicables dans les cas visés par la présente loi.

« Article 14. — Sont punis d'une amende de 1 à 15 francs, les chefs d'industrie ou leurs préposés qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 11. En

« cas de récidive dans l'année, l'amende peut être
« élevée de 16 à 300 francs. L'article 463 du Code pénal
« est applicable aux contraventions prévues par le
« présent article ».

Dans quels cas la déclaration devra-t-elle être faite ? Nous voyons à l'article 11 qu'il y a trois conditions pour que la déclaration soit obligatoire : 1° il faut qu'il y ait accident ; 2° que cet accident ait occasionné une incapacité de travail ; 3° qu'il soit survenu dans un établissement soumis à la loi.

La loi nous dit « *tout accident* » ; elle exige que tout accident soit déclaré, peu importe qu'il ait ou non un caractère industriel, il suffit qu'il ait entraîné une incapacité de travail. Ainsi les accidents résultant de rixe, suicide devront être déclarés aussi bien que les autres.

Il faut que l'accident ait entraîné une incapacité de travail. Bien entendu, l'interruption de travail doit être d'une certaine durée. Mais que dire au cas où l'accident n'a pas occasionné d'incapacité de travail sur le moment, les suites ne s'en étant fait sentir que plus tard. Le patron qui n'a rien déclaré sera-t-il passible d'amende ? Ce sera ici une question de fait à apprécier par le juge de paix ; le patron a-t-il eu la possibilité de déclarer l'accident, l'a-t-il seulement connu ? En tout cas, les patrons feront mieux de déclarer tous les accidents quels qu'ils soient.

Il faut que l'accident ait eu lieu dans un établissement assujéti à la loi. Nous savons ce qu'il faut entendre par là. Mais le patron serait-il obligé de déclarer un accident survenu dans son usine à une personne qui ne peut se prévaloir du risque professionnel, un étranger par exemple. Dans le silence du texte, nous croyons que la déclaration serait obliga-

toire. On ne peut, en effet, laisser le patron juge de savoir qui peut se prévaloir ou non du risque professionnel. La généralité des termes de la loi nous impose cette solution.

La déclaration doit contenir toutes les indications qui sont de nature à préciser et à spécifier l'accident, c'est-à-dire les noms, profession, demeure de la victime, sa situation de famille, sa situation au point de vue de la nationalité, les date, lieu et circonstances de l'accident ; l'article 11 ajoute qu'on doit mentionner les noms et adresses des témoins de l'accident et donner un certificat de médecin indiquant l'état de la victime.

La loi ne veut d'ailleurs qu'une seule déclaration. c'est ce qu'elle a voulu dire en parlant des articles 15 de la loi du 2 novembre 1892 et 11 du 12 juin 1893. Les articles prescrivant des déclarations ayant un grand rapport avec la déclaration prescrite par notre loi, le législateur n'a pas voulu qu'il fût fait double emploi.

L'obligation de la déclaration incombe au chef d'entreprise ou à son défaut au préposé qui est chargé de tenir sa place en son absence. La loi a assuré un excellent moyen de contrôle au cas où le patron omettrait de faire la déclaration, elle a permis à la victime ou à ses représentants de faire eux-mêmes la déclaration.

La déclaration, dit la loi, doit être faite dans les quarante huit heures, ce délai court donc d'heure à heure. Si ce délai expire un jour férié, le délai ne serait pas prolongé pour cela ; l'article 1033 du Code de procédure est inapplicable ici, cet article n'a en vue que les ajournements, citations et autres actes faits à personne ou à domicile. La jurisprudence décide d'ailleurs que lorsque le législateur s'est servi de cette formule « dans les quarante-huit heures ou les trois

jours » le délai ne peut être augmenté à raison des jours fériés (Cassation, 4 avril 1881. S. 81-1-431. — Cassation, 31 décembre 1883. S. 84-1-445).

Aux termes de l'article 14, la déclaration doit être faite sous peine, pour le patron, d'être condamné à certaines amendes. Dans quels cas ces amendes sont-elles dues? Toutes les fois, dit l'article 14, que le patron a contrevenu aux dispositions de l'article 11, c'est-à-dire lorsqu'aucune déclaration n'aura été faite, lorsqu'elle a été remise au maire tardivement, après les quarante huit heures, lorsqu'elle ne contenait pas une des mentions prescrites par la loi, ou les noms et adresses des témoins, ou le certificat de médecin constatant l'état de la victime. L'omission d'une des autres mentions n'exposerait pas le patron à une pénalité, ces mentions n'étant pas obligatoirement imposées.

Le chef d'entreprise pourrait-il alléguer, comme excuse, sa bonne foi? Nous ne le croyons pas, c'est une contravention réprimée en dehors de toute intention coupable. Cependant, si le patron était devenu fou ou avait été empêché par un cas de force majeure, on pourrait en tenir compte, la volonté ici n'ayant pas existé chez lui.

Le préposé du patron, dans les cas où il est obligé de faire la déclaration, serait passible des mêmes amendes que le patron, sauf, bien entendu, la responsabilité civile (article 1384) de celui-ci.

La loi du 26 mars 1891 sera-t-elle applicable ici? La Cour de cassation a déclaré que la faculté de sursis était inapplicable aux contraventions de simple police (Cassation, 5 mai 1892. Dalloz. 1892-1-338. — Cass., 29 juillet 1892 D. 1892-5-472).

Une fois la déclaration reçue, le maire doit en dresser procès-verbal, remettre un récépissé au décla-

rant, donner ensuite avis de l'accident à l'inspecteur du travail ou à l'ingénieur des mines et, aux termes de l'article 12, alinéa 1^{er}, que nous n'avons pas encore mentionné, transmettre immédiatement les pièces au juge de paix, si l'accident paraît devoir entraîner une incapacité permanente et absolue.

Le procès-verbal doit contenir les mentions qui doivent être insérées dans la déclaration, bien que la loi n'ait rien dit, cela, nous paraît évident. Au cas où une des pièces serait irrégulière ou une citation omise, le maire peut en faire l'observation au déclarant, sans que pour cela il puisse le contraindre à rectifier l'irrégularité.

Au cas où le maire apprendrait qu'un accident n'a pas été déclaré, son rôle est clair, bien que le texte garde le silence sur ce point. Il devra recueillir lui-même les renseignements dont il est parlé à l'art. 11 et s'enquérir du motif pour lequel la déclaration n'a pas été faite. Les maires sont en effet des officiers de police judiciaire et, comme tels, ils doivent appeler l'attention du procureur de la République toutes les fois que son intervention est nécessaire.

Après que le maire a avisé de l'accident l'inspecteur du travail ou l'ingénieur des mines, il doit transmettre les pièces au juge de paix, l'art. 12, alinéa 1, nous dit : « Lorsque, d'après le certificat médical, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail, le maire transmet immédiatement copie de la déclaration et le certificat au juge de paix du canton où l'accident s'est produit. » La transmission de ces pièces doit être immédiate; c'est une copie de la déclaration qui doit être transmise, l'original devant rester à la mairie. Cette transmission n'est ordonnée

que si l'accident a entraîné une incapacité permanente. Le maire jouit donc d'un certain pouvoir d'appréciation à ce sujet, mais ce pouvoir doit être limité, la transmission ne devra avoir lieu que si l'incapacité paraît devoir être temporaire indiscutablement.

CHAPITRE II

De l'Enquête.

L'art. 12 dispose : « Dans les vingt-quatre heures de
« la réception de cet avis, le juge de paix procède à
« une enquête à l'effet de rechercher :

« 1° La cause, la nature et les circonstances de l'accident ;

« 2° Les personnes victimes et le lieu où elles se trouvent ;

« 3° La nature des lésions.

« 4° Les ayants-droit pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité.

« 5° Le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes. »

Le juge de paix qui fait l'enquête est celui du canton où a eu lieu l'accident. La loi a innové en admettant cette compétence *ratione loci*. C'est d'ailleurs une excellente innovation, le juge de paix du canton étant le mieux placé pour mener à bien rapidement l'enquête.

Elle devra commencer dans les vingt-quatre heures de la réception de l'avis. Il importe en effet que le juge de paix se transporte sans tarder sur les lieux, l'enquête sera en effet d'autant plus concluante qu'elle aura été plus rapidement commencée.

Elle devra porter sur cinq points principaux :

1° La cause, la nature et les circonstances de l'accident. Il importera ici de déterminer s'il y a faute du patron ou d'un de ses préposés, de l'ouvrier, ou enfin d'un tiers. La recherche de la part des responsabilités facilitera beaucoup la tâche du tribunal, si plus tard des contestations relatives à l'accident étaient portées devant lui. Quant à la nature de l'accident, ce qui importera surtout, c'est le point de savoir s'il a ou non un caractère industriel ;

2° L'identité des victimes ;

3° La nature de la lésion. Il importera ici de contrôler le certificat médical, et surtout de déterminer le degré et la durée de l'incapacité de travail ;

4° Les ayants-droit pouvant prétendre le cas échéant à une indemnité. Ce sont : le conjoint survivant dont le mariage est antérieur à l'accident, les enfants légitimes et les enfants naturels reconnus ; s'il n'y a ni conjoint ni enfants, les ascendants et descendants. L'enquête déterminera l'état civil de tous ces ayants-droit ;

5° Le salaire quotidien et le salaire annuel de la victime. Le juge de paix devra rechercher tout ce que l'ouvrier recevait comme salaire, soit en argent, soit en nature ; il peut y avoir lieu d'évaluer des aliments, des fournitures, des allocations de logement. Il faudra rechercher si l'ouvrier travaille depuis douze mois ou moins de douze mois dans l'usine, s'il y a eu des chômages, si ces chômages ont été accidentels, ou s'ils sont réguliers à raison du caractère de l'usine, et en ce cas, il faudra savoir ce que l'ouvrier a pu gagner par son travail en dehors de l'usine.

En somme, le juge de paix devra *instruire l'affaire*, rechercher tous les éléments propres à préparer soit

une transaction entre les parties, soit un accord devant le président, soit une décision du tribunal s'il y a lieu.

Dans quelles formes devra avoir lieu l'enquête ? C'est l'art. 13 qui règle la question :

« L'enquête a lieu contradictoirement dans les formes prescrites par les articles 35, 36, 37, 38 et 39 du Code de procédure civile, en présence des parties intéressées, ou celles-ci convoquées d'urgence par lettre recommandée.

« Le juge de paix doit se transporter auprès de la victime de l'accident qui se trouve dans l'impossibilité d'assister à l'enquête.

« Lorsque ce certificat médical ne lui paraîtra pas suffisant, le juge de paix pourra désigner un médecin pour examiner le blessé.

« Il peut aussi commettre un expert pour l'assister dans l'enquête.

« Il n'y a pas lieu toutefois à nomination d'expert, dans les entreprises administrativement surveillées, ni dans celles de l'Etat placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion, ni dans les établissements nationaux où s'effectuent des travaux que la sécurité publique oblige à tenir secrets. Dans ces divers cas, les fonctionnaires chargés de la surveillance ou du contrôle de ces établissements ou entreprises, et en ce qui concerne les exploitations minières, les délégués et la société des ouvriers mineurs, transmettent au juge de paix, pour être joint au procès-verbal d'enquête, un exemplaire de leur rapport.

« Sauf les cas d'impossibilité matérielle, dûment constatés dans le procès-verbal, l'enquête doit être close dans le plus bref délai, et, au plus tard, dans

« les dix jours à partir de l'accident. Le juge de paix
« avertit par lettre recommandée les parties de la clô-
« ture de l'enquête et du dépôt de la minute au greffe,
« où elles pourront, pendant un délai de cinq jours,
« en prendre connaissance et s'en faire délivrer une
« expédition affranchie du timbre et de l'enregistre-
« ment. A l'expiration de ce délai de cinq jours, le
« dossier de l'enquête est transmis au président du
« tribunal civil de l'arrondissement. »

Dans l'intérêt d'une justice régulière, on a prescrit l'application des règles du Code de procédure en matière d'enquête devant le juge de paix. Il y aura donc serment de témoins avec déclaration éventuelle de parenté ou de domesticité (art. 35), audition séparée et possibilité de reproches des témoins (art. 36), interpellation par le juge de paix s'il y a lieu (art. 37), transport du juge de paix et des témoins sur les lieux si le juge l'estime nécessaire (art. 38) et procès-verbal du tout régulièrement dressé par le greffier (art. 39).

Le transport du juge n'est pas ordonné par la loi, il y aura lieu d'y procéder le plus souvent.

Les parties intéressées seront convoquées à l'enquête par lettre recommandée. Les parties sont le patron d'une part, l'ouvrier et ses représentants de l'autre. Mais s'il y a des ayants-droit ayant des résidences éloignées, faudra-t-il les entendre? Dans l'intérêt de la rapidité de l'enquête, nous croyons que ce ne sera pas nécessaire, sauf à leur permettre de demander à faire entendre de nouveaux témoins. D'ailleurs la présence du juge de paix leur est une garantie suffisante.

Les parties pourront se faire représenter par un mandataire, rien ne s'y oppose dans la loi.

Les témoins seront convoqués par des invitations à

comparaître et citations comme en matière civile. S'ils sont défaillants, rien ne s'oppose dans la loi à ce qu'on leur applique l'article 263 du Code de procédure civile généralement appliqué aux témoins défaillants dans les enquêtes faites par le juge de paix. Il est permis de regretter que la loi ait gardé le silence sur la non-comparution des témoins.

Si la victime ne peut assister à l'enquête, le juge de paix doit se transporter auprès d'elle afin de l'interroger. Il devra naturellement au besoin tenir compte de son état mental.

Au cas où le juge de paix voudrait être éclairé sur certains faits, il peut ordonner une expertise technique, mais il ne peut ordonner cette expertise ni dans une entreprise administrativement surveillée, ni dans une entreprise de l'Etat placée sous le contrôle d'un service distinct et où s'effectue un travail que la sécurité publique oblige à tenir secret. Dans toute autre entreprise, le juge de paix peut ordonner une expertise technique. Il ne pourrait d'ailleurs désigner plusieurs experts ; le projet de 1893 prévoyait ce cas, mais la loi de 1898 n'ayant pas reproduit ce cas nous devons conclure qu'on a voulu enlever au juge de paix la faculté de nommer plusieurs experts. Dans les entreprises où le juge de paix ne peut ordonner une expertise technique, il pourra demander que les fonctionnaires chargés de la surveillance ou du contrôle de ces entreprises lui fournissent leur rapport qu'il joindra à l'enquête.

Le rapport de M. Ricard à la Chambre en 1892 nous fournit des renseignements sur les établissements où l'expertise n'est pas permise (1). Ce sont :

(1) *J. off.*, Chambre, 1892, 301.

1° Les entreprises privées administrativement surveillées. Rentrent dans cette classe, les mines, minières et carrières, les chemins de fer privés, les appareils à vapeur. La loi du 11 avril 1810 a chargé une administration spéciale de surveiller l'exploitation des mines en vue d'assurer la conservation de la richesse minérale, la sécurité de la surface, et la sécurité du personnel occupé dans ces travaux. En outre, la loi du 8 juillet 1890 a créé des délégués mineurs spécialement chargés de veiller à la sécurité des ouvriers employés dans les mines et de déterminer, en cas d'accident, les conditions dans lesquelles l'accident s'est produit. Un procès-verbal de l'enquête est envoyé au parquet et à l'administration, et, en outre, au juge de paix, en exécution de notre loi.

Le régime des minières a été modifié par la loi du 25 mai 1866.

Pour les carrières souterraines, les lois du 21 avril 1830 et du 25 juillet 1880 imposent les mêmes prescriptions. Un régime identique est appliqué aux carrières à ciel ouvert par le règlement type qui existe dans chaque département en vertu de l'article 80 de la loi du 21 avril 1810 modifié par la loi du 27 juillet 1880.

Les chemins de fer sont soumis à un contrôle administratif complet, en vertu d'une ordonnance du 15 novembre 1846 rendue en application de la loi du 15 juillet 1845. Un procès-verbal de tout accident doit être envoyé au parquet et au ministère des travaux publics ; en vertu de notre loi, un exemplaire de ce procès-verbal devra également être envoyé au juge de paix.

Les appareils à vapeur sont soumis au même contrôle et à la même procédure en cas d'accident par le

décret des 27-30 avril 1880 rendu en application de la loi du 21 juillet 1856.

2° Entreprises d'Etat ayant un contrôle distinct du service de gestion.

Il n'y a qu'à les chemins de fer de l'Etat qui rentrent dans cette catégorie. Le décret du 25 mai 1878, rendu en conformité de la loi du 18 mai 1878, a organisé le réseau de l'Etat d'une façon identique aux réseaux privés.

3° Etablissements nationaux où s'effectuent des travaux que la sécurité publique oblige à tenir secrets. Ce sont tous les établissements de la marine ou de la guerre, les poudreries, manufactures d'armes, forges et ateliers de construction, ateliers de manutention des subsistances militaires.

Le juge de paix peut encore ordonner une expertise médicale, si le certificat médical joint à la déclaration et imposé par l'article 11 ne lui paraît pas suffisant.

Si l'accident est imputé à une cause criminelle, la procédure organisée par les articles 12 et 13 va se trouver en conflit avec la procédure criminelle. Ici il est certain que le criminel tient le civil en suspens. Il serait en effet dangereux, à raison de la publicité de l'enquête civile, de laisser marcher de front avec elle l'enquête dirigée par le ministère public.

Au surplus, cette enquête dispose de moyens plus efficaces pour découvrir la vérité et rend ainsi inutile l'enquête civile. Sur certains points cependant, non éclaircis par l'information des magistrats du parquet, l'enquête civile peut avoir lieu. Ainsi le juge de paix peut rechercher les ayants-droit éventuels à une indemnité, calculer le salaire annuel ou le salaire quotidien de la victime.

Dans certains cas, lorsque l'accident a sa cause dans

un simple délit, une imprudence, une négligence ou une inobservation des règlements, le procureur de la République cite directement les prévenus devant le tribunal de police correctionnelle, l'information se réduit alors à des procès-verbaux dressés par la gendarmerie ou une enquête du juge de paix, mais ce sont des renseignements purement officieux. Ici le juge d'instruction n'étant pas saisi de l'affaire, le juge de paix devra procéder à l'enquête civile ordonnée par l'article 12, même s'il avait été déjà chargé de procéder à une enquête par le procureur de la République.

Le délai pour clore l'enquête est de dix jours, sauf les cas d'impossibilité matérielle dûment constatés dans le procès-verbal. Pour le calcul de ce délai, le jour de l'accident *dies a quo* ne compte pas, mais il faut compter le jour de la clôture, *dies ad quem*. Ce délai de dix jours paraît bien peu de chose si on réfléchit que le chef d'entreprise a quarante-huit heures pour faire sa déclaration, que le maire doit transmettre cette déclaration au juge de paix qui n'est tenu de la commencer que dans les vingt-quatre heures. Trois ou quatre jours pourront s'écouler avant le commencement de l'enquête. Il ne restera donc plus que six jour pour la terminer. Il peut donc arriver que le juge de paix, retardé par des expertises, des transports sur les lieux, termine l'enquête après le délai de dix jours fixé par la loi. Ce ne sera pas à peine de nullité, ainsi qu'il résulte de ces mots de l'article 13 : « sauf les cas d'impossibilité matérielle dûment constatés dans le procès-verbal ». Le législateur n'a pas voulu que la célérité de l'information vint en compromettre les résultats et nuire à la lumière qui doit être faite sur tous les points essentiels.

TITRE III

COMPÉTENCE. — JURIDICTIONS. — PROCÉDURE. — RÉVISION

Nous étudierons, dans ce titre, la compétence du juge de paix et du tribunal civil, la procédure devant ces juridictions, les voies de recours, la prescription prévue par notre loi, l'action en révision, la faute inexcusable du patron et de l'ouvrier, enfin l'assistance judiciaire accordée par la loi aux victimes d'accident et à leurs ayants-droit.

CHAPITRE PREMIER

Compétence du juge de paix. — Procédure devant cette juridiction.

SECTION 1. — *Compétence « ratione materiæ » et « ratione loci. »*

L'article 15 de la loi dispose : « Les contesta-
« tions entre les victimes d'accident et les chefs
« d'entreprise, relatives aux frais funéraires, aux
« frais de maladie ou aux indemnités temporaires,

« sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du
« canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre
« que la demande puisse s'élever. »

La loi de 1898 ne s'en est pas référée au chiffre de la demande pour attribuer compétence au juge de paix, elle s'en réfère uniquement à la nature de l'affaire. C'est ainsi que le juge de paix aura souvent à statuer en dernier ressort sur des actions personnelles et mobilières dont la valeur est supérieure à 200 fr. Cette extension de compétence a été très critiquée ; M. Waddington fit remarquer au Sénat que les accidents donnant lieu à indemnité temporaire représentaient 83 % des accidents, et il se demandait s'il n'y aurait pas danger à attribuer compétence au juge de paix dans des affaires aussi nombreuses et où les contestations porteraient souvent sur un chiffre élevé. Il fut répondu à ces objections que les contestations relatives aux indemnités temporaires seraient peu nombreuses, et que le juge de paix du canton était mieux placé que tout autre magistrat pour se renseigner sur le degré de gravité de la blessure et les fraudes auxquelles le blessé pourrait avoir recours.

Ratione loci, le juge de paix compétent est donc celui du lieu où s'est produit l'accident.

Cette compétence *ratione loci*, excellente dans le principe, puisqu'elle facilite l'accès de la justice à l'ouvrier et assure un examen éclairé de l'affaire par un magistrat déjà renseigné sur les faits, peut cependant avoir des inconvénients. M. Félix Martin, dans la séance du 18 mars 1898, nous cite le cas d'un agent d'une compagnie de chemin de fer, blessé pendant son service, à Marseille ; cet agent habite Paris, sera-t-il obligé d'aller devant le juge de paix de Marseille en cas de contestation sur les frais médicaux et l'indemnité

temporaire. De même un ouvrier du Creusot, envoyé au Havre pour monter ou réparer des machines, est blessé dans ce travail, sera-t-il obligé d'aller plaider devant le juge de paix du Havre une fois rentré chez lui. Pour parer à ces inconvénients, M. Félix Martin proposait l'amendement suivant qui fut rejeté : Si l'accident s'est produit en dehors du canton où est situé l'atelier auquel l'ouvrier est attaché, l'action pourra être portée devant le juge de paix du domicile de l'ouvrier ». Dans tous les cas, le juge de paix du lieu de l'accident est donc compétent.

SECTION II. — *Procédure devant le juge de paix.*

Les parties seront-elles soumises au préliminaire de comparution en conciliation sur billet d'avertissement? L'article 17 de la loi du 25 mai 1838, modifié par les lois du 2 mai 1855 et 23 août 1871, a imposé ce préliminaire dans toutes les affaires qui ne requièrent pas célérité. Ici, bien que l'affaire requière célérité, il est bien dans l'intention du législateur, dans un but d'apaisement, qu'on doit arriver autant que possible à un arrangement amiable. Nous ne croyons pas qu'il y ait lieu ici de dispenser les parties du préliminaire de conciliation.

Une fois l'instance engagée, le juge n'aura pas de peine à rendre son jugement si la contestation porte sur les frais de médecin ou les frais funéraires, l'enquête qu'il aura faite lui-même le renseignera d'une façon suffisante. Mais on sait que si l'accident n'a entraîné qu'une incapacité temporaire, il n'y a pas d'enquête.

Avec quels éléments le juge de paix pourra-t-il juger? Il pourra d'abord se faire communiquer les résultats des recherches et constatations opérées par l'inspecteur du travail ou l'ingénieur des mines, à condition, toutefois, de les communiquer aux parties (Cassation 3 août 1887, S. 87, I, 320. 20 nov. 1889, S. 90, I, 7). Mais si le juge de paix ne se trouve pas assez éclairé par les rapports, il pourra ordonner une enquête ou une expertise qui seront faites conformément au Code de procédure.

Le juge de paix pourrait-il, ainsi que l'art. 16 alinéa 5 en donne la faculté au tribunal civil, condamner le chef d'entreprise à payer une provision à la victime ou à ses représentants. Nous ne le croyons pas; en effet, la disposition de l'article 16 alinéa 5 étant une exception au droit commun, a un caractère restrictif et ne peut être étendue au cas qui nous occupe. Et cela se comprend, devant le juge de paix la contestation porte sur le droit lui-même. Il serait donc imprudent de permettre au juge de faire accorder une provision, le patron pourrait être ainsi condamné à payer ce qu'il ne doit pas, si l'ouvrier vient à succomber dans sa prétention. D'ailleurs l'utilité d'une pension provisionnelle ne se concevrait guère en cas d'incapacité temporaire, l'instance ne devant durer que fort peu de temps.

Les jugements rendus par le juge de paix aux termes de l'article 15 ne sont pas susceptibles d'appel. Ils peuvent cependant être attaqués par la voie du recours en cassation pour excès de pouvoir, d'après l'article 15 de la loi du 25 mai 1838. L'excès de pouvoir consiste non à empiéter sur une autre juridiction, mais à faire ce qui ne serait permis à aucune autre

juridiction établie (1). Circulaire du garde des sceaux Barthe à la Chambre des pairs pendant la discussion de la loi de 1838, rapportée dans Sachet. Législation des Accidents du travail, p. 446).

Le délai du pourvoi en cassation est de deux mois à compter du jour où la signification de la décision objet du pourvoi aura été faite à personne ou à domicile (article 1 de la loi des 9 mai-2 juin 1862).

(1) A ce sujet vient d'être rendu un arrêt de cassation du 29 janvier 1901 (Acc. tr., 1901, p. 33). La Cour suprême a rejeté un pourvoi formé pour excès de pouvoir contre une décision du juge de paix de Saint-Etienne du 27 octobre 1899. Le pourvoi s'était appuyé sur le moyen suivant : le juge de paix a commis un excès de pouvoir en comprenant les dimanches et jours fériés dans l'indemnité de demi-salaire due pour incapacité temporaire. La Cour de cassation a décidé qu'il pouvait y avoir là fausse application de la loi mais non excès de pouvoir. Suivant la Cour suprême « il y a excès de pouvoir lorsque le juge porte atteinte aux principes d'ordre public, que tous les pouvoirs sont tenus de respecter » (D., 671, 177).

En raison de cet arrêt, MM. de Ramel et Delpech-Canteloup ont déposé à la Chambre des députés, le 12 février 1901, une proposition de loi permettant de déférer à la Cour de cassation les jugements des juges de paix pour violation de la loi.



CHAPITRE II

Compétence des tribunaux civils.— Procédure. — Voies de recours.

Nous étudierons, dans trois sections, la compétence *ratione materiæ ei ratione loci* des tribunaux civils, la procédure à suivre devant cette juridiction, et les voies de recours contre ses décisions.

SECTION I. — Compétence « *ratione materiæ et* » « *ratione loci.* »

Toutes les demandes en paiement d'indemnité autres que celles afférentes aux frais médicaux et funéraires et aux indemnités temporaires sont de la compétence des tribunaux civils, quel que soit le chiffre de la demande, alors même que, d'après ce chiffre, la demande devrait rentrer dans la compétence ordinaire des juges de paix.

Ratione loci, le tribunal civil compétent sera celui de l'arrondissement où a eu lieu l'accident. Bien que la loi ne l'ait pas dit expressément, cela résulte de ses termes mêmes ; en effet, l'article 13 *in fine* prescrit aux greffiers de paix où a eu lieu l'enquête de la transmettre au président du tribunal civil de l'ar-

rondissement, et l'article 16 ajoute, dans son premier alinéa : « Le président du tribunal civil de l'arrondissement convoque, dans le délai de cinq jours à partir de la transmission du dossier, la victime ou ses ayants-droit et le chef d'entreprise ». Il n'y a donc pas de doute sur ce point.

SECTION II. — *Procédure devant le tribunal civil.*

L'article 16 dispose : « En ce qui touche les indemnités prévues par la présente loi, le président du tribunal de l'arrondissement où l'accident a eu lieu convoque, dans les cinq premiers jours à partir de la transmission du dossier, la victime ou ses ayants-droit et le chef d'entreprise qui peut se faire représenter.

« S'il y a accord des parties intéressées, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président, qui donne acte de cet accord.

« Si l'accord n'a pas lieu, l'affaire est renvoyée devant le tribunal, qui statue, comme en matière sommaire, conformément au titre 24 du livre II du Code de procédure civile. Si la cause n'est pas en état, le tribunal surseoit à statuer et l'indemnité temporaire continuera à être servie jusqu'à la décision définitive.

« Le tribunal pourra condamner le chef d'entreprise à payer une provision; sa décision sur ce point sera exécutoire nonobstant appel. »

1° *Préliminaire de conciliation.*

Le décret de 1898 a enlevé au juge de paix son caractère conciliateur pour l'attribuer au

président du tribunal civil. M. Ricard, dans son rapport de 1892, nous en donne la raison en nous disant qu'il vaut mieux, pour arriver à un rapprochement, s'en remettre au magistrat investi de la plus haute fonction judiciaire dans l'arrondissement, chargé d'ailleurs, au cas de non-conciliation, d'être à l'audience le juge des parties (1). Dans la séance du 6 juin 1893, M. Guérin, garde des sceaux, fit remarquer qu'on avait laissé le juge de paix magistrat conciliateur, au cas d'arbitrage sur une grève, et que, puisqu'on l'avait chargé de l'enquête sur les accidents du travail, il n'y avait pas lieu de lui enlever son rôle de conciliateur et d'arbitre. C'est donner un surcroît considérable de travail aux présidents des tribunaux civils que de les obliger d'étudier, en très peu de temps, des dossiers sur lesquels ils n'auront aucune notion (On a calculé qu'il y aurait de 15 à 20,000 dossiers par an) (2).

Le président convoque les parties lui-même ; il y a là une dérogation au droit commun, puisqu'il appartient à la partie la plus diligente de requérir la signification des actes de procédure. Le président est tenu de convoquer les parties dans les cinq jours ; cela ne veut pas dire d'ailleurs que la comparution doit avoir lieu dans les cinq jours : les parties doivent avoir le

(1) *J. off.*, 1892, p. 301.

(2) C. Pau, 14 juin 1900. *Acc. tr.*, 1900, p. 394.

Cet arrêt nous montre nettement le rôle double du président conciliateur : 1° recevoir les parties et chercher à amener une entente ; 2° dresser un procès-verbal des conventions intervenues entre les parties, et lui donner le même caractère d'authenticité que s'il avait été dressé par un notaire.

Cet arrêt décide également que le seul recours contre la convention intervenue entre les parties en conciliation est l'action en révision de l'article 19 de la loi du 9 avril 1898.

temps de réfléchir sur l'étendue de leurs droits et de leurs obligations.

L'article 16 ne dit rien de la forme de convocation ; cependant nous remarquons que l'article 16 a employé, comme l'article 13, le mot « convocation » ; nous en concluons qu'on devra procéder, comme l'indique l'article 13, par lettre recommandée. La convocation est adressée à la victime ou à ses ayants-droit et au chef d'entreprise, qui peut se faire représenter.

Mais l'article 16 ne dit pas que la victime ou ses ayants-droit puissent se faire représenter. Doit-on en conclure qu'il leur est interdit d'avoir un mandataire ? C'est peu probable, si on étudie les travaux préparatoires. On s'explique ce membre de phrase « qui peut se faire représenter » par la discussion qui eut lieu relativement au droit, pour le chef d'entreprise, d'avoir un mandataire. On lui avait d'abord dénié ce droit, en disant qu'un mandataire serait intraitable et qu'on ne pourrait arriver à la conciliation. Mais on fit remarquer que les nécessités de la grande industrie rendraient impossible cette comparution du patron dans tous les accidents, on ajouta alors ce membre de phrase à l'article 16. Mais on ne parut pas un instant douter du même droit pour la victime ou ses ayants-droit, et c'est tout naturel : la victime sera très souvent hors d'état de se transporter, et les ayants-droit pourront habiter à de grandes distances et ne pourront comparaître eux-mêmes.

Que faut-il décider au cas où l'une des parties ou toutes les deux feront défaut ? Le président devra donner acte de ce défaut et ordonner le renvoi devant le tribunal ; ce sera alors à la partie qui se sera présentée seule en conciliation, ou à la partie la plus

diligente si aucune ne s'est présentée, à signifier à l'autre partie l'ordonnance de renvoi et à l'assigner à comparaître devant le tribunal.

S'il y a accord des parties intéressées, le président rendra une ordonnance qui en donnera acte et qui fixera ainsi définitivement les pensions convenues et constituera le titre de l'ouvrier (1). Cette ordonnance sera-t-elle exécutoire et emportera-t-elle hypothèque? En 1890 on l'avait décidé, la loi de 1898 n'a pas reproduit cette disposition. Il faut en conclure que l'ordonnance n'emportera pas hypothèque. On peut fortifier cette solution en s'appuyant sur l'article 26, qui décide que les décisions judiciaires rendues en notre matière n'emportent pas hypothèque, sauf dans un cas que nous examinerons au titre des garanties. L'ordonnance sera donc un simple acte de juridiction gracieuse constatant un contrat judiciaire; en cas d'inexécution des conventions qui y sont contenues, les parties devront assigner devant le tribunal pour avoir un titre exécutoire.

Si l'accord n'a pas lieu, le président rendra une ordonnance qui renverra les parties devant le tribunal. La loi ne dit pas d'ailleurs que cette ordonnance saisit le tribunal de plein droit, les parties devront se pourvoir d'une façon régulière.

L'article 16 suppose que toutes les formalités imposées par la loi ont été remplies. Que faudrait-il décider si elles ne l'avaient pas été, comme cela arrive dans certains cas? Par exemple, un ouvrier est victime

(1) Trib. civ. Narbonne, 6 mars 1900. Acc. trav., 1900, p. 276.
— Le tribunal civil de Narbonne a même donné acte d'un accord entre les parties intervenu après dessaisissement du président conciliateur.

d'un accident qui paraît peu grave au premier abord ; l'accident n'est pas déclaré ; un certain temps après, les conséquences de l'accident se déclarent et font naître une infirmité qui oblige l'ouvrier à suspendre son travail. Celui-ci pourra-t-il présenter une requête au président aux fins d'obtenir une convocation en conciliation sans enquête préalable ? Nous croyons que ce ne serait pas possible. Les formalités de l'article 11 sont imposées dans tous les cas. Il faudrait d'abord suivre la procédure de déclaration et d'enquête avant d'arriver au préliminaire de conciliation.

2° Instance devant le tribunal civil.

L'article 16 dispose qu'au cas de non conciliation devant le président, le tribunal statuera comme en matière sommaire. Ce n'est pas à dire que la procédure sera plus rapide, le caractère sommaire d'une affaire n'ayant d'importance qu'au point de vue des frais. C'est ce que nous dit M. Ricard, dans le rapport de 1892 : « Si vous classez les affaires comme affaires sommaires, vous n'arriverez à rien. Vous modifiez simplement la procédure en ce sens que, au lieu de signifier des conclusions grossoyées, vous signifierez des conclusions par simple acte. Mais où sera le bénéfice ? Au point de vue de la rapidité des affaires, que gagnera-t-on ? Est-ce que vous arrivez plus tard dans ce cas que dans l'autre à aborder l'audience ? C'est, en effet, le point spécial qui doit nous préoccuper. Il ne servira à rien de dire que l'affaire sera sommaire si vous ne décidez pas, en même temps, que toutes les affaires d'accident devront être jugées avant toutes autres affaires soumises au tribunal. » Dans certains tribunaux seulement, où il y

a un rôle des affaires urgentes, la procédure des affaires d'accident pourra être plus rapide. Mais partout ailleurs, le caractère sommaire de l'affaire n'aura pour effet que de *diminuer les frais* ; il y aura *peu d'intérêt* à cela pour l'ouvrier qui a l'assistance judiciaire ; mais le patron y trouvera un grand avantage, puisqu'en droit commun, ne sont affaires sommaires que les litiges portant sur moins de 1,500 francs.

L'alinéa 4 de l'article 16 porte que, si la cause n'est pas en état, le tribunal sursoit à statuer. En effet, souvent le tribunal ne pourra statuer en pleine connaissance de cause, soit parce que le médecin ne peut encore se prononcer sur le degré d'incapacité de la victime, soit parce que certains témoins n'auront pu être entendus dans l'enquête du juge de paix. Le tribunal, ne se trouvant pas assez éclairé, pourra ordonner une expertise ou une enquête supplémentaire, rien dans le texte de la loi ne paraît s'y opposer.

Le retard qui pourrait résulter d'un supplément d'information ordonné par le tribunal ne pourrait d'ailleurs nuire à l'ouvrier, puisque l'article 16 dispose que l'indemnité temporaire continuera à être servie jusqu'à la décision définitive. Nous avons vu en effet que, en cas d'incapacité permanente, la victime devra se contenter du montant de l'indemnité temporaire. Mais que décider si une contestation s'élève relativement au paiement de cette indemnité temporaire ? Par exemple, le patron prétend qu'il ne doit rien à la victime, parce qu'elle n'est pas son ouvrier ou que l'accident a une cause étrangère à l'industrie. Qui sera compétent pour trancher ce différend ? Serait-ce le juge de paix ou le tribunal civil ? Le 13 mai 1890, M. Poirrier avait proposé d'attribuer compétence au

juge de paix pour fixer l'indemnité quotidienne allouée à titre de provision. Il lui fut répondu que c'était inutile, puisque le tribunal avait déjà alloué une provision à la victime. Il semble donc qu'on ait assimilé l'indemnité temporaire et la provision dont parle l'article 16, alinéa 5. Notre solution est d'ailleurs en conformité avec ce principe qui suffit à l'appuyer : le tribunal saisi d'une demande principale a plénitude de juridiction pour statuer sur tous les litiges indivisibles ou tout au moins connexes (1).

Nous venons de voir que l'article 16, alinéa 5, permet au tribunal de condamner le chef d'entreprise à payer une provision en attendant que l'affaire soit en état. Pourquoi cette provision, puisque la victime a déjà une indemnité temporaire et l'assistance judiciaire ? Cette provision sera utile, non à la victime,

(1) Cette question divise la jurisprudence.

En notre sens : Just. de paix, Paris (1^{er} arr.), 6 janvier 1900, Acc. tr., 1900, p. 144. C. d'Angers, 16 janv. 1900, Acc. tr., 1900, p. 205. Trib. civ. Narbonne, 13 fév. 1900, Acc. trav., 1900, p. 210. Trib. civ. de Saint-Etienne, 5 fév. 1900, Acc. tr., 1900, p. 213. Trib. civ. de la Seine, 26 mars 1900, Acc. tr., 1900, p. 232. C. d'Orléans, 30 mai 1900, Acc. tr., 1900, p. 289. C. de Bourges, 27 fév. 1900, acc. tr., 1900, p. 325.

En sens contraire : Trib. civ. du Havre, 11 janv. 1900, Acc. tr., 1900, p. 260. C. de Douai, 22 fév. 1900, Acc. tr., 1900, p. 230. C. de Douai, 5 avril 1900, Acc. tr., 1900, p. 292. Just. de paix de Marseille, 14 déc. 1900, Acc. tr., 1900, p. 51.

Ces décisions, pour refuser au tribunal civil la compétence lorsqu'un litige relatif à une indemnité journalière est lié à un litige relatif à une rente viagère s'appuient sur le silence de la loi du 9 avril 1898, qui attribue uniquement compétence au juge de paix en cas d'incapacité. Nous estimons avec les décisions contraires que rien dans les travaux préparatoires ne nous autorise à violer le principe de la plénitude de juridiction du tribunal civil saisi d'une demande principale.

mais à *ses représentants*, qui peuvent être sans ressources pendant la durée du procès, puisqu'il ne leur est accordé par aucun texte l'indemnité journalière touchée seulement par la victime (C. de Besançon, 6 juin 1900, Acc. tr., 1900, p. 385).

Le jugement du tribunal sera sur ce point exécutoire nonobstant appel, le sera-t-il nonobstant opposition ? Nous ne le croyons pas. En effet les projets antérieurs disaient « nonobstant appel et opposition », le mot opposition n'a pas été reproduit dans le texte de la loi, on ne peut donc suppléer à ce silence.

Et ce sera regrettable, puisque le patron défaillant pourra laisser ainsi sans ressources pendant longtemps la famille de la victime d'accident.

SECTION III. — *Des voies de recours.*

1^o De l'opposition.

« L'opposition ne sera plus recevable, nous dit « l'article 17, alinéa 2, en cas du jugement de défaut « contre partie, lorsque le jugement aura été signifié « à personne, passé le délai de quinze jours à partir « de cette signification ».

L'article 158 (C. p. civ.) fait courir un délai de six mois à partir de l'exécution du jugement. On ne pouvait laisser subsister un tel délai dans une matière comme la nôtre où la célérité est indispensable. Il était nécessaire d'empêcher le défendeur de se retrancher derrière des délais exagérés pour faire traîner le procès en longueur. Désormais, quinze jours après la

signification à personne du jugement de défaut contre partie, l'opposition ne sera plus recevable.

2° De l'appel.

« L'article 17 dispose : « Les jugements rendus en
« vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel
« selon les règles du droit commun, toutefois l'appel
« devra être interjeté dans les quinze jours de la date
« du jugement s'il est contradictoire, et, s'il est par
« défaut, dans la quinzaine à partir du jour où l'oppo-
« sition ne sera plus recevable ».

La cour statuera d'urgence dans le mois de l'acte d'appel. La loi a donc conservé la faculté d'appeler des jugements du tribunal civil, tandis qu'elle a décidé que les décisions des juges de paix seraient sans appel. En 1897, la Chambre avait décidé que les jugements du tribunal civil seraient sans appel, mais en 1898, sur les observations du rapporteur M. Thévenet, on décida au Sénat que l'appel serait recevable. M. Thévenet fit ressortir combien il était utile de donner aux ouvriers le droit d'appeler, et il citait dans son rapport une statistique des affaires accidents jugées par la Cour d'appel de Lyon en 1896 en faveur d'ouvriers appelants, d'où il résulte que l'ensemble des indemnités avait été *augmenté* par la Cour de 11,741 francs en capital et de 1,680 francs en rentes.

Les jugements seront donc susceptibles d'appel suivant les règles du droit commun, c'est-à-dire lorsque la demande dépasse 1,500 fr. (1). Comment se

(1) C. de Lyon, 5 nov. 1900. *La Loi* du 28 nov. 1900. — C. de Grenoble, 14 nov. 1900, Acc. tr., 1901, p. 32.

calcule le chiffre de la demande lorsqu'il s'agira de rentes ? Nous croyons qu'il faut décider, suivant l'article 9, qu'on s'en rapportera, pour évaluer ces rentes, aux tarifs établis par la caisse nationale des retraites.

Si le jugement est contradictoire, l'appel devra être interjeté dans les quinze jours à dater du jour du jugement au lieu du jour de la signification. Le jour du jugement, *die a quo*, ne sera pas compris dans le délai (art. 1033, C. procédure civile). Le *dies ad quem* ne sera pas compté, les dispositions de l'article 1033 sur ce point étant exceptionnelles. Mais nous croyons que les décisions de l'article 1033 relatives à une augmentation de délai à raison des distances ou d'un jour férié serait applicable en notre matière. En effet, la jurisprudence a reconnu à ces dispositions un caractère général permettant de l'appliquer à tous les actes de procédure faits à personne ou à domicile (Cassation, 13 juin 1877, 1-440).

L'article 17 porte que la Cour devra statuer dans le mois de l'acte d'appel. Mais la loi n'a pas édicté de sanction à cette obligation. Il est donc permis de croire que le jugement rendu un mois après l'acte d'appel ne sera pas frappé de nullité. En effet, il serait presque toujours impossible à la Cour de statuer dans un délai aussi court, ainsi qu'il arrive déjà d'ailleurs dans certaines matières auxquelles un délai également court a été imparti.

§ 2. — Du pourvoi en cassation.

L'article 17 *in fine* dispose que les parties pourront se pourvoir en cassation. Des délais de faveur n'ont pas été impartis. Le rapporteur de 1898 nous en donne les motifs : « Le pourvoi en cassation n'étant jamais

suspensif en matière civile, nous avons pensé qu'il était inutile de régler une procédure spéciale pour les affaires d'accident. Ces pourvois sont d'ailleurs fort rares, car il ne s'agit le plus souvent que de questions de fait. Les parties seront donc dans le droit commun ».

CHAPITRE III

De la prescription.

L'article 18 est ainsi conçu : « L'action en indemnité prévue par la présente loi se prescrit par un an à dater du jour de l'accident ».

Nous trouvons dans cette prescription organisée par la loi du 9 avril 1898 les éléments d'une véritable prescription extinctive. L'inaction de la victime pendant un an à partir du jour de l'accident donnera au patron le droit d'opposer au demandeur l'exception tirée de la prescription. Mais pourquoi la loi a-t-elle réduit à ce point le délai ? Dans son rapport de 1887 à la Chambre (1), M. Duché disait : « Il est de la plus grande importance, au point de vue de la paix sociale, que les questions qui naissent des accidents industriels soient résolues dans le plus bref délai possible. Il est également nécessaire de ne pas laisser indéfiniment les chefs d'industrie sous le coup d'une action judiciaire ». La prescription a pour fondement l'intérêt social en ce sens qu'il importe de laisser la victime le moins longtemps possible dans l'incertitude sur l'existence ou l'étendue de ses droits. La durée de la prescription devra être d'autant plus courte que la preuve

(1) *J. off.*, Chambre, 1882, 385.

du droit est plus difficile à faire. C'est ce qu'a très bien compris le législateur de 1893 en réduisant à un an le délai de prescription de l'action en indemnité. En effet, on sait combien il est difficile de faire la preuve en matière d'accidents. La loi ayant déjà organisé une procédure rapide pour arriver à faire la lumière de la façon la plus complète, il importait de ne pas laisser s'éterniser les contestations entre le capital et le travail ; d'où nécessité d'une prescription de très courte durée. D'ailleurs ce court délai de prescription a aussi un fondement dans le caractère forfaitaire de la loi ; la présomption de responsabilité du patron ayant déjà sa contre-partie dans les limites assignées à l'indemnité, la loi a fait encore une autre concession au patron en réduisant le délai pendant lequel il peut être en butte à des réclamations.

Ayant étudié le fondement de cette prescription, nous allons voir dans trois sections comment se calcule le délai de la prescription, s'il y a lieu d'appliquer à cette prescription les principes du droit civil concernant la suspension et l'interruption ; nous nous demanderons ensuite si des conventions peuvent en modifier la durée, et nous verrons quelles actions sont soumises à la prescription et quelles personnes peuvent l'invoquer.

SECTION I. — *Calcul du délai de prescription.*
— *Suspension et interruption.*

1^{re} Calcul du délai de la prescription.

La prescription organisée par notre loi a pour point de départ le jour de l'accident *dies a quo*, mais il ne doit pas être compté dans le calcul du délai. Cette so-

lution unanimement acceptée aujourd'hui découle de l'article 2260 (C. civ.) qui dispose que la prescription se compte par jours et non par heures. De même la prescription n'est accomplie qu'après l'expiration du dernier jour du terme (*dies ad quem*). Les jours fériés comptent dans le calcul du délai de prescription (Baudry-Lacantinerie et Tissier. De la prescription, p. 333, n° 583).

La prescription une fois commencée peut être arrêtée dans son cours par l'interruption ou la suspension. Tandis que la première anéantira la prescription commencée, la seconde aura seulement pour effet de paralyser la prescription qui pourra se compléter plus tard. Nous verrons si les différentes causes de suspension et d'interruption du droit civil s'appliquent à notre matière.

2° Causes de suspension.

a) La prescription de l'article 18 sera-t-elle suspendue pendant la minorité ou l'interdiction conformément à l'article 2252 du Code civil? Cette question est vivement discutée. Nous nous rangeons à l'affirmative.

L'opinion opposée à la nôtre invoque l'article 2278, disposant que la minorité et l'interdiction ne sont pas des causes de suspension dans les cas prévus par les articles 2271 et suivants du Code civil ; or, dit-on, en réduisant à un an la prescription de l'action en indemnité, le législateur de 1898 n'a-t-il pas eu l'intention de l'*assimiler sur ce point avec les courtes prescriptions* prévues par les articles 2271 et suivants. Nous répondons que l'article 2278 est un texte *exceptionnel* qui doit être interprété d'une façon

restrictive, il ne s'applique qu'aux cas prévus par le Code civil, il ne doit pas être étendu. Il est facile d'ailleurs de voir qu'il ne peut s'appliquer dans notre cas, si on se rend compte des *motifs* pour lesquels il a été édicté. Bigot-Préameneu, dans son exposé des motifs du Code civil, nous dit que ces courtes prescriptions des articles 2271 et suivants ont été édictées en vue de certaines professions, et que, si un mineur exerce une de ces professions, il est juste que, puisqu'on lui reconnaît la capacité d'un majeur pour l'exercer, il soit soumis à la même prescription que les majeurs. Ce raisonnement ne saurait être applicable à un ouvrier mineur et encore moins à des ayants-droit mineurs d'une victime d'accident.

En second lieu, nos adversaires nous disent : L'article 18 a plutôt établi un délai *préfix* emportant déchéance qu'une véritable prescription. Nous répondons que cette opinion est contraire aux termes mêmes de l'article 18 qui dit : « l'action se prescrit... » Nous ferons ensuite remarquer que l'action en indemnité de notre loi n'a fait que *remplacer en l'élargissant l'action en responsabilité* accordée avant la loi ; or cette action était soumise à la prescription trentenaire, le législateur de 1898 n'a fait que réduire le délai de prescription, il n'en a pas pour cela modifié la nature en en faisant une déchéance. Enfin l'expiration d'un délai préfix éteint non seulement l'action mais encore *le droit* lui-même. Or nous verrons que dans notre cas, le droit n'est pas éteint une fois la prescription accomplie, puisque rien ne s'oppose à ce qu'on puisse renoncer au bénéfice de cette prescription.

On nous dit encore : Prolonger dans certains cas la durée de l'action en indemnité serait aller à l'encontre

du but du législateur, qui a voulu favoriser les assurances patronales et créer une caisse nationale de garanties en vue d'assurer des garanties à l'ouvrier. On entraverait, en laissant trop longtemps en suspens les actions en indemnité, le bon fonctionnement de ces institutions. Nous répondons que cette opinion est exagérée, le bon fonctionnement des assurances patronales et de la caisse nationale de garanties ne serait pas entravé si, dans quelques cas, l'action en indemnité était introduite plusieurs années après le sinistre. Et la meilleure preuve en est que, avant notre loi, les sociétés d'assurances ont toujours joint à l'assurance collective des ouvriers l'assurance de la responsabilité du patron. Or, cette responsabilité pouvait être mise en jeu pendant trente ans (1).

En somme, nous ne pouvons croire, pour les raisons que nous venons d'énumérer, que le législateur de 1898 ait perdu de vue l'intérêt des mineurs et des interdits en leur appliquant la prescription de l'article 18.

b) L'article 2253 du Code civil dispose que la prescription ne court pas entre époux durant le mariage. Il n'y a pas de raison pour ne pas appliquer cette cause de suspension dans notre cas. Si la victime épousait dans l'année de l'accident le chef d'entreprise, la prescription ne courrait pas contre lui.

De même, l'article 2258 du Code civil dispose que la prescription ne court pas contre l'héritier bénéficiaire à l'égard des créances qu'il a contre la succession. Cette disposition est motivée comme la précédente par un intérêt d'ordre public. Le législateur a sans doute jugé

(1) Sachet. Législation des accidents du travail, n° 940.

inutile de forcer l'héritier à provoquer des condamnations contre la succession. Il n'y a donc pas de raison, ici encore, de ne pas appliquer cette cause de suspension à la prescription l'article 18. Le cas se présentera, par exemple, si le chef d'entreprise, étant mort dans l'année, a laissé pour lui succéder la victime ou un de ses ayants-droit.

Toutes ces causes de suspension ont un caractère personnel, elles ne peuvent être invoquées par une autre personne que celle au profit de qui elles ont été établies (Baudry-Lacantinerie et Tissier, de la Prescription, p. 273, n° 463). Une cause de suspension personnelle à un ayant-droit de la victime ne pourrait donc être invoquée par les autres ayants-droit.

c) La loi de 1898 n'a pas prévu une hypothèse qui se présentera très probablement : un ouvrier est victime d'un accident ; sur le moment, cet accident ne cause aucune incapacité de travail, mais *après plus d'un an* une infirmité se déclare ; il est prouvé par les dires des médecins que cette infirmité a sa cause dans l'accident. On pourrait conclure du silence de la loi de 1898 que la victime n'a pas d'action, qu'elle sera désarmée. Cependant, nous nous demandons si on ne pourrait pas faire intervenir une théorie de la Cour de cassation d'après laquelle « la prescription est suspendue toutes les fois que le créancier peut raisonnablement et aux yeux de la loi ignorer l'existence du fait qui donne naissance à son droit et à son intérêt et par suite ouverture à son action » (Cassation, 23 mai 1857, D., 57, I, 290; 19 juillet 1869, D, 70, I, 75; 20 janvier 1880, D, 80, I, 65). Cette application du principe « *contra non valentem agere non currit præscriptio* » pourrait se soutenir dans l'hypothèse qui nous occupe. Rien dans les travaux préparatoires ne semble indiquer que le

silence de la loi soit intentionnel. Cette solution ne ferait d'ailleurs aucun doute, si l'ouvrier victime de l'accident avait convenu avec le patron de surseoir pendant un certain temps avant de régler les conséquences de l'accident. Le sursis serait alors suspensif de la prescription (Cassation, 28 nov. 1865, S., 67, I, 391).

3^e Interruption.

Nous n'avons pas à nous occuper de l'interruption naturelle qui concerne exclusivement la prescription acquisitive et la prescription extinctive des servitudes. Nous nous demanderons seulement si l'interruption civile de la prescription extinctive des obligations par un acte juridique : citation en justice, commandement, saisie, citation en conciliation ou reconnaissance par le défendeur, s'applique à la prescription de l'article 18.

a) La citation en justice interrompt-elle la prescription de l'article 18 ? — Il s'agirait ici d'une citation à comparaître devant le juge de paix ou d'une assignation à comparaître devant le tribunal civil, soit en paiement d'une indemnité temporaire, soit en paiement d'une rente si l'accident a été suivi de mort ou d'incapacité permanente. Ils nous faut remarquer tout d'abord que cette citation et cette assignation doivent être précédées, aux termes de notre loi, d'un préliminaire de conciliation. Ce préliminaire aura-il l'effet interruptif ? On admet généralement que l'avertissement sans frais à comparaître devant le juge de paix n'est pas interruptif de prescription, tandis que la citation en conciliation devant le bureau de paix, aux termes de l'article 2245 du Code civil, interrompt la pres-

cription (Baudry-Lacantinerie et Tissier, de la Prescription, p. 288, n° 493). La raison de cette différence est que l'avertissement présente peu de garantie de la certitude de sa date et de sa conservation. Nous ferons remarquer ici que le préliminaire de conciliation devant le président du tribunal imposé par notre loi au cas d'accident mortel ou d'incapacité permanente, ainsi que ce même préliminaire devant le juge de paix, aura plus de rapport avec l'avertissement sans frais dont nous parlions plus haut qu'avec la citation en conciliation des articles 48 et suivants du Code de procédure. En effet, il s'agit d'une simple « *convocation* » sur lettre recommandée, qui présentera aussi peu de garantie de la certitude de sa date que l'avertissement sans frais. Les mêmes motifs de dénier l'effet interruptif à la citation en conciliation dont parle notre loi existeront donc.

Mais il faudrait en décider autrement, au cas où les parties n'auraient pu se concilier. Le procès-verbal de non-conciliation suivi, dans le délai d'un mois, d'une assignation à comparaître devant le tribunal compétent interromprait la prescription (art. 57, C. procédure civile).

b) Commandement et saisie. — Le commandement est l'acte qui précède l'exécution forcée des jugements ou des conventions contenues dans un titre ayant force exécutoire. De même que la saisie qui le suit généralement, il a un effet interruptif de la prescription. Il n'y aurait pas de raison pour dénier en notre matière cet effet interruptif à ces deux actes extrajudiciaires.

c) Reconnaissance de dette par le débiteur. — Cette reconnaissance a pour effet d'interrompre la prescription. Dans notre matière, ce serait tout acte du patron impliquant reconnaissance de sa dette d'indemnité

envers la victime; un tel acte aurait certainement pour effet d'interrompre la prescription de l'article 18. Il n'y a pas de raison, ici, de déroger au droit commun. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que la reconnaissance est un acte unilatéral qu'il faudrait se garder de confondre avec un accord entre les parties. C'est ainsi qu'une convention sur le principe de la responsabilité du patron ou sur le quantum de l'indemnité ne serait pas interruptive.

Pourrait-on considérer comme reconnaissance de dette des secours du patron au blessé? Nous croyons qu'il y aura là une question de fait laissée à l'appréciation des tribunaux. Ils devront se demander si ces secours étaient donnés à titre de charité, ou s'ils impliquaient une reconnaissance de dette. La jurisprudence, suivant les cas, a rendu des arrêts dans les deux sens. (Paris, 5 mai 1860, S., 60, II, 404; Besançon, 15 juin 1881, S., 82, II, 173; Cassation, 3 juin 1893, S., 93, I, 311. — En sens inverse: Nancy, 23 janvier 1875, S., 77, II, 133; Cassation, 4 août 1886, S., 87, I, 169).

Le paiement volontaire d'une indemnité journalière interromprait-il la prescription de l'instance concernant les rentes viagères? Nous ne le croyons pas, l'interruption de la prescription ne doit pas s'étendre d'une action à une autre, même s'il y a entre ces deux actions une affinité.

c) La prescription serait-elle interrompue par des poursuites criminelles ou correctionnelles contre le patron?

La jurisprudence admettait que tout acte interruptif fait à la requête de la partie publique interrompait la prescription également au profit de la partie civile. On serait tenté de décider de même aujourd'hui. On avait, en effet, voté l'addition suivante à l'article 18 :

« Même en cas de poursuite correctionnelle ou criminelle »; ces mots furent supprimés, il est vrai, mais on en donna comme raison qu'il était inutile de déroger au principe : « le criminel tient le civil en état »; on fit remarquer ensuite que s'il y avait des poursuites contre l'ouvrier, la question ne se posait pas, puisque la faute était intentionnelle; que s'il y avait poursuite contre le patron on attendrait, pour « *fixer* » les indemnités, que la juridiction pénale eût statué. Ces derniers mots nous font croire qu'on a simplement voulu dire ceci : « Les rentes ne seront pas fixées tant que l'instance criminelle ou correctionnelle sera pendante; pendant ce temps, il sera sursis à statuer sur l'action civile (1) ». Mais on n'a pas voulu dire par là que la poursuite criminelle ou correctionnelle interromprait la prescription de l'action en indemnité. Il ne faut pas oublier, en effet, que cette action en indemnité n'a plus sa base dans la faute du patron, mais qu'elle découle de la loi elle-même. Le sort de l'action civile en indemnité ne peut donc être lié au sort de l'action publique, tandis qu'au contraire, avant la loi de 1898, ces deux actions étaient étroitement liées, comme trouvant toutes deux leur fondement dans la même idée de responsabilité.

4° Certaines conventions peuvent-elles modifier la durée de la prescription ?

α) La renonciation anticipée à la prescription de l'article 18 serait nulle. Ainsi un ouvrier ne pourrait convenir en s'engageant avec le patron que la pres-

(1) Thévenet. Séance du Sénat du 4 mars 1898, *J. Off.*, p. 256.

cription ne courra pas contre lui. Si l'on en décidait autrement, la clause deviendrait de style dans les contrats de louage d'ouvrage. Une telle clause est d'ailleurs prohibée, non seulement par l'article 2220 du Code civil, mais par l'article 30 de notre loi comme contraire à ses dispositions.

Devrait-on voir une renonciation anticipée à la prescription dans cette convention que la prescription sera suspendue pendant un certain temps? Nous avons déjà envisagé cette hypothèse : le patron et l'ouvrier conviennent, en cas d'accident arrivé à ce dernier, que l'indemnité ne sera réglée qu'après un certain délai. Nous ne croyons pas qu'il y aurait là une renonciation anticipée. En effet, bien qu'il y ait un retard dans la marche de la prescription, ce retard sera le fait d'une convention *postérieure* à la naissance de l'action (En ce sens : Toulouse, 18 mai 1868, S. 71, 1, 156. Nancy, 16 novembre 1889, S. 91, 2, 161).

b) Une prescription étant acquise, le chef d'entreprise pourrait-il y renoncer? En droit commun, l'article 2220 *in fine* donne le droit de renoncer à une prescription acquise. Nous ne voyons pas pourquoi cette règle ne serait pas applicable en notre matière. L'article 18 ne nous indique pas que la loi ait entendu déroger sur ce point aux règles générales sur la prescription, au contraire ses termes mêmes semblent indiquer que la loi s'en rapporte au droit commun. Au reste, le chef d'entreprise n'est-il pas le meilleur juge de ses intérêts? Pourquoi lui refuser le droit de renoncer à une prescription acquise. On pourrait nous objecter que l'intérêt du chef d'entreprise n'est pas seul engagé, qu'il y a derrière lui l'assureur ou la caisse nationale des retraites. Il est facile de répondre à ces objections : Quant aux compagnies d'assurances,

rien ne les empêcherait d'insérer dans leurs polices une clause aux termes de laquelle le patron devrait leur demander l'autorisation de renoncer à une prescription acquise. Quant à la caisse nationale des retraites nous ne croyons pas que son intérêt soit engagé, elle n'est pas assureur, si elle paie à la place du patron, elle a son recours de droit commun contre lui.

La renonciation du patron pourrait être tacite, c'est-à-dire résulter d'actes impliquant la volonté de renoncer à une prescription acquise. Il y aurait ici une question de fait à résoudre par les tribunaux (Cassation, 8 mars 1853, S. 541, I, 769 ; 23 mai 1883, S. 84, I, 422 ; 21 mars 1883, S. 84, I, 422 ; 3 mars 1885, S. 86, I, 360).

Aux termes de l'article 2222 la renonciation équivaut à une aliénation. La capacité nécessaire pour aliéner serait donc nécessaire à celui qui voudrait renoncer à la prescription. De même, la renonciation ne pourrait engager que celui de qui elle émane.

De quelle nature serait la nouvelle prescription qui serait recommencée après une renonciation ? Serait-ce une prescription trentenaire ou une prescription annuelle aux termes de notre loi.

Il faut distinguer si la renonciation a opéré novation de la dette, par exemple si le patron a pris l'engagement, constaté par une décision judiciaire qui donne acte de cet accord, de payer une indemnité, cette obligation ne pourra être éteinte que par la prescription trentenaire. Mais si la renonciation n'avait pas mis fin à l'instance et si la victime avait laissé ensuite un an s'écouler sans reprendre l'action, le patron pourrait lui opposer la prescription de notre loi.

c) Une convention abrégant la durée de la prescription serait-elle valable ? La jurisprudence a admis la validité d'une telle convention (Cassation, 1^{er} février 1843, S. 86, I, 892 ; 16 janvier 1865, S. 65, I, 80 ; 25 octobre 1893, S. 94, I, 361). Nous croyons cependant que cette convention serait contraire à l'esprit de la loi. Le législateur a en effet considéré que le patron ne pouvait imposer une abréviation de délai à ses ouvriers ; si on admettait qu'il pût le faire, il est certain que les patrons ne manqueraient pas d'insérer toujours cette clause dans les contrats de louage de leurs ouvriers. Une telle convention devrait être déclarée nulle aux termes de l'article 30 de la loi.

SECTION II. — *Quelles actions sont soumises à la prescription de l'article 18 ? — Quelles personnes peuvent invoquer cette prescription ?*

a) Quelle action est soumise à la prescription de l'article 18 ?

La seule action soumise à cette prescription est l'action en indemnité ou en paiement des frais médicaux et pharmaceutiques prévus par la loi du 9 avril 1898. Cette action doit présenter les caractères suivants :

1^o Elle doit être dirigée contre le patron ou sa succession. Toute action dirigée contre une personne autre que le patron serait une action de droit commun (article 7 de la loi).

2^o Le demandeur ne peut être qu'un employé ou ouvrier du patron ou un des ayants-droit de cet employé limitativement désigné par la loi. Cependant nous avons admis que ce demandeur pourrait être un

ouvrier étranger appelé dans l'exploitation victime d'un accident survenu dans cette exploitation. Un ayant-droit autre que ceux désignés par la loi, un frère ou une sœur de la victime par exemple, ne pourrait se prévaloir de l'action de notre loi, et on ne pourrait lui opposer la prescription annale.

3° L'accident dont la réparation est demandée en justice doit présenter un caractère industriel, c'est-à-dire qu'il doit être survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail. Nous avons cherché ce qu'il fallait entendre par ces mots (voir plus haut page 83).

b) Quelles personnes peuvent invoquer la prescription ?

Le patron d'abord peut invoquer la prescription annale et cela en tout état de cause, c'est-à-dire pendant tout le cours du procès, à moins qu'il n'y ait renoncé expressément ou tacitement (art. 2224, C. civ.). On pourra induire de son *silence* pendant l'instance qu'il a entendu renoncer à la prescription (Cassation, 21 mai 1883. S. 84-14-22. — Paris, 1^{er} mars 1893. D. 93-2-296).

Les créanciers du patron pourraient-ils opposer la prescription ? L'article 2225 (C. civ.) dispose que « les créanciers ou toute autre personne ayant intérêt à ce que la prescription soit admise peuvent l'opposer, encore que le débiteur ou le propriétaire y renonce ». L'opinion la plus généralement admise en jurisprudence et en doctrine est celle-ci : les créanciers peuvent se substituer à leur débiteur au cours d'une instance où il néglige d'opposer une prescription qui leur est acquise; ils pourraient même faire annuler une renonciation à la prescription qui leur serait préjudiciable (Baudry-Lacantinerie et Tissier. De la prescription, n° 117. — Cassation, 22 mars 1843. S. 43-1-681, 21

décembre 1859. S. 60-1-945). C'est ainsi que le patron, condamné à payer à un ouvrier une pension et ayant négligé d'opposer une prescription qui lui était acquise, pourrait voir attaquer cette décision par ses créanciers par la voie de l'action paulienne et devrait verser l'indemnité entre les mains de ces créanciers à due concurrence.

La prescription pourrait-elle être proposée d'office par le juge ou le ministère public ? Nous ne le croyons pas. Nous avons en effet reconnu au patron le droit de ne pas se prévaloir de la prescription, parce que lui seul est intéressé et qu'il est le meilleur juge de ses intérêts. On ne pourrait donc pas lui opposer contre sa volonté une prescription à laquelle il renonce.

CHAPITRE IV

De la révision.

L'article 19 dispose : « La demande en révision de
« l'indemnité fondée sur une aggravation ou une
« atténuation de l'infirmité de la victime ou de son
« décès par suite des conséquences de l'accident, est
« ouverte pendant trois ans à dater de l'accord inter-
« venu entre les parties ou de la décision défini-
« tive.

« Le titre de la pension n'est remis à la victime qu'à
« l'expiration des trois ans ».

Cette action en révision n'est pas une voie de recours, elle est en effet portée *devant les mêmes juges* que ceux qui avaient rendu la première décision. C'est bien une *instance nouvelle*. L'indemnité a été en effet fixée, soit par un accord amiable entre les parties, soit par un accord devant le président du tribunal civil, soit par un jugement du tribunal de paix ou du tribunal civil. Mais, nous dit M. Ricard dans son rapport de 1892 (1), ce principe ne peut être absolu, il peut arriver qu'un accident donne lieu, une fois l'indemnité fixée, à des complications imprévues, ou bien au contraire, que ses conséquences s'atténuent. On

(1) Chambre. J. Off., 1892-301.

ne peut dans ces deux cas admettre l'irrévocabilité absolue de la rente. Il faut admettre qu'une instance nouvelle la modifie. Cette faculté de révision avait déjà été admise par la jurisprudence antérieure à notre loi et cela même lorsque l'ouvrier avait renoncé à toute réclamation ultérieure (Cassation, 10 déc. 1861. S. 62-4-521. — 4 mars 1872. Dalloz, 72-2-97. — Amiens, 10 août 1881, 82-2-244. — 23 fév. 1892. Gaz. Pal., 92-1-346. — Genève, 21 mai 1892. S., 92-4-30. — Paris, 7 juin 1894. D., 97-2-86). Il faut remarquer d'ailleurs que la révision n'avait pas lieu s'il y avait eu procès, l'atténuation ou l'aggravation apparaissant généralement avant la fin du procès. La révision avait lieu lorsqu'il y avait eu transaction au lendemain de l'accident.

La loi de 1898 a admis la révision non seulement des décisions de justice, mais des accords intervenus entre les parties. Et cette mesure est excellente parce qu'elle facilitera la conciliation. Les parties sauront, en effet, qu'elles peuvent revenir sur leurs conventions.

Nous étudierons dans deux sections les caractères de l'action en révision, le délai et la procédure de cette action.

SECTION I. — *Caractères de l'action en révision.*

Nous remarquons tout d'abord que cette action a un caractère *exceptionnel*; elle ne peut être intentée que dans les cas limitativement désignés par la loi. C'est ainsi qu'un patron, ayant accordé une indemnité définitive à un de ses ouvriers et s'apercevant que

l'accident dont cet ouvrier a été victime a été intentionnellement provoqué, ne pourrait se faire décharger de cette indemnité par l'action en révision.

La charge de la preuve incombera au demandeur, à l'ouvrier en cas d'aggravation de son infirmité, au patron en cas d'atténuation. Dans les deux cas, le demandeur devra prouver que l'aggravation ou l'atténuation n'avait pas été prévue dans l'accord ou la décision intervenue tout d'abord et qu'elle est postérieure à cette accord ou à cette décision. Autrement, la demande se heurterait à l'autorité de la chose jugée.

En cas d'aggravation, la victime devrait, en outre, prouver qu'une décision définitive ou qu'un accord antérieur est intervenu. Cette preuve ne présentera de difficultés que s'il y a eu convention verbale. Elle sera administrée suivant les règles du droit commun.

La victime devrait encore prouver, s'il y a eu aggravation de son état, la relation de cause à effet entre l'aggravation et l'accident. C'est ainsi que, seuls, les traumatismes résultant de l'accident doivent être pris en considération, et qu'on ne pourrait fonder une action en révision sur une aggravation résultant d'une maladie organique ou de la mauvaise constitution de la victime. Ainsi, un ouvrier victime d'accident est atteint du diabète, cette maladie déterminera une complication qui n'aurait pas existé si la victime avait été saine. Il n'y aura pas lieu ici à révision.

La loi de 1898, à la différence des projets antérieurs, a admis la révision au cas de décès par suite des conséquences de l'accident. Les ayants-droit d'une victime décédée après la fixation de l'indemnité auront donc le droit de réclamer les rentes stipulées

à l'article 3 de la loi. Mais, ici encore, elles devront prouver que le décès a eu lieu par suite des conséquences de l'accident. Il faut reconnaître, d'ailleurs, qu'il sera souvent difficile de montrer que la constitution de la victime avait subi une telle atteinte de l'accident que le décès s'en est suivi, d'autant plus que toute constatation matérielle sera impossible. Les tribunaux devront user ici de leur pouvoir d'appréciation. Par exemple, au cas où le décès serait survenu par suite du défaut de soins, ou imprudence, il paraît très probable que le patron ne serait pas tenu, le défaut de soins ne pourrait être une excuse, puisque la loi accorde une pension et une indemnité afférente aux frais médicaux et pharmaceutiques. Cependant ce défaut de soins pourrait ne pas être la seule cause du décès, l'accident aurait pu avoir des conséquences réelles. Peut-être, ici, les tribunaux devraient-ils accorder une indemnité diminuée, tenant compte de la faute inexcusable de la victime. Mais, nous le répétons, il y aura toujours une question de fait à résoudre et les contestations en seront d'autant plus fréquentes.

Une difficulté pourra se présenter lorsque le blessé sera assuré à une société d'assurance mutuelle ou à prime fixe ou lorsque le patron sera affilié à un syndicat de garantie : L'assureur, en cas de révision, devra-t-il prendre la place du patron, devra-t-il devenir défendeur à l'action en révision pour aggravation, ou, en cas d'atténuation, l'assureur pourra-t-il prendre l'initiative de l'action en révision ? Dans la première hypothèse, l'article 11 du décret du 28 février 1899 répond à la question : Toutes les sociétés d'assurance mutuelle ou à prime fixe sont tenues de prendre les lieu et place du patron assuré

dans les actions en révision intentées par la victime, et, d'une façon générale, elles ne peuvent invoquer aucune clause de déchéance insérée dans leurs polices. Si le chef d'entreprise était affilié à un syndicat de garantie, il faudrait distinguer s'il paie personnellement l'indemnité à la victime ou si le syndicat s'est substitué à lui pour l'exécution de son obligation. Dans le premier cas, l'action serait intentée contre le patron, et dans le second cas, contre le syndicat ; en effet, ces syndicats sont assimilés, par le décret dont nous parlions, à des compagnies d'assurances.

De même, en cas d'atténuation, il faudrait décider que les compagnies d'assurances et les syndicats pourraient prendre l'initiative de l'action, puisqu'ils ont pris les lieu et place du patron. Et, d'ailleurs, il est presque inutile de donner cette solution puisque tout assureur ne manquera pas d'insérer dans la police qu'il entend être substitué à l'assuré pour intenter l'action en révision.

SECTION II. — *Délai de l'action en révision.*
— *Procédure.*

1^o Délai de l'action en révision. — Ce délai est de trois ans à dater de la décision définitive, nous dit l'article 19 ; faut-il entendre par là le jour où la sentence a été rendue, ou le jour où elle devenue définitive après l'expiration des délais d'appel ? Rien ne nous paraît justifier cette dernière interprétation. Il faut s'en tenir aux termes du texte. En effet, en comptant le délai à partir du jour où la sentence a été rendue,

il reste un temps bien suffisant pour être fixé sur les conséquences de l'accident.

La minorité et l'interdiction auraient-elles pour conséquences de suspendre le délai de trois ans de l'action en révision. Nous avons admis l'affirmative pour la prescription annale de l'article 18. Mais nous ne croyons pas qu'il doive en être de même ici. Il ne s'agit plus, en effet, d'une véritable prescription, mais plutôt d'un *délai préfixe*; la loi, en effet, paraît n'avoir accordé l'action en révision que pendant un temps déterminé à l'avance, passé lequel l'action subit une *déchéance* et, en même temps, le droit que mentionnait cette action est *éteint*; le délai de trois ans présente donc bien les caractères d'un délai préfix. Cela résulte d'ailleurs des termes mêmes de l'art. 19 : « la demande en révision, nous dit-il, est *ouverte pendant* trois ans »; cette formule semble bien indiquer qu'il s'agit d'un délai passé lequel il y a déchéance, surtout si on rapproche ces termes de l'article 18 qui nous dit : « l'action en indemnité *se prescrit* par un an : On doit donc admettre que ce délai de trois ans n'est pas une véritable prescription et qu'on ne peut lui appliquer les causes de suspension comme la minorité et l'interdiction. Serait-il admissible au reste de faire attendre tout le temps d'une minorité la victime d'un accident avant de lui remettre le titre de sa pension ? L'alinéa 2 de l'article 19 dispose que ce titre ne peut être remis qu'à l'expiration des trois ans; ce temps paraît déjà long, il est inadmissible qu'il puisse être prolongé pour cause de minorité ou d'interdiction. De même, aux termes de l'article 9, la conversion du quart de la rente en capital ne peut être demandée qu'à l'expiration du délai de trois ans, serait-il raisonnable de prolonger ce délai outre

mesure et de refuser à la victime, pendant tout ce temps, un petit capital qui peut lui être très utile.

Nous ne voyons qu'une objection grave, mais elle nous montre plutôt un vice de la loi qu'elle n'infirmes notre solution : Une victime d'accident meurt quelques jours avant l'expiration du délai de trois ans, elle laisse des enfants en bas âge. Ceux-ci, étant incapables et n'étant pas encore pourvus d'un tuteur, ne pourront intenter l'action en révision une fois le délai expiré. Il est certain qu'il y a là un vice de la loi auquel ses termes mêmes ne permettent pas de remédier.

Pourrait-on renoncer au droit de se prévaloir de la fin de non-recevoir résultant de l'expiration du délai de trois ans ? Ce délai est un délai préfix, il emporte déchéance de l'action, et nous croyons que, comme tel, il anéantit le droit. Il serait, d'ailleurs, contraire à l'ordre public, qu'une action en révision pût être intentée grâce à la seule volonté des parties après le délai de trois ans. Nous avons vu, en étudiant le fondement de la prescription annale, combien il était dans l'esprit de la loi de ne pas laisser s'éterniser les contestations relatives aux accidents du travail.

2^o Procédure. — Dans le silence de la loi, il est permis de supposer que le législateur a entendu appliquer à l'exercice de l'action en révision les mêmes règles de compétence *ratione loci* et *ratione materie* que celles appliquées déjà à l'exercice de l'action en indemnité.

Mais l'instance en révision pourrait-elle être précédée du préliminaire de conciliation dont parle la loi à l'article 16 ? Nous ne le croyons pas. En effet, le président du tribunal civil est *dessaisi de la procédure*, il ne peut mander les parties devant lui, il n'est plus

dans la même situation que lorsqu'il avait été saisi de l'affaire par la remise du dossier de l'enquête aux termes de l'article 16. Il ne peut plus être investi du pouvoir exceptionnel d'appeler les parties en conciliation que lui conférait l'article 16. Dans le silence de la loi, nous devons décider que le droit commun reprend son empire. On peut le regretter d'ailleurs, car on aurait pu attendre d'aussi bons résultats du rôle conciliateur du président avant l'instance en révision qu'avant la première instance en indemnité.

On devrait décider par contre que les délais d'appel et les délais d'opposition à jugement par défaut fixés par l'article 17 de la loi seront applicables à l'action en révision. Cela résulte sans aucun doute de la généralité des termes de l'article 17 qui parle « des jugements rendus en exécution de la présente loi ».

CHAPITRE V

Faute intentionnelle et faute inexcusable.

« L'art. 20 dispose : « Aucune des indemnités dé-
« terminées par la présente loi ne peut être attribuée
« à la victime qui a intentionnellement provoqué l'acci-
« dent.

« Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'acci-
« dent est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de
« diminuer la pension fixée au titre I^{er}.

« Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la
« faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est
« substitué dans la direction, l'indemnité pourra être
« majorée, mais sans que la rente ou le total des ren-
« tes allouées puisse dépasser soit la réduction, soit
« le montant du salaire annuel. »

La rédaction de cet article nous amène à distinguer trois sortes de fautes que nous étudierons dans trois sections. Nous traiterons d'abord de la faute intentionnelle, puis de la faute inexcusable de la victime, et enfin de la faute inexcusable du patron.

SECTION I. — *De la faute intentionnelle.*

Lorsque l'accident aura été intentionnellement provoqué, nous dit l'article 20, la victime n'aura droit à aucune indemnité.

Qu'est-ce au juste que la faute intentionnelle ? La réponse réside dans le point de savoir ce qu'il faut entendre par *intention*. Nous répondrons que l'intention n'est pas seulement la volonté quelconque, mais la volonté *appliquée à un but déterminé*. Nous trouvons, sous un arrêt de la Cour de cassation du 25 avril 1885 (S. 87-1-137), une note de M. Villey qui nous paraît donner nettement les différences caractéristiques qui séparent l'intention de la volonté : « L'intention (*in tendere*) consiste, dit-il, à vouloir les conséquences de l'acte que l'on commet. La volonté porte sur l'acte lui-même ; l'intention sur les conséquences de l'acte. » M. Villey cite à titre d'exemple le cas d'un individu écrasé par une voiture, et il distingue trois situations : ou bien le conducteur n'est coupable d'aucune faute, son cheval s'est emporté et le véhicule a causé l'accident, ici la volonté n'existe même pas ; ou bien le conducteur conduisait son cheval d'une façon imprudente, trop rapidement peut-être, ici une faute lui est imputable, la volonté existe mais non l'intention ; enfin le conducteur a voulu écraser la personne, il a dirigé son cheval sur elle, ici il n'y a plus seulement volonté, il y a intention, le conducteur a voulu les conséquences de l'acte qu'il a commis.

C'est justement cette intention qui est visée par notre article, et c'est cette intention qui, lorsqu'elle aura provoqué l'accident, enlèvera à la victime tout droit à indemnité, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre l'indemnité temporaire et les rentes ou pensions.

Devrait-on accorder une indemnité aux ayants-droit de la victime qui a provoqué intentionnellement l'accident ? La loi est muette à cet égard, il paraît cependant résulter de ses termes absolus qu'aucune

indemnité ne devrait être allouée. Décider le contraire serait donner un encouragement au suicide ou au crime et serait comme tel contraire à l'ordre public.

Le fait intentionnel peut se rencontrer non seulement dans la mutilation volontaire ou le suicide, mais il peut-être attribué à la malveillance : un ouvrier a par exemple provoqué un accident dans le but de blesser ou tuer un de ses camarades. Si, au premier abord, on n'avait pas découvert cette intention malveillante et qu'on ait alloué à l'auteur de l'accident victime lui-même une indemnité, l'action en révision pourra-t-elle être intentée au cas où l'on aurait découvert plus tard l'intention dans la faute ? Nous ne le croyons pas, l'action en révision ne peut s'exercer que pour une des causes *limitativement* déterminées par la loi. Le chef d'entreprise n'aurait d'autre voie de recours que la requête civile (Art. 480, 1^o, Code proc. civile).

SECTION 2. — *De la faute inexcusable de la victime.*

Nous étudierons dans cette section l'histoire de la faute inexcusable et nous verrons quels systèmes ont été proposés dans les travaux préparatoires ; nous essaierons ensuite de donner une définition de la faute inexcusable, et enfin nous indiquerons les effets de cette faute.

§ 1. — Historique de la faute inexcusable.

Il est peu de questions qui aient soulevé autant de discussions au sein du Parlement et de controverses dans la doctrine, que l'admission de cette faute inex-

cusable dans notre loi. Nous n'essaierons pas de donner un historique complet qui ne rentrerait pas dans le cadre de notre étude, nous chercherons seulement à grouper les multiples opinions émises.

Deux systèmes également absolus ont été soutenus. Le premier consistait à n'admettre *aucune différence entre les diverses espèces de fautes*, à ne pas parler de faute quelconque dans la loi et à appliquer en tout cas les règles du risque professionnel et de l'indemnité forfaitaire.

M. Cheysson fut l'un des plus ardents promoteurs de ce système (*Réforme sociale* du 16 avril 1898. — Discours au Congrès de Bruxelles en 1897, cité dans Serre. — Les accidents du travail, p. 171). Il invoquait à l'appui de son opinion l'absolue impossibilité de distinguer la faute lourde (inexcusable dans notre loi) de toute autre faute, et de donner une définition exacte ; et pourtant, disait-il, si l'on veut admettre la faute lourde, la définition s'impose sous peine de livrer le justiciable à l'arbitraire du juge. M. Cheysson accordait cependant une mention à cette définition qui fait consister la faute lourde dans une violation d'un règlement approuvé. Mais il montrait immédiatement combien cette définition résistait peu à l'examen. Un règlement serait toujours trop ou trop peu, tantôt il sera si complet et si touffu que l'ouvrier côtoiera toujours la faute lourde et ne pourra manquer d'y tomber ; ou au contraire le texte trop incomplet laissera impunies les infractions les plus graves. M. Cheysson montrait ensuite combien il est difficile de tenir compte de toutes les circonstances qui rendent une faute plus ou moins grave, la fatigue, le surmenage à la fin de la journée ou encore l'entraînement du travail, qui poussera souvent l'ouvrier habile à accomplir des actes

dangereux. La multiplicité des procès résultait de cette admission de la faute lourde, le patron ayant toujours intérêt à la découvrir, et le défaut d'une définition précise livrait à l'arbitraire des tribunaux la tarification des indemnités, le principe du risque professionnel et de l'indemnité forfaitaire restant ainsi lettre morte. D'autre part, la paix sociale était compromise, on déposait dans une loi d'apaisement des germes de discorde et de haine. Le caractère de l'industrie moderne exclut à peu près complètement la possibilité de constater la faute lourde : pourquoi alors introduire dans la loi une distinction si difficile à faire dans la pratique, et ne pas admettre le principe du risque professionnel avec toutes ses conséquences ? Ce ne serait pas d'ailleurs l'industrie qui supporterait les charges résultant de cette admission de la faute lourde dans le risque professionnel. La loi, en universalisant cette charge, l'incorpore au coût de production ; en somme ce sera le consommateur acheteur du produit qui supportera cette charge.

Ce système fut soutenu par M. Thévenet à la Chambre en 1888, par M. Dron en 1893, et au Sénat par MM. Tolain et Thévenet en 1895. Il avait le grand avantage de supprimer bien des procès, il était donc *excellent au point de vue social*, mais il s'écartait trop de notre vieille conception de la responsabilité. C'est ce que lui reprochaient les partisans d'un second système, qui voulaient exclure la faute lourde du risque professionnel et la soumettre comme par le passé au droit commun de l'article 1382.

Les partisans de ce système ont montré combien, dans la vie industrielle qui met tant de forces en jeu, il importait de développer le sentiment de la responsabilité. On demande au patron des sacrifices de temps

et d'argent énormes, il est nécessaire que l'ouvrier à son tour ne méconnaisse pas ses devoirs de discipline et de prudence. S'il est sûr d'une indemnité dans tous les cas, ne perdra-t-il pas tout esprit de prévoyance ? M. Yves Guyot nous dit : « Qu'importe que la faute lourde ne soit pas définie, le Code pénal n'a défini ni les crimes ni les délits et pourtant il leur attache une sanction » (Serre. *Les accidents du travail*, p. 178). C'est ainsi qu'en Allemagne, depuis que la faute lourde est couverte par le risque professionnel, le nombre des litiges a augmenté dans des proportions considérables ; la faute lourde représente, a-t-on calculé, 5 0/0 des accidents.

M. Numa Droz, ancien président de la confédération helvétique, s'est élevé contre cette tendance à réduire la notion de faute au point qu'il n'en reste plus trace. Vouloir supprimer législativement la limite entre la faute et la faute lourde, nous dit-il, « c'est abandonner le terrain juridique pour verser en plein dans la doctrine socialiste, qui veut rendre l'employeur responsable de tous les maux quelconques » (Serre. *Les accidents du travail*, p. 179).

Il y a une idée simpliste contre laquelle ne prévaudront jamais les raisonnements des partisans de l'admission de la faute lourde : c'est que l'auteur d'une faute est répréhensible et qu'en outre il est dangereux et immoral de récompenser celui qui risque par sa faute de causer un préjudice grave. M. Tarbouriech, dans son ouvrage sur la Responsabilité en cas d'accidents du travail (p. 136), nous dit : « Ce qui actuellement rend prudents les hommes qui vivent dans un milieu dangereux, ce n'est pas la pensée qu'en cas d'accidents survenus par leur faute ils n'auront pas de pension, c'est la crainte de la mort et de la souff-

france, crainte inhérente à la nature humaine ; si cette crainte ne les arrête pas dans la voie des imprudences, peut-on penser que tel ou tel régime juridique sera plus efficace. » Les partisans de l'exclusion de la faute lourde répondent, avec raison, croyons-nous : « Rien n'est plus faux que ce système ; à coup sûr, l'instinct de la conservation ne perd jamais ses droits, c'est vrai, mais ce ne sera jamais une raison pour nier l'influence de la situation de la victime ou des siens. Le père de famille redoutera toujours plus que le célibataire de s'exposer au danger ou de commettre un acte de témérité. Et pourtant, la crainte de la mort n'est-elle pas égale chez tous les deux ? (1) » C'est surtout le Sénat qui s'est montré défenseur du système de l'exclusion de la faute lourde, tandis que la Chambre penchait pour le premier système.

La loi du 9 avril 1898 a consacré un troisième système, intermédiaire entre les deux systèmes absolus que nous venons d'exposer. Il admet que la faute lourde (qu'il appelle inexcusable) est couverte par le risque professionnel, mais qu'elle peut donner lieu à une diminution d'indemnité laissée à l'appréciation des tribunaux, sans cependant qu'elle puisse être supprimée complètement, et à condition qu'il s'agisse d'une rente donnée en cas d'incapacité permanente. Les deux Chambres nous paraissent s'être mises d'accord sur ce point depuis 1893. M. Ricard, rapporteur en 1893 (2), et M. Thévenet, rapporteur en 1896 (séance du 2 mars 1896) (3), nous montrent qu'il ne peut plus

(1) Sachet. Législation du travail, n° 1048.

(2) *J. Off.*, Chambre, 1892, 301.

(3) *J. Off.*, Sénat, 1896, 118.

être question du droit commun en présence du droit nouveau ; que dans la théorie pure du risque professionnel, il n'y a plus à rechercher les causes de l'accident ; qu'il y a forfait sur l'accident comme sur l'indemnité. Et cependant M. Thévenet avoue qu'il fait une part au passé, à l'article 1382, en retenant la faute inexcusable ; le tribunal, dans ce cas, appréciera, et il pourra descendre aussi bas qu'il le pourra dans l'évaluation de l'indemnité et condamner même le patron à un franc de dommages-intérêts.

§ 2. — Définition de la faute inexcusable.

Nous avons vu qu'un des principaux arguments des défenseurs du système de l'admission de la faute lourde résidait justement dans l'impossibilité de définir cette faute. Il ne faut pas se dissimuler, en effet, qu'il y a là une grosse difficulté. C'est ainsi que la jurisprudence s'est bien gardée de poser des principes généraux qui permettent d'établir un criterium, elle s'est bornée à donner une appréciation dans chaque espèce. Elle a consacré, par exemple, des déchéances des polices d'assurance, en cas d'ivresse, d'infraction aux lois et règlements concernant la sûreté des personnes, des faits délictueux ou criminels (Cassation, 15 mars 1876, D. 76, I, 449 ; Cassation, 18 avril 1882, D. 83, I, 261 ; Nancy, 15 novembre 1884, S. 85, II, 204 ; Grenoble 12 avril 1886, D. 86, II, 270 ; Cassation, 2 juin 1886, D. 86, I, 265 ; Paris, 10 novembre 1887 ; *Gaz. Pal.*, 87, II, 556 ; Paris, 22 janvier 1887, D. 88, II, 100 ; Paris, 6 mai 1896, *Gaz. Pal.*, table 1896, V^o Responsabilité, n^o 21 ; Cassation, 13 janvier 1897, D. 97, I, 71.

Nous pouvons retenir de cette jurisprudence une seule chose : c'est que la faute lourde est la faute qui

est *la plus voisine du dol* (*proxima dolo*) ; la chambre des requêtes de la Cour de cassation nous dit, dans un arrêt du 18 avril 1882 (D. 83, I, 261), que la faute, lourde ne diffère du dol que *par l'absence d'intention coupable*. De nombreux arrêts emploient des périphrases d'où on pourrait déduire un principe : « la faute lourde est la faute qu'une prudence vulgaire permettrait d'éviter » ; d'autres disent : « c'est la faute qui ferait croire qu'on l'a fait exprès ».

Dans les travaux préparatoires nous pouvons également chercher les éléments d'une définition. En 1895, on disait dans le rapport au Sénat (1) : « La faute lourde de l'ouvrier apparaîtra toutes les fois qu'il y aura eu de sa part un manquement grave aux règlements ou à des prescriptions verbales formelles. » D'autre part, c'est dans le projet de 1890 (2) que nous trouvons pour la première fois l'expression : faute inexcusable ; « l'expression : faute lourde, nous dit le rapporteur, n'ayant pas dans notre langue juridique une signification très précise, et les tribunaux pouvant qualifier ainsi de simples exigences ou des manquements aux règlements tolérés par les usages de l'atelier, nous avons pensé que la faute devait être de telle gravité, qu'elle fût sans excuse, et nous avons ajouté à l'article 1^{er} les mots faute inexcusable, entendant ainsi que le risque professionnel soit appliqué *de la façon la plus large* ». Dans un amendement présenté au Sénat le 23 mars 1896, M. Maxime Lecomte (3) énumérait trois cas de faute inexcusable

(1) *J. Off.*, Sénat, 1895, 268.

(2) *J. Off.*, Sénat, 1896, 391.

(3) *J. Off.*, Sénat, 1896, p. 282.

de l'ouvrier : 1° l'*ivresse* manifeste (1) ; 2° l'infraction à un règlement *connu* des ouvriers et pratiqué dans l'atelier (2) ; 3° la *désobéissance* à l'ordre d'un chef ou de son préposé. Cet amendement fut retiré sans avoir été discuté, mais nous pouvons en retenir que la faute inexcusable doit être entendue d'une façon large et qu'en particulier elle suppose une faute commise sciemment. Un arrêt de la Cour de Lyon du 17 février 1882 (D. 82, II, 91) fortifie cette solution. M. Charpentier fit remarquer, dans la discussion de la loi à la Chambre, qu'il ne pouvait y avoir faute lourde, même lorsqu'une infraction au règlement avait été commise ; c'est ainsi qu'il est défendu par tous les règlements en général de remettre une courroie de transmission lorsque le moteur est en marche ; et cependant presque toujours un ouvrier le fait pour ne pas arrêter le travail de l'usine, l'ouvrier a été forcé par la nécessité du travail de commettre une infraction au règlement (3). Nous tirons de là un argument de plus pour décider que la faute inexcusable doit être entendue de la façon la plus large. Elle devient plus que la faute lourde ou la faute grossière, elle est celle à laquelle il est impossible de trouver une excuse.

Ayant recherché des notions dans la jurisprudence et les travaux préparatoires, nous allons essayer de donner un criterium précis de la faute inexcusable. Trois éléments nous paraissent la constituer : il faut,

(1) Trib. civ., Lille, 8 février 1900, Acc. tr., 1900, p. 302.

(2) Trib. civ., Beauvais, 11 janvier 1900, Acc. tr., 1900, p. 161. Le tribunal considère comme une faute inexcusable le fait de n'avoir pas observé un règlement (Trib. civ. Vannes, 1^{er} février 1900, Acc. tr., 1900, p. 236).

(3) *J. Off.*, Chambre, 1897, p. 2207.

pour qu'il y ait faute inexcusable : 1° *volonté d'agir ou d'omettre* (la faute pouvant être passive aussi bien qu'active) ; 2° *connaissance* du danger qui pouvait résulter de l'action ou de l'omission ; 3° *absence d'excuse* ou d'autorisation et d'ordre *a fortiori*.

a) Il faut qu'il y ait eu *volonté*. La volonté est distincte de l'inadvertance, de l'oubli ou de la distraction d'une part, et d'autre part de l'intention. C'est ainsi que nous écarterons les fautes que l'habitude du danger peut amener l'ouvrier à commettre, ou bien les fautes commises dans un moment de folie. La faute inexcusable ne sera pas non plus la faute intentionnelle ; elle supposera la volonté, mais non la volonté appliquée à un but déterminé.

b) Il faudra encore, dirons-nous, que l'ouvrier ait eu *connaissance du danger*, qu'il ait agi sciemment, pour qu'on puisse lui reprocher sa faute inexcusable. C'est ainsi qu'un chauffeur prévenu par l'appel du sifflet sait parfaitement que, s'il ne prend pas des mesures en conséquence, il sera victime de l'explosion de la chaudière. S'il ne fait rien pour éviter l'accident, il devra être considéré comme ayant commis une faute inexcusable. Il aurait, d'autre part, commis une faute intentionnelle si l'on pouvait prouver qu'il a négligé exprès de prendre des mesures pour empêcher l'explosion, dans le but de provoquer l'accident.

c) Nous dirons enfin qu'il faut que l'acte générateur de la faute n'ait été *ni nécessaire, ni utile*, ou qu'il n'ait été *ni ordonné, ni autorisé*. La nécessité ou simplement l'utilité d'un acte constitue souvent une excuse suffisante. C'est ainsi qu'un acte de courage accompli dans des circonstances particulièrement dangereuses et alors que l'ouvrier avait cons-

ciencia du danger auquel il s'exposait ne saurait constituer une faute inexcusable. De même, un acte accompli par ordre ou avec une autorisation ne pourrait être considéré comme une faute inexcusable, cela va sans dire.

Nous pourrions, je crois, ajouter que le désir d'accomplir un travail d'une façon plus complète pourrait être une excuse suffisante. Les rédacteurs du Répertoire de Dalloz avaient soutenu, sous un arrêt de Lyon du 17 février 1882 déjà cité, que l'ouvrier qui s'expose avec témérité dans l'exercice de son travail ne commet pas de faute inexcusable lorsqu'il était animé par le désir de faire sa tâche de la façon la plus complète.

On pourrait trouver un quatrième élément spécial à la faute passive, il faudrait que l'acte omis ne rentrât pas dans les attributions de l'auteur de la faute. C'est ainsi que, dans l'exemple que nous citons plus haut, les ouvriers voisins du chauffeur qui n'a rien fait pour empêcher une explosion ne sauraient être considérés comme inexcusables parce qu'ils n'auraient rien fait pour empêcher cette explosion.

La circonstance qu'un fait tomberait sous le coup de la loi pénale ne suffirait pas à lui donner le caractère de faute inexcusable. C'est ainsi qu'un homicide par imprudence ou des blessures causées par négligence, bien que tombant sous le coup des articles 319 et 320 du Code pénal, ne seraient pas une faute inexcusable.

En somme, nous dirons que la faute inexcusable est celle qui ne se distingue du dol que par l'absence d'intention coupable ; celle qui est *dolo proxima*. Toutes autres fautes seront fautes légères, qu'elles soient involontaires ou non, pourvu qu'elles bénéficient d'une excuse quelconque.

La jurisprudence est jusqu'ici très incertaine sur la définition de la faute inexcusable. Des formules très différentes ont été données, et les décisions varient presque avec chaque espèce. Cependant nous avons essayé de grouper les jugements et les arrêts qui présentent le plus d'analogie.

C'est ainsi qu'un grand nombre de tribunaux et de cours d'appel admettent la définition que nous venons de donner : la faute inexcusable est la faute la plus voisine du dol, celle qui ne s'en distingue que par l'absence d'intention coupable. Toutes ces décisions estiment que la faute inexcusable est quelque chose de plus que la faute lourde, « celle qui n'admet pas d'excuses » (Tr. civ. Neuchâteau, 23 nov. 1899. Acc. tr., 1900, p. 158 ; trib. civ. Lyon, 4 av. 1900. Acc. tr., 1900, p. 241 ; trib. civ. Vouziers, 28 mars 1900. Acc. tr., 1900, p. 266). Elle présente des caractères de gravité qui ne se rencontrent pas même dans la faute lourde (Trib. Mâcon, 6 mars 1900. Acc. tr., 1900, p. 339). La Cour d'Amiens va même plus loin, elle admet qu'il n'y a faute inexcusable du patron que si l'accident dont son ouvrier a été victime a amené une poursuite correctionnelle (Amiens, 20 mars 1900. Acc. tr., 1900, 327) (1). C'est aller trop loin, à notre avis, la faute inexcusable deviendrait presque la faute intentionnelle, et ce n'est pas certainement ce qu'a voulu le législateur. Nous croyons, avec la plupart des décisions que nous citons plus haut, que la loi du 9 avril a voulu créer à côté de la faute lourde

(1) Dans le même ordre d'idées, la Cour de Rouen assimile la faute inexcusable au dol. Rouen, 7 av. 1900. Acc. tr., 1900, p. 390.

une faute comportant un degré de gravité de plus.

Un autre groupe de décisions a une autre conception de la faute inexcusable et semble en donner une formule uniforme : la faute inexcusable est « la faute que le patron ou l'ouvrier, soucieux de la sécurité d'autrui ou de lui-même, ne devait pas commettre ; c'est, en un mot, une faute professionnelle, qui, loin de se confondre avec le risque professionnel, en constitue une fâcheuse aggravation génératrice de l'accident » (Trib. civ. Narbonne, 21 fév. 1900. Acc. tr., 1900, p. 185). M. Magnaud, président du tribunal de Château-Thierry, a donné la même définition de la faute inexcusable dans un jugement du 17 janvier 1900, infirmé par un arrêt de la Cour d'Amiens du 20 mars 1900 cité plus haut (Trib. civ. Château-Thierry, 17 janv. 1900. Acc. tr., 1900, p. 189). Le tribunal de Céret donne également cette définition (Trib. civ. Céret, 13 mars 1900. Acc. tr., 1900, p. 297).

Un autre groupe de décisions judiciaires va encore moins loin dans l'appréciation du degré de gravité de la faute ; il voit une faute inexcusable dans une imprudence grave. C'est ainsi qu'un chauffeur habitué au fonctionnement des machines commet une faute inexcusable en s'exposant imprudemment et sans ordre spécial au danger dont il est victime (C. Angers, 16 janv. 1900. Acc. tr., 1900, p. 205). De même, l'accident causé par une témérité excessive, ou un moment d'aberration ou une inattention injustifiée de la victime, doit être considéré comme provoqué par une faute inexcusable qui autorise le tribunal à diminuer, dans la mesure qu'il jugera à propos, l'indemnité de la loi du 9 avril 1898 (Trib. civ. de Rochefort-sur-Mer, 6 mars 1900. Acc. tr., 1900, p. 248).

Les définitions données par ces deux groupes de

décisions ont, selon nous, le tort de ne pas distinguer assez nettement la faute lourde de la faute inexcusable et de ne pas attribuer à celle-ci le caractère de gravité qu'elle comporte.

§ 3. — Effets de la faute inexcusable sur le droit à indemnité.

Nous savons déjà que la faute inexcusable a pour effet de diminuer le droit à l'indemnité dans le cas d'incapacité permanente ; le droit reste intact s'il agit d'une indemnité temporaire. M. Ricard, dans son discours au Sénat le 25 novembre 1895, nous en donne la raison : « Pour les accidents donnant lieu à indemnité temporaire, il fallait éviter des procès et par suite des recherches de la faute plus ou moins lourde de l'ouvrier ; au contraire, cette question pouvait être portée devant les tribunaux, quand il s'agissait de demandes pouvant frapper sérieusement la fortune des industriels. Quand il s'agit d'une réparation à accorder à un ouvrier blessé, même par sa faute, il est bon, il est humain, il est sage de lui accorder une indemnité temporaire sans rechercher s'il y a ou non faute lourde » (1).

Nous savons aussi que le taux de la réduction n'a été soumis à aucune limite. M. Ricard disait, dans son discours au Sénat du 25 novembre 1895, que la pension pouvait être abaissée jusqu'à zéro, dans tous les cas jusqu'à un franc, comme en matière d'expropriation. Le pouvoir d'appréciation le plus étendu est donc laissé aux tribunaux.

Quant aux dépens, ils suivront le sort de l'objet de

(1) *J. off.*, Sénat, 1895, p. 954.

l'instance. Ils seront à la charge de la partie qui succombera ou ils seront répartis proportionnellement à l'importance des prétentions rejetées.

SECTION III. — *De la faute inexcusable
du patron ou de ceux qu'il s'est substitué
dans la direction.*

L'article 20 n'a prévu que la faute inexcusable du patron, il est muet sur son dol, sa faute intentionnelle. Il y a là une grave lacune de la loi, qui mettra les tribunaux dans un grand embarras s'ils ont à statuer sur un cas semblable ; il est certain qu'ils pourront majorer l'indemnité ; il paraît juste, en effet, que le patron ne soit pas traité moins durement pour sa faute intentionnelle que pour sa faute inexcusable. Mais la condamnation nous paraît insuffisante : bien que le tribunal puisse majorer l'indemnité, elle ne peut dépasser le salaire ; d'autre part, cette majoration ne s'applique pas aux accidents suivis d'incapacité temporaire ; enfin, d'autres parents que ceux désignés par la loi pourront avoir subi un préjudice ; on voit donc que, malgré la majoration, l'indemnité sera encore bien inférieure au préjudice causé. Pourrait-on reconnaître à la victime ou à ses représentants une action autre que celle de la loi, l'action de droit commun, par exemple ? Il serait certainement très juste de faire supporter au patron toutes les conséquences de son dol, et de le condamner à une réparation intégrale. Malheureusement c'est impossible, l'article 7 de la loi est formel, l'action de droit commun ne peut être intentée que contre les tiers responsables autres

que le patron ou ses préposés. On peut déplorer ce résultat de notre loi qui restreint la responsabilité du patron criminel, mais nous ne croyons pas qu'on puisse passer outre. Ce serait aller à l'encontre des termes mêmes de la loi (En sens contraire : Sachet, Législation des accidents du travail, page 322).

Pour étudier la faute inexcusable du patron, nous suivrons un ordre analogue à celui que nous avons suivi dans la section précédente. Nous tracerons un historique, puis nous nous demanderons ce qu'il faut entendre par faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitué dans la direction, et enfin nous étudierons les effets de cette faute inexcusable.

§ 1. — Historique.

La faute inexcusable du patron a soulevé à peu près les mêmes controverses que la faute inexcusable de la victime. Cependant, les discussions ont toujours été moins vives. Beaucoup de partisans du système qui ne prononçait de déchéance contre la victime de l'accident que dans les accidents intentionnellement provoqués par elle demandaient que la responsabilité du patron fût illimitée lorsqu'il y avait faute lourde de sa part. Cette solution était consacrée dans le projet de 1888. On faisait valoir, entre autres arguments, cette considération que le patron ne chercherait pas à perfectionner son matériel, n'adopterait pas des appareils de protection, si on limitait sa responsabilité. Il comparerait la charge qui pourrait résulter pour lui de la réparation des accidents aux dépenses qu'il devrait faire pour les éviter, et au cas où ces dernières seraient plus élevées, il ne chercherait pas à protéger son personnel par une amélioration du matériel (Tarbou-

rieux. De la responsabilité dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, p. 134. — Béranger, discours au Sénat, 14 mars 1889, *J. Off.*, p. 253).

L'accord se fit dans les deux Chambres depuis 1893, et les mêmes principes furent appliqués au patron et aux ouvriers ; on limita la responsabilité du patron en fixant un maximum à la majoration de l'indemnité en cas de faute lourde de sa part. C'est la solution qui a passé dans notre loi.

§ 2. — Définition de la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitué dans la direction.

Nous avons étudié dans la section précédente ce qu'il fallait entendre par faute inexcusable ; ce que nous disions de la faute de l'ouvrier peut s'appliquer à la faute du patron. Nous dirons donc que la faute inexcusable contient trois éléments : 1^o la volonté d'agir ou d'omettre ; 2^o la connaissance du danger pouvant résulter de l'action ou de l'omission ; 3^o l'absence d'une cause justificative ou explicative.

En parlant de la faute de l'ouvrier, nous avons admis, comme cause explicative ou excuse, l'ordre ou l'autorisation ; cette cause ne saurait se concevoir ici. Nous ne pouvons mentionner ici comme excuse que la nécessité ou l'utilité. Par exemple, le patron aurait négligé de garantir un appareil dangereux par un organe de protection, sa faute serait inexcusable si cet organe n'avait gêné en rien le fonctionnement de l'usine ; il n'en serait plus de même si l'organe de protection avait entravé la marche de l'appareil et altéré des produits fabriqués.

L'article 20 nous parle de la faute inexcusable du

patron ou de ceux qu'il s'est substitué dans la direction.

Que faut-il entendre par ces derniers mots ?

L'article 1384 consacre la responsabilité du dommage que l'on cause non seulement par son propre fait, mais encore par le fait de personnes dont on répondait, cette responsabilité étant fondée sur une présomption de faute dans le choix ou dans la direction des préposés. Par préposés du patron, la jurisprudence entendait donc toute les personnes que le patron avait sous sa direction : aussi bien les simples ouvriers que les contremaîtres ou les chefs d'atelier, le patron était responsable du fait de toutes ces personnes. Mais on se demandait s'il devait être rendu responsable de la faute lourde de ses ouvriers, ou si on ne pouvait, dans ce cas, atténuer sa responsabilité. On comprenait que la présomption sur laquelle était fondé l'article 1384 ne pouvait impliquer identité de faute chez le patron et chez son préposé. Si celui-ci commet une faute lourde, on ne peut reprocher au patron d'avoir commis lui-même une faute grossière en choisissant mal son préposé (1). Tout au plus peut-on lui reprocher une faute, la jurisprudence n'étant d'ailleurs pas fixée sur ce point (Cass., 18 av. 1882, D., 83, I, 260. — Cass, 2 juin 1886, D., 86, I, 265).

D'après les premiers projets l'indemnité était majorée au cas de faute lourde du patron ou de ses préposés. Cette formule comprenait donc toutes les personnes soumises à l'autorité du patron, le patron était rendu responsable du fait des ouvriers aussi bien que du

(1) Fuzier-Hermann. Rép. alph. du droit français, v^o Ass. contre les accidents, p. 84.

fait des contremaîtres et chefs d'ateliers. Dans la séance du 4 mars 1898, M. Félix Martin fit ressortir combien il était exagéré et peu équitable de rendre le patron responsable de la faute d'un simple ouvrier qui a causé un accident à un de ses camarades. Cet amendement fut pris en considération et, dans la séance du 18 mars 1898, le texte actuel fut voté sans discussion (1). Il est donc certain maintenant que le patron n'est pas responsable du fait de tous ses préposés, il ne répond que du fait de ceux *qu'il s'est substitués dans la direction* (2). Et il faudra entendre par là « les directeurs du travail ou les chefs d'ateliers investis de l'autorité patronale » ; ces expressions sont celles de M. Félix Martin, quand il proposait l'amendement dont nous venons de parler et qui est passé dans la loi. Le doute n'est plus permis ; ces mots : ceux qu'il s'est substitués dans la direction » désigneront les directeurs des travaux, c'est-à-dire ceux que le patron a dû choisir avec le plus grand soin, parce que ce sont des chefs jouissant d'une certaine indépendance dans la direction. Il ne s'agirait certainement pas de contremaîtres chargés de surveillance dans la grande industrie, le texte ne s'applique qu'à des chefs de service relativement indépendants ; c'est ce qu'on a voulu dire en employant le mot *substitué*.

Au cas où le patron serait déclaré responsable du fait de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, auraient-ils une action contre eux en réparation du préjudice qu'ils lui ont causé ? Avant la loi, le préposé

(1) *J. Off.*, Ch., 1898, 918.

(2) De ses *alter ego*, suivant l'expression de M. Trarieux *J. Off.*, Sénat, 1896, p. 339).

qui avait commis une faute ayant occasionné l'accident était responsable vis à vis du patron des conséquences de cette faute. La loi n'a rien changé à cette situation et il ne paraît pas qu'elle ait voulu faire échec sur ce point au droit commun. Nous croyons donc que le patron pourrait avoir contre le directeur du travail dont la faute lourde aurait engagé sa responsabilité une action en remboursement des indemnités qu'il a été forcé de payer. On pourra d'ailleurs aboutir à des situations singulières ; en même temps que des ouvriers, le chef de service coupable de faute lourde a été victime de l'accident, le patron lui devra une indemnité et il pourra lui réclamer le remboursement des indemnités qu'il a dû payer aux ouvriers par sa faute ; il ne pourrait d'ailleurs y avoir lieu à compensation, la créance du préposé ayant un caractère incessible et insaisissable.

§ 3. — Effets de la faute inexcusable du patron
sur le droit à indemnité.

Nous avons déjà eu l'occasion de parler de ces effets, et nous avons vu que la loi avait consacré une solution qui est la contre-partie de la solution admise en cas de faute inexcusable de l'ouvrier. L'indemnité de celui-ci est majorée en cas de faute inexcusable du patron, et la majoration peut atteindre, mais non dépasser le montant total du salaire.

La majoration s'appliquera aussi bien aux rentes dues aux ayants-droit de la victime qu'à la pension due à la victime elle-même. S'il y a plusieurs ayants-droit à qui une pension majorée serait due, dans quelle proportion chaque ayant-droit bénéficiera-t-il de la majoration ? Bien que la loi n'ait rien dit, nous

croyons qu'il faudra répartir l'indemnité majorée proportionnellement à la quote-part de chacun. Nous croyons que cette solution est bien dans l'esprit de la loi et nous en trouvons une preuve dans l'un des alinéas de l'article 3 qui dispose que « lorsque les rentes cumulées dépasseront le maximum prévu par la loi, elles seront réduites proportionnellement ». Si la réduction doit être proportionnelle, il semble qu'il doit en être de même de la majoration.

Devrait-on décider que l'indemnité journalière pourra être majorée aussi bien que les rentes dues en cas d'incapacité permanente. On pourrait le croire, l'alinéa 3 de l'article 20 employant le mot « indemnité », mais il faut remarquer qu'immédiatement après, la loi se sert du mot « rente », ; « l'indemnité pourra être majorée, dit le texte, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées... etc. »

Il paraît peu probable que la loi ait voulu en décider autrement en cas de faute inexcusable du patron que dans le cas de faute de l'ouvrier. Il y a le même intérêt, dans les deux cas, à éviter une controverse litigieuse, relative à une indemnité temporaire (1).

Quels seront les effets de la faute inexcusable du patron sur le contrat d'assurance qu'il aurait passé avec une compagnie ou une mutuelle ? La jurisprudence est fixée aujourd'hui en ce sens que le patron coupable de faute lourde est déchu du bénéfice de l'assurance (Cassation, 18 avril 1882. D., 83-1-260. On pourrait cependant citer une décision en sens con-

(1) Just. de paix, Paris, 11^e arr., 6 déc. 1899, Acc. tr., 1900, p. 154. — Just. de paix, Paris, 13^e arr., 22 déc. 1899, Acc. tr., 1900, p. 157.

traire du tribunal du Havre du 18 juillet 1883. *Gaz. Pal.*, 83-2-283).

Quant à la faute lourde du préposé, la jurisprudence n'est pas encore absolument fixée, une solution rationnelle serait celle-ci : s'il y a faute lourde d'un préposé assimilé au patron d'un de « ceux qu'il s'est substitués dans la direction », le patron sera déchu du bénéfice de l'assurance, mais la faute lourde d'un simple préposé serait sans influence sur la validité du contrat d'assurance.

CHAPITRE VI

De l'assistance judiciaire.

L'article 22 dispose : « Le bénéfice de l'assistance
« judiciaire est accordé de plein droit sur le visa du
« procureur de la République à la victime de l'acci-
« dent ou à ses ayants-droit devant le tribunal.

« A cet effet, le président du tribunal adresse au
« procureur de la République, dans les trois jours de
« la comparution des parties prévue par l'article 16,
« un extrait de son procès-verbal de non conciliation,
« il y joint les pièces de l'affaire.

« Le procureur de la République procède comme
« il est prescrit à l'article 13 (paragraphe 2 et suivants)
« de la loi du 22 janvier 1851.

« Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de
« plein droit aux instances devant le juge de paix à
« tous les actes d'exécution mobilière et immobilière,
« et à toute contestation incidente à l'exécution des
« décisions judiciaires.

1^o Assistance devant le tribunal.

Depuis longtemps, l'usage s'était établi d'accorder l'assistance avec une grande facilité aux ouvriers victimes d'accident, ou à leurs ayants-droit. Mais les formalités pour l'obtenir demandaient toujours un

ou deux mois. Notre loi a abrégé ces formalités et a accordé l'assistance de plein droit aux victimes d'accident. Les ouvriers seront désormais dispensés de fournir un certificat d'indigence, quelle que soit leur situation.

L'assistance sera accordée à l'ouvrier poursuivi correctionnellement et blessé en même temps que ses camarades à l'étranger, bien qu'il n'y ait aucune convention de réciprocité entre la France et son pays. Dans la séance du 23 mars 1896, M. Blavier avait demandé que l'assistance ne fût pas accordée aux employés et aux ouvriers gagnant plus de 2,400 fr. Son amendement fut rejeté par suite de cette considération que l'assistance judiciaire n'est qu'une avance toujours recouvrable.

L'ouvrier victime d'accident sera ainsi dispensé de la demande au procureur de la République et d'un examen par le bureau d'assistance.

Le président du tribunal, aux termes de l'alinéa 2 de l'article 22, dans les trois jours de la comparution des parties, envoie au procureur de la République un extrait de son procès-verbal de non-conciliation, ainsi que les pièces de l'affaire. Le procureur de la République procède comme il est dit à l'article 15 (paragraphe 2 et suivants) de la loi de 1851. Or ces textes disposent que le président du bureau d'assistance transmet le dossier et les pièces au procureur de la République, qui les transmet à son tour au président, lequel avertit les bâtonniers, le président de la chambre des avoués et le syndic des huissiers d'avoir à désigner l'avocat, l'avoué et l'huissier destinés à prêter leur ministère à l'assisté. D'après l'article 22, le procureur de la République, après avoir reçu les pièces du président du tribunal, les lui

retournera immédiatement afin qu'il prévienne le bâtonnier, la chambre des avoués et le syndic des huissiers.

2° Assistance devant le juge de paix.

L'assistance est également accordée de plein droit devant le juge de paix. Celui-ci devra prévenir le syndic des huissiers afin qu'il désigne un huissier chargé de prêter son ministère à la victime d'accident, mais il n'y aura pas d'avocat d'office.

3° Assistance en appel et en cassation.

La loi a refusé le bénéfice de l'assistance judiciaire de plein droit devant les Cours d'appel et la Cour de cassation. Voici ce que dit le rapport de la commission : « Votre commission ne vous propose pas d'accorder la même faveur à la victime ou à ses représentants devant les Cours d'appel ou de cassation, car une semblable disposition pourrait donner lieu à des abus. Devant ces juridictions, le droit commun sera appliqué, c'est-à-dire que les bureaux d'assistance judiciaire institués par la loi de 1851 statueront sur chaque demande ». En fait, l'assistance est toujours accordée devant la Cour à l'intimé qui l'a obtenue en première instance.

4° Assistance judiciaire pour les actes d'exécution.

Le dernier paragraphe de l'article 22 étend le bénéfice de l'assistance à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière et à toute contestation incidente à l'exécution des décisions judiciaires. Cette

innovation ne présente plus un intérêt considérable, puisque la création du fonds de garantie assure, dans tous les cas, paiement de l'indemnité à l'ouvrier. L'ouvrier n'aura pas à faire saisir et vendre les biens du patron pour avoir le paiement de ses rentes, puisqu'à défaut du chef d'entreprise, la caisse des retraites lui en fera le service régulier.

TITRE IV

DES GARANTIES.

Le principe du risque professionnel est la base de la loi du 9 avril 1898, son adoption a entraîné la tarification des indemnités, un forfait demandant à chacune des parties en présence un sacrifice, un « abonnement », comme on l'a appelé, entre les conséquences extrêmes du régime de droit commun. Enfin une procédure rapide a été organisée par la loi, épargnant ainsi aux victimes les lenteurs et les misères de l'ancienne procédure. Fallait-il en rester là, se contenter de la proclamation du principe du risque professionnel, laisser la loi nouvelle inachevée, dépourvue de sanction, à l'état de « devenir perpétuel », en laissant au temps le soin de la compléter ? Le législateur de 1898 ne l'a pas pensé. Il a voulu une sanction au nouveau principe ; le risque professionnel ne devait pas être l'œuvre d'une manifestation platonique, il fallait que la situation des travailleurs en reçût une amélioration effective ; il ne fallait pas

risquer de laisser l'ouvrier seul aux prises avec le patron insolvable. La loi du 9 avril 1898 a donc donné une sanction au risque professionnel en organisant un système de garanties. Elle s'est proposée un double but : « *donner aux ouvriers un maximum de garanties, imposer à l'industrie un minimum de gêne* ».

Les sûretés accordées aux victimes varient suivant la nature de leurs créances. Un privilège garantit les indemnités temporaires, frais médicaux et pharmaceutiques, un syndicat de garantie ou une assurance peuvent remplir le même but. Quant aux pensions et rentes allouées en cas d'incapacité permanente ou d'accident mortel, elles sont visées par deux ordres de dispositions, les unes concernant l'engagement personnel du patron ou de son assureur, compagnie d'assurance ou syndicat de garantie, les autres concernant un cautionnement fourni par un fonds de garantie, administré par une caisse de l'Etat alimentée par des centimes additionnels à l'impôt des patentes et par une taxe sur les mines.

Nous étudierons dans un premier chapitre les divers systèmes qui ont été proposés avant le système actuel, nous verrons, en même temps, comment on entendit les garanties dans les divers projets ; dans un second chapitre, nous commenterons les dispositions de la loi qui ont trait aux garanties des indemnités temporaires et des frais médicaux et pharmaceutiques ; dans le chapitre trois nous verrons comment est garanti le paiement des indemnités en cas d'accident mortel et d'incapacité permanente ; enfin, dans deux chapitres, nous étudierons sommairement les divers règlements d'administration publique rendus en exécution de la loi.

CHAPITRE PREMIER

Historique.

Deux systèmes ont toujours été en présence, se résumant en deux mots : liberté ou obligation de l'assurance. Ces deux systèmes, avec des variations multiples, ont eu des fortunes diverses, durant le laps de vingt années où la loi des accidents du travail fut ballotée entre la Chambre des députés et le Sénat. Les Chambres ne consacrèrent d'ailleurs aucun de ces deux systèmes et aboutirent au système mixte de la loi actuelle.

Le système de la liberté absolue repousse toute organisation de l'assurance. Les partisans de la liberté nous disent : l'accident du travail n'est pas le seul risque auquel soit exposé l'homme vivant en société ; sa maison peut être incendiée, sa récolte peut être ruinée par la grêle ; l'assurance contre l'incendie, contre la grêle, est-elle pour autant obligatoire ? Pourquoi en serait-il autrement des accidents du travail ? Pourquoi, là comme ailleurs, ne pas se fier aux combinaisons généralement heureuses de l'initiative privée ; le simple jeu de l'intérêt bien entendu fera entrer l'assurance dans les mœurs ; l'assurance ne sera pas obligatoire, mais elle deviendra « obligée », ainsi

que cela arrive déjà en matière d'incendie (1). Peu importe que l'indemnité ne soit pas ici en capital mais consiste en annuités. Ce n'est pas une raison pour organiser quelque chose d'aussi compliqué que l'assurance obligatoire, le risque d'insolvabilité ne dépassant pas 1 %.

Les partisans de l'obligation soutiennent que le seul moyen de faire du risque professionnel une réalité, c'est de rendre l'assurance obligatoire. Ils sont sceptiques sur le bon vouloir des employeurs et ne les croient pas disposés à recourir de plein gré à l'assurance. L'obligation est indispensable pour remédier aux défaillances de l'initiative privée. Dans ce système, l'organisation de l'assurance consiste en des mutualités de patrons groupés, soit par nature d'industries, soit par région. La mutualité répartit les indemnités entre les victimes d'accident et les charges entre les patrons proportionnellement aux salaires et aux coefficient de risque afférent à chaque exploitation. La répartition annuelle peut être faite suivant le système de la capitalisation, qui oblige la compagnie d'assurances à fournir tous les ans les sommes nécessaires pour constituer le capital correspondant aux pensions, conformément aux règles de l'assurance ou suivant le système de la répartition d'après lequel chaque exercice supporte annuellement les charges immédiatement exigibles. Nous n'exposerons pas en détail les avantages et les inconvénients de ces deux systèmes employés dans deux législations étrangères : l'Allemagne et l'Autriche. Nous nous bornerons seulement à constater que le système de la capitalisation

(1) Cheysson, Réf. soc., 16 fév. 1896.

a l'inconvénient d'accumuler des capitaux énormes dans les caisses de l'Etat, et que la répartition sacrifie l'avenir au présent en faisant porter sur les années suivantes le fardeau que devrait seule supporter l'année en cours.

Comme nous le disions, les deux systèmes de l'assurance libre et de l'assurance obligatoire se sont succédé dans les projets de lois avec des variations multiples et des remaniements nombreux.

Le premier texte voté par la Chambre sur les accidents du travail remonte au 10 juillet 1888. C'est lui qui, le premier, a proclamé le principe du risque professionnel. En même temps, il créait, au profit des victimes d'accident, un privilège destiné à garantir le capital constitutif des pensions et deux années d'arrérage de ces pensions ; il obligeait en outre les chefs d'entreprise à verser, dans la caisse des retraites de l'Etat, le capital destiné à assurer le service des pensions viagères ou à garantir par d'autres sûretés le paiement de ces pensions. Le Sénat repoussa ce nouveau privilège et déclara s'en tenir au privilège de l'article 2101 pour la garantie de deux années d'arrérages. Il repoussa également l'organisation d'une assurance par l'Etat. Le projet fut voté par le Sénat le 20 mai 1890.

Cependant un mouvement se produisait en faveur de l'assurance obligatoire. M. Jules Roche, ministre du commerce, déposait au nom du gouvernement un projet qui rendait l'assurance obligatoire. Les chefs d'entreprise constituaient des mutualités par nature d'industries, ils versaient des cotisations ayant pour base le fait accompli de l'accident et non l'éventualité, et les indemnités allouées à la suite de l'accident. C'était le système de la répartition des capitaux. Dans

son vote du 19 juin 1893, la Chambre substitua au groupement par nature d'industries un groupement par circonscriptions territoriales. On répartissait chaque année les capitaux constitutifs des pensions allouées aux victimes d'accidents. Au Sénat, le rapporteur de la commission. M. Poirrier, proposait de repousser l'assurance obligatoire, d'obliger le patron à fournir un ensemble de garanties, faute desquelles il était contraint de verser à la caisse des dépôts et consignations la somme nécessaire pour couvrir les risques auxquels il était exposé. Ce système présentait un double défaut : il portait un coup au crédit des industriels, il accumulait dans les caisses de l'Etat des capitaux considérables. La commission imagina alors un autre système qui garantissait la victime d'accident contre l'insolvabilité éventuelle du patron. Un fonds d'assurance était créé et il était alimenté par des cotisations payées par tous les patrons et calculées d'après un coefficient de risque. Cette idée de solidarité se retrouve dans la loi actuelle. On évitait ainsi l'indisponibilité des capitaux et on n'imposait en somme à l'industrie qu'une charge minime, puisqu'on a calculé qu'elle équivaldrait à peine à 3 0/0 du total des indemnités annuelles. On fit cependant à ce projet deux sortes d'objections, les unes fondées sur l'ingérence de l'Etat, les autres sur la difficulté de répartir entre les diverses industries les charges du fonds de garantie, suivant l'importance et les risques de chaque établissement. On faisait remarquer que l'Etat était le pire des administrateurs, que c'était entrer dans la voie du socialisme que de faire intervenir l'Etat entre le patron et l'ouvrier. On répondit que les finances de l'Etat n'étaient nullement engagées, que les ouvriers restaient les créanciers du patron, que cette adminis-

tration faite par le personnel des contributions indirectes aurait l'avantage d'être économique. En somme, le 24 mars 1896, le Sénat refusa d'approuver ce système.

En décembre 1897, la Chambre des députés adopta un nouveau système de garantie. Une fois le chiffre de la pension fixé, le patron devait verser à la caisse nationale des accidents le capital représentatif de la pension, et la caisse se chargeait de servir la pension à la victime sa vie durant. Le patron était déchargé de toute responsabilité, c'était l'Etat qui était seul responsable. Ce système était des plus dangereux, des capitaux considérables étaient accumulés dans les caisses de l'Etat (on avait calculé qu'après vingt ans ils dépasseraient un milliard). En second lieu, on retirait au chef d'entreprise des capitaux qu'il aurait pu faire fructifier. On ne lui laissait aucun moyen de se soustraire à l'obligation de déboursier un capital, soit en faisant partie d'une association mutuelle ou en s'assurant à une compagnie à primes fixes. C'est avec raison que le Sénat refusa d'accueillir ce système et que fut voté le texte actuel.

Le patron est assureur de l'ouvrier. Une caisse d'Etat, constituée à l'aide de centimes additionnels à l'impôt des patentes, garantit l'insolvabilité éventuelle des patrons. Le patron est d'ailleurs absolument libre de s'assurer comme bon lui semble, il peut faire partie de syndicats ou d'associations mutuelles, s'assurer à des compagnies à prime fixe, rester son propre assureur, ou même ne pas s'assurer.

Il faut d'ailleurs remarquer que ces mesures ne concernent que les indemnités afférentes aux accidents mortels ou à ceux qui sont suivis d'incapacité permanente absolue ou partielle.

CHAPITRE II

Des garanties afférentes au paiement des indemnités temporaires et des frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires.

L'article 23 dispose : « La créance de la victime de
« l'accident ou de ses ayants-droit relative aux frais
« médicaux, pharmaceutiques et funéraires, ainsi
« qu'aux indemnités allouées à la suite de l'incapacité
« temporaire du travail, est garantie par le privilège
« de l'article 2101 du Code civil et y sera inscrite sous
« le n° 6. Le paiement des indemnités pour incapacité
« permanente de travail ou accidents suivis de
« mort est garanti conformément aux dispositions
« des articles suivants ».

Nous nous demanderons dans deux sections quelles créances sont garanties par le privilège de l'article 23, quelle est l'étendue et quels sont les effets de ce privilège.

SECTION I. — *Créances garanties par le privilège de l'article 23.*

Ce sont d'abord les créances relatives aux frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires, dont il est parlé à l'article 4 de notre loi. La créance des frais médicaux implique que la victime d'accident n'a pas

fait choix du médecin attaché à l'établissement, mais qu'elle a choisi elle-même son médecin dont les honoraires auront été fixés par le juge de paix du canton, conformément aux tarifs adoptés dans chaque département pour l'assistance médicale gratuite. Les frais funéraires peuvent être également fixés en cas de contestation par le juge de paix, ils ne peuvent être supérieurs à 100 francs.

Le privilège de l'article 2101 garantit, en outre, les indemnités allouées pour incapacité temporaire. Ce sont celles que l'article 3, alinéa 4, qualifié d'indemnités journalières. Elles sont dues lorsque l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours et ne sont exigibles qu'à partir du cinquième jour. Leur taux est égal à la moitié du salaire touché au moment de l'accident.

Les incapacités permanentes peuvent également donner lieu à une indemnité journalière, tant que la blessure n'est pas consolidée et en attendant la fixation du montant de la pension. Cette indemnité sera-t-elle garantie par le privilège de l'article 2101 ? Nous croyons que les termes de l'article 23 nous dictent la réponse. Il y est question, à l'alinéa 1, des indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire de travail. D'autre part, à l'alinéa 2, ces mots : « indemnités pour incapacité permanente », sont aussi généraux que possible et comprennent aussi bien l'indemnité journalière provisoire que l'indemnité définitive. Nous pouvons donc penser que les indemnités journalières ne seront pas garanties par le privilège de l'article 2101.

SECTION II. — *Etendue et effets du privilège
de l'article 23.*

Le privilège de l'article 2101 est un privilège sur la généralité des meubles, qui peut s'étendre, aux termes de l'article 2104, aux immeubles.

Nous entendrons par généralité des meubles tous les meubles de la façon la plus large, meubles meublants, meubles incorporels, créances et actions ou intérêts dans une société de finance, de commerce ou d'industrie (Il faudrait toutefois excepter les meubles déclarés insaisissables par la loi et soustraits au droit de gage des créanciers).

L'article 23 dispose que ce privilège de notre loi sera inscrit sous le n° 6 de l'article 2101. L'article 2101 énumère cinq classes de créances privilégiées : 1° les frais de justice ; 2° les frais funéraires ; 3° les frais de dernière maladie ; 4° le salaire des gens de service ; 5° les fournitures de subsistances au débiteur et à sa famille.

Il faut, en outre, ajouter deux autres créances privilégiées au même rang que le salaire des gens de service, ce sont : 1° le privilège des ouvriers et commis établi par l'article 549 du Code de commerce modifié par les lois du 28 mars 1838, du 2 mars 1889 et du 6 février 1895 ; et 2° le privilège accordé par l'article 4 *in fine* de la loi du 27 décembre 1895 aux ouvriers et employés sur les biens meubles et immeubles de leur patron pour assurer la restitution des retenues et autres sommes affectées aux institutions de prévoyance et qui, lors de la faillite ou de la liqui-

dation, n'auraient pas été effectivement versées à l'une des caisses prévues par la loi.

Il faut encore signaler un autre privilège qui prend rang entre les n^{os} 3 et 4 de l'article 2101, privilège créé par la loi du 23 décembre 1874 (art. 14) et qui a trait aux mois de nourrice.

En somme, notre privilège de l'article 23 ne viendra donc en réalité qu'au septième rang.

Les privilèges de l'article 2101 peuvent s'étendre aux immeubles (art. 2104). On admet toutefois, par interprétation de l'article 2105, que les créances de l'article 2101 ne peuvent être colloquées sur les immeubles qu'à titre subsidiaire après avoir pris la part pouvant leur revenir sur la masse mobilière (Guillouard. Des privilèges et hypothèques, t. II, p. 4, n^o 454). Il s'ensuivra que le créancier qui aura omis de se présenter à la distribution mobilière sera déchu du droit de produire à l'ordre ouvert sur les immeubles, ou au moins il devra déduire de sa demande de collocation ce qu'il aurait pu toucher (Guillouard. Des priv. et hyp., t. II, p. 7, n^o 456). De même, si la distribution du prix des immeubles précède celle des meubles, le créancier privilégié de l'article 2101 ne pourra obtenir qu'une collocation conditionnelle.

Notre privilège sera dispensé de la formalité de l'inscription (art. 2107). Cette dispense n'est qu'une application du droit commun en tant que le privilège porte sur des meubles, mais elle deviendra une dérogation au cas où il s'agit d'immeubles, les privilèges sur les immeubles comportant comme les hypothèques à la fois un droit de préférence et un droit de suite. Un ouvrier victime d'accident et créancier d'indemnité aura donc le droit de produire à l'ordre ouvert pour la distribution du prix desdits immeubles et de

demander à être colloqué par préférence aux autres créanciers ayant une inscription de privilège en vertu de l'article 2103 ou une inscription hypothécaire. On admet généralement, quant à la conservation du droit de suite, qu'elle exige l'inscription préalable, même pour les privilèges de l'article 2101.

CHAPITRE III

Des garanties en matière d'accidents mortels ou suivis d'incapacité permanente.

L'article 24 de la loi du 9 avril 1898 est ainsi conçu :
« A défaut, soit par les chefs d'entreprise débiteurs,
« soit par les sociétés d'assurances à primes fixes
« ou mutuelles ou les syndicats de garantie liant
« solidairement tous leurs adhérents, de s'acquitter,
« au moment de leur exigibilité, des indemnités
« mises à leur charge à la suite d'accidents ayant
« entraîné la mort ou une incapacité permanente de
« travail, le paiement en sera assuré aux intéressés
« par les soins de la caisse nationale des retraites pour
« la vieillesse, au moyen d'un fonds spécial de garan-
« tie constitué comme il va être dit et dont la gestion
« sera confiée à ladite caisse ».

Dans cet article, la loi du 9 avril 1898 a consacré pour l'industriel la faculté de s'assurer comme il lui plaira et même de ne pas s'assurer. Le patron pourra rester son propre assureur, il pourra s'assurer à une société d'assurances à primes fixes contre les accidents, il pourra s'adresser à une société d'assurances mutuelles ou à un syndicat de garantie. En dernier lieu, la loi du 24 mai 1899 a réorganisé une caisse nationale d'assurance à laquelle pourra s'adresser l'industriel.

En somme, l'article 24 consacre pour l'ouvrier victime d'accident deux ordres de garanties : il peut d'abord s'adresser soit au patron ou à son assureur, compagnie d'assurance mutuelle, syndicat ; en second lieu, il peut s'adresser à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Nous examinerons dans deux sections ces deux ordres de garanties.

SECTION I. — *Droits et action de la victime
d'accident contre le patron
ou son assureur.*

Ainsi que nous l'avons dit, le patron a la faculté de rester son propre assureur, de s'assurer à une compagnie à primes fixes, à une société d'assurances mutuelles, à un syndicat, à la caisse nationale d'assurances. Nous allons étudier ces diverses hypothèses.

1. Le patron est resté son propre assureur. La jurisprudence antérieure à loi de 1898 avait l'habitude, quand elle condamnait un patron à payer une rente à un ouvrier victime d'accident, d'assurer le paiement de cette rente par certaines garanties ; elle ordonnait généralement l'achat d'un titre de rente 3 0/0, produisant un revenu égal à la rente fixée et immatriculé au nom du patron pour la nue-propriété et à celui de l'ouvrier pour l'usufruit, faute de quoi les biens du patron étaient grevés de l'hypothèque judiciaire. La loi du 9 avril a évité cette charge écrasante aux patrons. Il n'y a plus de capital à verser (sauf, dans certains cas, le quart du capital représentatif des rentes, art. 28), plus d'hypothèque à craindre (art. 26). La loi a remplacé ces garanties par un fonds spécial de garan-

tie géré par la caisse nationale des retraites à laquelle pourrait s'adresser l'ouvrier à défaut de paiement de la rente qui lui est due.

Nous ne croyons pas d'ailleurs que cette institution d'un fonds spécial de garantie, destiné à parer aux insolvabilités, soit d'une équité absolue. Il aboutit, en somme, à faire supporter par l'industrie en général l'insolvabilité de quelques patrons négligents ou peu scrupuleux. C'est uniquement à cause d'eux que l'impôt des patentes va s'accroître de centimes additionnels destinés à constituer le fonds de garantie. En effet, les industriels qui ne s'assureront pas seront ou de grandes compagnies ou des patrons puissants qui formeront chez eux des caisses d'assurances personnelles, ou bien ce seront de petits patrons imprévoyants qui aimeront mieux courir le risque d'une rente à payer, qu'il ne paieront pas d'ailleurs. C'est justement en vue de parer à l'insolvabilité d'une minorité d'industriels, que la loi a grevé d'une charge l'industrie française en entier.

2. Le patron est assuré à une compagnie à prime fixe ou à une mutuelle. — Quant à la fixation de l'indemnité elle-même, tout doit se passer entre l'ouvrier et le patron, l'assureur doit rester en dehors du débat. Cela résulte de l'esprit de la loi, ainsi que nous le prouvent les travaux préparatoires. On distingue deux phases dans le règlement d'une pension : dans la première, il y a discussion sur la quotité de la pension, l'ouvrier ne doit pas perdre contact avec le patron ; dans la seconde, il s'agit d'assurer le paiement de l'indemnité, c'est alors que l'ouvrier sera en face d'une compagnie. La loi n'a pas voulu, en effet, qu'au début l'ouvrier eût à se débattre contre une collectivité qui n'a que son intérêt en vue et qui n'aurait pas le même esprit de conciliation que le patron.

L'indemnité une fois fixée, l'ouvrier aura le droit d'employer toutes les voies de droit commun contre le patron pour arriver au paiement de l'indemnité. En fait, les créanciers d'indemnité n'iront pas si loin, ils se borneront, sur le refus de payer du patron débiteur, à s'adresser à la caisse nationale des retraites.

S'il le préfère, le créancier d'indemnité pourra s'adresser directement à l'assureur (aux termes de l'article 11, n° 3 du décret du 28 février 1899, les compagnies d'assurance prennent l'engagement de n'opposer aucune clause de déchéance à l'ouvrier). Celui-ci pourra donc obtenir une condamnation contre la compagnie d'assurance, exécutoire dans les termes du droit commun. En fait, le créancier d'indemnité préférera s'adresser immédiatement à la caisse nationale des retraites si la compagnie d'assurance a refusé de payer.

3. Le patron est affilié à un syndicat de garantie.

Un syndicat de garantie implique la solidarité entre tous ses membres. Une fois l'indemnité fixée, l'ouvrier pourra s'adresser au syndicat pour se faire payer et obtenir contre lui une condamnation susceptible d'exécution.

La situation du patron assuré diffère de celle du patron syndiqué en ce que, dans le premier cas, la caisse des retraites n'a pas de recours contre le patron mais jouit d'un privilège sur l'indemnité due par l'assureur, tandis que la caisse des retraites conserve son recours contre le patron syndiqué. D'autre part, le patron actionné par la victime d'accident en paiement d'indemnité peut intenter lui-même une action contre son assureur, tandis que le patron syndiqué n'a aucune action contre le syndicat.

4. — De la Caisse nationale d'assurances.

Nous étudierons plutôt ici l'institution elle-même que les recours à exercer contre elle, ces recours nous paraissant devoir être exercés dans les mêmes conditions que contre une compagnie ordinaire.

Une loi du 11 juillet 1868 avait créé deux caisses mutuelles d'assurances en cas de décès et en cas d'accident, ces caisses étaient alimentées au moyen de cotisations uniformément calculées sans qu'il fût tenu compte de la probabilité des sinistres. Ces caisses échouèrent complètement. En trente ans, la caisse des accidents coûta au Trésor plus de deux millions et ne paya que 74 sinistres.

En 1898, il ne fut pas question de ces caisses, on pensa que puisqu'on avait voté l'assurance facultative, les compagnies privées, les sociétés mutuelles, les syndicats suffiraient. Mais alors il se produisit ce fait : les compagnies privées élevèrent leurs primes dans des proportions exorbitantes, sans que le gouvernement pût avoir action sur la fixation de ces primes. Devant les plaintes générales, on se décida à organiser la concurrence, et la caisse nationale d'assurance fut instituée par la loi du 24 mai 1899.

L'article 1^{er} de la loi du 24 mai 1899 est ainsi conçu :
« Les opérations de la caisse nationale d'assurance en
« cas d'accidents, créée par la loi du 11 juillet 1868,
« sont étendues aux risques prévus par la loi du 9
« avril 1898 pour les accidents ayant entraîné la
« mort ou une incapacité permanente absolue ou par-
« tielle.

« Les tarifs correspondants seront, avant le 1^{er} juin
« 1899, établis par la caisse nationale d'assurance en
« cas d'accidents et approuvés par décret rendu sur
« le rapport du ministre du Commerce et de l'Indus-

« trie, des Postes et Télégraphes et du ministre des
« Finances. Les primes devront être calculées de ma-
« nière que le risque et les frais généraux d'adminis-
« tration de la caisse soient entièrement couverts
« sans qu'il soit nécessaire de recourir à la subven-
« tion prévue par la loi du 11 juillet 1868 ».

Nous voyons que la caisse nationale d'assurance assure uniquement les risques de mort et d'incapacité permanente. Elle n'assure pas les risques d'incapacité temporaire. La raison en est que ces incapacités sont l'occasion de fraudes et de simulations fréquentes, qu'il faut à l'assureur une certaine habileté et une surveillance constante pour déjouer ces fraudes. Une compagnie administrativement formée serait incapable d'exercer cette surveillance,

Il y aura cependant des incapacités temporaires dont la compagnie nationale pourra assurer le risque : ce sont, en cas d'incapacité permanente, une incapacité temporaire qui va du cinquième jour à la consolidation de la blessure, pendant laquelle il est dû une indemnité journalière. La caisse nationale pourra assurer le paiement de cette indemnité et des frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires moyennant un supplément de prime.

La caisse nationale d'assurance est placée sous la garantie de l'Etat et gérée par la direction générale de la Caisse des Dépôts et consignations (articles 1 et 17 de la loi du 11 juillet 1868). Cette garantie préoccupa les membre du Parlement; on se demanda si les primes perçues équivaldraient aux indemnités à payer, et finalement, sur la proposition de M. Drake, l'amendement suivant fut voté et devint le paragraphe final de l'article 1^{er} de la loi du 24 mai 1899 : « Les primes
« devront être calculées de manière que les risques

« et les frais généraux d'administration de la caisse
« soient entièrement couverts sans qu'il soit néces-
« saire de recourir à la subvention prévue par la loi
« du 11 juillet 1868 ».

SECTION II. — *Droits et actions de la victime
d'accident ou de ses représentants contre la caisse
nationale des retraites pour la vieillesse.*

Nous avons dit à l'article 24 que les victimes d'accidents suivis de mort ou d'incapacité permanente, qui n'avaient pas été indemnisés par le patron ou son assureur, pouvaient s'adresser à la caisse nationale des retraites pour obtenir le paiement de l'indemnité à laquelle elles avaient droit. Dans quelles conditions ce recours pourra-t-il être exercé ? Au cas où il sera exercé, la caisse des retraites aura-t-elle un recours contre le patron ou son assureur ? Nous répondrons à ces questions dans deux paragraphes.

1. Du recours de la victime d'accident ou de ses représentants contre la caisse des retraites.

Nous savons déjà que les créances garanties par la caisse nationale des retraites sont uniquement les créances d'indemnités pour cause d'accidents suivis de mort ou d'incapacité permanente. Quant aux créances d'indemnités pour cause d'incapacité temporaire, elles sont garanties par le privilège de l'article 2101, ainsi que les frais médicaux, funéraires et pharmaceutiques. Quant à l'indemnité journalière due en attendant la consolidation de la blessure, nous avons décidé qu'elle était garantie également par la caisse des retraites, l'art. 24 s'étendant sans distinction, selon nous, à toutes les indemnités afférentes aux accidents

suivis de mort ou d'incapacité permanente (v. p. 252). Nous pouvons fortifier cette interprétation en faisant remarquer que la loi n'autoriserait nullement à donner la garantie du privilège de l'article 2101 à cette indemnité journalière, ce serait méconnaître ce principe que les privilèges sont de droit étroit.

Le règlement d'administration publique du 28 février 1899 a déterminé les conditions dans lesquelles l'ouvrier victime d'accident pourrait exercer un recours contre la caisse nationale. Nous n'étudierons pas en détail toutes les dispositions de ce décret qui énumère des conditions de pure forme sans grand intérêt.

La victime ou ses représentants qui voudront obtenir paiement de la caisse nationale devront justifier de deux choses : 1° de leur créance d'indemnité et 2° de l'impossibilité où ils se trouvent d'en obtenir paiement.

La justification de la créance se fera par la production de l'expédition de la décision de justice qui aura fixé le montant de l'indemnité. S'il y a eu accord des parties devant le président en conciliation, son ordonnance est un titre suffisant. S'il n'y a pas eu accord, le bénéficiaire d'indemnité devra produire le jugement lorsqu'il aura acquis force de chose jugée, qu'il ne pourra plus être attaqué par la voie de l'appel ou de l'opposition, il sera alors devenu exécutoire. En cas d'appel, ce serait l'arrêt de la Cour.

Quand à la justification de non-paiement, aucune règle spéciale n'est imposée. Il suffira que des documents quelconques prouvent que le patron ou son assureur ont refusé de payer.

Le décret du 28 février 1899 nous renseigne sur la procédure à suivre pour obtenir paiement de la caisse

ationale des retraites avec une précision qui se passe de commentaires. Dès qu'il se sera vu refuser le paiement, le bénéficiaire d'indemnité devra en faire la déclaration au maire de la commune où il réside, soit par lui-même, soit par son représentant légal (s'il est mineur ou interdit), soit par son mandataire. L'article 3 du décret énumère les mentions qui devront être contenues dans cette déclaration.

Le maire remet ensuite au déclarant récépissé de sa déclaration et la transmet dans les vingt-quatre heures au directeur de la caisse des dépôts et consignations, qui doit lui-même transmettre les pièces dans les quarante-huit heures au juge de paix du domicile du débiteur.

Le juge de paix convoque le débiteur par lettre recommandée et dresse procès-verbal des déclarations qu'il lui fait. C'est un rôle de juridiction gracieuse. Les articles 8, 9, 10, 11 du décret prévoient diverses hypothèses : le débiteur reconnaît la dette, il demande un délai, il élève des contestations sur le principe et le montant de la dette, il ne comparaît pas.

Dans la première hypothèse, le juge invite le débiteur à s'acquitter par devant lui ou à expédier la somme due au moyen d'un mandat-carte, ou à communiquer au greffe le récépissé de l'envoi. Cette communication doit être effectuée, au plus tard, le deuxième jour qui suit la comparution devant le juge de paix. Le juge de paix statue sur le paiement des frais de convocation. Il constate, s'il y a lieu, dans son procès-verbal, la libération du débiteur. Le fait d'avoir statué sur le paiement des frais ne constituera pas, croyons-nous, un jugement, ce sera une simple appréciation ; la partie qui voudrait contester cette appréciation pourrait assigner son adversaire devant la juridiction compétente.

Au cas où le débiteur demanderait un délai, l'article 9 nous dit que le juge de paix est autorisé, si les motifs invoqués lui paraissent légitimes, à accorder au débiteur un délai qui ne peut excéder un mois.

Au cas où le débiteur conteste le principe ou le montant de sa dette, le juge de paix, nous dit l'art. 10, constate, dans son procès-verbal, le refus total ou partiel de paiement et les motifs qui en ont été donnés. Il est procédé, pour l'acquittement de la somme non contestée, suivant les dispositions des articles 8 et 9, tous droits restants réservés pour le surplus.

Enfin, au cas où le débiteur ne comparait pas, le juge de paix procède alors, dans la huitaine, à une enquête à l'effet de rechercher : 1° si le débiteur convoqué n'a pas changé de domicile ; 2° s'il a cessé son industrie, soit volontairement, soit par cession d'établissement, soit par suite de faillite ou de liquidation judiciaire et dans ce cas quel est le syndic ou le liquidateur, soit par suite de décès et, dans l'affirmative, par qui sa succession est représentée. Le procès-verbal dressé par le juge de paix constate la non comparution et les résultats de l'enquête (art. 11).

Enfin, l'article 12 a trait à la clôture du procès-verbal et à l'envoi de ce document au directeur général de la caisse des dépôts et consignations.

Dans la première hypothèse, satisfaction a été donnée au réclamant, la procédure est close au cas où le débiteur, sans avoir contesté sa dette, ne s'en est pas libéré, ou si les motifs invoqués pour refuser le paiement ne paraissent pas légitimes, le directeur général de la caisse des dépôts et consignations remet au réclamant ou lui adresse par mandat-carte la somme à laquelle il a droit. Il fait parvenir également au greffier de la justice de paix le montant de ses

déboursés ou émoluments. Il est procédé de même si le débiteur ne s'est pas présenté devant le juge de paix et si la réclamation du bénéficiaire de l'indemnité paraît justifiée.

Au cas où la caisse nationale estime que le droit du réclamant n'est pas suffisamment justifié, elle lui renvoie le dossier en lui laissant le soin d'agir contre la personne dont-il se prétend créancier.

2. Du recours de la caisse nationale contre le patron ou son assureur.

L'article 26 est ainsi conçu : « La caisse nationale
« des retraites exercera un recours contre les chefs
« d'entreprise débiteurs pour le compte desquels des
« sommes auront été payées par elle, conformément
« aux dispositions qui précèdent.

« En cas d'assurance du chef d'entreprise, elle
« jouira, pour le remboursement de ses avances, du
« privilège de l'article 2102 du Code civil sur l'indem-
« nité due par l'assureur et n'aura plus de recours
« contre le chef d'entreprise.

« Un règlement d'administration publique détermi-
« nera les conditions d'organisation et de fonctionne-
« ment du service conféré par les dispositions précé-
« dentes à la caisse nationale des retraites, et notam-
« ment les formes du recours à exercer contre les
« chefs d'entreprise débiteurs ou les sociétés d'assu-
« rance et les syndicats de garantie.

« Les décisions judiciaires n'emporteront hypothè-
« que que si elles sont rendues au profit de la caisse
« des retraites exerçant son recours contre les chefs
« d'entreprise ou les compagnies d'assurance ».

D'après l'article 24 de la loi, l'ouvrier victime d'accident qui n'aura pas reçu du patron ou de son assureur l'indemnité qui lui était due pourra s'adresser,

pour obtenir paiement, à la caisse nationale des retraites. Il était juste que l'on donnât à la caisse un recours qui lui permit de réclamer le remboursement de ses avances au chef d'entreprise ou à son assureur, c'est ce recours qui est organisé par l'article 26.

Si le patron est resté son propre assureur, s'il n'est ni assuré, ni syndiqué, il est seul débiteur de la victime ou de ses représentants. Contre lui seul la caisse aura une action.

Si, au contraire, le patron a contracté une assurance, l'article 26, alinéa 2, dispose qu'il échappe à tout recours de la caisse nationale. Cette solution fut vivement critiquée. On fit remarquer qu'un patron solvable qui aura traité avec une compagnie insolvable se trouvera complètement libéré. Partant, les chefs d'entreprise seront tout disposés à traiter avec des compagnies peu sûres mais qui demanderont des primes très réduites. Il fut répondu que ce danger était peu à craindre, puisque l'article 27 et un décret d'administration publique organisait une surveillance étroite des compagnies d'assurances.

Si le patron était affilié à un syndicat de garantie, la caisse dirigera son recours soit contre le syndicat, soit contre le chef d'entreprise lui-même, puisque tous les membres d'un syndicat sont solidaires.

Le décret réglementaire du 28 février 1899 a organisé la procédure à suivre par la caisse nationale pour arriver au remboursement de ses avances. Le texte de ce décret ne présentant qu'un intérêt de pure forme nous nous contentons de le signaler sans nous y étendre davantage.

L'article 26 accorde deux garanties à la caisse nationale contre ses débiteurs, l'hypothèque judiciaire et le privilège de l'article 2102.

Nous savons que les jugements rendus au profit des victimes d'accidents contre les chefs d'entreprise ou leurs assureurs n'emportent pas hypothèque, leurs recours contre la caisse nationale est en effet une garantie suffisante. Il ne pouvait en être de même lorsqu'il s'agissait du recours de la caisse nationale qu'on aurait ainsi laissée désarmée, c'est pourquoi l'article 26 maintient à son profit l'hypothèque judiciaire.

En second lieu, la caisse nationale jouira, pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'article 2102 sur l'indemnité due par l'assureur. Il faut remarquer que ce privilège n'existe plus au cas où le patron est affilié à un syndicat de garantie ; le syndicat n'étant pas une société d'assurance et ne devant aucune indemnité.

APPENDICE.

Du fonds de garantie.

L'article 25 porte : « Pour la constitution du fonds
« spécial de garantie, il sera ajouté au principal de la
« contribution des patentes des industriels visés par
« l'article premier quatre centimes additionnels. Il
« sera perçu sur les mines une taxe de cinq centimes
« par hectare concédé.

« Ces taxes pourront, suivant les besoins, être ma-
« jorées ou réduites par la loi de finances ».

Au premier abord, il eût paru logique de proportionner la contribution de chaque industrie à son risque d'insolvabilité. On aurait évalué pour chaque genre d'industrie le risque d'accident en prenant pour

base l'importance des salaires et le danger couru par les ouvriers. Pour arriver à connaître le risque d'insolvabilité, il eut fallu apprécier, en outre, les ressources, la comptabilité, l'administration financière. Pour cela il fallait faire des enquêtes dans tous les établissements sur leur situation financière ; c'était presque impossible en pratique, aussi le premier projet qui parlait d'un fonds de garantie constituée par des cotisations proportionnelles aux risques d'accidents et qui avait été voté en 1895 dut être abandonné. Ce fut M. Cheysson qui eut le premier l'idée de constituer un fonds de garantie au moyen de centimes additionnels (*Réforme sociale* du 16 février 1896). Cette idée fut reprise en 1897 dans les débats à la Chambre des députés et aboutit à l'article 25 de la loi. Quant aux mines non soumises à l'impôt des patentes, on fixa une taxe de cinq centimes par hectare concédé.

L'article 25 dispose que les centimes additionnels seront fournis uniquement par les industriels patentés. Or, il y a un cas où des chefs d'entreprise non patentés seront soumis à notre loi et ne seront pourtant pas tenus de verser des centimes additionnels. Nous voulons parler des chefs d'une entreprise agricole qui seraient propriétaires et feraient usage de machines mues par des moteurs inanimés (Loi du 30 juin 1899). Ces chefs d'entreprise verront leur insolvabilité garantie par la caisse nationale sans cependant être tenus de verser des centimes additionnels, l'article 25 ne parlant que industriels patentés.

Sur le point de savoir quels seront les industriels assujettis à verser les quatre centimes additionnels, il nous suffira de renvoyer à ce que nous disions dans notre titre premier au commentaire de l'article 1^{er} de la loi.

Le décret du 28 février 1899 a complété l'article 25 de la loi, et ajoute aux centimes additionnels et à la taxe sur les mines d'autres recettes. Ce sont : 1° les recettes provenant du recours exercé par la caisse des retraites en remboursement des avances qu'elle a faites au bénéficiaire d'indemnité ; 2° les recettes provenant de l'action dirigée par la caisse des retraites en paiement du capital représentatif des pensions, dans le cas où ce versement est obligatoire (art. 28, alinéa 3, de la loi du 9 avril 1898) ; 3° les revenus et arrérages et le produit du remboursement des valeurs acquises en conformité de l'article 30 du décret du 28 février 1899. Cet article 30 dispose que les ressources du fonds de garantie sont employées conformément à l'article 22 de la loi du 20 juillet 1886 qui réorganise la caisse des retraites. L'article 22 relatif à l'emploi des fonds de la caisse distingue entre les sommes nécessaires pour assurer le service des arrérages et les sommes qui constituent l'excédent des ressources sur les dépenses courantes. Les premières sont déposées en compte courant au Trésor qui en paie un intérêt calculé à un taux déterminé. Les secondes doivent être employées en rentes sur l'Etat, en valeurs du Trésor ou, sur la proposition de la commission supérieure et avec l'autorisation du ministre des finances, soit en valeurs garanties par le Trésor, soit en obligations départementales et communales. Quant aux mots : « produit de remboursement » du décret du 28 février 1899 (art. 28, 3°), il faut entendre par là le remboursement des valeurs, obligations, rentes à primes ou lots, remboursement qui se fait généralement avec une plus-value.

Il faut enfin ajouter comme recettes du fonds de garantie les intérêts du fonds de roulement, c'est-à-

dire les sommes nécessaires au service des arrérages dont nous venons de parler et prévues par l'article 30, alinéa 2, du décret du 28 février 1899 ainsi conçu :
« Les sommes liquides, reconnues nécessaires pour
« assurer le fonctionnement du fonds de garantie,
« sont bonifiées d'un intérêt calculé à un taux égal à
« celui qui est adopté pour le compte courant ouvert
« à la caisse des dépôts et consignations dans les écritures du Trésor public ».

L'article 29 du décret du 28 février 1899 mentionne les dépenses du fonds de garantie. Il est ainsi conçu :

« Les dépenses du fonds de garantie comprennent :

« 1° Les sommes payées aux bénéficiaires des indemnités ;

« 2° Les sommes versées sur les livrets individuels à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et représentant les capitaux de pensions exigibles dans les cas prévus par l'article 28, § 3, de la loi du 9 avril 1898 ;

« 3° Le montant des frais de toute nature auxquels donne lieu le fonctionnement du fonds de garantie ».

Pour terminer, nous signalerons une disposition importante du décret du 28 février 1899, l'article 26 qui porte que la comptabilité du fonds de garantie sera tout à fait distincte des opérations de la caisse des retraites. L'article 26 nous dit en effet : « Le fonds de garantie institué par les articles 24 et 25 de la loi du 9 avril 1897 fait l'objet d'un compte spécial ouvert dans les écritures de la caisse des dépôts et consignations ». On avait craint qu'il n'y eût confusion lors de la discussion au Sénat. M. de Marcère se demandait ce qui arriverait au cas où il n'y aurait pas d'insolvabilités, et où on liquiderait la caisse. Les fonds reviendraient-ils aux industriels qui les ont versés ? »

Satisfaction a été donnée à ces critiques par l'article 30 du décret.

L'article 27 du même décret a organisé, en outre, un contrôle spécial sur le fonds de garantie : « Le ministre du commerce adresse au Président de la République un rapport annuel publié au *Journal Officiel* sur le fonctionnement du fonds de garantie créé par les articles 24 et 26 de la loi du 9 avril 1898 ».

On avait craint aussi que le fonds de garantie ne grossît démesurément et M. de Marcère avait proposé de suspendre la perception des centimes additionnels au bout d'un certain temps. Mais il fut répondu avec raison à cette critique, que les capitaux accumulés, grâce à la faible cotisation, ne dépasseraient jamais 35 millions, et qu'en outre, on ne pouvait rejeter sur les générations futures une charge qui devait peser sur la génération actuelle. Dans certains cas, on pourra diminuer la cotisation, mais sans la supprimer.



CHAPITRE IV

Surveillance et contrôle des compagnies d'assurances et des syndicats de garantie.

L'article 27 de la loi du 9 avril 1898 a prévu la surveillance des compagnies d'assurance ainsi que les garanties à en exiger, afin que le recours de la caisse nationale soit assuré. Il est ainsi conçu :

« Les compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'Etat et astreintes à constituer des réserves ou cautionnements dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

« Le montant des réserves ou cautionnements sera affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités.

« Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur création et de leur fonctionnement.

« Les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle seront couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves ou cautionnements et fixés annuellement pour chaque compagnie ou association par arrêté du ministre du commerce ».

Avant la loi de 1898, les sociétés d'assurance étaient soumises à un régime différent, suivant qu'elles étaient des sociétés d'assurance sur la vie ou non. Les premières étaient placées sous la tutelle administrative, il leur fallait obtenir l'autorisation de l'Etat pour pouvoir valablement se constituer. Quant aux autres, elles jouissaient de la liberté. C'était à la fois trop rigoureux et trop libéral. On laissait jouir de leur liberté certaines sociétés dont les opérations auraient été contrôlées avec utilité dans l'intérêt public.

D'autre part, la nécessité d'une autorisation était arbitraire, elle pouvait être refusée à des sociétés qui en auraient été dignes, et accordée à d'autres présentant des garanties de solvabilité douteuses. En outre, l'acte d'autorisation faisait la loi des parties, de sorte que, si par la suite le contrôle était insuffisant, il ne pouvait être modifié et devenait illusoire. C'est ainsi que les sociétés d'assurance formées en France dans la première moitié du siècle étaient soumises à un contrôle très rudimentaire, tandis que les sociétés mutuelles formées plus tard étaient soumises à un contrôle très rigoureux.

En 1877, on eut l'idée, par un arrêté ministériel du 15 mai 1877, de soumettre les sociétés d'assurance au même contrôle que les mutuelles. Fortes de leur droit, elles résistèrent; le ministre ne pouvait, sans un texte de loi, modifier les règles de contrôle qui avaient fait la loi des parties lors de la formation des sociétés. Les compagnies ne cédèrent que lors de la conversion du 5 % en 3 %, lorsqu'il leur fallut demander l'autorisation administrative pour relever leurs primes qui étaient calculées à 5. Cette autorisation ne leur fut accordée qu'à la condition qu'elles accepteraient un contrôle effectif. Dès lors, les compagnies durent four-

nir tous les six mois des états de situation au ministre du Commerce, à la préfecture de la Seine, à la préfecture de police, à la Chambre de commerce et au Tribunal de commerce. D'autre part, le Conseil d'Etat a inséré dans les décrets appratifs des nouveaux tarifs une clause en vertu de laquelle les compagnies visées par ces décrets sont tenues de publier chaque année le compte-rendu de leurs opérations en y annexant des tableaux conformes aux modèles déterminés par le ministre du commerce.

En somme, si les compagnies d'assurances étaient soumises à un contrôle suffisant, on le devait plutôt à une circonstance fortuite qu'à un texte de loi. En outre, le régime de contrôle méritait une autre critique. L'article 60 de la loi du 27 juillet 1867 qui avait organisé la surveillance n'était applicable qu'aux sociétés françaises. Dès lors, une société étrangère pouvait opérer librement et sans contrôle en France. Bien mieux, dans une séance du 15 mars 1898, M. Lesouef signalait une société d'assurance qui, étant en formation, s'était vue refuser l'autorisation par le gouvernement français. Elle s'était bornée à aller se constituer à l'étranger et était revenue se livrer en France à ses opérations comme compagnie étrangère (Sachet. Législation des accidents du travail, n^{os} 1376 et ss.)

Le législateur de 1898 a tenu à parer à tous ces inconvénients, au moins quant aux assurances-accidents.

La surveillance et le contrôle de l'Etat sont réglementés par un décret d'administration publique, obligatoire pour toutes les sociétés d'assurances à quelque nationalité qu'elles appartiennent, ainsi que pour les syndicats de garantie. Le contrôle consiste dans

l'examen des documents produits par les sociétés, dans la vérification des registres et des comptes par des inspecteurs ayant libre accès dans les bureaux de ces sociétés.

En second lieu, les compagnies doivent constituer des réserves et déposer des cautionnements.

C'est un règlement d'administration publique, promulgué le 28 février 1899, qui organise ce contrôle. Nous en analyserons sommairement les dispositions. Elles sont divisées en deux titres, le premier a trait aux sociétés d'assurances mutuelles et à primes fixes, et le second aux syndicats de garantie.

1. Sociétés d'assurances mutuelles et à primes fixes.

Voici les garanties exigées par un décret du 22 janvier 1868 : versement d'un capital de garantie de cinquante mille francs au moins, obligation d'un prélèvement de 20 0/0 au moins sur les bénéfices pour la constitution d'un fonds de réserve ; les sociétés d'assurances françaises et étrangères doivent justifier de la constitution d'un cautionnement affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités, conformément à l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, ce cautionnement est fixé d'après des bases déterminées par le ministre du commerce sur avis d'un comité consultatif.

Ce cautionnement est constitué à la caisse des dépôts et consignations en valeurs de l'Etat, en obligations communales départementales, en obligations foncières et communales du Crédit foncier, négociables et entièrement libérées. Ce cautionnement est révisé chaque année. Les intérêts ou le produit du remboursement peuvent être retirés.

Aucune des valeurs déposées en cautionnement ne peut être retirée, à moins que le chiffre qui en a été

fixé ne soit inférieur à celui de l'année précédente et jusqu'à concurrence de la différence ; 2° au cas où la société aurait versé à la caisse des retraites des capitaux constitutifs des rentes et pensions à servir, le retrait ne peut avoir lieu que sur avis du ministre du commerce.

Pour les sociétés mutuelles, le cautionnement est réduit de moitié, si elles justifient 1° que la société ne peut assurer que tout ou partie des risques prévus par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 ; 2° qu'elle assure exclusivement soit les ouvriers d'une seule profession, soit les ouvriers des professions appartenant à un même groupe d'industries, d'après une classification arrêtée par le ministre du commerce sur avis d'un comité consultatif ; 3° que le maximum de contribution annuelle dont chaque sociétaire est passible est au moins double de la prime totale fixée par son contrat pour l'assurance de tous les risques et triple de la prime partielle déterminée par le ministre du commerce sur avis du comité consultatif pour les mêmes professions et les risques définis à l'article 3 de la loi.

Les sociétés d'assurances mutuelles et à primes fixes sont encore tenues de constituer dès la deuxième année de leur existence, une *réserve mathématique*, ayant au moins la valeur des capitaux représentatifs des rentes et pensions à servir. Les capitaux sont calculés d'après un barème établi par le ministre du commerce sur avis d'un comité consultatif. Le montant de la réserve est arrêté chaque année par le ministre du commerce, la société ayant été entendue. Elle est placée dans les conditions prévues à l'article 8 du décret.

Seules ne sont pas astreintes à la constitution d'une

réserve mathématique, les sociétés qui ont opéré immédiatement le versement des capitaux représentatifs des rentes et pensions.

Le décret du 28 février 1899 oblige les sociétés qui assurent d'autres risques que le risque prévu par la loi de 1898 ou un risque analogue à l'étranger, à avoir une gestion et une comptabilité distinctes.

Les sociétés doivent produire au ministre du commerce le compte-rendu annuel de leurs opérations, l'état des salaires assurés, des rentes et indemnités correspondant aux risques des accidents du travail ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, ainsi que tous autres documents jugés nécessaires par le ministre.

Des commissaires-contrôleurs sont nommés sous l'autorité du ministre du commerce, ils sont chargés d'une surveillance permanente.

A l'aide des rapports résultant de ces vérifications, le ministre du commerce présente chaque année au président de la République un rapport d'ensemble établissant la situation des sociétés soumises à sa surveillance.

2. Syndicat de garantie. — Les syndicats de garantie lient solidairement tous leurs adhérents pour le paiement des indemnités et rentes à servir. Cette solidarité ne prend fin que lorsque le syndicat de garantie a liquidé entièrement ses opérations, soit en payant directement, soit en versant les capitaux représentatifs des pensions à servir à la caisse des retraites.

Les syndicats de garantie doivent comprendre au moins 5,000 ouvriers assurés et dix patrons adhérents dont cinq ayant au moins chacun trois cents ouvriers.

Les statuts de chaque syndicat doivent être soumis avant toute opération à l'approbation du gou-

vernement, donnée par décret rendu en Conseil d'Etat sur rapport du ministre du commerce, après avis du comité consultatif au vu des statuts souscrits et des pièces justifiant des conditions et des engagements exigés par le décret rendu en exécution de l'article 27 de la loi.

CHAPITRE V

Du versement du capital représentatif.

La question est réglée à l'article 28, ainsi conçu :
« Le versement du capital représentatif des pensions
« allouées en vertu de la présente loi ne peut être
« exigé des débiteurs.

« Toutefois, les débiteurs qui désireront se libérer
« en une seule fois pourront verser le capital repré-
« sentatif de ces pensions à la caisse nationale des
« retraites qui établira, à cet effet, dans les six mois
« de la promulgation de la présente loi, un tarif^f
« tenant compte de la mortalité des victimes d'acci-
« dents et de leurs ayants-droit ».

« Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie,
« soit volontairement, soit par décès, liquidation ju-
« diciaire ou faillite, soit par cession d'établissement,
« le capital représentatif des pensions à sa charge de-
« vient exigible de plein droit et sera versé à la caisse
« nationale des retraites, le capital sera déterminé au
« jour de son exigibilité, d'après le tarif visé au para-
« graphe précédent.

« Toutefois, le chef d'entreprise ou ses ayants-droit
« peuvent être exonérés du versement de ce capital,
« s'ils fournissent des garanties qui seront à détermi-
« ner par un règlement d'administration publi-
« que ».

Avant la loi de 1898, les tribunaux avaient généralement l'habitude, lorsqu'ils condamnaient un patron à verser une indemnité à la victime d'un accident, d'ordonner, à titre de garantie, l'achat d'un titre de rente immatriculé pour l'usufruit au nom de l'ouvrier ou de ses représentants. Il en résultait une charge considérable pour le patron obligé d'immobiliser un capital; en outre, le crédit d'un chef d'entreprise pouvait être gravement atteint. L'article 28 est venu prohiber cette pratique de la jurisprudence et donner une sorte de compensation aux charges résultant pour les patrons de la loi nouvelle. Nous trouverons encore ici des traces de l'esprit dans lequel a été conçu la loi : mettre une indemnité à la *charge du patron dans tous les cas*, mais en retour *alléger dans tous les cas* le fardeau de cette indemnité. La faculté d'ordonner des garanties n'aurait d'ailleurs pas eu de raison d'être dans une loi qui assurait à l'ouvrier la certitude d'être toujours payé à l'aide du fonds de garantie.

Mais si le chef d'entreprise ne pouvait être forcé de verser le capital représentatif, il devait avoir la faculté de le faire si bon lui semblait à partir du règlement d'indemnité. Cette faculté a été consacrée dans l'alinéa 2 de l'article 28. Le patron pourra verser le capital représentatif, à la condition de faire fixer le montant de ce capital d'après le tarif établi par la caisse des retraites, tarif tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayants-droit. La loi ne s'est pas prononcée sur l'effet de ce versement facultatif. Mais nous croyons pouvoir déduire de ses termes que le patron, une fois le versement fait, sera complètement libéré de sa dette. Une question aurait pu se poser au sujet de la diminution ou de l'augmen-

tation du taux de l'intérêt, le capital pouvant devenir plus ou moins productif d'intérêts. Dans le silence de la loi, il faut dire que les chances en seront supportées par la caisse nationale des retraites.

Mais si le chef d'industrie est dispensé de verser le capital représentatif, c'est parce qu'on a confiance en lui, en sa solvabilité, qu'il présente une certaine surface. Il peut arriver certains événements qui soient de nature à diminuer cette confiance et à faire craindre que la caisse soit elle-même obligée de payer les indemnités et qu'elle n'ait un recours illusoire. En pareil cas, le capital des rentes et indemnités devient immédiatement exigible et doit être versé à la caisse des retraites. Ces cas sont les suivants : 1° cessation volontaire de l'industrie ; 2° cessation par décès ; 3° cessation par faillite ou par liquidation judiciaire ; 4° cession d'établissement.

I. Cessation volontaire de l'industrie. — L'industrie française ne s'est portée garante que des chefs d'entreprise soumis à la loi. Il était naturel que cette garantie cessât du jour où le chef d'entreprise n'était plus patron, du jour où il redevenait simple particulier. De ce jour il sera donc obligé de verser le capital représentatif. Mais comment savoir à quel moment un chef d'entreprise aura liquidé ? Sauf dans un cas (agriculture), les patrons soumis à notre loi sont tous patentés ; quand ils liquideront, ils demanderont décharge de l'impôt de la patente, on pourra donc à partir de ce jour les inviter à se conformer à l'article 28.

II. Cessation par décès. — Le versement du capital représentatif n'est exigible que si l'entreprise a passé dans des mains étrangères. Au cas où elle serait continuée par les héritiers du patron, le versement ne serait pas exigible. Au cas où une partie seulement

des héritiers reprendrait l'entreprise, la dette se diviserait. Les héritiers continuateurs n'auraient aucun versement à effectuer, et les héritiers renonçants verseraient un capital représentant la part due par eux des indemnités.

III. Cessation par faillite ou par liquidation judiciaire. — La faillite ou la liquidation judiciaire ont pour effet de rendre le capital immédiatement exigible. La caisse des retraites devient de plein droit créancière du capital représentatif, c'est elle qui devient par contre débitrice des rentes et pensions dont le failli était recevable.

Il peut arriver que le chef d'entreprise soit un non-commerçant (société minière, agriculteur), et qu'il devienne insolvable. Que déciderons-nous, la loi n'ayant pas parlé de la déconfiture? Nous croyons qu'il y a les mêmes raisons de décider. La déconfiture rendra le capital exigible de plein droit, les raisons en sont encore plus décisives qu'au cas de faillite ou de liquidation judiciaire. En effet, la déconfiture implique une insolvabilité plus certaine encore que la faillite ou la liquidation, qui peut n'être qu'une cessation de paiements causée par une gêne momentanée.

IV. Cession d'établissement. — Cette cession implique nécessairement cessation de l'industrie par le patron débiteur des rentes et indemnités. Il est donc naturel qu'il soit obligé de verser le capital représentatif.

En exigeant le versement du capital représentatif dans certain cas, la loi a voulu avant tout que le paiement des rentes et indemnités fût toujours assuré et ne retombât pas à la charge de la caisse des retraites. Le législateur a donc cru qu'on pourrait exonérer le chef d'entreprise du versement de ce capital s'il four-

nissait des sûretés suffisantes. Ces sûretés sont énumérées dans un règlement d'administration publique du 28 février 1899. Elles sont les suivantes :

1° Assurance. — Il faut que le chef d'entreprise justifie du versement du capital à une des sociétés visées à l'article 18 du décret du 28 février 1899 rendu en exécution de l'article 27. Ces sociétés sont les sociétés d'assurances figurant sur la liste officielle dressée en vertu du règlement d'administration publique précité et fonctionnant conformément à ce règlement.

2° Placement d'une somme à capital réservé. — Ce placement consiste dans l'immatriculation d'un titre de rente au nom du titulaire de la pension, le montant de la rente devant être égal à celui de la pension. C'était la garantie généralement ordonnée par les tribunaux avant la loi de 1898.

3° Dépôt de titre produisant un revenu égal aux arrérages des pensions. — Ce dépôt doit être effectué à la caisse des dépôts et consignations. Il faut que les titres consistent en valeurs de l'Etat ou jouissant de la garantie de l'Etat, en obligations négociables et entièrement libérées des départements, communes et chambres de commerce, en obligations foncières et communales du Crédit Foncier. Il faut enfin que leur valeur estimée au cours moyen de la Bourse soit au moins égale au chiffre maximum qu'est susceptible d'atteindre le capital exigible par la caisse des retraites. La valeur de ces titres peut être révisée tous les trois ans.

4° Affiliation à un syndicat de garantie.

5° Engagement solidaire du cédant et du cessionnaire. — Cette condition est spéciale au cas de cession d'établissement. Cet engagement doit être pris vis à vis du directeur de la caisse des dépôts et consignations.

TITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE PREMIER

Délivrance gratuite des actes et dispense des droits de timbre et d'enregistrement.

L'article 29 dispose : « Les procès-verbaux, certificats, actes de notoriété, significations, jugements et actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution de la présente loi sont délivrés gratuitement, visés pour timbre, et enregistrés gratis, lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement.

« Dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un décret déterminera les émoluments des greffiers de justice de paix pour leur assistance et la rédaction des actes de notoriété, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, envois de lettres recommandées, extraits, dépôts de la minute d'enquête au greffe, et pour tous les actes nécessités par l'application de la présente loi,

« ainsi que les frais de transport auprès des victimes
« et d'enquête sur place ».

Tous les actes faits ou rendus en exécution de la loi de 1898 jouissent de la gratuité. Cette disposition ne fait d'ailleurs pas double emploi avec l'article 22 de la loi qui accorde le bénéfice de l'assistance judiciaire. En effet, dans une instance en indemnité, on pourra distinguer deux périodes : une première qui aura l'accident pour point de départ et ira jusqu'au procès-verbal de non-conciliation dressé par le président (Dans les affaires de la compétence du juge de paix, l'assistance est accordée de plein droit dès le début). Or, pendant cette période, le demandeur n'aura pas encore été admis au bénéfice de l'assistance judiciaire et il jouira de la gratuité établie par l'article 29.

Dans la seconde période, qui comprendra toute la durée de l'instance, le blessé demandeur aura à la fois l'assistance judiciaire et la gratuité de l'article 29, mais il n'y a pas ici double emploi, puisque la gratuité profitera aux deux parties, tandis que la victime jouira seule de l'assistance.

On peut se demander s'il s'agit ici d'une gratuité absolue, ou si l'article 29 a établi seulement une dispense de droits provisoires. Nous croyons que la gratuité est absolue. On distingue, en effet, deux sortes d'enregistrements, l'enregistrement en débet qui n'est qu'une dispense *provisoire* et l'enregistrement gratis qui implique *exemption* de droits. Les termes mêmes de l'article 29 semblent indiquer qu'on a voulu établir la gratuité absolue. Cela résulte de l'esprit du législateur, ainsi que le disait M. Ricard au moment de la discussion du projet de 1893 : « C'est le seul sacrifice pécuniaire que le projet demande à l'Etat. Il n'a pas paru trop considérable à votre com-

mission, en raison du grand intérêt social qui s'attache à la question ».

L'article est conçu dans les termes les plus généraux, il s'appliquera à toutes les actions nées de la loi, aussi bien à l'action en indemnité qu'à l'action en révision (article 19), à l'action récursoire de la caisse des retraites contre le chef d'entreprise ou la société d'assurance (article 26). Mais l'article 29 ne s'appliquerait pas aux actions qui ne sont pas nées de la loi ainsi qu'à l'action du chef d'entreprise contre son assureur ; cette action est issue du contrat intervenu entre le patron et son assureur. De même l'article 29 ne s'appliquerait pas aux actions dont il est parlé à l'article 7, action de la victime contre l'auteur de l'accident autre que le patron, action du patron contre l'auteur de l'accident au cas où la victime s'abstient d'agir. Ces actions sont de droit commun, l'une ayant pour base l'article 1382, et l'autre étant un cas de subrogation légale.

CHAPITRE II

Du caractère d'ordre public de la loi.

L'article 30 confère à la loi du 9 avril 1898 le caractère d'ordre public : « Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit. » Cette disposition donnera à la loi son plein effet, elle ne pourra pas être éludée par une pression exercée par les patrons sur leurs ouvriers. Les motifs qui ont dicté l'article 30 sont trop nets pour qu'il soit nécessaire d'y insister.

Cependant ce caractère d'ordre public donné à la loi ne va pas sans certaines difficultés. A quelles conventions s'appliquera la nullité de plein droit édictée par l'article 30 : aux conventions antérieures ou postérieures de l'accident, aux conventions plus ou moins favorables, aux conventions des patrons avec les tiers aussi bien qu'aux conventions du patron avec l'ouvrier ? Enfin, plus spécialement, que faudra-t-il décider à l'égard des polices antérieures à la loi et actuellement en cours ? Nous répondrons à ces questions dans trois sections.

SECTION I. — *Des conventions antérieures et postérieures à l'accident.*

Toute convention passée avant l'accident est nulle de plein droit. Cela ne fait pas doute. Cependant on peut se demander ce qu'il faudrait décider d'une convention intervenue entre le patron et l'ouvrier, convention promettant à celui-ci une pension supérieure à l'indemnité de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898.

Pour résoudre la question, il faut nous reporter aux travaux préparatoires. Lors de la discussion de la loi au Sénat (séance du 19 mars 1898, *J. Off.*, 20 mars 1898, p. 350), M. Grivart proposa à l'article 30 un amendement ainsi conçu : « Toutefois il sera permis de majorer les indemnités fixées par la loi en vertu d'un accord constaté par écrit, mais pour le supplément accordé, les ayants-droit ne pourront prétendre à des garanties autres que celles du droit commun ». Et M. Grivart faisait valoir, à l'appui de son amendement, qu'il fallait respecter chez le patron des considérations d'humanité ou même d'intérêt (dans le but d'attirer de meilleurs ouvriers). Cependant l'amendement fut rejeté. Que devons-nous en conclure ? Il nous paraît impossible de décider qu'une convention majorant l'indemnité sera nulle de plein droit ; nous avons vu en effet à l'article 21 que le patron peut, une fois l'indemnité fixée, la remplacer par un mode autre de réparation. Mais nous savons que cette mesure a un caractère provisoire. Il en serait de même, croyons-nous, d'une indemnité majorée. On ne pour-

rait empêcher le patron de la promettre, mais l'ouvrier n'aurait pas d'action pour réclamer le surplus de l'indemnité qui lui est accordée par l'article 3.

De même toute convention postérieure à l'accident comportant une solution contraire à la loi serait nulle. Cependant, en cas d'accident suivi d'une incapacité temporaire, les parties pourraient régler entre elles l'indemnité sans comparaître devant le juge de paix, à la condition que cette indemnité soit conforme à la loi. Il en serait autrement au cas d'accident suivi de mort ou d'incapacité permanente. Les parties doivent alors nécessairement comparaître devant le président du tribunal civil (art. 12, 13).

Dans certaines industries, il a été constitué des caisses de secours contre les accidents. Ces caisses sont alimentées soit par le patron, soit par des retenues effectuées sur le salaire des ouvriers, avec ou sans subvention du patron. Elles confèrent des pensions variables, tantôt plus, tantôt moins fortes que les indemnités de la loi actuelle. Dirons-nous que ces pensions se cumuleront avec les indemnités alloués par la loi de 1898 ? Nous croyons que la généralité même des termes de l'article 30 s'y oppose. Ces pensions ne subsisteront qu'autant qu'elles constitueront des droits acquis, c'est-à-dire si elles ont été touchées avant la loi. Mais l'ouvrier blessé depuis la loi n'a pas le droit acquis au bénéfice de la loi. On ne pourrait nous objecter que les retenues faites sur le salaire de l'ouvrier pour alimenter la caisse constituent pour lui un droit acquis au bénéfice des pensions. Nous ne le croyons pas, *il n'y a pas droit acquis*, les retenues ne sont pas faites en vue d'un avenir lointain, mais *en vue du présent*; elles ne visent que les accidents

de l'année, elles garantissent l'ouvrier contre le risque d'une année seulement (1).

Il en est tout autrement des *retraites*. Les retenues faites en vue de donner des retraites aux ouvriers constituent pour eux un *droit acquis*. D'ailleurs, une convention concernant les retraites n'est nullement visée par la loi. Il pourra y avoir cumul de l'indemnité allouée par la loi de 1898 et d'une pension de retraite (2).

La rente légale de la loi sur les accidents du travail pourra-t-elle se cumuler avec la pension de retraite due par la caisse des retraites à l'ouvrier qui se trouve réunir les conditions énumérées dans le règlement de ladite caisse ?

La loi est muette à cet égard, et c'est le tribunal civil de Toulouse qui a eu le premier à se prononcer (1). Il a autorisé, nous croyons avec raison, le cumul. En effet, la pension de retraite et la rente de la loi du 9 avril proviennent de deux causes absolument différentes : la première provient de la convention, la seconde de la loi. La pension de retraite est due, aux termes des articles 11 et 16 du règlement, en cas de blessures ou d'infirmités prématurées ; il n'est pas question dans ces articles d'accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail. L'accident du travail est

(1) Dans cet ordre d'idées, le tribunal de commerce de la Seine a jugé que le patron était sans droit pour opérer une retenue pour l'assurance sur le salaire de l'ouvrier (trib. comm. Seine, 21 sept. 1899, Acc. tr., 1900, p. 177), tandis que, *a contrario*, le patron peut opérer ces retenues en vue de payer la prime d'assurances contre des incapacités de travail non prévues par la loi du 9 avril 1898 (trib. comm. Seine, 17 nov. 1899, Acc. tr., 1900, p. 179).

(2) Trib. civ. Toulouse, 28 juin 1900, Acc. tr., 1900, p. 310.

donc ce fait nouveau qui crée un droit nouveau et qui donne droit à une rente nouvelle, indépendamment de la pension conventionnelle de la caisse des retraites. Les deux droits subsistant côte à côte, les pensions peuvent se cumuler.

Le jugement de Toulouse a exprimé que la loi nouvelle est l'équivalent forfaitaire et transactionnel de l'article 1382 qui, avant la loi de 1898, aurait pu être invoqué cumulativement avec le droit à la pension de retraite.

M. Loubat partage cet avis (*Traité du risque professionnel*, n° 455, p. 502), mais constate que cette solution, équitable envers la victime qui a un droit acquis par ses versements, aboutit à une injustice à l'égard du patron qui, après avoir participé à l'alimentation de la caisse, se verra obligé de payer en outre les indemnités de la loi. Il paiera deux fois l'ouvrier : comme retraité et comme victime.

SECTION II. — *Des polices d'assurances antérieures à la loi de 1898.*

On s'est demandé, dès la promulgation de la loi de 1898, ce qu'il adviendrait des polices d'assurances souscrites antérieurement par les chefs d'entreprise. Le tribunal de la Seine se prononça en faveur de la validité de ces contrats (*Gaz. du Palais*, 20 mai 1899). De nombreux procès relatifs à la question de validité ou de non-validité de ces contrats étaient à prévoir. L'intervention du législateur était nécessaire. Un premier projet fut voté par la Chambre, il annulait tous les contrats antérieurs à la loi. Le Sénat, trouvant

la mesure radicale, vota une résiliation facultative pendant un an et accordée aux souscripteurs de polices antérieures à la loi de 1898. Ce projet devint la loi du 29 juin 1899 ainsi conçue : « Pendant une
« période d'un an à partir du jour de la promulgation
« de la présente loi, les polices d'assurances accidents
« concernant les entreprises prévues à l'article 1^{er} de
« la loi du 9 avril 1898 et antérieures à cette loi
« pourront être dénoncées par l'assureur ou par
« l'assuré au moyen d'une déclaration au siège social
« ou chez l'agent local, dont il sera donné récépissé,
« soit par acte extrajudiciaire. Les polices non
« dénoncées dans ce délai seront régies par le droit
« commun ».

La loi du 9 avril 1898 n'a pas été applicable immédiatement, son exécution a été retardée jusqu'à l'expiration des quatre mois qui suivirent la publication des décrets d'administration publique, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} juillet 1899. Seules les polices antérieures à la promulgation de la loi, c'est-à-dire au 9 avril 1898, sont visées par la loi du 29 juin 1899 ; toutes les polices postérieures à cette date restent sous l'empire du droit commun. Les motifs nous en sont donnés dans le premier rapport de la commission sénatoriale (*J. Off.*, Doc. parlam.. Sénat 1899, p. 410, annexe n° 171). Nous y trouvons ces mots : « En ce qui concerne la disposition additionnelle visant les contrats intervenus depuis la loi du 9 avril 1898, la commission a été à peu près unanime à considérer que la question de résolution ne pouvait pas se poser. Il est permis de soutenir, en effet, que ces contrats ont été débattus et arrêtés en parfaite connaissance de cause sur les bases fixées par la loi nouvelle, en prévision des risques à courir, pesés et appréciés par les contractants, dont

les engagements réciproques doivent être respectés ». Certains auteurs ont proposé une interprétation différente de la loi : Il faudrait, disent-ils, considérer l'objet du contrat, distinguer les risques anciens et les risques nouveaux. La faculté de résiliation ne devrait être accordée qu'aux polices visant la législation ancienne, mêmes postérieures au 9 avril 1898. Nous croyons cette interprétation inadmissible. Elle résiste absolument aux termes de la loi du 29 juin 1899. Nous savons, en outre, que cette loi est l'œuvre du Sénat ; or, le passage du rapport de la commission sénatoriale que nous citons plus haut nous donne l'opinion formelle du législateur (1).

(1) Un jugement du tribunal de commerce de la Seine semble méconnaître cette opinion en accordant la résiliation de polices contractées avant les effets de la loi, c'est-à-dire avant le 1^{er} juillet 1899 (Trib. comm. Seine, 5 décembre 1899. Acc. tr., 1900, p. 165).

Dans un autre jugement du 8 janvier 1900, le tribunal de commerce de la Seine ne reconnaît plus, quant à la résiliation des polices antérieures à la loi, une période comprise entre la promulgation et les effets de la loi, c'est-à-dire entre le 9 avril 1883 et le 1^{er} juillet 1899 (Trib. comm. Seine, 8 janvier 1899. Acc. tr., 1900, p. 277).

CHAPITRE III

Affichage de la loi. — Point de départ. — Conditions d'application.

L'article 31 porte : « Les chefs d'entreprise seront
« tenus, sous peine d'une amende de 1 à 15 francs, de
« faire afficher dans chaque atelier la présente loi et
« les règlements d'administration relatifs à son
« exécution.

« En cas de récidive dans la même année, l'amende
« sera de 16 à 100 francs.

« Les infractions aux dispositions des articles 11 et
« 31 pourront être constatés par les inspecteurs du
« travail ».

Les articles 33 et 34 ajoutent : « La présente loi ne
« sera applicable que trois mois après la publication
« officielle des décrets d'administration publique qui
« doivent en régler l'exécution. Un règlement d'admi-
« nistration publique déterminera les conditions dans
« lesquelles la présente loi pourra être appliquée à
« l'Algérie et aux colonies ».

La loi du 24 mai 1899 (article 2) a ajouté un mois
au délai de trois mois prévu par le précédent article :
« La loi du 9 avril 1898 ne sera appliquée qu'un mois
« après le jour où la caisse des accidents aura publié
« ses tarifs au *Journal officiel* et admis les indus-

« triels à contracter des polices et où ces tarifs auront
« été approuvés par décret sur le rapport du ministre
« du commerce, de l'industrie, des postes et des
« télégraphes, et du ministre des finances. En aucun
« cas, cette prorogation ne pourra excéder le
« 1^{er} juillet 1899 ».

CONCLUSION

La loi du 9 avril 1898 est appelée à remplir un rôle social de concorde et d'apaisement, elle consacre un principe excellent et merveilleusement adapté aux conditions modernes du travail et de la vie industrielle. Rien n'est plus équitable que de faire rentrer dans le coût de production des objets fabriqués les risques d'accidents ; rien n'est plus juste que de faire supporter au capital une partie des charges des travailleurs. Le forfait constitue aussi une heureuse innovation, il satisfait le besoin de certitude qui caractérise la vie industrielle moderne, il permet au patron de connaître à peu près exactement les charges qu'il encourt et de les faire entrer dans ses frais généraux, et il assure en même temps à l'ouvrier une indemnité, moins élevée il est vrai que l'indemnité autrefois accordée par les tribunaux, mais une indemnité toujours accordée, quellesque soient les circonstances.

Et pourtant, il est peu de lois qui, dès leur naissance, aient été plus calomniées que cette loi du 9 avril 1898. A peine promulguée, elle a été l'objet d'une campagne de presse passionnée ; elle a soulevé dans

certains milieux industriels un tolle de protestations immédiatement suivi de pétitions sans nombre. On n'a pas voulu comprendre que cette loi était une loi de progrès et de justice, on ne s'est attaché qu'à ses imperfections de détail pour l'accabler de critiques.

Sans nous faire l'écho de ces reproches, il nous faut reconnaître que, sur bien des points de détail, ces critiques ont été méritées.

Un grand défaut de la loi nouvelle, selon nous, provient de ce qu'elle contient de nombreuses dérogations au droit commun, sans préciser d'une façon bien nette quand cesse l'exception. Nous avons vu au cours de notre travail combien la jurisprudence était incertaine sur divers points, combien ses décisions étaient contradictoires.

Ainsi, au cas où un ouvrier est frappé d'incapacité permanente, quelle est la juridiction compétente pour lui accorder l'indemnité temporaire en attendant la fixation de la rente viagère. Certaines décisions admettent en ce cas la compétence du tribunal civil, d'autres estiment que, dans ce cas, seul le juge de paix est compétent.

De même, au cas de faute inexcusable, l'absence de définition dans la loi fait naître des controverses sans nombre. La jurisprudence est très hésitante : elle nous paraît avoir une tendance à admettre que le patron n'a commis une faute inexcusable que s'il s'est rendu coupable d'un crime ou d'un délit envers l'ouvrier. Il nous semble que le législateur eût mieux fait de laisser de côté la faute inexcusable et de dire qu'en cas d'incapacité permanente la pension oscillerait entre un minimum des deux tiers ou de la moitié de la réduction du salaire s'il y avait faute de la victime, et un maximum de la totalité du salaire s'il y a faute du

patron. Nous avons vu également que la jurisprudence est très divisée sur le point de départ de la rente viagère et sur la question de savoir s'il faut comprendre les dimanches et jours fériés dans l'indemnité temporaire.

Sur bien des points de détail la loi est donc incomplète et on peut lui reprocher de laisser la porte ouverte à trop de contestations. Mais il ne faudrait pas exagérer ce défaut : la réalité est trop compliquée pour qu'une loi, c'est-à-dire un corps de principes généraux et abstraits, puisse prévoir toutes les éventualités et faire toutes les appréciations.

Mais la loi du 9 avril 1898 présente des vices plus graves en raison desquels elle n'est que provisoire et destinée à des remaniements.

Elle laisse de côté de nombreux travailleurs, tous les ouvriers autres que les ouvriers de mines ou d'usines restent soumis au droit commun en cas d'accidents. On ne voit pas pourquoi la loi frappe d'ostracisme les ouvriers de l'agriculture, du commerce, aussi dignes d'intérêt que les ouvriers rentrant dans le cadre de la loi.

Enfin, quoi qu'on en ait dit, et malgré d'excellents arguments, nous persistons à croire que la loi est une prime au célibat et aux ouvriers étrangers. Nous ne comprenons pas pourquoi la vie de l'ouvrier a une valeur différente suivant qu'il est célibataire ou marié, Français ou étranger. Il nous semble que la loi aurait dû se borner à ne considérer que la responsabilité découlant du principe nouveau du risque professionnel, elle n'aurait dû avoir pour but que de régler les rapports de deux personnes, patron et ouvrier, abstraction faite de la situation sociale de ce dernier. La veuve et les enfants doivent être à la charge de la so-

ciété tout entière et non du patron seul ; ce serait à une loi autre que la nôtre à régler cette question.

En somme, l'œuvre de la loi de 1898 a été de modifier un principe de droit civil sur un point. Elle aurait dû s'en tenir là et ne pas faire intervenir des considérations humanitaires qui eussent été l'objet d'une loi d'assistance. Nous avons, dans notre Introduction, justifié le principe du risque professionnel en lui donnant comme base une idée de solidarité sociale, mais il ne faut pas oublier qu'il n'y a là qu'une justification et que le résultat immédiat de la loi est une modification des principes de la responsabilité. Cette modification peut avoir pour effet un rôle social d'apaisement, il n'en reste pas moins que la loi du 9 avril n'eût pas dû sortir du cadre du droit civil et laisser à une autre loi le soin de régler le sort de la veuve et des enfants du travailleur.

M. Beauregard envisage la situation des ouvriers mariés, dans un article du *Monde économique* du 9 juillet 1898 : « Aujourd'hui, en présence d'une loi qui toujours et quand même exige le versement d'une indemnité, il en est tout autrement : les grands patrons sont en général assurés à des compagnies particulières, et s'il faut prévoir qu'en raison de l'augmentation du nombre des indemnités à payer qui doit résulter de la loi de 1898 ces compagnies élèveront le taux de leurs primes, il n'est guère probable qu'elles aillent jusqu'à tenir compte du nombre plus ou moins considérable des célibataires employés dans une grande usine. Mais il n'en est pas de même à l'égard des petits industriels, des petits entrepreneurs, n'employant que quelques ouvriers qui ne sont pas liés par contrat à des compagnies d'assurance, et qui, le lendemain d'un accident, auront à supporter sur leurs

seules ressources la totalité des indemnités prévues par la loi. N'est-il pas évident qu'exposés à la ruine par les exigences de la nouvelle loi, ces petits patrons chercheront tous les moyens de se mettre à l'abri. Ils le feront certainement, et je ne vois pas trop qui pourrait les en blâmer ».

Enfin nous estimons que le système adopté au titre IV de la loi pour garantir le paiement des créances ne peut avoir qu'un caractère provisoire. En cas d'insolvabilité du responsable, ce paiement est assuré par la caisse des retraites au moyen d'un fonds spécial de garantie ; ce fonds est alimenté par des centimes additionnels qui surchargent les patentes des industriels visés par l'article 1^{er}. Ainsi, les chefs d'entreprise qui auront eu la précaution de s'assurer paieront au lieu et place de leurs confrères imprévoyants. Il est hors de doute qu'on sera forcé de modifier la loi sur ce point et d'en venir à l'assurance obligatoire (voir notre Introduction, p. 48).

Malgré ses défauts, nous répéterons que la loi du 9 avril 1898 constitue un progrès évident, que par elle bien des misères seront soulagées, bien des injustices réparées. Dira-t-on que les ouvriers paieront les bienfaits de la loi par une diminution des salaires ? Nous répondrons que, même en ce cas, la loi conserve sa portée sociale ; les travailleurs auront à s'imposer un sacrifice, il est vrai, mais en revanche les victimes du travail auront un secours assuré, et la loi n'aura pas été inutile. Mais il ne faut pas se dissimuler que la loi est loin d'être parfaite et qu'elle aura besoin de bien des remaniements. C'est d'ailleurs dans cet esprit qu'elle a été votée, ainsi que le disait le rapporteur de la commission à la séance du 4 mars 1898 : « Nous votons une loi d'expérience, et si, en Allemagne, la loi

de 1884 est modifiée à chaque instant par le Reichstag, on peut prédire qu'en France il en sera de même. L'expérience et la pratique de la législation nouvelle dans laquelle nous allons entrer nous amèneront sans doute à adopter des modifications. Nous le ferons au fur et à mesure que la nécessité en sera démontrée pour nous rapprocher de l'idéal de justice sociale que nous avons toujours devant nos yeux ».

VU :

MOULIN.

VU : *Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon.*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,

Le Recteur de l'Académie.

Correspondant de l'Institut,

CH. ADAM.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION	3
CHAPITRE I. — La réparation des accidents du travail avant la loi du 9 avril 1898	3
Section I. — Système de la responsabilité délictuelle.	4
Section II. — Système de la responsabilité contrac- tuelle	12
Section III. — Nécessité d'une réforme législative....	19
CHAPITRE II. — Historique de la loi du 9 avril 1898.....	27
Section I. — Préliminaires.....	27
Section II. — Premier projet voté en 1888.....	31
Section III. — Projet de 1893	34
Section IV. — Troisième projet voté par la Chambre en 1897	39
CHAPITRE III. — Aperçu théorique sur la loi du 9 avril 1898	43
Section I. — Du risque professionnel	43
Section II. — De l'indemnité forfaitaire.....	52

Section III. — Des garanties	54
Section IV. — Simplification de la procédure	58

COMMENTAIRE DE LA LOI

TITRE PREMIER. — <i>Indemnités en cas d'accidents</i>	59
CHAPITRE I. — Etendue d'application de la loi	59
Section I. — Etendue d'application de la loi aux industries.....	60
Section II. — Etendue d'application de la loi aux personnes.....	71
Section III. — Etendue d'application de la loi aux accidents	81
CHAPITRE II. — Des indemnités.....	95
Section I. — Formes de l'indemnité et modifications que les parties peuvent y apporter.....	95
Section II. — Du montant de l'indemnité et des personnes qui y ont droit	111
Section III. — Point de départ, lieu et mode de paiement des indemnités.....	128
CHAPITRE III. — Incessibilité et insaisissabilité	131
CHAPITRE IV. — De l'action donnée par la loi contre la personne responsable autre que le patron ou ses préposés	135
CHAPITRE V. — Détermination du salaire de base.....	141
Section I. — Du salaire servant de base au rentes afférentes aux accidents mortels ou aux incapacités permanentes	142

Section II. — Du salaire de base des indemnités temporaires.....	153
TITRE II. — <i>Déclaration des accidents et enquête</i>	157
CHAPITRE I. — Déclaration des accidents.....	159
CHAPITRE II. — De l'enquête	165
TITRE III. — <i>Compétence. — Juridiction. — Procédure. — Révision</i>	173
CHAPITRE I. — Compétence du juge de paix. — Procédure devant cette juridiction	173
Section I. — Compétence <i>ratione materiæ et ratione loci</i>	173
Section II. — Procédure devant le juge de paix	175
CHAPITRE II. — Compétence des tribunaux civils. — Procédure. — Voies de recours.....	179
Section I. — Compétence <i>ratione materiæ et ratione loci</i>	179
Section II. — Procédure devant le tribunal civil.....	180
Section III. — Des voies de recours.....	187
CHAPITRE III. — De la prescription	191
Section I. — Calcul du délai de prescription. — Suspension et interruption.....	192
Section II. — Quelles actions sont soumises à la prescription de l'article 18? Quelles personnes peuvent invoquer cette prescription	203
CHAPITRE IV. — De la révision	207
Section I. — Caractère de l'action en révision.....	208

Section II. — Délai de l'action en révision. — Procédure	241
CHAPITRE V. — Faute intentionnelle et faute inexcusable.	215
Section I. — De la faute intentionnelle.....	215
Section II. — De la faute inexcusable de la victime... ..	217
Section III. — De la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction.....	230
CHAPITRE VI. — De l'assistance judiciaire.....	239
TITRE IV. — <i>Des garanties</i>	243
CHAPITRE I. — Historique.....	245
CHAPITRE II. — Des garanties afférentes au paiement des indemnités temporaires et des frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires.....	251
Section I. — Créances garanties par le privilège de l'article 23	251
Section II. — Etendue et effets du privilège de l'article 23	253
CHAPITRE III. — Des garanties en matières d'accidents mortels ou suivis d'incapacité permanente.....	257
Section I. — Droits et actions de la victime d'accident contre le patron ou son assureur.....	258
Section II. — Droits et actions de la victime d'accident ou de ses représentants contre la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	263
Appendice. — Du fonds de garantie.....	269
CHAPITRE IV. — Surveillance et contrôle des compagnies d'assurances et des syndicats de garantie.....	275

CHAPITRE V. — Du versement du capital représentatif...	283
TITRE V. — <i>Dispositions générales</i>	289
CHAPITRE I. — Délivrance gratuite des actes et dispense des droits de timbre et d'enregistrement.....	289
CHAPITRE II. — Du caractère d'ordre public de la loi....	293
Section I. — Des conventions antérieures et postérieures à l'accident.....	294
Section II. — Des polices d'assurances antérieures à la loi de 1898.....	297
CHAPITRE III. — Affichage de la loi. — Point de départ.— Conditions d'application.....	301
CONCLUSION.....	303

ERRATA

- Page 8, ligne 12, *lire* « supporter » *au lieu de* « rapporter ».
- Page 8, ligne 28, *lire* « admit » *au lieu de* « admet ».
- Page 10, ligne 23, *lire* « facilitée » *au lieu de* « faussée ».
- Page 17, ligne 23, *lire* « usines » *au lieu de* « mines ».
- Page 99, ligne 7, *lire* « l'article 9, 2° » *au lieu de* « l'article 192 ».
- Page 105, ligne 14, *lire* « ester » *au lieu de* « citer ».
- Page 114, ligne 11, *lire* « aux 2/3 » *au lieu de* « au 2/3 ».
- Page 119, ligne 25, *lire* « une veuve » *au lieu de* « un enfant d'une veuve ».
- Page 122, note 1, *lire* « législation des accidents du travail » *au lieu de* « législation du 11 avril ».
- Page 151, ligne 12, *lire* « faudra-t-il » *au lieu de* « faudra-il ».
- Page 151, ligne 24, *lire* « gains » *au lieu de* « grains ».
- Page 161, ligne 16, *lire* « Ces » *au lieu de* « Les ».
- Page 176, ligne 20, *lire* « juge de paix d' » *au lieu de* « juge de faire ».
- Page 186, note 1, ligne 17, *lire* « incapacité temporaire » *au lieu de* « incapacité ».
- Page 191, note 1, *lire* « 1887 » *au lieu de* « 1882 ».
- Page 232, ligne 1, *lire* « de la responsabilité des accidents dont les ouvriers » *au lieu de* « la responsabilité dont les ouvriers ».
- Page 262, ligne 17, *lire* « caisse » *au lieu de* « compagnie ».
- Page 291, ligne 3, *lire* « l'article 29 » *au lieu de* « l'article ».
-

